



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries mars 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le bloc-notes du 7 mars 2018

- Causerie au format pdf. (57 pages)

Chez vous il fait un froid de canard, ici à Pondichéry il fait 40°C à l'ombre à midi, 18°C le matin à 6h.

Les réflexions politiques qui suivent ont été classées par ordre chronologique en partant des plus récentes (jusqu'au 8 janvier).

J'ai abandonné la formule des causeries quotidiennes pour cause de santé principalement. La semaine qui précéda la causerie du 7 janvier, il y eut en moyenne 350 connexions uniques par jour, hors robots ou moteurs de recherche, soit plus de 10.000 connexions par mois.

Comme il est inutile de se dépenser sans compter ou de se sacrifier, alors que l'échéance ou les objectifs politiques que nous poursuivons sont de toute évidence renvoyées à une date indéterminée, j'ai décidé de poursuivre mon activité politique sous la forme d'une contribution plus légère ou moins contraignante sans toutefois transiger sur les principes, en partageant les idées que m'inspirent les événements qui servent à l'élaboration de mon analyse de l'évolution de la situation...

Ce n'est pas évident de savoir ce qu'on pense et pourquoi on le pense et de le formuler de manière à être compris, sans que nos propos soient systématiquement déformés ou interprétés en isolant et privilégiant un élément, alors que c'est l'ensemble des éléments qui composent une analyse qui lui donne un sens et une orientation. Cela suppose d'avoir tous ces éléments en tête puis d'observer comment ils se comportent, évoluent et s'ordonnent...

Si j'étais un populiste ou un démagogue, un opportuniste qui se destine de manipuler les lecteurs, je surferais sur la vague de délocalisations ou de fermetures d'usines annoncées qui vont se traduire par des milliers de licenciements, ainsi que la contre-réforme destinée à liquider ce qui reste de la SNC, etc. en formulant au choix le vœux ou l'espoir que le tout combiné aux mesures antisociales adoptées ces derniers mois par le gouvernement contre finalement toutes les catégories de travailleurs aboutissent à un mouvement social unitaire ou de masse contre le régime, mais je n'en ferai rien étant persuadé qu'il n'aboutirait à rien, et j'explique ici pourquoi.

Au passage, on évitera également de spéculer sur la liquidation de la fonction publique et des entreprises d'Etat qui pourrait se traduire par un rapprochement pour le moins hypothétique entre les différents secteurs de la classe ouvrière, du fait que c'est la réaction qui est à l'origine de ce processus et dont l'issue constitue une sévère défaite pour l'ensemble des travailleurs qui préfigure celles à venir.

On voudrait bien redonner de l'espoir aux militants qui s'impatientent ou qui ne supportent plus la situation inextricable dans laquelle nous sommes, mais nous n'avons pas le droit de leur raconter des histoires, de les tromper en somme, on ne peut pas nous demander cela.

Souvenez-vous lors de la réunification de l'Allemagne, on nous avait expliqué que la réunification du prolétariat le plus puissant d'Europe allait constituer une formidable occasion pour relancer la lutte de classe dans ce pays et au niveau du continent, en réalité cela allait se traduire par l'Agenda 2000 et Hartz IV, des salaires à 1 euro, etc. l'impérialisme allemand allait renouant avec l'hégémonie économique et politique qu'il avait avant la Seconde Guerre mondiale tout en s'imposant à la direction de l'UE, ceux qui avaient produit ce pronostic foireux avaient tout simplement oublié dans quel contexte cette réunification intervenait et qui en était à l'initiative.

Vous ne m'en voudrez pas d'avoir retenu cette leçon, n'est-ce pas ? Ce qui n'est pas vraiment le cas de nos dirigeants malheureusement. Un conseil : Méfiez-vous de leurs analyses, car aux faits souvent ils mêlent des éléments de nature dogmatique qui flattent vos attentes et vous entraîneront de désillusions en désillusions, on n'a pas le droit de faire croire aux militants ou aux travailleurs que quelque chose pourrait se produire quand on sait pertinemment que c'est totalement impossible. En revanche chacun a le droit de se tromper, c'est uniquement l'intention qui compte. On a le devoir d'encourager les travailleurs à se mobiliser, mais on a aussi le devoir de leur dire la vérité sur la situation en évacuant toute éventuelle illusion...

- C'est la guerre : comment ne pas la perdre ? - Editorial de La Tribune des travailleurs n°128 (28 février 2018) (POID)

Dans l'état actuel des choses elle est perdue d'avance.

La défaite des cheminots en France sera aussi lourde de conséquences pour le mouvement ouvrier et le prolétariat que celle des mineurs face à Thatcher, (50 ans plus tard) ils ne s'en sont jamais remis.

Pourquoi, comment cela a-t-il pu être possible ? Au regard des réponses qui ont été fournies à ces questions et la manière dont cela s'est traduit concrètement, sur la base d'un simple constat on est légitimement en droit de penser que la véritable explication se situait ailleurs, si on en juge par l'état de putréfaction, de délabrement, de corruption, de décadence du mouvement ouvrier qui en a suivi... ou qui peut-être précédait ce chapitre de la lutte des classes, qui sait ce processus était-il déjà largement entamé depuis des lustres, ceci expliquerait cela, ce qu'apparemment personne ne veut admettre.

La Tribune des travailleurs - Ne pas se laisser diviser par la « concertation » dans laquelle le gouvernement veut piéger les organisations syndicales et les lier à sa contre-réforme : quand on est en guerre, on ne se concerta pas avec l'ennemi, on serre les rangs, on constitue un seul front et on part au combat pour gagner dans l'unité. Fin de l'extrait.

De toute évidence les travailleurs qui sont loin d'être tous logés à la même enseigne ou de posséder le même statut, sont de ce fait profondément divisés, atomisés, livrés à eux-mêmes, puisque c'est l'élément qui en premier lieu conditionne leur mode de pensée et leur comportement ou la manière dont ils interprètent la situation ou la politique du gouvernement, selon qu'ils sont directement concernés ou non par ses mesures antisociales ou qu'ils ont les moyens ou non d'y faire face. A défaut d'avoir développé une conscience de classe, il ne peut pas en être autrement.

Quant à l'affirmation selon laquelle le gouvernement voudrait "piéger les organisations syndicales", c'est une imposture qui discrédite ceux qui se livrent à un tel sophisme, une fois constaté qu'elles collaborent volontairement ou librement et en permanence avec le gouvernement, elles viennent une nouvelle fois de l'illustrer en rappelant qu'elles partageaient avec le patronat la responsabilité de la condition des chômeurs en établissant leurs "règles d'indemnisation" ou encore le "niveau de ressources nécessaires" à l'Unedic, autrement dit le niveau des cotisations sociales, pendant que le patronat bénéficie d'exonérations en tous genres et les actionnaires engrangent des dizaines de milliards d'euros de dividendes.

C'est jusqu'à la lie que les partisans de la politique dite contractuelle, de la gestion tripartites des organismes sociaux, entendez ceux qui ont marchandé avec les dirigeants vendus des syndicats leur neutralité en échange de postes de permanents souvent à vie, doivent faire avaler aux travailleurs et aux militants le prix de leur trahison ou forfaiture dont voici deux illustrations.

Les syndicats sont indépendants de l'Etat nous dit-on. Les faits prouvent au contraire qu'ils ne sont pas indifférents aux besoins des capitalistes. Les preuves.

Publicsenat.fr - Les partenaires sociaux vont pouvoir désormais coécrire les diplômes professionnels avec l'État afin « de correspondre davantage aux besoins professionnels des entreprises ». publicsenat.fr 09.02

Libération.fr - ... les sanctions pour les chômeurs et la gouvernance du système, sont renvoyés à des échanges tripartites entre l'Etat, les syndicats et le patronat, organisés d'ici deux semaines. Mais le gouvernement a d'ores et déjà annoncé qu'il triplait le nombre de contrôleurs au sein de Pôle emploi, qui passera de 200 à 600. Et peut-être même plus à l'avenir, Macron, lors de

la campagne, ayant promis de les multiplier par cinq. Libération 2 mars 2018

Quand les syndicats sont associés à ce point au sort que les capitalistes réservent aux travailleurs qu'ils réduisent à l'état de déchets ou de mendiants ou prennent ainsi en charge les besoins exprimés par les capitalistes ou leurs représentants, leur orientation politique est déjà ouvertement corporatiste, réactionnaire.

Chacun aura compris que des syndicats ou des partis politiques qui participent quotidiennement à la gestion des rapports capital/travail dans le cadre du régime capitaliste, y sont liés intimement et lui servent de caution, quand leurs dirigeants ne se voient pas confier des postes ou des missions ministérielles à titre de reconnaissance, ce que chaque travailleur a forcément à l'esprit, tant le procédé s'est répandu au cours de ces dernières années et a été très largement médiatisé.

On ne piège pas quelqu'un qui est consentant et qui sait parfaitement à quoi s'en tenir, sauf à vouloir le faire passer pour ce qu'il n'est pas.

Cet éditorial illustre le refus de s'attaquer aux causes de l'insouciance, de l'apathie, de la résignation, de la passivité des masses exploitées, causes qui peuvent continuer de sévir et nuire aux intérêts de l'ensemble des travailleurs, tandis que la majorité qui ne se sent pas directement concerné s'accommode de la situation.

On souhaiterait évidemment par dessus tout que les développements à venir dans les quelques jours ou semaines qui viennent s'inscrivent dans une tout autre perspective, qui verrait les travailleurs se dresser en masse contre le régime, mais nous ne prendrons jamais nos désirs pour la réalité. Soit cela se produira, soit cela ne se produira pas, et si cela ne se produisait pas, on serait en droit de se demander pourquoi, à chercher à comprendre pourquoi au lieu de répéter sans cesse les mêmes platitudes qui ne n'apportent rien.

Qu'est-ce qui différencie le POID du POI ?

Les amis de mes amis sont mes amis.

<https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs-1126549334023195/>

Dans la rubrique ils "aiment" :

Lien vers l'association "La France de Marianne".

- La France de Marianne "a pour objet la promotion des valeurs portées par la République Française..." (source : La France de Marianne). Son manifeste est un panégyrique en hommage aux institutions de la Ve République.

La France de Marianne, c'est aussi :

- "Être Charlie c'est être français tout simplement."

Lien vers le Comité Laïcité République

Qui y trouve-t-on ? Une brochette d'ordures.

- Inna Shevchenko, l'égérie des Femen financées par Soros notamment.
- Alain Finkielkraut
- Elisabeth Badinter
- A. Lacroix
- Anne Hidalgo
- Caroline Fourest
- Patrick Kessel (président du Comité Laïcité République)

Le 14 novembre 2017 - Anna Shevchenko, Ukrainienne de 27 ans et figure majeure du groupe Femen, a obtenu le «Grand Prix International» du maçonnique Comité Laïcité République, présidé par l'ancien Grand Maître du GODF Patrick Kessel. (blogs.lexpress.fr/lumiere-franc-macon/tag/patrick-kessel)

Rien que du beau monde, on vous fera grâce des présentations, vous êtes censés tous les connaître.

A chacun ses francs-maçons et ses libres penseurs en somme...

Les menteurs professionnels hurlent au mensonge ou aux fakes news, les calomnieurs à la diffamation, les comploteurs au conspirationnisme, les voleurs au vol, les prostitués au viol, les assassins au crime, les barbares à la morale.

A la crise générale du capitalisme s'ajoute désormais une crise politique qui frappe de nombreux pays sur tous les continents, sans que nous sachions en profiter pour instruire et organiser les masses les plus conscientes. Les masses sont tentées de s'émanciper des institutions, mais elles ne savent pas pour quoi faire ni comment, parce qu'elles n'ont pas pris conscience de leur légitimité à décider elles-mêmes leur destin.

Depuis leur naissance on leur a inculqué le respect du régime en place qui serait immuable, irremplaçable ou éternel. Ensuite, on leur a expliqué qu'elle pouvait faire valoir leurs droits en glissant un bulletin de vote dans une urne tous les cinq ans. Et enfin, il leur a été accordé d'exprimer leurs désaccords par des moyens pacifiques en attendant les prochaines élections, sans que ni l'un ni l'autre de ces procédés ne change quoi que ce soit à leur condition, puisque leurs besoins ne peuvent être pris en compte qu'à condition qu'ils ne contrarient pas ceux du régime, autrement dit dans tous les cas de figure, quelles que soient les mesures ou lois adoptées par les représentants du régime elles doivent s'y soumettre impérativement en attendant des jours meilleurs qui ne viendront peut-être jamais.

C'est ce mécanisme et ce cadre qu'elles doivent briser pour prendre en mains leur destin. Les travailleurs consacrent leur temps libre à un tas d'activités, mais ils n'ont pas le temps de s'occuper de leurs propres affaires qu'ils laissent le soin à d'autres de gérer à leur place avec les conséquences néfastes et dramatiques qui en découlent. Dans ces conditions leur situation ne peut aller que de mal en pis. Voilà ce qu'il faut les aider à prendre conscience. Mais cela ne peut pas se faire en leur tenant un discours démagogique ou dogmatique ou pire encore, en flattant leur ignorance en les déclarant irresponsables.

Chacun sait dans la vie courante que ce genre de discours a ses limites ou est insupportable, car personne ne peut accepter que quelqu'un se conduise n'importe comment sous prétexte qu'il serait irresponsable, et continue de nuire aux intérêts des autres autant qu'aux siens, puisqu'ils sont tous liés. Si ma liberté s'arrête où commence celle des autres, je suis en droit de considérer que l'indifférence, la résignation ou la passivité sont des comportements qui portent atteinte à mes intérêts, dans la mesure où ils permettent au gouvernement de m'imposer sa politique antisociale. Partant du principe que les besoins que j'exprime sont légitimes, tout obstacle qui se dresse pour empêcher qu'ils ne soient satisfaits constitue une atteinte à ma liberté ou empiète sur ma liberté, ce que je ne peux pas tolérer quelle qu'en soit l'origine.

A entendre les uns et les autres, personne dans la société ne serait responsable de quoi que ce soit, hormis les capitalistes, mais comme ces derniers ne changeront pas, cela signifie qu'aucun changement de politique ou de société n'advient jamais. Ce discours n'est pas adapté aux couches inférieures de la classe ouvrière qui croulent sous les difficultés et n'en comprennent pas la nature, c'est d'ailleurs davantage sous cet angle-là qu'il faut s'adresser à elles.

La difficulté face à laquelle nous sommes se résume ainsi : les travailleurs qui ont la capacité de prendre conscience de leur condition s'en moquent parce qu'ils disposent encore des moyens pour supporter le capitalisme, une fois leur journée de travail terminée ils profitent de la vie, tandis que les travailleurs qui sont les plus durement frappés par la crise du capitalisme croulent sous tant de difficultés qu'ils haïssent littéralement la société et sont hermétiques à tout discours, ils accueilleront le nôtre avec bienveillance mais cela n'ira pas plus loin.

En résumé, les plus ignorants ou arriérés subissent leur sort comme une terrible injustice qu'ils vivent comme une fatalité contre laquelle ils sont impuissants à lutter, ils n'ont confiance en personne pas même en eux, ils sont accablés par tant de problèmes quotidiens à régler qu'ils ne peuvent penser à rien d'autre, leur proposer un engagement politique qui porterait ses fruits ultérieurement est au-delà de leurs forces ou ne les intéresse pas. Tandis que ceux qui bénéficient de meilleures conditions d'existence et d'un niveau de conscience supérieur entendent en profiter sans se mêler des questions qui ne les concernent pas directement, elles préfèrent porter leur attention sur les questions de nature individuelle que leur soumettent les représentants du régime, plutôt que sur celles qui concernent collectivement leur classe, parce qu'elles estiment qu'elles sont globalement résolues en ce qui les concerne ou elles peuvent y répondre individuellement sans qu'il y ait besoin de remettre en cause le régime en place, elles sont les plus vulnérables à la propagande officielle.

Puisqu'on ne peut rien changer à la condition des couches les plus défavorisées qui ne croient plus en rien ni en personne, notre discours leur semblera utopique, c'est normal ou logique, et celui qu'on adressera aux couches les plus favorisées leur semblera déplacé ou outrancier parce qu'elles se complaisent dans leur condition. En lisant ces lignes les lecteurs seront tentés d'en conclure que quoi qu'on entreprenne en direction des masses cela ne servira à rien, j'ai envie de leur répondre que c'est justement la raison pour laquelle nous ne devons surtout pas changer de discours, pour leur montrer où conduit leur comportement ou leur état d'esprit, sans les juger ou les accabler cela va de soi, en admettant que le discours que l'on tient est adapté à chaque couche de travailleurs, donc que l'on parte de leur condition au lieu de partir de nos propres considérations.

La question est de déceler leur logique pour les amener à admettre qu'elle dessert leurs intérêts...

Plus vous êtes évolué, plus vous avez un statut social élevé, et plus vous êtes responsable de l'état ou de l'orientation de la société, plus votre devoir vous impose de vous engager pour la changer.

On ne peut pas être développé intellectuellement et refuser d'assumer ses responsabilités vis-à-vis de l'ensemble de la société, en particulier envers les couches les plus défavorisées ou les plus durement et injustement frappées par la survie du système économique capitaliste en France et dans le reste du monde.

Le problème, c'est que les membres de ces couches les plus évoluées ou intellectuellement les plus développées se comportent comme des irresponsables qui se moquent éperdument du sort du reste de la société. Ils profitent des privilèges que la société leur accorde...

Quelques infos en bref.

Allemagne.

- Les adhérents du SPD disent "oui" à l'accord de coalition avec Merkel - Reuters 4 mars 2018

Les adhérents du Parti social-démocrate (SPD) ont approuvé à 66% l'accord de coalition avec le bloc conservateur d'Angela Merkel (CDU-CSU), ouvrant la voie à la formation d'un gouvernement en Allemagne, plus de cinq mois après les élections législatives.

Le taux de participation à cette consultation menée par voie postale a été de 78% des 464.000 membres du SPD.

"Le président de la République (Macron - ndlr) se réjouit du résultat du vote du SPD. C'est une bonne nouvelle pour l'Europe", déclare-t-on de même source. "La France et l'Allemagne travailleront ensemble, dès les prochaines semaines, pour développer de nouvelles initiatives et faire avancer le projet européen." Reuters 4 mars 2018

Ce type de coalition existe en Allemagne depuis les années 60, sinon la CDU/CSU et le SPD se passent les plats en alternant au pouvoir. Pendant plus d'un demi-siècle il y en aura parmi nous pour l'ignorer, les opportunistes osaient tout avant l'heure...

Italie

Les quatre partis de la coalition de droite-extrême droite, parmi lesquels se trouve Forza Italia de Silvio Berlusconi, obtiendraient selon les sondages entre 31% et 41% des voix.

Le populiste Mouvement 5 Etoiles, hors de cette coalition, serait devenu le premier parti du pays, avec entre 29% et 32% des suffrages. En revanche, le Parti démocrate (PD, centre-gauche) de Matteo Renzi confirme dans les urnes le mauvais résultat anticipé par les sondages avec un score compris entre 21 et 23,5%, toujours selon ces estimations. AFP 05.03

France

- Caroline De Haas (secrétaire générale de l'Unef et militante PS - ndlr) quitte les réseaux sociaux après "une vague de haine" - AFP

La militante explique sur son blog dans Mediapart que ces attaques ont été déclenchées par une interview d'elle publiée dans L'Obs du 15-21 février, sous le titre "un homme sur deux ou trois est un agresseur". AFP 26 février 2018

Et elle n'a pas visité les abattoirs où l'on saigne les truies dans son genre...

- «Le Média» malaise au sein de la chaîne proche des Insoumis - Le Parisien 26 février 2018

Grande-Bretagne.

- Un nouveau parti anti-Brexit voit le jour au Royaume-Uni, inspiré par Macron - AFP

Un nouveau parti politique centriste et anti-Brexit, "Renew" ("Renouveler"), a été lancé lundi au Royaume-Uni, inspiré par "La République en marche" du président français Emmanuel Macron. AFP19 février 2018

Mieux qu'une coalition, la fusion de la droite et de la gauche dans le même parti, enfin ! Les faits légitiment notre analyse. Entre nous, je ne voudrais pas être à la place de mes détracteurs qui doivent réécrire leur copie de fond en comble...

Tout est dit ici pour qui sait lire, un scénario parfaitement maîtrisé bien que soumis à des aléas, et le plus paradoxal, c'est que l'auteur de cette analyse semble l'ignorer ! Pourquoi ? Parce qu'il passe à côté de ses implications politiques. Pourquoi ? Mais parce qu'il s'accommode très bien du monde dans lequel nous vivons sous le capitalisme. Il n'a pas besoin de chercher la voie pour en sortir...

Grille de lecture.

Un scénario parfaitement maîtrisé.

- crise inévitable...

- un mécanisme décrit minutieusement...

- un effondrement prévisible, déclenché sur commande le moment voulu, tout le processus étant sous contrôle, y compris ou surtout ses conséquences...

- les Banques centrales (privées) à la manoeuvre...

- argent gratuit distribué aux banques par milliers de milliards de dollars...

- fermez le robinet et c'est la faillite...

- en cas de chute prolongée des cours boursiers, les grandes Banques centrales feront tourner de plus belle la planche à billets pour éviter le pire.

- c'est un système sans fin...

Merci on l'avait compris, à moins d'être d'une mauvaise foi, d'un dogmatisme incroyable ou d'une stupidité sans fond.

Notez qu'à ce jour pour les dirigeants des partis dits ouvriers la crise du capitalisme se déroule ou éclate selon un rite immuable depuis la moitié du XIXe siècle, que les capitalistes se soient dotés de nouveaux instruments pour interférer dans le déroulement de cette crise ou le fonctionnement du capitalisme les laisse indifférent.

Au lieu de partir dans une démonstration qui serait accusée d'être partisane ou porterait à polémique, donnons la parole à un membre de l'élite acquis au capitalisme, qui se livre à un constat dont nous venons de livrer la trame et l'objectif, se donner les moyens de perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Crise financière: «Dettes, crédits opacité... Les foyers de la déflagration sont connus» — Libération.fr
28 février 2018

Après les soubresauts boursiers début février, le chercheur Gaël Giraud estime que la financiarisation de l'économie mondiale, dopée par l'endettement, éloigne toujours plus les marchés de l'économie réelle.

Beaucoup estiment que ce n'était qu'une simple secousse, comme en connaît la finance de marché : elle brûle aujourd'hui ce qu'elle a vénéré hier. Les indices baissent brutalement ? C'est l'effroi général. La glissade s'interrompt ? Tout le monde (ou presque) explique que les marchés ont retrouvé la raison. La dernière trombe financière planétaire (du 5 au 9 février) n'aura pas échappé à ce mouvement. Dans le sillage de Wall Street, la planète finance a alors vu se volatiliser près de 7 500 milliards de dollars de capitalisation boursière en moins d'une semaine. Signe d'une inquiétude, dès le 11 février, la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, déclarait : «Il nous faut anticiper d'où viendra la prochaine crise.» (Ils vous fournissent même les signes, il suffit juste de suivre la piste. - LVOG) L'économiste Gaël Giraud estime que cet épisode ne peut être réduit à un simple accident. Elle est le signe avant-coureur d'un inéluctable prochain décrochage financier planétaire.

Entretien avec ce chef économiste de l'Agence française de développement (AFD) et directeur de recherche au CNRS, qui a notamment préfacé le dernier livre de Steve Keen, *Pouvons-nous éviter une autre crise financière ?* (les Liens qui libèrent).

Faut-il s'inquiéter des récents soubresauts des grandes places financières ?

Nous sommes dans une situation pour le moins aussi explosive que celle de 2007, avec des Etats dont les finances publiques sont plus dégradées et un contexte macroéconomique plus fragile en dépit de l'apparente reprise économique. Les mesures de régulation bancaire et financière adoptées depuis la crise des subprimes sont très insuffisantes pour éviter une prochaine crise financière, y compris l'Union bancaire européenne.

Où sont les indices de cette crise qui menace ?

En situation normale, l'indice microéconomique de l'économiste américain Robert Shiller, qui compare le cours d'une action avec les bénéfices distribués par l'entreprise correspondante, oscille entre 14 et 17, avec un rendement moyen des titres de 6 %. Il tourne aujourd'hui autour de 34 pour les 500 plus grandes entreprises américaines, témoin de la déconnexion profonde entre la réalité économique des entreprises et leur valorisation boursière. Le rendement des actions, 3 % environ, est identique à celui des titres sans risque de dette souveraine : un non-sens. La dernière fois que l'indice de Shiller avait dépassé un tel sommet, c'était en 2000, veille de l'implosion de la bulle internet. Ce décrochage se vérifie, à l'échelle macroéconomique, par le découplage entre les cours de Bourse et le PIB. Les indices boursiers ont dépassé depuis longtemps leurs sommets de 2007, alors que l'économie réelle occidentale, par exemple, n'a retrouvé que récemment le niveau de revenu moyen par habitant qui était le sien en 2007.

Peut-on parler de bulle ?

Bien sûr. Tôt ou tard, l'écart entre les cours de Bourse et l'économie réelle finira par se résorber via une chute du prix des actifs financiers.

Comment l'implosion de la bulle peut-elle advenir ?

Le mécanisme est simple et chaque fois identique : pendant la phase euphorique de gonflement de la bulle, les investisseurs s'endettent pour acheter des actifs financiers et bénéficier de la hausse des cours. Tôt ou tard ils devront rembourser leurs dettes. Or leurs revenus proviennent de l'économie réelle. S'il y a découplage entre celle-ci et la sphère financière, alors les spéculateurs sont condamnés à vendre leurs actifs financiers pour rembourser leurs dettes, faute de revenus « réels » suffisants. Un krach financier s'amorce au moment où une fraction suffisamment importante d'investisseurs, contrainte de vendre ses titres, provoque un retournement à la baisse des marchés. Les autres investisseurs n'ont alors d'autre choix que de vendre à leur tour pour minimiser leurs pertes. Résultat : les cours s'effondrent.

Avons-nous atteint les limites d'une économie mondiale qui croule sous des montagnes de dettes ?

C'est vraisemblable. Raisonnons à partir d'un individu surendetté : dès que sa dette est supérieure au collatéral qui lui sert de garantie (par exemple une maison ou une voiture), il a intérêt à faire défaut sur sa dette car finalement la saisie de son collatéral lui fera économiser de l'argent. Au niveau global, la situation est comparable. La dette publique mondiale atteint environ 60 000 milliards de dollars, alors que le PIB mondial tourne autour de 70 000 milliards. Quant à la dette privée, elle dépasse les 110 000 milliards de dollars (ce qui signale, au passage, qu'il est plus urgent de désendetter le privé que l'Etat). Le total des dettes est donc supérieur à 240 % du PIB. En face, le capital physique mondial qui tient lieu de garantie à cette montagne de dettes est de l'ordre de 200 000 milliards de dollars. Bien sûr, au niveau agrégé, les dettes ne sont pas dues à la même échéance pour tout le monde. Reste que, lorsqu'une dette globale frôle la valeur de son collatéral, nécessairement des difficultés de remboursement vont apparaître.

D'où peut venir le prochain maelström financier ?

Personne ne peut dire quand ni d'où partira la première secousse, mais les foyers de la déflagration sont connus. Il y a la dette des étudiants américains (1 300 milliards de dollars, soit 1 065 milliards d'euros), un peu plus de la moitié du PIB français, et qui ne peut être remboursée que si les diplômés des campus nord-américains trouvent très vite des emplois bien rémunérés. Il y a aussi le crédit à la consommation de type subprime qui a ressuscité et que les banques américaines ont même recommencé à titriser. Il y a l'opacité des grandes banques publiques de Shanghai et la bulle immobilière de la côte Est de la Chine. L'accroissement de la dette privée chinoise est sans précédent dans l'histoire. Autant de bombes financières à retardement.

Ces dettes ne créent-elles pas de valeur ?

Pas suffisamment. Aujourd'hui, le ratio dette privée sur PIB augmente partout dans le monde. Cela signifie que le surcroît de dette ne produit pas (assez) de valeur ajoutée. La dette sert de carburant à l'économie mondiale mais elle ne produit plus d'étincelle

qui allume le moteur de la croissance (nonobstant la question écologique).

Quel a été le rôle des Banques centrales ?

Dans la bulle actuelle, dont le gonflement débute en 2009, c'est l'argent des Banques centrales qui a alimenté la bulle financière. Les politiques monétaires d'assouplissement quantitatif (quantitative easing, QE), mises en œuvre dans le sillage de la crise de 2008, ont consisté au rachat par les Banques centrales des obligations d'Etat sur le marché secondaire, à coups de milliers de milliards. Depuis plus de huit ans, la Fed, aux Etats-Unis, injecte ainsi 1 000 milliards de dollars par an à un taux réel nul dans les banques, les fonds de pension et les compagnies d'assurances. Cet argent a été utilisé pour spéculer plutôt que pour investir dans l'économie réelle, en particulier dans la transition écologique. Les marchés d'actions se sont envolés. Le marché américain s'est apprécié de près de 35 % au cours des quatorze derniers mois.

Mais, en ce moment, les investisseurs nous disent qu'ils craignent une hausse de l'inflation via une hausse des salaires...

Ce qui montre qu'on est dans un monde qui fonctionne à l'envers. Une hausse des salaires devrait rassurer les investisseurs car elle est bonne pour la consommation, donc pour les entreprises, donc pour leurs actions. Au lieu de cela, les investisseurs en déduisent que l'inflation pourrait revenir, ce qui, si les Banques centrales agissent conformément à leur mandat, conduirait à un tarissement du QE et à une remontée des taux. Or c'est le robinet des Banques centrales qui, en alimentant le secteur bancaire (lui-même surendetté) avec de l'argent gratuit, le maintient en vie. Coupez le robinet et vous plongez des pans entiers du secteur bancaire nord-atlantique vers la faillite, y compris certaines Landesbanken allemandes. D'où la panique, le 8 février, quand la Banque centrale d'Angleterre a annoncé qu'elle s'apprêtait à remonter rapidement ses taux.

C'est un système sans fin...

Puisque la sphère financière grossit plus vite que l'économie réelle, l'unique salut des investisseurs pour éviter le krach, ce sont les Banques centrales. Il est vraisemblable qu'en cas de chute prolongée des cours boursiers, les grandes Banques centrales feront tourner de plus belle la planche à billets pour éviter le pire. Attitude paradoxale, mais difficile à éviter, de pompier pyromane... qui alimente une vaste pyramide de Ponzi où l'on ne peut plus rembourser ses dettes qu'en contractant de nouvelles dettes. Les Etats eux-mêmes ont intérêt au prolongement de cette situation absurde : si les banques ne sont plus certaines de revendre leurs titres de dette publique aux Banques centrales, elles redeviendront plus exigeantes avant de souscrire à une adjudication du Trésor. Le coût de la dette publique augmentera.

Qu'est-ce qui a changé au cours des cinquante dernières années pour en arriver à cette situation ?

Pendant les Trente Glorieuses, la plupart des pays occidentaux, à l'exception des Etats-Unis, ont connu un endettement sain, parallèle à la création de valeur économique. Avec les débuts de la dérégulation financière des années 80, on assiste à la montée d'une dette « malsaine » : le ratio dette privée/PIB augmente dans tous les pays industrialisés. On vit depuis lors dans une économie à crédit, probablement du fait des contraintes géologiques liées à la raréfaction progressive de l'énergie et des ressources minières. (On a envie de dire quelle connerie ! Le même jour j'ai lu un article dans lequel il était expliqué que d'ici 2025 80% des besoins en énergie des Etats-Unis pourraient provenir d'autres sources que les énergies fossiles. - LVOG)

Où est la solution ?

Les Banques centrales vont probablement continuer un QE minimal pour éviter la catastrophe, mais il faut réguler à nouveau les marchés financiers et les secteurs bancaire (y compris le monde bancaire de l'ombre, le shadow banking) et assurantiel de manière à empêcher les bénéficiaires de ces liquidités de les utiliser pour spéculer. Cela passe par la réécriture du cadre prudentiel de Bâle III et de Solvabilité II, ainsi que des normes comptables internationales. Il faut contraindre le secteur privé à se désendetter et à investir dans l'économie réelle. Fléchons l'argent des Banques centrales vers des « investissements verts » si nous voulons éviter l'autre catastrophe qui menace - beaucoup plus grave -, celle du climat et de la biodiversité. Enfin, il faut mettre fin à l'exigence pour les Etats de se financer sur des marchés financiers inefficients, et autoriser à nouveau leur financement par les Banques centrales. Ce circuit de financement public a permis la reconstruction de l'Europe de l'Ouest en une génération et c'est la solution que le Japon vient de remettre en selle à bas bruit.

Que diriez-vous à ceux qui expliquent en ce moment que la croissance revient et qu'on voit le bout du tunnel ?

Si tout va si bien, pourquoi les Banques centrales ne mettent-elles pas fin immédiatement à leur politique de QE ? Pourquoi la plus ancienne banque du monde, Monte dei Paschi di Siena, a-t-elle fait faillite en dépit du QE ? Pourquoi les taux restent-ils aussi bas ? Pourquoi l'inflation ne redémarre-t-elle pas ? Une économie dopée par la dette et l'argent gratuit peut donner l'illusion pendant quelques années qu'elle va mieux. En réalité, la croissance durable pour tous est illusoire : le monde va manquer de pétrole dès la prochaine décennie et, tant que nous n'avons pas opéré la transition énergétique, le monde dépend de l'or noir de manière cruciale. C'est l'ensemble de notre modèle économique qu'il faut repenser. Libération.fr

Passons sur le fait que ce n'est pas "notre" modèle économique, mais le leur, celui de la classe qui détient le pouvoir et qu'elle nous impose, et à laquelle il s'en remet pour résoudre les déficits auxquels est confrontée la civilisation humaine.

Il ne peut pas proposer de réponses aux questions qu'il pose, puisqu'il continue de penser le système économique capitaliste comme s'il était une fin en soi, indépassable ou éternel, tandis que ses contradictions poussées à l'extrême conduisent à son explosion ou à une situation sociale intenable à terme, à la barbarie ou au totalitarisme. De la même manière, on comprend pourquoi il ne peut pas caractériser la dérive financière de mafieuse, puisqu'elle a pour vocation de suppléer aux carences ou insuffisances du capitalisme pour que les capitalistes conservent leur hégémonie de classe. Et quant au constat selon lequel "la croissance durable pour tous (serait) illusoire", il oublie que plus des trois quarts de l'humanité n'en profite pas ou alors en étant soumis à des conditions d'exploitation épouvantables, et que quoi qu'il en soit rien n'enrayera durablement la tendance à la baisse du taux de profit qui mine le capitalisme et concourt à l'accumulation du capital.

A aucun moment il n'évoquera les conséquences sociales dramatiques de la dictature financière pour tous les peuples, et pour cause il se pose en conseiller des Banques centrales qui seraient bien avisés de s'orienter vers des «investissements verts», comme si cela pourrait suffire pour sauver le capitalisme et garantir un mode de vie de qualité à l'élite à son service.

Cette explication est incomplète, obsolète, inappropriée à la situation.

La mondialisation contemporaine a instauré la « guerre de tous contre tous », et par tous les moyens possibles afin de produire de nouveaux outils d'accumulation du capital. (Syrieleaks : Suites, propagande et dividendes... Par Richard Labévière - Les-Crises. fr 28.02)

Accumuler du capital, parvenu à un certain stade cela ne signifie plus rien, il faut donc chercher ailleurs. Pour être plus précis, cela signifie autre chose ou quelque chose de plus qu'autrefois qu'on peine à imaginer.

J'affirme que ce ne sont plus ni les rapports établis entre les classes à l'origine du capitalisme qui seuls détermineraient l'orientation économique ou social et politique de la société, la lutte des classes, ni la prétention de la classe dominante de conserver le pouvoir, mais la menace que représente à terme pour l'espèce humaine et plus particulièrement pour cette classe l'expansion continue de la population mondiale.

Il est toujours exact que le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même, en revanche il est devenu faux de prétendre que seul le prolétariat mondial pourrait en venir à bout, cette version était valable temps que le capitalisme n'avait pas atteint le stade au-delà duquel sa survie serait gravement compromise ou deviendrait insupportable qu'incarnent quotidiennement 7,4 milliards d'êtres humains et leurs besoins grandissant à satisfaire, qui sont incompatibles avec les ressources de la planète ou la préservation de l'environnement.

S'il est exact que le capitalisme est à l'agonie, en faillite, qu'il a franchi depuis longtemps le stade de la putréfaction, tout ce qu'on voudra, on est bien obligé de constater qu'il ne s'effondre pas, ce qui signifie qu'il existe un ou plusieurs facteurs qui sont intervenus pour voler à son secours, la planche à billets des faux monnayeurs et une stratégie politique précipitant l'avènement d'une dictature mondiale, de sorte que l'état du capitalisme est indifférent, il sert juste à justifier les lois qui accompagnent la mise en place de cette société totalitaire. Le capitalisme ne concerne plus que ceux qui n'ont pas les moyens de contourner les effets de sa crise, la quasi-totalité de la société à l'exception des oligarques. La lutte de classe s'en trouve complètement faussée et neutralisée, principalement du fait que personne dans le mouvement ouvrier n'entend prendre en compte ces facteurs.

Comment peut-on croire un instant qu'un système économique qui a vu le jour lorsque la terre était habitée par 600 à 800 millions d'êtres humains, fonctionnerait exactement de la même manière quand elle doit supporter l'existence de plus de 7 milliards d'habitants, demain 10 milliards ou le double ? C'est d'une stupidité accablante, non ? Et pourtant nous en sommes là ! Il ne faut pas s'étonner ensuite si ceux qui nous gouvernent ont autant de facilité à faire croire n'importe quoi aux masses ou à les manipuler aussi facilement puisque finalement nous n'avons guère fait mieux jusqu'à présent.

Passons à l'exercice pratique.

Des lois, quelles lois ? Les lois du fonctionnement du capitalisme ? Non, juste un règlement administratif ou policier de type bureaucratique conçu et imposé par les plus puissants aux plus faibles ou au monde entier qui sont sommés de s'y soumettre sous peine d'être durement réprimés.

Ce qui vaut sur le plan économique est en passe de s'imposer sur le plan social et politique à l'échelle mondiale en dehors de

tout contrôle et en toute impunité, ne souffrant aucune contestation ou remise en cause possible, n'étant entravé par aucun obstacle d'aucune sorte, surtout pas les lois du fonctionnement du capitalisme et ses contradictions qu'ils transgressent, pas même les rapports existant entre les classes ou l'existence même de ces classes qu'ils ignorent, comme si elles n'existaient pas puisque le législateur représentant les intérêts de l'oligarchie anglo-saxonne s'arroge absolument tous les pouvoirs, après celui de fabriquer et contrôler la monnaie, ils fabriquent les gouvernements et contrôlent toutes les institutions qui adoptent les lois qu'ils leur dictent et qui les font respecter, ce qui caractérise une dictature absolue ou un régime totalitaire.

Leur conception (néolibérale) de la société ou le modèle qu'ils veulent imposer au monde entier n'a aucun lien avec le système économique en vigueur, avec le développement ou l'évolution du capitalisme, ses besoins qui en découlèrent et qui alimentèrent la lutte des classes, et qui furent à l'origine du progrès social réalisé par l'humanité, leur conception ou modèle totalitaire de la société découle de leur incapacité ou refus de se conformer aux contradictions du capitalisme qui conduiraient à leur disparition, et si ils se présentent ou on les interprète comme des actes de volonté libre ou un choix délibéré de leur part, en réalité ils leur sont imposés, s'ils sont conduits à se comporter en vulgaires gangsters, en cruels tyrans, parce qu'ils savent que les besoins de 7,4 milliards d'hommes et de femmes, demain 9, 10, 12 milliards sont incompatibles pas seulement avec le capitalisme mais aussi avec la survie de l'espèce humaine dont ils font aussi partie aussi monstrueux soient-ils, donc en dernière analyse, c'est autant leur pouvoir, leur hégémonie de classe qu'ils entendent ainsi préserver que leur propre survie à titre individuel, le plus arriéré des hommes vivant sur terre pouvant parfaitement imaginer qu'à un moment donné le développement exponentiel de la population mondiale conduira forcément d'une manière ou d'une autre à l'extinction de l'espèce humaine dans d'effroyables conditions en prime.

Illustration de la dictature mondiale.

- Vente de Rafale bloquée : la France subit (encore une fois) la loi américaine - lesechos.fr 23.02

La question de l'extraterritorialité des lois américaines...

Il faut reconnaître à cette mécanique une efficacité absolue puisqu'elle revient, sous le prétexte d'une régulation économique visant à prévenir les fraudes, à arbitrer le droit du commerce international avec comme seul prisme l'intérêt américain.

Car le juge ne sera jamais saisi, aucune incrimination pénale ne sera jamais utilisée ! En l'occurrence, il n'y a pas le plus petit tracas juridique, mais seulement la présence d'un composant américain qui justifie qu'ils donnent leur avis.

L'efficacité est telle qu'elle ne repose sur aucun principe, sur aucune règle juridique. Les États-Unis se reconnaissent simplement le droit de contrôle de toutes les opérations dans lesquelles un élément de rattachement à leur droit aussi infime – pour ne pas dire discutable – que l'utilisation de leur monnaie ou d'un trombone. lesechos.fr 23.02

En 2017, les États-Unis avaient déployé 291 000 soldats dans 183 pays étrangers...

Des troupes d'opérations spéciales sont intervenues dans 149 pays en 2017 lors de missions secrètes de combat et d'entraînement...

Ils ont largué 39 000 bombes et missiles sur l'Irak, la Syrie et l'Afghanistan depuis que Trump a pris ses fonctions. (Lu dans un article dont j'ai perdu la trace dans mon disque dur...)

Il va falloir vous y faire. Mélenchon prend la défense de Wauquiez, Marine Le Pen prend celle de Mélenchon, Philippon celle des travailleurs !

Les discours de tous les partis dits ouvriers sont tellement teintés de démagogie et de contrevérités extraites de la propagande officielle, qu'ils servent de repoussoir à tout travailleur honnête et sincère qui voudrait s'engager dans l'action politique ou s'organiser ou qui serait tenté par le socialisme.

Quand on voit à quoi à donner naissance le mouvement ouvrier, on est en droit de s'interroger sur la véritable nature de ses dirigeants.

- Philippon (Les Patriotes) appelle à "soutenir les mouvements sociaux", dont celui à la SNCF - AFP

La présidente du FN Marine Le Pen n'a pas appelé à participer aux éventuelles actions et manifestations dont discutent actuellement les syndicats contre la réforme de la SNCF, estimant que "la manifestation c'est quelque part une culture de gauche" et que les syndicats "ont tous appelé à voter pour monsieur (Emmanuel) Macron" à la présidentielle de mai. AFP 27 février 2018

Face à la multitude de gens en tout genre qui s'expriment sur tout et n'importe quoi ou auxquels les médias et les réseaux numériques donnent la parole si gracieusement, il est difficile de s'y retrouver ou on s'y perd facilement pour finalement se faire manipuler.

Il est assez facile de s'y retrouver, pour peu toutefois qu'on ait toujours présent à l'esprit un certain nombre de points de repère, qu'on se pose des questions dont on ignore les réponses, qu'on écarte aucune hypothèse avant de les avoir étudiées, qu'on soit sans a priori, qu'on interprète le monde et son évolution tels qu'ils se présentent à nous, qu'on ne se livre à aucun dogme, qu'on ne s'en tient pas à des lieux communs, des généralités ou des approximations qui relèvent de la spéculation...

En revanche, il est impossible d'avoir un tel mode de pensée quand on est bourré de complexes, quand on manque de confiance en soi, quand on se raccroche à des théories foireuses...

J'estime que la théorisation est l'exercice le plus difficile qui consacre des années d'études et de réflexions acharnées, une théorie ne se trouve pas sous le sabot d'un cheval, il faut donc la construire, la tisser, découvrir ce qui va en être la trame, correspondant à l'action qu'on peut envisager d'entreprendre pour changer la société, révolutionnaire évidemment. Cela montre que je ne pars pas d'une théorie, ce sont les événements et leur enchaînement qui la forgent, en constituent la substance autant que la charpente qui les relie à leurs origines qu'il nous faut découvrir, et moi je ne fais qu'en rendre compte.

Le socialisme ne relève pas de la spéculation ou d'extrapolations. Ce n'est pas une théorie comme une autre parce qu'elle a un contenu scientifique qui consiste à enregistrer les rapports qui existent entre causes et effets ou conséquences. Elle est donc essentiellement logique, dialectique, et matérialiste parce qu'elle part des faits dont la pensée ou les idées sont le produit et en font partie.

L'homme a une double nature, psychologique et sociale, il est donc normal et logique que le socialisme intègre cette double nature.

Chaque homme aspire à s'épanouir, au bien-être et à la liberté, à vivre en paix, tandis que le degré atteint par le développement économique ou des forces productives permet de réaliser cet idéal ou de remplir les conditions pour satisfaire ses besoins matériels ou sociaux.

Le socialisme repose sur ces aspirations et ces conditions matérielles, il consiste à mettre ces conditions matérielles au service de ces aspirations. Il n'y a donc rien d'obscur, de mystérieux ou d'extraordinaire dans le socialisme, il est juste la combinaison de conditions objectives et subjectives qui seule peut permettre à la civilisation humaine d'accéder à un stade supérieur ou de renouer avec le progrès social, de réaliser le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté en abolissant l'exploitation de l'homme par l'homme.

On aura compris qu'il est d'autant plus impératif et urgent de prendre en compte cette double nature de l'homme, donc son aspect psychologique, mental, intellectuel, subjectif, qu'il a atteint un niveau de développement matériel, de maîtrise de la matière qui lui permet de façonner les cerveaux dans le seul but de perpétuer le règne de la servitude humaine et de l'empêcher de conquérir sa liberté.

L'homme, plus précisément l'exploité parvient à prendre conscience imparfaitement de sa condition, qu'il demeure incapable de situer sur un plan historique, s'interdisant ainsi de comprendre quelles en sont les origines...

Quand la petite bourgeoisie et les couches supérieures ou privilégiées du prolétariat ont préféré s'allier avec la bourgeoisie qu'avec la classe ouvrière. (Cela a donné Macron et Le Pen)

...entre 1985 et 2011, la part des cadres supérieurs au sein des adhérents du PS a crû de 19 points, passant de 19% à 38%, pendant que celle des instituteurs s'écroulait de 10 points (de 17% à 7%), et que celle des ouvriers baissait de 7 points (de 10% à 3%). lexpress.fr 23.02

...à l'intérieur du PCF. Jusque vers 1970, 45 % de ses adhérents étaient ouvriers : ils n'étaient déjà plus que 31 % en 1997. En 2003, alors que les ouvriers composent un quart de la population active, on ne comptait que 10 % de délégués ouvriers au XXXIIe congrès du parti. (Sur la "dés-ouvriérisation" du PCF - Julian Misch, Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970, Agone, 2014. - https://dtd21.noblogs.org/?page_id=1615)

Des partis ouvriers contre les ouvriers et qui ont fini sans ouvrier, logique...

Les prédateurs.

1250 entreprises se distribuent 1200 milliards de dollars de dividendes en 2017 (+7.7% par rapport à 2016), soit un peu plus d'un milliard de dollars par entreprise. Les-Crises.fr 22.02

Collaboration de classes permanente ou comment les syndicats cogèrent les rapports travail/capital avec les représentants du capitalisme, au profit du capitalisme ou pour perpétuer le capitalisme.

Le candidat Macron avait présenté comme un élément de sécurisation des salariés face à la libéralisation du droit du travail l'ouverture de l'assurance chômage aux démissionnaires. Ou plutôt la création d'une nouvelle possibilité d'indemnisation pour ce public, puisque quinze cas de démissions, qui concernent quelque 70 000 personnes chaque année, permettent déjà de bénéficier des allocations chômage. Or ce seizième cas négocié par les partenaires sociaux est finalement assez restreint, et ne toucherait que 14 000 à 23 000 personnes en plus par an, pour un coût estimé entre 180 et 330 millions. Soucieux de préserver les finances du système, dont ils sont gestionnaires, syndicats et patronat ont en effet imposé de sérieuses conditions : justifier de sept ans d'ancienneté dans l'emploi mais surtout pouvoir présenter un «projet de reconversion professionnelle» nécessitant une formation qualifiante ou une formation complémentaire. Un projet qui, par ailleurs, devra répondre «aux besoins du marché du travail» et qui devra être validé, avant la démission, par une «commission paritaire régionale».

Dernier point sensible : la gestion de l'assurance chômage, aujourd'hui régie par le patronat et les syndicats au sein de l'Unedic. Pas question, selon leur accord, de laisser le gouvernement s'inviter comme il en avait l'intention. Leur texte propose ainsi que la négociation paritaire continue de «définir en toute autonomie les règles d'indemnisation et le niveau de ressources nécessaires» du régime. liberation.fr 24.02

Le règne de la terreur.

Les démêlés du député Thierry Robert avec la justice se poursuivent. L'élus apparenté Modem de la Réunion a été condamné le 15 février dernier à verser "d'importants dommages et intérêts" à une ancienne assistante parlementaire, révèle Le Point ce vendredi.

Selon les témoignages, le député aurait à de nombreuses reprises tenu des propos déplacés à l'égard de son ancienne collaboratrice. Pêle-mêle: "Tu es sexy"...

La Cour d'appel de Paris lui intime de verser à la plaignante 10 000 euros pour harcèlement sexuel, 10 000 euros pour harcèlement moral... lepress.fr 24.02

Gestes déplacés, sifflements, remarques obscènes... des parlementaires préconisent de créer une infraction d'"outrage sexiste" sanctionnant d'une amende immédiate de 90 euros "tout propos, comportement ou pression à caractère sexiste ou sexuel" dans l'espace public, selon un rapport consulté par l'AFP ce vendredi 23 février. HuffPost FR 23 février

Un internaute sur Youtube :

- "Tout le monde déteste le travail sauf les travailleuses du sexe, elles adorent leur travail... MDR (être payé à rien foutre, c'est le rêve de chacun). "baiser plus pour gagner plus", c'est la devise du féminisme-capitaliste, merci à Simone de Beauvoir et Simone Veil, d'avoir libéré les femmes sexuellement... pour les mettre sur le marché du travail (en les sortant du foyer). Pour le féminisme, le travail rend les femmes libre... car le féminisme c'est l'exploitation de la femme par la femme.

- "Mon corps m'appartient", il appartient surtout au marché libéral ton corps... Le féminisme (La Liberté de la femme), a été créé pour servir les intérêts du libéralisme économico-sexuel.

- Et ce qui est marrant de constater, c'est que bien souvent les femmes et hommes de gauche sont pro-féministes...

Alors que le féminisme est par nature de droite. On dirait qu'ils n'ont pas compris que le féminisme n'a jamais eu pour fonction de défendre les femmes, ni leur cause, mais plutôt de les enrôler au marché capitaliste.

D'ailleurs, toutes les femmes de droite chefs d'entreprises sont pro féministes, elles montent pleins d'associations féministes libérales, pour promouvoir la femme dans l'entreprise (le travail). En France et en Amérique, comme Christine Lagarde ou Laurence Parisot, ces femmes se revendiquent féministes.

Pas un hasard si le féminisme est une invention américaine, le pays pro-capitaliste et anti-gauchiste par excellence.

Simone de Beauvoir était elle-même adulée par le lobby féministe américain. Le féminisme est une industrie économique, comme le coca-cola ou le porno. "

Ni l'effondrement du capitalisme mondial ni une nouvelle guerre mondiale n'auront lieu, ce qui signifie qu'il ne faut pas compter sur ces facteurs pouvant potentiellement servir de déclencheurs à une révolution prolétarienne pour nous débarrasser du capitalisme.

Jusqu'à présent la conception de la lutte de classe adoptée par l'avant-garde du mouvement ouvrier intégrait largement ou reposait sur l'un ou l'autre de ces deux facteurs selon qu'ils étaient d'actualité ou susceptibles de le devenir.

L'effondrement du capitalisme mondial tel qu'on pouvait le concevoir au XIXe siècle, n'existe plus depuis que les banquiers anglo-saxons ont fait main basse sur la planche à billets. Il aura fallu attendre près d'un siècle pour qu'on s'en aperçoive, alors qu'ils ne cessèrent d'y recourir.

L'embourgeoisement des masses qui ont un mode de vie relativement confortable et dont le statut les apparentent aux classes moyennes ; la sophistication et la gangstérisation de la finance nécessitée par la crise du capitalisme et permise par la corruption et la dislocation du mouvement ouvrier ; la disparition de l'URSS qui devait signifier dans l'imaginaire collectif la faillite du socialisme ou l'absence d'alternative au capitalisme ; bref, la combinaison de ces facteurs compromettait toute perspective de passer un jour au socialisme si nous ne les prenions pas en compte pour modifier notre conception de la lutte des classes, sans toutefois renier l'analyse fournie par le marxisme, bien au contraire puisque ce constat et cette conclusion en est le produit, d'ailleurs c'est cette méthode qui nous a permis de réaliser cette analyse et de parvenir à cette conclusion, qui devraient nous servir de base de travail ou de réflexion pour refonder l'avant-garde du mouvement ouvrier.

Tous les partis ou groupes de militants rejettent cette analyse, leurs dirigeants, cadres ou militants ne veulent pas en entendre parler, alors qu'ils ont démontré que toutes leurs analyses avaient été foireuses, les faits parlent d'eux-mêmes si besoin était pour le confirmer. Qui mieux que nos dirigeants incarnent l'incapacité du prolétariat de se doter d'une nouvelle direction pour avancer vers le socialisme. Il est vrai qu'il est relativement facile de se rendre compte après coup que leurs analyses ne correspondaient pas à l'évolution du capitalisme, des différentes classes, de la société, du monde, ce qui ne remet nullement en cause la validité de ce constat, ce que chacun peut vérifier quotidiennement. Ils ont sous-estimé ou négligé l'importance de tellement de facteurs qu'il ne pouvait pas en être autrement. Ils en sont restés au monde tel qu'il existait entre le milieu du XIXe siècle et le premier quart du XXe siècle, j'en ai fourni une multitude d'exemples au cours de mes causeries. Sans rire, ils ont appelé cela assurer la continuité du marxisme, avant l'heure ils ont osé...

Pour eux, l'embourgeoisement matériel et mental des masses, l'évolution exponentielle de la démographie mondiale, la possibilité de fabriquer de la monnaie sans contrepartie, la création de nouvelles représentations idéologiques (Bilderberg, CFR, Commission trilatérale, ONG, réseaux numériques dits sociaux, etc.), ces quatre facteurs n'ont eu aucune influence sur l'orientation de la société ou du monde ou seulement insignifiante. C'est aberrant, incroyable, mais vrai, hélas !

Quand ils entendent parler de "ni droite ni gauche", ils s'insurgent, ils n'y comprennent rien, allez leur dire que cela signifiait ni socialisme ni capitalisme, mais totalitarisme. C'est le même procédé auquel recourent les idéologues de l'oligarchie pour dresser toutes les couches de la société les unes contre les autres. Il consiste à opposer le particulier au général, l'exception à la règle pour mieux imposer à toute la société leur interprétation qui ne tient pas compte de ces rapports. En soi, peu importe que cette interprétation n'ait aucune valeur, qu'elle soit aberrante, qu'elle ne puisse se prévaloir d'aucune légitimité, car le seul fait d'avoir été conçue ou énoncée lui suffit, tient lieu de vérité qu'ils s'emploient ensuite à incruste profondément dans les cerveaux par mille canaux, dont les médias.

La liaison entre l'aristocratie ouvrière et l'aristocratie financière, la financiarisation de l'économie, l'exportation massive de capitaux, la division internationale du travail, la multiplication des institutions supranationales, les guerres impérialistes et la militarisation de la société, la soumission totale des médias au pouvoir, absolument tous ces facteurs, leurs rapports et leur orientation étaient connus depuis le début du XXe siècle ou nous y ramènent, comment peut-on avoir l'aplomb de vouloir nous faire croire qu'on serait en présence de tendances ou de développements récents, alors que les faits prouvent le contraire ? Deux exemples, la Fed (1913) et la question palestinienne (1918, déclaration de Balfour).

Manifestation nazie à Sofia - Réseau Voltaire 20 février 2018

Alors que l'Union européenne est présidée ce semestre par la Bulgarie, une marche nazie aux flambeaux s'est tenue à Sofia, le 17 février 2018, avec la participation d'un parti membre de l'actuel gouvernement.

Déjà l'année dernière, le vice-ministre du Développement régional, Pavel Tenev, avait été conduit à la démission après la publication d'une photo de vacances où il posait faisant le salut romain devant des statues de cire d'officiers de la Gestapo. Puis, ce fut un haut responsable du ministère de la Défense, Ivo Antonov, qui démissionna après la publication d'une photo où il posait faisant le salut romain devant un char allemand de la Seconde Guerre mondiale. Enfin, ce fut, Plamen Ouzounov, le conseiller sur les questions de sécurité du président socialiste Roumen Radev, qui démissionna pour une photo où on le voyait jouant à Adolf Hitler.

Comme chaque année depuis 10 ans, la manifestation du 17 février célébrait la mémoire du général Hristo Lukov, promoteur de l'antisémitisme et collaborateur des nazis. Elle était soutenue par l'Union des patriotes, un parti membre de la coalition gouvernementale.

Le Premier ministre, Boïko Borissov, est le parrain d'un des deux principaux clans mafieux du pays. Il représente la Bulgarie au Conseil européen qu'il préside pour le premier semestre 2018. Il a organisé un important trafic de drogues et d'armes en soutien à Al-Qaïda et à Daesh en Syrie [1].

Le gouvernement allemand n'a pas réagi à la manifestation nazie du 17 février. En effet, Berlin connaît depuis longtemps Boïko Borissov et le fait chanter. Il se plie à toutes ses demandes au Conseil européen. Rappelons que le haut-fonctionnaire qui préside l'administration du Conseil européen, Donald Tusk, est quant à lui un ami d'enfance de la chancelière Angela Merkel.

L'Union européenne affirme avoir été créée pour lutter contre le nazisme et garantir la paix.

Des partis nazis sont membres des gouvernements en Lettonie [2], en Ukraine [3] et en Bulgarie. Tous ont été organisés par des nazis historiques récupérés par les réseaux Stay-Behind de la CIA et de l'Otan pour lutter contre l'URSS. Ils ont bénéficié de la protection des États-Unis, et parfois de l'Allemagne, durant la Guerre froide. Réseau Voltaire 20 février 2018

Notes.

[1] « Comment la Bulgarie a fourni des drogues et des armes à Al-Qaïda et à Daesh », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 janvier 2016.

[2] « La présidente de la Lettonie réhabilite le nazisme », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 16 mars 2005.

[3] « Qui sont les nazis au sein du gouvernement ukrainien ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 mars 2014.

Le projet de l'UE : Atteindre les objectifs des nazis en confisquant tous les pouvoirs légalement par le biais des moyens fournis par les différentes institutions nationales en faisant en sorte que leur pouvoir ne puisse pas être contesté, ou au besoin en recourant à un coup de force fasciste si la situation le permettait. Voilà la véritable nature de l'UE que seuls des partis de droite ou d'extrême droite peuvent soutenir. Et ceux qui s'y refusent ? Certains se sont déjà reniés, par exemple le FN ou le Mouvement 5 étoiles en Italie. C'est une simple posture rhétorique ou ils croient pouvoir atteindre les mêmes objectifs par eux-mêmes...

Le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même, Marx avait raison, mais il fallait préciser que si ce n'était pas les masses exploitées qui allaient se charger de le faire disparaître en imposant le socialisme, les capitalistes s'en chargeraient eux-mêmes de façon à perpétuer indéfiniment le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme en recourant à un régime totalitaire que devait incarner le néolibéralisme et sa philosophie nihiliste, ce qui ne pouvait se réaliser qu'une fois dévoyée ou neutralisée la lutte de classes après avoir anéanti tout espoir de changer la société.

L'appréciation que l'on porte sur la société en affirmant qu'elle serait meilleure ou pire qu'autrefois, dépend en très grande partie des vertus trompeuses dont on a tendance à la parer en fonction de notre statut social, davantage que la conscience de son fonctionnement qu'on en aurait qui manifestement était défectueux, ce qu'on refuse toujours d'admettre.

Pourquoi ont-ils mis en avant le concept de "fake news" ou fausses nouvelles ? Signalons au passage qu'il est aussi vieux que le monde. Il semble avoir été conçu pour détourner l'attention d'une autre réalité

- ... substituer leur idéologie à la réalité...
- ...recourir aux no news, aux faits censurés ou autocensurés, au non-dit, ils amputent la réalité...
- ...se focaliser sur une histoire plutôt que s'intéresser à des faits.....

Ils prétendent détenir la vérité, mais ils sont fâchés avec les faits quand ils contredisent leur version de la réalité à partir de laquelle ils entendent nous imposer leur politique

QUI NE DIT RIEN CONSENT.

« Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire. » [Albert Einstein.]

« Plus une société s'éloigne de la vérité, plus elle hait ceux qui la disent. » [George Orwell.]

Pourquoi la réaction se déchaîne-t-elle ? Pourquoi est-elle si décomplexée ? Pourquoi peut-elle dire tout et son contraire ?

Tout le monde cherche avidement à comprendre ce qui se passe réellement et personne n'y parvient. Pourquoi ? Parce qu'il n'existe pas de réponses satisfaisantes aux questions que la situation nous impose dans le cadre de la survie du régime capitaliste. Pour avoir abandonné la seule alternative possible au capitalisme, le socialisme, on se condamne à l'impuissance.

Si l'on s'en tient à l'orientation actuelle du monde, l'avenir de l'homme est sombre et celui de l'humanité sordide. Cela ne suffit manifestement pas à faire réagir les lecteurs.

Quand on est en présence de gens qui ont développé la faculté de réfléchir et qui malgré tout refusent de l'utiliser, il est inutile d'insister ou d'en attendre quelque chose.

Ils partagent la responsabilité de l'état actuel de la société ou ils ont le sort qu'ils méritent, ce qui ne devrait pas leur causer un cas de conscience insurmontable puisque finalement ils s'en accommodent fort bien.

Les bonnes intentions, les expériences passées, les connaissances acquises n'ont jamais été des gages de lucidité ou de perspicacité, de discernement suffisant. Quand on n'a pas développé à un haut degré la logique ou la dialectique, on est conduit invariablement à se satisfaire de lieux communs ou de constats superficiels en guise d'éléments pour interpréter la situation. Pourquoi ? Quelle question, mais parce que c'est le seul moyen de développer un esprit critique ou suffisamment libre pour mener à son terme une analyse, sans cet instrument comment pourrions-nous y parvenir ? C'est logique, non ?

On pourrait se demander si nous ne serions pas à contre-courant en période de réaction sur toute la ligne, ceci expliquerait cela ? En voilà une question qui en arrangerait plus d'un. Si on devait la prendre au sérieux, il faudrait considérer que cette période de réaction sur toute la ligne dure depuis si longtemps qu'il y aurait tout lieu d'estimer qu'elle pourrait durer indéfiniment, de telle sorte que le socialisme serait renvoyé aux calendes grecques ou que le sort de cette utopie serait définitivement scellé, de sorte que nous n'aurions plus qu'à nous accommoder du régime en place. Car si nous avons été impuissants à la combattre efficacement au cours des décennies antérieures, on ne voit pas pourquoi soudainement il pourrait en être autrement aujourd'hui ou demain, surtout, et c'est là l'essentiel, en soutenant que nous (nos dirigeants) n'avons pas failli en analysant l'évolution du capitalisme et de la société. C'est justement ce que j'ai contesté.

Car de deux choses l'une : Soit une période de réaction sur toute la ligne peut s'installer durablement, pendant des décennies ou près d'un siècle, au point qu'elle semble pouvoir durer indéfiniment, auquel cas toute perspective de s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou tout combat politique pour changer un jour la société serait vain ou voué d'avance à l'échec, soit elle comportait des failles que nous n'avons pas su détecter et exploiter pour la fragiliser (la réaction), ce qui a permis aux représentations idéologiques qui servaient de piliers au régime de remplir leurs rôles tout en pourrissant le

mouvement ouvrier et en neutralisant la lutte de classe, de telle manière que la situation apparaisse inextricable au possible ou sans issue politique, alors que l'évolution de la crise du capitalisme renfermait potentiellement tous les ingrédients nécessaires pour briser tous les obstacles qui servaient de remparts au régime et renouer avec le socialisme.

L'opportunisme qui avait envahi le mouvement ouvrier était incompatible avec la prise de conscience qu'il fallait le refonder au lieu de vouloir le réformer ou le rafistoler. La faillite et la décadence du capitalisme ont entraîné celles du mouvement ouvrier.

Le néolibéralisme est à la fois un produit du capitalisme et sa négation, en lui substituant un système mafieux régi par ses propres lois, qui a créé ses propres représentations idéologiques tout en vampirisant ou en contrôlant les institutions existantes qui fonctionnaient au service du capitalisme. On en arrive à une situation où il n'existe plus d'opposition, c'est orwélien, la marche en avant vers le totalitarisme est enclenchée.

Serions-nous inévitablement conduit à l'impuissance en présence d'une telle situation ?

On a détecté plusieurs problèmes qui peuvent expliquer pourquoi et comment nous en sommes arrivés là.

Au lieu de s'en tenir aux faits, on a privilégié l'idéologie, la propagande qui devait tomber fatalement dans l'oreille de sourds, de personnes hermétiquement fermées à tout questionnement, ou des personnes pour lesquelles le discours que nous leur tenions correspondait à la réalité qu'elles vivaient au quotidien, auquel cas il ne leur apportait rien.

Ce qui nous intéresse, c'est la manière dont les travailleurs interprètent leur condition, leurs rapports au capitalisme et aux institutions, à l'ensemble des représentations idéologiques qui oeuvrent au côté du régime.

Si vous attendez que le capitalisme s'effondre ou une guerre, vous pouvez attendre indéfiniment.

Question : Pourquoi personne ne le dit ?

Parce que cela est incompatible avec les analyses ou les théories foireuses que les uns et les autres ont échafaudées ou qui du coup s'effondreraient.

Où mène un tel déni de la réalité ? Devinez.

Vous avez la réponse quotidiennement sous les yeux. Mais vous refusez obstinément de l'admettre, parce que cela remettrait en cause vos certitudes pétries de principes ou de formules magiques élevées au rang de dogmes, qui pour vous ont valeur de vérité absolue au point de vous identifier avec elle.

Nous ne sommes plus très loin du temps où toute la population, et non plus seulement quelques individus particulièrement intelligents, réalisera consciemment l'invivabilité de la société actuelle. Qu'advient-il ensuite ? Consultez M. Malraux. La révolution qui s'ensuivra ne sera pas communiste — il n'y aura aucun besoin d'une telle révolution, comme je l'ai expliqué, en outre personne ne croira en une amélioration de l'humanité ou en quoi que ce soit d'autre d'ailleurs. Il s'agira d'une révolution nihiliste. La destruction pour la destruction. La haine, la haine universelle, et donc une démolition sans but, complète et minutieuse de tout ce qui existe. Et l'augmentation des salaires, en accélérant l'expansion de la mécanisation universelle (la machinerie est coûteuse), ne fera qu'accélérer l'avènement de cette grande orgie de nihilisme universel. Plus nous nous enrichissons, plus nous nous civilisons matériellement, plus cela adviendra vite. Tout ce que l'on peut espérer, c'est que cela n'arrive pas de notre vivant. Révolutions par Aldous Huxley, 1929.

Ce à quoi on assiste :

EN MARCHÉ VERS LE TOTALITARISME
IMPOSTURE PERMANENTE
SURVEILLANCE GÉNÉRALISÉE
MENSONGE ÉHONTÉ
DÉLATION
PHILOSOPHIE NIHILISTE
JUGEMENT RÉTROACTIVE

BOMBARDEMENT PRÉVENTIF GANGSTÉRISME FINANCIER BARBARIE

Décrit par Huxley

LA GUERRE C'EST LA PAIX
LA LIBERTÉ C'EST L'ESCLAVAGE
L'IGNORANCE C'EST LA FORCE
MINISTÈRE DE LA VÉRITÉ
POLICE DE LA PENSÉE
NIHILISME ET CRUAUTÉ

Le passé est mort, le futur unimaginable
Contrôle de la Réalité ou l'âge de la double pensée,

- ...Winston laissa tomber ses bras et remplit lentement d'air ses poumons. Son esprit s'échappa vers le labyrinthe de la double-pensée. Connaître et ne pas connaître. En pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement agencés. Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. Employer la logique contre la logique. Répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle. Croire en même temps que la démocratie est impossible et que le Parti est gardien de la démocratie. Oublier tout ce qu'il est nécessaire d'oublier, puis le rappeler à sa mémoire quand on en a besoin, pour l'oublier plus rapidement encore. Surtout, appliquer le même processus au processus lui-même. Là était l'ultime subtilité. Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer. La compréhension même du mot « double pensée » impliquait l'emploi de la double pensée.

Le passé (...) n'avait pas été seulement modifié, il avait été bel et bien détruit.

L'Histoire tout entière était un palimpseste gratté et réécrit aussi souvent que c'était nécessaire. Le changement effectué, il n'aurait été possible en aucun cas de prouver qu'il y avait eu falsification.

...les Deux Minutes de la Haine.

Comment pourrait-il y avoir une devise comme « La liberté c'est l'esclavage » alors que le concept même de la liberté aura été aboli ? Le climat total de la pensée sera autre. En fait, il n'y aura pas de pensée telle que nous la comprenons maintenant. Orthodoxy signifie non-pensant, qui n'a pas besoin de pensée, l'orthodoxie, c'est l'inconscience.

Le Parti essayait de tuer l'instinct sexuel ou, s'il ne pouvait le tuer, de le dénaturer et de le salir.

(les prolétaires de l'esclavage.) Ils ne se révolteront que lorsqu'ils seront devenus conscients et ils ne pourront devenir conscients qu'après s'être révoltés.

L'idée lui vint que la vraie caractéristique de la vie moderne était, non pas sa cruauté, son insécurité, mais simplement son aspect nu, terne, soumis.

Le passé était raturé, la rature oubliée et le mensonge devenait vérité.

Le passé, non seulement changeait, mais changeait continuellement.

S'il y avait quelqu'un au monde capable de faire un exposé exact des conditions de vie dans la première partie du siècle, ce ne pouvait être qu'un prolétaire. Fin des extraits.

On connaissait le procédé despotique qui consistait à emprisonner arbitrairement quelqu'un pour une durée indéterminée, sans que la personne détenue n'ait été informée des faits qu'on l'accusait d'avoir commis, en lui refusant l'assistance d'un avocat et sans qu'elle soit traduite devant un tribunal, de telle sorte qu'elle ne puisse pas se défendre ou faire prévaloir le principe de la présomption d'innocence. Sa culpabilité purement idéologique ayant été décrétée par le législateur ou le régime tyrannique sans autre forme de procès, se substituait à la recherche de la vérité et avait valeur de droit, de loi, intangible, incontestable, implacable.

Cette loi est en vigueur aux Etats-Unis depuis 2001, elle est également appliquée en Israël notamment.

Ce procédé despotique est donc légal. Il a été adopté par de nombreux pays qui l'ont adapté à leur législation liberticide, dont la France, où la présomption de culpabilité prédomine dans un certain nombre de cas qui ne demande qu'à s'étendre à l'infini. Essayez donc de contester une décision inique de la Caf (Caisse d'allocation familiale)...

On connaissait le procédé qui consistait à adopter une loi et à l'appliquer rétrospectivement, par exemple, adopter en février 2018 une nouvelle taxe dont le calcul serait basé sur les revenus perçus depuis 2013, et donc applicable à la période allant de 2013 à 2017.

Ce genre de procédé despotique est employé aux Etats-Unis depuis des décennies, Aaron Russo y fit allusion en 2007 dans un entretien consacré à son ami Nick Rockefeller (vidéo disponible dans le portail).

Tout cela paraît incroyable, n'est-ce pas, et pourtant tout le monde ou presque s'est adapté à cette société totalitaire.

La preuve, ils en sont à juger de manière aussi arbitraire des idées ou des actes commis des années ou des décennies antérieures et à lyncher sur la place publique leurs auteurs en employant exactement le même procédé. Ces idées ou ces actes commis dans le passé et qui étaient conformes à la législation en vigueur ou aux idées communément admises par la société à une certaine époque, qui pouvaient correspondre à des préjugés largement partagés sans qu'ils fassent l'objet de poursuites judiciaires, à vrai dire ils étaient même encouragés par le législateur ou ceux qui détenaient le pouvoir politique, sont aujourd'hui caractérisés de délits susceptibles d'être réprimés à partir de nouveaux critères qui leur sont imposés.

Autrement dit, ils ne jugent plus le passé à partir des rapports qui existaient dans la société à un moment donné, mais sur la base de critères qu'ils ont sélectionné de nos jours et qui correspondent aux rapports qu'ils voudraient imposer à l'ensemble de la société, sans que celle-ci ne connaisse une évolution qui lui permettrait de les assumer, ce qui devrait se traduire par leur violation puisqu'ils ne sont pas applicables et la répression de leurs auteurs.

Ils instaurent le règne de la terreur permanente depuis Washington et les monarchies européennes.

Bien entendu ils ne sélectionnent que certains éléments ou facteurs, rapports. Ils réécrivent l'histoire en somme, ce sont des faussaires, des escrocs. Qui ? Les faux monnayeurs et leurs idéologues, leurs représentants, les menteurs professionnels ou propagandistes de fausses nouvelles (fake news), ce sont les mêmes.

Ils substituent leur idéologie à la réalité. Ils peuvent agir ainsi d'autant plus effrontément et impunément qu'ils ne sont pas les seuls à employer ce procédé. Tous les partis dits ouvriers sont logés à la même enseigne ou le pratiquent depuis des lustres, en fournissant des analyses qui avaient davantage un contenu idéologique en reposant sur des principes pour justifier une orientation politique, tandis qu'une partie des faits passaient à la trappe ou étaient délibérément tronqués. C'est d'ailleurs leur principal problème, apparemment insurmontable.

- Le porte-parole de LREM démissionne après une polémique - Reuters 9 janvier 2018

Le jeune homme a grandi à Montreuil en Seine-Saint-Denis où ses parents algériens ont émigré, comme le rapporte le journal allemand Die Zeit qui lui consacre un portrait en 2016, en tant que modèle d'ascension sociale d'un jeune issu de l'immigration ayant accédé à la haute fonction publique. « Il a tendance à surjouer cette image du mec de ZEP qui a galéré », juge un ancien étudiant qui l'a côtoyé.

Pour compléter le tableau, il faut préciser que la mère de Rayan Nezzar est médecin et qu'après avoir fait sa primaire dans une école publique (classée ZEP) du XXe arrondissement de Paris, cet écolier déjà brillant a été inscrit dans un collège privé catholique du centre de la capitale. Il a obtenu son Bac S à 15 ans, rapporte Sud-Ouest.

Fan de foot, il est aussi passionné de jeux vidéo dès l'adolescence. Il a ainsi développé un jeu vidéo en parallèle de ses études. Il a d'abord étudié le droit à la fac, avant d'intégrer Sciences-Po Paris, puis l'ENA. Enarque de la promotion « Winston Churchill » (2014-2015), il est affecté à Bercy à sa sortie de la prestigieuse école. Il y travaille au sein du bureau de la solidarité et de l'insertion. En parallèle, il enseigne l'économie à l'université Paris-Dauphine et collabore avec la Fondation Jean-Jaurès.

Les tweets injurieux exhumés par Buzzfeed, captures d'écran à l'appui, ont été publiés par Rayan Nezzar au cours des années 2012 et 2013, lorsqu'il était étudiant à l'ENA et qu'il faisait ses premières armes politiques au PS, dans la section du XXe arrondissement de Paris. « Il est extrêmement ambitieux », se souvient un militant socialiste.

- Présidentielle : la Fondation Jean-Jaurès vote Macron - Le Parisien

www.leparisien.fr/.../presidentielle-la-fondation-jean-jaures-vote-macron-03-05-2017-6..

La fondation Jean-Jaurès un think tank néoconservateur sous l'étiquette du PS.

wikipedia.org - La fondation Jean-Jaurès est une fondation politique française proche du Parti socialiste...

La fondation Jean-Jaurès consacre la moitié de ses moyens à la coopération internationale, dont l'objectif est de favoriser l'émergence ou la consolidation de la démocratie dans le monde.

La fondation est présidée par Henri Nallet (PS) depuis 2013, ministre de la Justice du 2 octobre 1990 à avril 1992... tandis que Gilles Finchelstein en est le directeur général depuis 2000. Entre 2009 et 2013, Henri Nallet exerce la fonction de consultant auprès du groupe Servier (Mediator) « pour un revenu annuel de 812 000 € ». Gilles Finchelstein est membre depuis 2008 du club Le Siècle. Il est l'auteur, avec Matthieu Pigasse, du livre Le monde d'après, une crise sans précédent, paru chez Plon en 2009...

En 2014, la fondation Jean-Jaurès fonde un observatoire des radicalités politiques, dirigé par Jean-Yves Camus et auquel participent des journalistes, historiens et sociologues, tels Rudy Reichstadt, Nicolas Lebourg, Joël Gombin ou Sylvain Crépon. Ces membres nient toute orientation partisane.

En mai 2016, la fondation s'exprime en faveur de l'idée, déjà débattue, d'un revenu universel de base de 750 euros par mois.

Outre les dons et legs des particuliers, elle fait appel au mécénat des entreprises et tire ses sources de financement du gouvernement (services généraux du Premier ministre), du Parlement (Sénat et Assemblée nationale) et de subventions octroyées par différents ministères sur des projets spécifiques (Culture, Affaires étrangères, Éducation nationale par exemple).

Selon les propres informations de la fondation, son budget global en 2010 s'élevait à 2 100 000 € dont 80 % provenant de différents services et ministères de l'État et 2 % des groupes socialistes du Parlement et du Sénat.

Liens internes (2 organisations liées à la CIA. - LVOG) :

- National Democratic Institute for International Affairs (États-Unis)

- National Endowment for Democracy (États-Unis) wikipedia.org

Qui dirige LRM, qui gouverne le pays ? La réponse.

- Il faut virer le soldat Rayan - LeParisien.fr

La République en marche peut-elle garder comme porte-parole Rayan Nezzar ?

Clonage avant que la bête meurt.

- Le PS est en "état de mort clinique", mais "la gauche ne meurt jamais" - AFP

L'ex-chef de file des "frondeurs", Christian Paul, juge le PS "en état de mort clinique", mais considère dans le JDD que "l'urgence est de donner idées et visages à la prochaine gauche" plutôt qu'à un congrès de "survie".

Disant approuver la décision de Najat Vallaud-Belkacem de ne pas se porter candidate à la direction du parti, l'ancien député de la Nièvre juge qu'elle "a compris que l'avenir de la France et de la gauche ne se jouerait pas dans les boutiques obscures du Parti socialiste. Elle a raison. Le PS, en état de coma clinique, est devenu une machine à broyer les idées, les femmes et les hommes".

"Mais elle ne jette pas l'éponge?: elle pense, et moi aussi, que l'essentiel se passera ailleurs et autrement", ajoute-t-il, pronostiquant que "la prochaine gauche s'inventera en grande partie en dehors des appareils d'aujourd'hui", ce qui "n'empêche pas que demeurent au PS des militants et des personnalités remarquables". AFP 7 janvier 2018

Ce qu'ils appellent "la prochaine gauche" existe déjà avec Générations, La Nouvelle Donne, LFI, etc...

L'homme est vulnérable et par conséquent corruptible, et ceux qui le sont le plus sont ceux qui justement croient l'être le moins, en premier lieu tous ces militants bourrés de certitudes qui derrière leur fausse modestie ont développé un puissant complexe de supériorité qui les aveugle.

Ils prêtent aux travailleurs un état de conscience qui ne correspond pas à la réalité. Le leur. Cette projection ou identification va donner lieu à toutes sortes d'interprétations erronées et d'illusions qui seront ensuite théorisées par d'habiles imposteurs. Ils vont s'adresser aux travailleurs, afin de leur faire prendre conscience de ce qu'ils savent déjà, autrement dit, ils ne serviront strictement à rien ou démontreront juste qu'ils en sont au même point ou ne peuvent rien leur apporter. Quel intérêt y aurait-il à porter la moindre attention à des militants et des partis qui finalement ne vous apportent rien et même bien moins que ce qu'ils peuvent trouver ailleurs ?

La plupart des militants évoluent dans des bulles et développent un état d'esprit de secte. Quand ils disent qu'ils s'expriment au nom des travailleurs, en fait ils les ignorent parce qu'ils ne savent pas ce qu'ils pensent ou plutôt comment ou pourquoi ils le pensent. Peu importe, cela ne les intéresse pas, ils penseront à leur place.

Sans même s'en apercevoir ils ont adopté le statut du parvenu qui se prend pour ce qu'il n'est pas. Il est bien connu que la plupart des hommes cultivent ce travers. Ils le doivent au processus inconscient qui a accompagné la formation de leur personnalité et qui était destiné à les protéger des agressions du monde extérieur ou de la concurrence que se livrent les hommes pour survivre. Pour eux, la psychologie, qui est un des aspects primordiaux de la nature humaine, ne présente aucun intérêt et doit demeurer un mystère, à défaut de l'étudier pour mieux la maîtriser, ils la traitent avec mépris. En adoptant cette position du haut de leur chaire professorale qui en réalité n'est pas plus haute que la cuvette de leur cabinet d'aisance, ils décrètent que l'un des deux volets (social et psychologique) à l'origine du développement de la personnalité humaine doit être négligé, laissant ainsi le soin à nos ennemis de le manipuler à leur guise, non sans un certain succès.

C'est là qu'on s'aperçoit que généralement le militant n'est pas très évolué en somme. Si peu qu'il n'a même pas conscience de lui-même, ce qui est révélateur, c'est un piètre observateur, il n'apprend rien sur lui-même à travers le comportement des autres, il se situe au-dessus, il vaut tellement mieux. Qu'il nous soit permis d'en douter.

Puisque mes lecteurs ne souhaitent pas se faire connaître, j'en conclus qu'ils n'ont pas vraiment la conscience tranquille ou que ce sont des lâches ou ceci explique cela. Je rappelle que certains me l'ont écrit eux-mêmes. Ils ont apparemment confondu concession et compromission. Je regrette que ce portail n'ait pas pu être accessible aux travailleurs en général, car il n'est référencé nulle part.

Je vous laisse en compagnie des diseuses de bonnes aventures qui prétendent qu'il existerait des syndicats et des partis ouvriers indépendants, alors qu'en réalité les deux restent à imaginer et à construire, dans l'état actuel des choses, ils n'existent pas. Peut-être que parce qu'on n'est jamais parvenu à imaginer qu'il fallait construire un nouveau syndicat, nous ne sommes pas parvenus à construire un nouveau parti. Nous en aurions eu la possibilité, mais nos dirigeants l'ont laissé passer, vous savez tous pourquoi, et maintenant que les conditions sont plus difficiles, ils vont vous sortir que c'est impossible et qu'ils n'y sont pour rien évidemment, vous avez compris la manoeuvre, bref, ils ont raison ou les faits leur donnent toujours raison, franchement comment pourrait-il en être autrement.

On comprend aussi pourquoi ils regrettent que le PS et le PCF soient à l'agonie, et ce n'est pas faute d'avoir tout fait pour tenter de les sauver. Même cela ne mettra pas la puce à l'oreille des militants, ils sont trop corrompus pour en avoir profité et être parvenus tranquillement à la retraite pour un grand nombre d'entre eux. Ces nantis sont nostalgiques des années 50 à 80, mon enfance, ma jeunesse source de toutes les humiliations et de grande pauvreté, et de guerres, famines, etc., quelle crasse et sordide ignorance, voilà de quoi est fait le gratin du mouvement ouvrier, son avant-garde, il faut les refonder ! Ils ont progressé de l'individualisme collectif au corporatisme internationaliste.

En principe, les dirigeants d'un parti ouvrier analysent la situation et tous les rapports qui existent entre les principaux facteurs, ce qui permet de déterminer les lignes de force qui se dégagent, à partir desquelles ils vont définir un axe d'intervention politique dans la lutte des classes et se fixer des objectifs et des tâches pour les atteindre, enfin l'ensemble va constituer une orientation ou une ligne politique cohérente permettant de construire le parti et aider de larges couches de travailleurs à élever leur niveau de conscience politique.

Tout cela doit très précis, minutieusement élaboré et ne rien laisser au hasard.

Et que nous dit-on régulièrement, aux questions que les travailleurs se posent ou plutôt devraient se poser, "il n'y a pas de réponses toutes faites", alors de deux choses l'une, soit on ne croit pas un mot de ce qu'on dit, soit on ne sait pas quoi penser, et dans les deux cas la moindre des choses c'est de le dire ou de la fermer !

Une illustration, les travailleurs feraient preuve d'une "résistance sans faille", grotesque, si tel était le cas ils n'auraient jamais laissé passer autant de mesures ou lois scélérates synonymes de régression sociale. En fait ils disposent toujours de moyens pour la compenser, ils sont solidement attelés au capitalisme, mais cela on ne vous le dira pas.

Mais rien n'est perdu, "l'unité de leurs organisations (...) emportera tous les obstacles", alors qu'en réalité la nature de ces organisations, par leur composition et leur direction, leur fonctionnement constituent un obstacle à tout pas en avant vers le socialisme...

Extrait de la causerie du 10 janvier que je n'ai pas publiée.

Le mot du jour : Abus de pouvoir.

Macron est le produit d'un coup de force, d'un coup d'Etat à froid, d'un abus de pouvoir qu'il s'emploie dorénavant à exercer en faisant des émules parmi toutes les couches de la société qu'il instrumentalise, particulièrement chez celles des petits bourgeois dévorés d'ambition, qui pire que leur maître à penser, se transforment en misérables despotes dès lors que l'occasion leur est donnée pour imposer leur mode de pensée en recourant à des moyens détestables tels que la délation ou la dénonciation ce qui revient au même.

Leurs procédés sont misérables, ignobles, sordides et illustrent qu'ils n'ont pas plus de scrupules ou de morale que ceux qu'ils clouent au pilori, en réalité ils partagent les mêmes. Cette vermine qui dénonce certains aspects de la société appartient aux classes privilégiées qui s'en étaient très bien accommodées jusqu'à présent...

Ils se font le relais infâme de la chasse à l'homme lancée par l'oligarchie contre toutes les classes et couches de la société, hormis celles qui servent fidèlement et avec zèle ses intérêts. Le capitalisme pourrissant, à défaut de disparaître attise la haine entre les différentes couches de la société dont les rapports sont calqués sur ceux du capitalisme entre dominant et dominé. Au lieu de s'en prendre à la source de ces rapports, au capitalisme, les lâches préfèrent dénoncer en meute des individus isolés qui possédaient un statut social supérieur aux leurs mais pas forcément, puisque dans leur aveuglement hystérique ils entendent s'attaquer aux préjugés de l'immense masse de la population, de la majorité, qui fut encouragée à les adopter par les tenants du capitalisme.

Le lynchage auquel ils se livrent relève de la tyrannie, dans la mesure où ils bafouent la présomption d'innocence et piétinent le droit de la défense.

Les femmes qui adoptent ce comportement détestable, ne trouvent rien à redire à se prostituer avec le capitalisme, dès lors que cela leur permet d'embellir leur carrière professionnelle ou de faire parler d'elles. Ce sont les pires et les plus dangereuses car elles jouent sur tous les tableaux à fois, elles ne visent pas une égalité impossible à réaliser entre les sexes, mais uniquement le pouvoir d'exercer leur domination. Qu'elles soient souvent issues du PS ou qu'elles se prétendent de gauche n'a rien d'étonnant, cela introduit juste un élément supplémentaire de confusion chez ceux qui ne les avaient pas caractérisés de droite, en passant, vous voyez quel intérêt il y avait à le faire depuis longtemps.

Leur procédé présente bien des similarités avec celui employé pour faire la chasse aux fausses informations et la finalité est la même : faire taire, faire disparaître tous ceux qui s'opposent au néolibéralisme, à la politique du gouvernement, faire en sorte que quelque soit votre statut social vous adoptiez de gré ou de force, sans broncher, les idées et le comportement qu'on vous dicte, quitte à ne vous laisser plus aucune liberté. Ce sont bien deux campagnes liberticides qui se combinent sous nos yeux.

Bien entendu, il n'est plus question de liberté d'expression, au nom du droit à la différence qui est ainsi piétiné, c'est la raison pour laquelle on peut affirmer tranquillement qu'ils se moquent éperdument de l'un et de l'autre.

- Fake news et complotisme : comment l'état nous manipule par Philippe Alain - legrandsoir.info 10 janvier 2018

En résumé : le 4 janvier, Macron annonce une nouvelle forme de censure contre les médias ; les jours suivants, le porte-parole va expliquer sur les plateaux que c'est indispensable pour se protéger, par exemple des groupes terroristes et le 7 janvier, une officine de propagande financée par l'Etat nous pond une étude qui démontre que nous sommes tous atteints de complotisme aigu et que, par conséquent, une cure de désintoxication s'impose. Diffusée en boucle par tous les médias, cette "étude" vient clore le débat et faire taire tous ceux qui s'étaient pourtant offusqués quelques jours plus tôt de l'annonce d'une nouvelle mesure liberticide.

Voilà un parfait exemple de manipulation de l'opinion publique par l'Etat lui-même. Jamais personne n'aura autant de moyens médiatiques, humains, financiers et politiques permettant de réussir de telles manipulations.

Une conspiration mondiale contre la démocratie

- Quand une respectable fondation prend le relais de la CIA - legrandsoir.info 9 janvier 2018

« Une grande partie de ce que nous faisons aujourd'hui, la CIA le faisait clandestinement il y a vingt-cinq ans [1]. » L'homme dont le Washington Post rapporte le surprenant aveu, le 22 septembre 1991, s'appelle Allen Weinstein. Historien, il a été le premier président de la National Endowment for Democracy (NED, Fondation nationale pour la démocratie), une association américaine à but non lucratif aux objectifs particulièrement vertueux : promouvoir les droits de l'homme et la démocratie. C'est pourtant d'elle qu'il parle dans sa déclaration. (...)

...l'American Political Foundation (APF) voit le jour en 1979, coalition des partis démocrate et républicain, de dirigeants syndicalistes et de patrons, d'universitaires conservateurs et d'institutions liées aux affaires étrangères. Le modèle est importé d'Allemagne de l'Ouest, où les fondations des quatre principaux partis [5] – connues sous le nom de Stiftung – sont, depuis l'après-guerre, financées par leur gouvernement, comme instruments de la guerre froide. En particulier la Fondation Konrad Adenauer, liée au parti chrétien-démocrate (CDU).

Le 14 janvier 1983, le président Ronald Reagan signe la directive secrète NSDD-77. Il y ordonne de mettre en place ce qu'il a annoncé dans un discours devant le Parlement britannique, le 8 juin 1982 : une « infrastructure » pour « mieux contribuer à la campagne globale pour la démocratie [6] ». La directive signale qu'il faudra pour cela « coordonner de manière étroite les efforts effectués en politique étrangère – diplomatiques, économiques, militaires – et se mettre en relation serrée avec les secteurs suivants de la société américaine : travail, affaires, universités, philanthropie, partis politiques, presse (...) ». (...)

Ainsi, le 23 novembre 1983, une loi entérine la création de la NED. (...)

Quatre organisations constituent le socle de la NED et sont responsables de sa gestion. Le Free Trade Union Institute (FTUI) – branche de la centrale syndicale AFL-CIO, qui prend ensuite le nom d'American Center for International Labor Solidarity (Acils) – existait déjà avant la NED. Les trois autres sont créées ad hoc : le Center for International Private Enterprise (CIPE) de la chambre de commerce, l'International Republican Institute (IRI), du Parti républicain, et le National Democratic Institute (NDI), du Parti démocrate. (...)

Le talent qu'a la NED pour canaliser les fonds, créer des organisations non gouvernementales (ONG), mettre sur pied des manipulations électorales et des campagnes d'intoxication médiatique, doit beaucoup à la grande expérience de la CIA, de la branche du département d'Etat chargée de la coopération (Usaid) et de nombreuses personnalités de l'« élite » conservatrice liée à la politique étrangère des Etats-Unis [12]. Mis à part les moyens terroristes, le gouvernement Reagan utilisera les mêmes méthodes dans les pays d'Europe de l'Est, « croisade non gouvernementale pour les droits de l'homme et la démocratie, d'autant moins impérialiste qu'elle est censée répondre directement aux besoins des dissidents et des réformateurs du monde entier [13] ». Dans ces pays du « socialisme réel », la distance entre gouvernants et gouvernés facilite la tâche de la NED et de son réseau d'organisations, qui fabriquent des milliers de « dissidents » grâce aux dollars et à la publicité. Une fois le changement obtenu, la plupart d'entre eux, ainsi que leurs organisations en tout genre, disparaissent, sans gloire, de la circulation.

Instrument de la guerre globale

Devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) en septembre 1989, le président George Bush père affirmait que le défi du « monde libre » était de consolider les « fondations de la liberté ». L'année précédente, le Parlement canadien, encouragé par Washington, avait créé une fondation semblable à la NED, portant le nom de Rights & Democracy. En 1992, sur le même modèle, le Parlement britannique a officialisé la Westminster Foundation for Democracy (WFD). Puis vient le tour de la Suède avec le Swedish International Liberal Centre, des Pays-Bas – Fondation Alfred Mozer – et de la France – Fondation Robert Schuman et Fondation Jean Jaurès (liée au Parti socialiste). Le réseau de fondations de la NED prend forme.

C'est dans ce cadre qu'a été créée la Democracy Projects Database, qui coordonne quelque six mille projets d'ONG dans le monde. La NED est aussi le coeur du Network of Democracy Research Institutes [19], auquel participent « des institutions indépendantes liées à des partis politiques, des universités, des syndicats et des mouvements pour la démocratie et les droits humains ». Son objectif est de faciliter le contact « entre les érudits et les militants de la démocratie ». D'autre part, la NED héberge le secrétariat du Center for International Media Assistance, « un projet qui se propose de réunir un certain nombre d'experts en médias avec l'objectif de renforcer le soutien à la presse libre et indépendante dans le monde [20] ».

Sur le site Internet officiel du département d'Etat, M. Gershman déclare que toutes ces fondations, personnes et organisations convergent vers la « création d'un mouvement mondial pro-démocratie ». Un « réseau de réseaux » dont la NED constitue le centre. D'autres fondations se sont ralliées à ce projet – la Friedrich-Ebert-Stiftung d'Allemagne, l'Olof Palmes Internationella Center, de Suède, le Karl Renner Institut, d'Autriche, la Fundación Pablo Iglesias, liée au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). (...)

Démocratie, élections libres, liberté d'expression... Ce que M. Blum traduit ainsi : « Tout ce qu'on a fait, c'est transférer les nombreuses activités détestables de la CIA à une nouvelle organisation dont le nom sonne bien. La création de la NED est un

chef-d'oeuvre de politique, de relations publiques et de cynisme [22]. »

Financements sans frontières

« Absolument, nous recevons de l'argent de la NED, affirme M. Robert Ménard, secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF), sur le forum Internet du Nouvel Observateur, le 18 avril 2005 [23]. Et cela ne nous pose aucun problème. » De quoi mettre en doute le crédit de cette association « indépendante » qui défend la liberté d'expression grâce à ce genre de financement, sans compter ce qu'elle reçoit de l'Etat français – 11 % de son budget annuel –, de la Commission européenne – 15 % –, ainsi que de plusieurs groupes financiers propriétaires de médias et d'entreprises d'armements – montant indéterminé [24].

Au temps du ministère de la Vérité.

Il ne vous aura pas échappé qu'avec le thème des fausses nouvelles (fake news), nous sommes encore en présence d'une opération ou plutôt d'une machination planétaire orchestrée depuis Washington. Elles sont insignifiantes à côté des mensonges qui ont été employés pour préparer psychologiquement les peuples à deux guerres mondiales, puis les justifier.

Il faut distinguer les fausses informations en tant que telles, de fait réels qui font l'objet d'un traitement qui les assimile à de fausses informations tant ils sont déformés, évidemment ce ne sont pas celles-ci que les commentateurs retiennent car trop compromettantes. Que la manière dont sont présentés ou interprétés des faits réels relève de la manipulation des esprits ne les choquera pas, puisqu'ils se livrent quotidiennement à cet exercice qu'on appelle aussi désinformation.

Il n'y a pas de fumée sans feu.

Lu dans un article publié par le blog Les-Crises.fr

- "Il n'y a sans doute pas chez Emmanuel Macron de volonté de censurer ou de créer une police de la vérité journalistique. Son idée est bonne de vouloir protéger les moments de la démocratie les plus fragiles, c'est-à-dire les élections. D'accord pour mettre en place des garde-fous, mais de là à renforcer les pouvoirs de l'Etat sur l'information, c'est moins satisfaisant."

"L'éducation aux médias est un bon moyen de lutter contre les "fake news"."

Les élections, des "moments de la démocratie", il fallait oser le dire !

Le boycott est la seule éducation saine et sérieuse.

Parole d'internaute.

- À rapprocher du thème à la mode depuis quelques jours : le "complotisme" dont feraient preuve 8 français sur 10, selon un énième sondage.

Tout le monde sait que les sondages sont là non pas pour informer, mais pour modeler l'opinion. La réalité, pour reprendre un mot cher à notre petit prodige président, est pourtant toute simple : l'économie est en état de mort cérébrale, le prochain domino financier qui tombera fera s'écrouler tout le système, des millions de laissés pour compte vivent à l'intérieur et à l'extérieur du pays(chômeurs, réfugiés...), le climat se dérègle, les ressources naturelles sur lequel est adossé notre système tout entier sont en épuisement... Un seul exemple 10 ans de réserves en lithium, vous savez ce machin indispensable pour fabriquer les smartphones et autres gadgets qui servent à endormir la population... et tout le monde voudrait continuer à faire comme si de rien n'était ?

Les nuages s'amoncellent et l'orchestre médiatique à beau redoubler d'efforts, le tapage qu'il s'efforce de maintenir n'empêchera pas le tonnerre de gronder et l'orage de frapper à la fin.

D'une façon où d'une autre, ça n'est qu'une question de temps, et certainement pas dans longtemps, comme l'espèrent avec lâcheté beaucoup de nos concitoyens. Non, nos enfants ne seront pas là pour essayer nos bêtises : c'est nous qui serons en première ligne, très bientôt.

Et le pire, c'est que tous ceux que le système taxe de complotisme l'ont bien compris : dans leur immense majorité, ils ne font juste plus confiance aux serviteurs premiers de celui-ci, les "journalistes".

Et ça, quelque part, c'est une sacrée bonne nouvelle au milieu de tout ce bazar !

- Il s'agit aussi de préparer l'opinion publique aux prochaines lois liberticides qui auront pour justification orwellienne la lutte contre la désinformation.

Bienvenue chez les conspirateurs ou les faussaires.

- Près de 8 Français sur 10 en faveur d'une loi visant à lutter contre les "fake news" en période électorale, selon un sondage - Franceinfo

71% des Français interrogés pensent que ces fausses informations constituent actuellement un problème au sein de la société, selon un sondage Odoxa Dentsu Consulting pour franceinfo et "Le Figaro", publié jeudi soir. Franceinfo

Le pilote était à ... Washington.

Julien Codorniou, le vice-président de Facebook chargé des partenariats, qui vit à Londres, est membre du... conseil de surveillance du « Monde » ! Grand ami de Xavier Niel — le copropriétaire du quotidien —, Codorniou figure aussi depuis peu à son côté au conseil de surveillance de Mediawan, le fonds d'investissement cofondé fin 2015 par un certain Niel Xavier. Le monde des géants est petit. Le Canard enchaîné, 8/1/2018

Les mains sales ou la sale "besogne". Ils le revendiquent.

- Checknews : est-il vrai que Facebook paye «Libé» pour aider à trier les «fake news» ? - Libération.fr

Dans son édition de la semaine dernière, le Canard enchaîné a publié un article intitulé «Entre "le Monde" et Facebook, un beau compte de fake» qui fait beaucoup parler. Le palmipède «révèle» que le réseau social finance le journal du soir. Un article un peu survendu, parce que ce n'est pas un scoop. Et incomplet, parce que le Monde n'est pas le seul média français financé par Facebook pour faire la chasse aux fausses nouvelles. Libération est aussi payé pour la même besogne. Liberation.fr 9 janvier 2018

Nous l'avions déjà signalé aux lecteurs.

Avec une capitalisation boursière de près de 500 milliards de dollars (Le Monde 30.08.2017) Facebook peut se permettre de se payer les services du Monde et Libération notamment pour organiser la censure sur Internet. L'oligarchie n'a plus besoin de contrôler le contenu des médias, c'est fait depuis qu'elle les a achetés, elle doit donc dorénavant s'attaquer aux autres sources d'information.

Faites tomber les masques.

- La Terre est plate, le pape a tué Kennedy, et si ma tante en avait... - Libération.fr

Les médias aux ordres comme seule source "d'information acceptable", qui plus est "respectueuse des institutions".

Libération - D'un côté une population jeune, biberonnée à la culture de la «post-vérité» d'un Internet qui s'est toujours positionné en contre-espace public, légitimant la vox populi au niveau de toute autre source d'information acceptable. Et de l'autre des seniors socialisés durant une époque plus respectueuse des institutions, avec une colonne vertébrale idéologique plus marquée.

Les médias institutionnels ou la parole divine.

Libération - ...défiance commune envers la presse traditionnelle.

Tous coupables, y compris ceux qui n'ont pas accès aux sources d'information.

Libération - Qui est coupable du phénomène ? Personne. Tout le monde. La modernité. Car elle nourrit le complotisme.

Et puis vous êtes responsables de tous les problèmes que vous rencontrez au cours de votre vie.

Libération - ...des gens en échec personnel vont avoir tendance à s'exonérer de leurs responsabilités en cherchant d'autres explications

Bref, vous êtes des cons !

Libération - ...les personnes qui comprennent mal l'environnement dans lequel elles évoluent ont une tendance plus prononcée à minimiser le poids du hasard dans la marche des événements.

Ils les ont démasqué, ce sont des rouge-brin !

Libération - Fondation Jean-Jaurès et de Conspiracy Watch : Les sympathisants d'extrême droite et d'extrême gauche sont plus enclins que les autres à verser dans la théorie du complot».

Douter, c'est commencer à réfléchir, un crime.

Libération - ...le complotisme se nourrit du doute.

Fake news et complotisme : comment l'état nous manipule par Philippe Alain - legrandsoir.info 10 janvier 2018

Intéressons-nous donc à la Fondation Jean Jaurès.

Officiellement, la Fondation Jean-Jaurès se décrit à la fois comme "un think tank, un acteur de terrain et un centre d'histoire au service de tous ceux qui défendent le progrès et la démocratie dans le monde." En réalité, la Fondation Jean Jaurès est un think tank fondé sous l'impulsion de Pierre Mauroy, ancien premier ministre de François Mitterand. On trouve dans son conseil d'administration bon nombre de socialistes comme Jean-Marc Ayrault, Vincent Peillon ou Bruno Le Roux, mais plus surprenant, devinez qui occupe jusqu'en mai 2017 le poste de secrétaire général ? Gérard Collomb... Aujourd'hui ministre de l'intérieur de Macron. Pour la petite histoire, avec Gérard Collomb qui est toujours membre du Conseil d'Administration, on trouve également au poste d'administrateur, monsieur Christophe Carol, qui aussi est chef du bureau des associations et fondations au ministère de l'intérieur. Bonjour le conflit d'intérêts. (2)

Côté financement, ça vaut aussi son pesant de cacahuètes. La Fondation Jean Jaurès se vante d'être indépendante. Ah bon ? Le budget voté le 21 décembre 2016 est de 2 730 000 €. 1 000 000 d'euros de recettes proviennent des services généraux du premier ministre" et 878 000 € proviennent de subventions publiques. Autrement dit, l'Etat finance la Fondation Jean Jaurès à hauteur de 70% de son budget. Les ressources propres : publications, dons... ne représentent que 6% des recettes.

Bref, la Fondation Jean Jaurès est une véritable "organe d'influence", une officine de propagande d'Etat qui n'ose pas dire son nom.

Ca y est ? Vous comprenez mieux la manipulation ?

Bien évidemment, tous les médias vont reprendre en boucle les informations de la fameuse étude censée démontrer que les Français sont des adeptes inconditionnels des fake news et du conspirationnisme. Libération, qui appartient, comme L'Express, l'Expansion, BFM et RMC à Patrick Drahi, le milliardaire Franco-Israélien, fait la une sur le sujet en titrant son édition du 9 janvier : "Complotisme : le côté obscur de la France". Le soir même, Europe 1, propriété du milliardaire Arnaud Lagardère consacre un débat au fake news. Bref, tout le monde s'y met et ne parle que de ça ou presque pendant plusieurs jours.

Voilà, la boucle est bouclée. Aucun journaliste n'aura remarqué la supercherie, ou du moins, aucun ne s'est intéressé au véritable commanditaire de l'étude.

(2) <https://jean-jaures.org/la-fondation>

Le pilote est à Bruxelles, l'office européenne états-unienne.

- Fake news : cette experte nous explique les 3 niveaux de fausses nouvelles et les limites d'une loi Macron - huffingtonpost.fr

Fin 2017, un groupe d'experts a été créé par la Commission pour définir, trier et penser les "fake news". Alors que leur première réunion d'une longue série aura lieu à la mi-janvier, l'une des expertes, la sociologue des médias Divina Frau Meigs, nous parle des trois niveaux de fake news, à travers trois exemples. Notre experte, également professeure à la Sorbonne Nouvelle... (On sait ce que valent les "experts" nommés par Bruxelles. - LVOG)

...on distingue la "fake news de propagande" de la "fake news de complot" et de la "fake news commerciale (ou de scandale)".

Si ces trois types endommagent et polluent l'accès à l'information, ce ne sont que les fausses nouvelles de propagande et de complot qui ont été visées par Emmanuel Macron, début janvier, dans son discours à la presse. (C'est bien la crédibilité de la propagande officielle qui est au coeur de cette opération. - LVOG)

Notre experte se demande quels écueils le projet de loi devra éviter: "C'est une loi qui va devoir prendre son temps, pour bien définir chaque terme face au risque de produire une juridiction liberticide et de censure. Il faut que ce soit une loi qui agisse comme un ralentisseur." (Tous les articles en provenance de certains blogs ou portails seront relégués aux oubliettes par les moteurs de recherche, ainsi plus personne ou presque n'y accèdera, hormis ceux qui se connectent habituellement sur ces blogs ou portails ou qui en connaissent les adresses. Il s'agit de rendre opaque les sources d'information qui narrent les faits, de sorte que plus personne ne puisse les vérifier, pour finalement faire doute de leur existence de manière à ce que seule la version officielle demeure. - LVOG)

Pour Divina Frau Meigs, avant de réfléchir à légiférer sur un type de fake news, il faudrait un sérieux débat public avec tous les acteurs, notamment économiques (Google et Facebook compris). Ce, pour mesurer et comprendre l'ampleur des nouveaux enjeux commerciaux et idéologiques qui se cachent derrière les fake news, de quelque type qu'elles soient. Et pour saisir l'urgence d'éduquer davantage aux médias. huffingtonpost.fr (Il y a "urgence" apparemment, le peuple ne doit pas en savoir davantage, il en sait déjà trop, il doit demeurer ignorant la survie du régime en dépend. Un "sérieux débat public" en s'en remettant au sommet de l'oligarchie, Google et Facebook, sera forcément impartial! Ils osent tout. - LVOG)

- Le Président Jupi-Taire invente la Censure Libérale, par Jacques-Marie Bourget - les-crises.fr 08.01

La question est donc : pourquoi le président français attaque-t-il la liberté d'Internet alors que l'outil répressif existe ? La réponse est simple. C'est pour rejoindre le flux de tous les néo-libéraux et néo-conservateurs de la planète. Ceux qui estiment que laisser vivre à sa guise un web qu'ils ne maîtrisent pas est un très grand danger pour leur gouvernance. Une menace mortelle pour leur doctrine, l'asservissement par la finance mondialisée et néocoloniale. Les journaux eux-mêmes, petit à petit dépossédés de leur magistère par Internet, ont tout de suite milité pour que tout « site d'information » ne puisse exister « sans être adossé à un « grand média » ». Aux Etats-Unis, le New York Time en tête, nous avons assisté à de telles croisades de limitation du Net. Le tout est resté sans grand effet jusqu'au mois dernier où les géants américains, industriels du web, ont annoncé une restriction progressive de l'accès aux réseaux performants pour tout candidat qui ne soit pas un partenaire puissant ou « convenable ». Voilà où veulent en venir Macron et ses alliés : nous faire taire. Je dis « nous » puisque le débat, l'information plurielle sont devenues impossible en France et que le seul moyen de mettre à jour des sources et des points de vue différents c'est Internet. Tant pis si ce tuyau à deux conduits véhicule les meilleures nouvelles du monde, mais aussi des tonnes d'ordures. Comme devant la poubelle jaune et la poubelle verte, nous sommes assez adultes pour affronter le tri sélectif.

Ne soyons pas injustes envers Jupiter, il a bénéficié, comme on le dit en matière d'artillerie, d'une très forte « préparation ». C'est la presse subventionnée par des crédits d'Etat, c'est-à-dire tout, ou presque, ce qu'exposent les kiosques, qui, depuis des années, de docilité en compromission, a poussé le wagon vers l'abîme. C'est elle qui a conçu, financé l'avènement de journaux asexués tous clones de la « bien pensance », des pages dans lesquelles on pouvait lire sans une virgule de doute « Saddam Hussein a des armes de destruction massives » avec schémas à la clé. La doctrine de BHL a triomphé, agissant sur les rebelles comme un agent orange sur la jungle du Vietnam. L'engeance, celle des « nouveaux philosophes » (portée sur les fonds-baptismaux par François Furet avec pichenette de Michel Foucault), a réussi à imposer son néo-catéchisme: toute pensée non tamponnée « Atlantique » ne doit être ni exprimée ni survivre. De bons disciples comme Perdriel, Mougeote, Plenel, Joffrin, Giesbert, Minc, Barbier et leur marionnette Ménard ont veillé à ne jamais offenser Washington. Et la presse française est devenue une feuille d'avis de l'OTAN. Hélas pour eux, cette lecture ne rassemble pas des centaines de milliers de curieux. Ainsi Plenel, celui du Monde en 1999, a compté « 700 000 morts au Kosovo » (pour un bilan officiel et final 2500) et publié en scoop les détails d'un plan serbe, dit « Fer à Cheval » qui prévoyait la déportation des albanais... Manque de flair, ce « Plan » était un faux bricolé par les services secrets allemands ! Voilà donc des « fakes » avant la mode. Et les « fakes » sont têtus.

Au passage, pour vous faire observer que la maladie de presse est ancienne, je me permets de relater une expérience personnelle. Au début du mois d'août 1985, en publiant dans « VSD », un hebdomadaire populaire, un article de deux pages chapeauté du titre « La DGSE a fait couler le Rainbow Warrior », je croyais par ces lignes, avoir fait avancer la « vérité ».

Et appeler un chat un chat : c'est-à-dire Mitterrand un assassin (un photographe est mort lors du sabotage du bateau avalisé par le Président). A défaut de recevoir une symbolique médaille je m'attendais à ce que mes découvertes éveillent l'attention de mes confrères... Bernique. Hormis Michel Polac, le magnifique trublion, personne n'a bronché. Mieux, Claude Angeli, alors chef du Canard Enchaîné, est venu faire le flic de presse : « Toi il faut que tu te calmes ! ». Ah bon ? Et, svp facteur, de qui vient le message ? Le message venait de « Dieu Premier ».

Cette foi nouvelle dans les vertus d'une presse couchée a été facilitée, aussi, par l'idéologie qui noie les « écoles de journalisme », et par le statut social des étudiants ici recrutés. Croisant un jour place de la Bourse un ancien confrère, devenu prof au Centre de Formation des Journalistes, je lui pose une question : « Enseignez-vous le doute ? »... et entendu sa réponse désabusée : « Non rien que des certitudes ». La pensée unique, née dans le bouillon Kub des idées de Furet, issue aussi des « droits de l'homme » tripotés par le BHLisme, s'enseigne désormais dans ces écoles. Institutions onéreuses pour tout étudiant, ce qui implique une sélection de classe. Pour l'essentiel, les nouveaux journalistes sont donc des fils d'archevêque ; peu inquiets du sort du monde.

Dernier paillason tendu sous les pieds de Macron et de la censure d'Internet, tous ces sites autoproclamés chasseurs de « Fakes news ». A défaut de s'acheter un miroir et de s'y mirer, Le Monde et Libération se sont constitués en meute pour désigner comme « fake » ou « complot » tout ce qui nuit à la ligne générale dessinée par Niel ou Drahi. Ces innocents ignorent que le concept de « complotisme » a été inventé par la CIA comme outil capable de discréditer tout interlocuteur trop bien informé. Reste dans le canon fumant de ces drôles de censeurs la cartouche de l'antisémitisme, écrire que Netanyahu perd ses cheveux peut vous conduire au pilori. Vous êtes socialement mort.

Dans la battue contre la liberté sur Internet, comme dans les polars, on trouve enfin des « privés ». Des types qui s'ennuyent d'être « rien » -comme le dirait Macron- et qui montent leur propre stand de tir. Dénonçant sur Internet et au doigt mouillé des innocents. Leur but ? Exister, participer à l'honorable festin de la pensée juste pour -rêve d'un jour- être invité aux côtés de Sifaoui sur le plateau des « experts » de C Dans L'air.

Aujourd'hui la nouvelle censure démocratique ne s'exerce pas seulement au pied du mur, c'est-à-dire en refusant l'édition de textes ou d'images jugées inacceptables pour la pensée dominante, elle réussit l'exploit d'un grand bond en arrière en nous renvoyant à Richelieu. Oui, à la « censure préalable », le filtre de l'imprimatur qui évite tout malentendu. N'étant pas gardien du phare des libertés, je n'ai pas en main le décompte des réunions, conférences et autres propositions de débats annulées en France sous la pression du politiquement correct. Depuis 2012, et le début de la guerre en Syrie, il est impossible au pays de Voltaire, de rassembler dans une salle ouverte au public des hommes et des femmes s'exprimant sur cette guerre. Dès l'annonce d'un tel colloque les menaces tombent et les organisateurs apeurés, honteux, annulent le rendez-vous. Dans une salle de l'Assemblée Nationale il a été possible au Front National de réunir la fleur des groupes anti-avortement, mais impossible de trouver un auditorium pour exposer la situation syrienne et la politique étrangère de la France. Que le forum soit « partisan » n'est pas une excuse à la censure dans un pays de libre parole. L'interdiction de ces débats-là vaut aussi pour ceux qui concernent l'Ukraine et mieux encore pour la Palestine. Evoquer ce pays martyrisé c'est additionner les salles de réunion refusées, les intervenants décommandés. Si besoin est, les censeurs s'abritent derrière la menace de « troubles l'ordre public ». Comme si « l'ordre public » était une excuse au mensonge. Plus caché, feutré mais aussi corrosif a été, en 1994, l'interdit d'édition qui a frappé le colossal historien et philosophe anglais Eric Hobsbawm avec son livre « L'Age des Extrêmes ». Ce bouquin essentiel a été traduit en bantou alors que pas un éditeur tricolore ne s'est aventuré à mettre de ce texte en librairie. L'interdit, non-dit et non-écrit donc tacite, avait été édicté par la clique Rosanvallon et Nora, petits maîtres à penser agissant comme des veaux sous leur mère, en l'occurrence François Furet. Pas question qu'un penseur, obstinément marxiste, ouvre sa gueule. Pour lire ce bouquin il a été nécessaire que l'équipe du Monde Diplomatique se joigne à un éditeur belge. C'est vous dire si le libre propos est un sport de combat !

L'exception française, donc l'esprit de censure, a contaminé la Suisse. Guy Mettan, co-fondateur de la version helvétique de Reporters Sans Frontières (RSF) est un mort vivant depuis qu'il a eu l'idée d'instaurer un débat sur le rôle joué en Syrie par les « Casques Blancs »... C'est Christophe Deloire, le Ménard après Robert, de RSF qui a pulvérisé Mettan. Pour Deloire il n'est pas question de débattre de l'action de ces magnifiques sauveteurs couverts de lauriers par Hollywood, les intervenants ne lui conviennent pas. Pauvre Deloire qui, il y a quelques mois, faisait la retape auprès du dictateur gabonais Bongo. Son but ? Que ce dernier finance un « forum » organisé de concert avec Libération. Résumons ! Nous avons RSF, un machin matricé par l'ultra drotier Ménard, qui intervient en tant qu'organisation de journalistes pour réclamer la censure. Après cela étonnez-vous que la presse meure !

Mais Deloire, l'homme en forme de cette fin d'année 2017, va encore faire parler de lui. Cette fois c'est le projet d'une télé russe, diffusée en français, qui ne lui convient pas. Cette chaîne, composée de journalistes tricolores et dûment encartés, n'a pas encore émis une seule image, un seul son que le devin Deloire dit « halte ». Lui, Deloire, sait que Poutine, qui n'a que ça à faire entre deux coups de balais donnés à Daesch, écrit lui-même les sujets diffusés sur RT-TV. Il est fort Deloire...! Bizarre, quand Patrick Drahi a lancé « i24 News » une télévision en français qui entend officiellement « montrer le vrai visage d'Israël », Deloire s'est tu. Sans doute enrôlé ? Et rechute en laryngite contre CNN ou Fox News, qui, même en anglais, diffusent pas mal de bêtises ?

Avez-vous entendu Deloire protester contre la disparition de « Afrique Asie », un mensuel spécialisé dans l'actualité internationale, un journal d'une qualité rare ? Non. Il devait être en RTT. Ce journal historique, fondé par Simon Malley, a été le compagnon de

lutte de tous les mouvements de décolonisation de la planète. Ce n'est pas rien. Comme par hasard l'état français a commandé un interminable contrôle fiscal contre « Afrique Asie », enquête ridicule au sein d'un journal militant. Mais qui s'est achevée par une amende de 150 000 euros. Majed Nehme, le directeur-héros de cette aventure, a donc été obligé de fermer ce journal exemplaire. Voilà les dernières nouvelles du monde libre, où les français ne parlent plus aux français.

En guise de travaux pratiques je livre à nos lecteurs l'expérience vécue par la grande et courageuse historienne Annie Lacroix-Riz – professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris VII. Au prétexte qu'elle est l'une des seules à s'opposer à la cohorte placée sous la férule de Gérard Courtois, un communiste très repent qui passe ses heures à expier son passé, et qui est devenu le guide suprême en matière de marche arrière historique, Lacroix-Riz, avec son sac à vérités, est devenu l'ennemi numéro 1. Comme la dame est imbattable, tant elle est documentée, face à elle il faut fuir ou annuler tout débat. D'autant que la spécialité de l'historienne est brûlante : la collaboration sous toutes ses formes, liens entre nazis et Vatican, construction de l'Europe sous la dictée américaine... Elle a même découvert que, pendant la période nazie, le Zyklon B avait été, pour partie, produit dans des usines françaises...

Un jour c'est France 2 qui la convoque pour évoquer André Bettencourt, un homme trop actif sous Vichy. L'historienne racle ses fonds, prend de son temps et répond aux questions du documentariste. Quelques heures avant la diffusion du « sujet » elle reçoit un SMS « Désolé, mais faute de place votre témoignage a été coupé ». Ah ça alors c'est vrai, la lutte des places est un phénomène connu !

En 2016 c'est une certaine Juliette Dubois qui, sur RMC TV, se passionne pour une tranche d'histoire « 1939-1945 la face cachée du Vatican ». Lacroix-Riz est incontournable, elle est ici assise dans son jardin. La naïve historienne sort ses archives les plus explosives et attend le passage de la questionneuse... qui, comme Godot, ne viendra jamais. Le dernier acte de censure est aussi lié à ce documentaire de RMC, un conte de fée qui donne la part belle aux hommes de Dieu. Cette fois, le film étant diffusé par la RTBF la télé belge, Lacroix-Riz est convoquée à Bruxelles « pour un débat ». On lui envoie des billets de train... Et, magie habituelle, sans que les TGV de Guillaume Pépy y soient pour quelque chose, l'historienne qui dérange ne se dérange pas : elle est décommandée. Si je mets en avant l'exemple de Lacroix-Riz c'est que la dame, même sans le relais des médias officiels, a une certaine capacité d'alerter un petit réseau. Mais quid des inconnus, des isolés, qui se font moucher dès qu'ils évoquent des sujets touchant à la « contre pensée ». Quid d'un chercheur qui n'embouche pas, pour ses travaux, la bonne trompette, l'écrivain qui n'écrit pas les bons livres ?

Voilà un état des lieux. C'est le mien et vous direz qu'il n'a pas de valeur universelle, rien de « scientifique ». C'est juste le résultat de 50 ans d'expérience dans la presse et l'édition, un demi-siècle à voir de près bouger le monde, et se faire la guerre plus que la paix. Un demi-siècle de mensonges, de presse ou d'Etat, vécus sur le champ. Que dire de plus ? La liberté, valeur sans partage avait un goût, il est devenu light, comme le Coca. les-crisis.fr 08.01

Parole d'internaute.

- Tous ceux qui sont conscients de cette censure qui s'installe à petits pas mais de façon certaine, ne savent plus, où, quand, comment le dire.

La réduction au silence ne signifie pas nécessairement l'absence de réflexion. Mais comment savoir si ceux qui sont conscients, mais réduits au silence, sont nombreux ou non.

Savoir qu'on n'est pas seul est rassurant, cela évite d'être gagné par le découragement et l'abandon.

La censure permet de faire taire, mais aussi d'isoler. "Pensez ce que vous voulez, mais de toute façon vous êtes seul". Super méthode mais jusqu'à quand?

- Macron est le plus dangereux des présidents de la cinquième République. Il est à même de mettre en place un régime autoritaire, si ce n'est fasciste. Aujourd'hui, en écoutant ses vœux aux journalistes, je viens d'en prendre d'autant plus conscience. Le reste n'est que bla-bla. Entendons l'essentiel de ses propos. Ce type est encore plus dangereux que ce que l'on pouvait convenir car il demande à ceux-là mêmes qui diffusent l'information qu'ils s'accordent avec le pouvoir en place. Je n'ai pas voté pour ce type, mais là, il mérite, par ses propos, d'être délogé de toute sphère politique et économique. [Modéré.] Attention !

- Attendez , l' Histoire ne fait que commencerlors de ses vœux notre Jupiter commence par :” mes chers compatriotes européens...” oui, vous avez entendu ” européens ” pas français...parce que la France c'est bientôt terminé, vous le savez ça ?...

LVOG - C'est le mondialisme.

- J'adore la délicieuse hypocrisie de ce Président comme il se dédouane de ses délits d'initié.

Mais prenons le au sérieux, car en voulant faire la leçon aux journalistes, il décrit exactement ce que lui-même, prenant appui sur eux dans les grandes rédactions, avait mis en place depuis sa campagne présidentielle, toute une batterie de langage, d'astuces et de procédés pour ne faire ressortir que sa narrative. uniquement la sienne. Pour nous préparer à vivre une dystopie qui affectionne le fascisme. Sa narrative martelée jusqu'à l'ivresse. Relayée, propagée a beaucoup pollué l'espace public et a créé beaucoup de désordres!

Macron en est le principal responsable dans ce crime moral, intellectuel et mental. Il en a donné le modèle et le mode d'emploi.

- Macron masquait son rôle de valet de la classe des ultra-riches et maintenant il le joue. Cela ne surprend que les personnes qui n'ont pas pris le temps de réfléchir – une occasion rare pour la plupart de nos contemporains pris dans la précarité et/ou de l'injonction à l'immersion entrepreneuriale.

- Jupi-taire ne fait que confirmer et amplifier la tendance au "libéral autoritarisme" de ses prédécesseurs. Mais peut-il en être autrement dans une UE qui est absolument non démocratique ?

L'UE est une tyrannie, qui est au service du "Corporate power". Et les campagnes de nos dirigeants "autocrates libéraux" sont financées d'élections, élections par ce "Corporate power".

Le candidat voulu par les milieux d'affaires, "nous est vendus" un an ou deux avant les élections grâce à une campagne massive de promotion médiatique. Comme ce fut le cas pour Macron.

L'on voit mal d'ailleurs, de quoi ce dernier pourrait se plaindre, tant il a bénéficié de cette massive campagne de promotion médiatique.

La vérité, c'est qu'ils craignent les voix dissonantes, car ils savent que leur base électorale est des plus fragiles. Donc en plus de la promotion massive, ils veulent pour la prochaine fois un outil juridique pour pouvoir faire taire les voix dissonantes sous n'importe quel prétexte foireux.

C'est dans la logique et l'aboutissement d'un processus non démocratique, qui prend ses racines dans la "construction européenne" telle que conçue par les oligarchies qui contrôlent le pouvoir dans chaque pays de l'UE, oligarchies au service du "Corporate power".

Vérités et contrevérités, l'art de mêler le vrai et le faux

- Étude: 79% des Français croient au moins à une "théorie du complot" - AFP

Le complotisme est un "phénomène social majeur" et "préoccupant" en France, près de huit Français sur dix adhérant à au moins l'une des grandes "théories du complot", révèle une étude de l'Ifop pour la Fondation Jean Jaurès et l'observatoire Conspiracy Watch, publiée dimanche.

Trois ans après les attentats de janvier 2015 à Paris, et en pleine offensive du gouvernement contre les "fake news" ou fausses infos, l'étude montre que 79% des Français croient à au moins une théorie du complot. Ils sont 34% à en croire au moins 4 et 13% au moins 7.

Et concernant les multiples théories qui circulent dans l'opinion et sont évoquées dans l'étude, des plus récentes aux plus anciennes, 55% des Français approuvent l'idée que "le ministère de la santé est de mèche avec l'industrie pharmaceutique pour cacher au grand public la réalité sur la nocivité des vaccins" et 54% sont d'accord avec l'affirmation que "la CIA est impliquée dans l'assassinat du président John F. Kennedy à Dallas".

En matière de terrorisme, 19% des Français considèrent qu'à propos des attentats contre Charlie Hebdo et le magasin Hyper Cacher en janvier 2015, "des zones d'ombres subsistent" et qu'il n'est pas certain qu'ils aient été "planifiés et réalisés uniquement par des terroristes islamistes", dont 27% des moins de 35 ans, et 30 % des 18-24 ans. Cependant, seuls 3% (contre 2% en janvier 2015 selon une précédente étude de l'Ifop) estiment à propos de ces attentats qu'"il s'agit d'une manipulation dans laquelle des services secrets ont joué un rôle déterminant".

Par ailleurs, 32% des Français pensent que "le virus du sida a été créé en laboratoire et testé sur la population africaine avant de se répandre à travers le monde" et 31% sont d'accord avec l'affirmation que "les groupes terroristes jihadistes comme Al-Qaïda ou Daech sont en réalité manipulés par les services secrets occidentaux". Enfin, 16% des Français pensent que les Américains n'ont jamais été sur la lune, et 9% croient "possible que la Terre soit plate et non pas ronde comme on nous le dit depuis l'école".

Concernant la confiance dans les médias et leur crédibilité, 9% des interrogés (et 17% des sympathisants FN) estiment que "leur

rôle est essentiellement de relayer une propagande mensongère nécessaire à la perpétuation du "Système".

36% trouvent que "leur marge de manoeuvre est limitée et ils ne peuvent pas traiter comme ils le voudraient certains sujets" car ils sont "largement soumis aux pressions du pouvoir politique et de l'argent", une affirmation qui grimpe à 55% chez les sympathisants LFI et EELV.

Enfin 30% pensent que "travaillant dans l'urgence, ils restituent l'information de manière déformée et parfois fausse", et seuls 25% répondent que "globalement, ils restituent correctement l'information et sont capables de se corriger quand ils ont commis une erreur". AFP 7 janvier 2018

Commentaires d'internautes.

- Hi hi, je me découvre complotiste ! Mais il n'y a plus que quelques journalistes qui n'ont pas compris, pour reprendre 2 exemples de l'article, que l'état et les labo pharmaceutiques marchent main dans la main (cela s'appelle notamment "conflits d'intérêt") et que Kennedy a été assassiné par l'état profond US (même les américains le savent majoritairement aujourd'hui). Ce genre de sondage inutile c'est juste pour préparer le terrain de la censure sur internet (car dans les autres média l'auto-censure - voire plus- fonctionne déjà très bien) et donc la fin de la liberté d'expression. Mais qu'on se rassure, nos journalistes, qui à plus de 80% appartiennent corps et âme à des milliardaires propriétaires de journaux et TV...continueront de nous dire ce qu'il faut croire et ne pas croire. Des fois qu'on serait plus idiots qu'eux...

- Intéressant de mélanger "dangerosité du vaccin", qui possède, quoiqu'on en pense des effets secondaires (rare selon les pro-vaccins), et des théories farfelues politiques et physique (terre plate)... ça passe ou ça casse ce genre de stratégie...

- Les théories du complot sont parfois vraies. Par exemple, les armes de destruction massive étaient considérées comme une théorie du complot... Il ne faut jamais sous-estimer les duperies des gens au pouvoir.

- Tout est mélanger dans cette article. On passe de la terre et plate à la confiance des français dans leur médias histoire de mettre dans le même plat les fou qui crois quel la terre et plate à une réflexion sencé sur les médias qui effectivement raconte à longueur de temp mensonge et propagande.

- Ce sont les médias qui tentent d'inculquer la théorie de complots imaginaires à la population, afin de pouvoir obéir au ordre du pouvoir par la culpabilisation.

Apathie, Cohen, Lapix-saddoun, Bourdin, Calvi (sous ses faux airs débonnaire), Barthès ou Quin participent à la manipulation médiatique.

- C'est quoi le but de ces histoires stupides ? vouloir faire croire que les médias eux sont crédibles? quel bric à brac mélangeant toutes les âneries, dire que des gens sont payés pour produire "ça" nommé "études".

- La notion de "théorie du complot" est le dernier rempart du pouvoir, pour détourner le regard des gens de la vérité, qui est parfois simplement évidente, comme pour le 11 sept...

Au lieu de parler des faits en eux-mêmes, ils placent le débat sur un terrain vaguement moral ou ils disent que c'est tres mal de ne pas croire la version du Ministère de la Vérité... lol :-)

Non, ce qui est plutôt inquiétant c'est qu'il existe encore des organismes comme ConspiracyWatch, et surtout que ce soient eux qui est le "droit" de communiquer... - Ce qui est préoccupant, c'est que la caste dominante ment tellement que 79% des gens finissent par s'en rendre compte, en dépit de la propagande officielle continue et quasi sans failles.

- Pour sûr, c'est ballot...L'histoire humaine entière n'est que complots, mais chut, n'en faites surtout pas une théorie à l'époque où la dictature mondiale à sourire hollywoodien de Goldman-Sachs et des quelques autres hyper-multi-milliardaires financiers licencieurs, pollueurs et massacreurs de tous les peuples veut passer pour des bisounours défenseurs de la démocratie, des droits de l'homme et de la liberté d'expression...

- La rédaction particulièrement nauséabonde de cet article, mettant dans le même sac des théories farfelues comme des faits officiellement admis par les gouvernements concernés (assistance à al-Qaïda par exemple, ou conflit d'intérêt entre le ministre de la santé et ses anciens employeurs/financiers), montre l'existence d'une "ligne directrice" totalitaire dans les media français.

Pas besoin d'imaginer un complot : les grands media français appartiennent tous à une poignée de milliardaires aux intérêts convergents (ils n'ont donc pas absolument besoin de se concerter) et ce sont les mêmes qui ont "fabriqué" Macron.

Mais pour ces gens-là, même quand on ne parle pas de complot, on est accusé de "théorie du complot" dès qu'on tente d'observer les mécanismes politico-médiatiques.

Alors qu'ils peuvent impunément accuser de complot... tous ceux qu'ils désignent comme leurs ennemis, à commencer par la Russie, si vous vous rappelez bien (mais cette accusation avait fait un flop en France; et elle est en train d'en faire un aux États-Unis, où les Américains, plus de deux ans après le premier article du... New York Times, découvrent que ce n'était pas Trump mais Clinton qui était financée par la Russie, la Fondation Clinton ayant reçu pas moins de 145 millions de dollars des propriétaires de mines d'uranium qui voulaient les autorisations de les vendre à une société d'État russe, et qui l'ont obtenue).

- Mais là théorie du complot c'est aussi de comploter en nous faisant croire que nous avons tout faux ! - Le seul complot qui n'existe pas est celui qui vise à attenter à l'intelligence de 79% de français.

- Facebook admet être aux ordres du gouvernement d'Israël pour censurer les Palestiniens - investigation.net 11.01

En septembre de l'année dernière, nous avons noté que des représentants de Facebook rencontraient le gouvernement israélien pour déterminer quels comptes Facebook appartenant à des Palestiniens devaient être supprimés au motif qu'ils constitueraient une «incitation». Ces réunions – convoquées et présidées par l'un des responsables israéliens les plus extrémistes et autoritaires, le ministre de la Justice Ayelet Shaked – sont intervenues après qu'Israël ait menacé Facebook d'adopter des lois pour l'obliger – sous peine d'énormes amendes, voire d'un blocage total du service en Israël – à se conformer aux ordres du gouvernement israélien, à défaut pour lui de le faire "volontairement".

Les résultats, prévisibles, de ces réunions sont maintenant clairs et bien documentés. Depuis lors, Facebook pratique avec fureur la censure contre les militants palestiniens qui protestent contre l'occupation israélienne illégale qui dure depuis plusieurs décennies, obéissant à des directives données par des responsables israéliens. En effet, les responsables israéliens se vantent publiquement de l'obéissance de Facebook en ce qui concerne les ordonnances de censure israéliennes :

«Peu de temps après qu'on ait appris la conclusion d'un accord entre le gouvernement israélien et Facebook, le ministre israélien de la Justice, Ayelet Shaked, a déclaré que Tel Aviv avait soumis 158 demandes au géant des médias sociaux au cours des quatre derniers mois lui demandant d'enlever les contenus qu'il considérait comme "incitation". Elle a déclaré que Facebook avait accepté 95% des demandes.»

Elle a raison. La soumission de Facebook aux diktats israéliens est difficile à surestimer : comme l'a dit le New York Times en décembre de l'année dernière, "les agences de sécurité israéliennes surveillent Facebook et lui signalent les publications qu'elles considèrent comme une incitation. Facebook a répondu en supprimant la plupart d'entre eux".

Ce qui rend cette censure particulièrement importante, c'est que «96% des Palestiniens ont déclaré que leur principale utilisation de Facebook est de suivre les nouvelles». Cela signifie que les autorités israéliennes ont un contrôle quasi absolu sur un forum de communication clé des Palestiniens.

Dans les semaines qui ont suivi ces réunions entre Facebook et Israël, a rapporté The Independent, le collectif militant Palestinian Information Center a indiqué qu'au moins 10 comptes de leurs administrateurs pour leurs pages Facebook en arabe et en anglais – suivies de plus de 2 millions de personnes – ont été suspendus, pour 7 d'entre eux de manière permanente. Il s'agit, disent-ils, du résultat de nouvelles mesures mises en place à la suite des rencontres de Facebook avec Israël. «En mars dernier, Facebook a brièvement fermé la page Facebook du Fatah, suivie par des millions de personnes à cause d'une vieille photo de l'ancien chef Yasser Arafat tenant un fusil».

Un rapport publié en 2016 par le "Palestinian Center for Development and Media Freedoms" a détaillé l'étendue de la censure de Facebook :

Pages et comptes personnels qui ont été filtrés et bloqués : Palestine Dialogue Network (PALDF.net), Gaza now, Jerusalem News Network, Shihab Agency, Radio Bethléem 2000, Orient Radio Network, page Mesh Heck, Ramallah News, journaliste Huzaifa Jamous d'Abu Dis, activiste Qassam Bedier, activiste Mohammed Ghannam, journaliste Kamel Jbeil, comptes d'administration pour Al Quds Page, comptes d'administration Agence Shihab, activiste Abdel-Qader al-Titi, jeune activiste Hussein Shajaeih, Ramah Mubarak (le compte est activé), Ahmed Abdel Aal (le compte est activé), Mohammad Za'anin (compte toujours supprimé), Amer Abu Arafat (compte toujours supprimé), Abdulrahman al-Kahlout (compte toujours supprimé).

Inutile de dire que les Israéliens ont pratiquement toute latitude pour publier ce qu'ils veulent sur les Palestiniens. Les appels au meurtre de Palestiniens lancés par des Israéliens sont monnaie courante sur Facebook et restent en grande partie intacts.

Comme l'a rapporté Al Jazeera l'année dernière, "les discours incendiaires publiés en hébreu ... ont suscité beaucoup

moins d'attention de la part des autorités israéliennes et de Facebook". Une étude a révélé que «122.000 utilisateurs ont appelé directement à la violence en usant de mots comme "meurtre" ou "brûler". Les Arabes étaient les premières cibles des commentaires haineux». Pourtant, il semble y avoir peu d'efforts de la part de Facebook pour censurer aucun de ces propos.

Il semble que désormais Facebook admette explicitement avoir également l'intention de suivre les ordres de censure du gouvernement des États-Unis. Récemment, l'entreprise a supprimé les comptes Facebook et Instagram de Ramzan Kadyrov, le leader répressif, brutal et autoritaire de la République tchétchène, qui comptait 4 millions de followers sur ces comptes. Pour dire les choses simplement, Kadyrov – qui a toute latitude pour gouverner la province en échange d'une loyauté sans faille envers Moscou – est le contraire d'un personnage sympathique : il a été accusé de manière crédible d'un grand nombre de violations horribles des droits de l'homme, allant de l'emprisonnement et la torture des LGBT à l'enlèvement et au meurtre de dissidents.

Mais rien de tout cela ne change quoi que ce soit au caractère dérangeant et dangereux de la justification avancée par Facebook pour la suppression de ses comptes. Un porte-parole de Facebook a déclaré au New York Times que l'entreprise a supprimé ces comptes non pas parce que Kadyrov est un meurtrier de masse et un tyran, mais que "Les comptes de M. Kadyrov ont été désactivés parce qu'il venait d'être ajouté à une liste de sanctions des États-Unis et que la compagnie était légalement obligée d'agir".

Comme le souligne le Times, cette logique semble douteuse ou au moins appliquée de manière incohérente : d'autres qui figurent sur la même liste de sanctions, comme le président vénézuélien Nicolas Maduro, restent actifs sur Facebook et Instagram. Mais considérez simplement les implications incroyablement menaçantes des explications de Facebook.

Ce que cela signifie est évident : que le gouvernement étatsunien – autrement dit, pour le moment, l'administration Trump – a le pouvoir unilatéral et sans contrôle d'expulser qui bon lui semble de Facebook et Instagram en les incluant simplement sur une liste de sanctions. Est-ce que quelqu'un pense que c'est une bonne chose ? Est-ce que quelqu'un fait confiance à l'administration Trump – ou à tout autre gouvernement – pour contraindre les plateformes de médias sociaux à supprimer et à bloquer toute personne qu'elle veut faire taire ? Comme Jennifer Granick de l'ACLU 1 l'a dit au Times:

Ce n'est pas une loi qui semble avoir été écrite ou conçue pour faire face aux situations particulières où il est légal ou approprié de réprimer des propos. ... Cette loi sur les sanctions est utilisée pour réprimer l'expression publique sans tenir compte des valeurs de la liberté d'expression et des risques particuliers de blocage du discours, par opposition à bloquer le commerce ou les fonds comme le prévoient les sanctions. C'est vraiment problématique.

Est-ce que la politique de Facebook qui exclut des gens de sa plateforme qui sont visés par des sanctions s'applique à tous les gouvernements ? Évidemment pas. Il va sans dire que si, par exemple, l'Iran décidait d'imposer des sanctions à Chuck Schumer pour son soutien à la politique de Trump consistant à reconnaître Jérusalem comme capitale israélienne, Facebook ne supprimerait jamais les comptes du chef de la minorité démocrate du Sénat. Tout comme Facebook ne supprimera jamais les comptes des responsables israéliens qui incitent à la violence contre les Palestiniens ou qui sont sanctionnés par des responsables palestiniens. Le mois dernier, la Russie a annoncé des sanctions en représailles contre divers responsables et dirigeants canadiens, mais il va sans dire que Facebook n'a pris aucune mesure pour les censurer ou bloquer leurs comptes.

De même, Facebook oserait-il censurer les politiciens américains ou les journalistes qui utilisent les médias sociaux pour appeler à la violence contre les "ennemis de l'Amérique" ? Poser la question, c'est y répondre.

Des journalistes ont lancé des appels publics pour que les États-Unis coulent un navire iranien "pour manifester leur détermination" ou encore pour qu'un drone soit utilisé pour éliminer physiquement Julian Assange.

Comme toujours quand il s'agit de censure, il y a un seul principe qui conduit à tout cela : le pouvoir. Facebook se soumettra et obéira aux demandes de censure des gouvernements et des fonctionnaires qui exercent effectivement un pouvoir, tout en ignorant ceux qui ne le font pas. C'est pourquoi les ennemis déclarés des gouvernements américain et israélien sont vulnérables aux mesures de censure de Facebook, alors que les officiels américains et israéliens (et leurs alliés les plus tyranniques et répressifs) ne le sont pas :

Tout cela illustre que les plaidoyers pour que les géants de la Silicon Valley censurent plus activement les «mauvais discours» présentent les mêmes graves dangers que la censure étatique. Les appels à la censure d'État peuvent souvent être bien intentionnés – un désir de protéger les groupes marginalisés des dangers des "discours de haine" – mais il est prévisible qu'ils sont beaucoup plus souvent utilisés contre des groupes marginalisés pour les censurer plutôt que pour les protéger.

Il suffit de regarder comment les lois sur les "discours de haine" sont utilisées en Europe ou sur les campus universitaires américains pour constater que les victimes de la censure sont souvent des critiques des guerres européennes ou des militants contre l'occupation israélienne ou des défenseurs des droits des minorités. Investigation.net 11.01

- Juliette Méadel propose la création d'un "impôt Charlie Hebdo" - AFP

L'ancienne secrétaire d'Etat chargée de l'Aide aux victimes Juliette Méadel propose dans une tribune transmise à l'AFP la création d'un "impôt Charlie Hebdo" qui permettrait de soutenir la "liberté d'expression". AFP 9 janvier 2018

Mimétisme.

«Nous vivons l'irruption, dans le champ médiatique, des fausses nouvelles»: ainsi le président Macron® introduit-il son intention de légiférer contre les fake news lors de ses vœux à la presse (laquelle appartient en grande partie, soit dit en passant, aux milliardaires qui l'ont fait élire).

Que l'annonce survienne au surlendemain de l'entrée en vigueur de la loi de censure internet en Allemagne n'est évidemment qu'un hasard du calendrier! Au fait, à quoi le Président de la République faisait-il allusion? Aux faux cadavres de Timisoara exhibés lors de la chute des Ceausescu? Au montage des couveuses koweïtiennes, prétexte à la meurtrière guerre du Golfe? A la fiole de farine blanche agitée par M. Powell au Conseil de Sécurité pour justifier la deuxième invasion de l'Irak? L'histoire de ces dernières décennies est faite de ces fake news plus ou moins ahurissantes colportées sans ciller par les médias de grand chemin. L'Etat va-t-il coller un fact-checker dans chaque grande rédaction?

Non: selon les milieux informés, M. Macron visait plutôt la «fachosphère», les blogs ainsi que les plateformes russes dont les versions francophones risquent d'être une sérieuse concurrence pour des médias français en voie de débilisation accélérée. N'empêche: qui sera habilité à dire le vrai du fake? Au nom de quels critères? Va-t-on créer un ministère de la Vérité, comme prophétisé par Orwell?

Et si le Président de la République tombait lui-même victime de sa loi?

Par exemple, comme se le demande @MrPropagande sur Twitter: entre deux déclarations de M. Macron®, l'une affirmant : «Je ne suis pas socialiste», et l'autre : «Moi, je suis socialiste. Et je l'assume», laquelle est fausse?

Ou alors, la nouvelle loi permettra-t-elle de suspendre les comptes du Président de la République quand il lâche des bobards énormissimes comme «Si quelqu'un a combattu [Daech en Syrie] et peut gagner d'ici fin février, c'est la coalition internationale»?

PS — M. Macron® pourra toujours utiliser comme fusible sa propre usine à fake news et conseillère en communication, Sibeth Ndiaye, qui «assume parfaitement de mentir pour protéger le président» (Le Figaro, 12.7.2017.) Antipresse

- Macron veut-il encourager la croyance en la « théorie » de la Terre plate ? Par Jean Bricmont — 06 janvier 2018

Mais que sont les fausses nouvelles et en quoi ont-elles de l'importance ?

Un premier exemple concerne l'attaque au gaz près de Damas en août 2013, dont la responsabilité a été presque unanimement attribuée par la presse au «régime syrien», ce qui est clairement contredit par un rapport établi par un ancien inspecteur de l'ONU, Richard Lloyd, et un professeur en science, technologie et sécurité nationale du MIT, Theodore A. Postol. Pour distinguer le vrai du faux, comparons les motivations : pour le gouvernement et les médias qui vivent des «sources officielles», la culpabilité présumée d'Assad soutient l'aide des Occidentaux aux «rebelles». Mais on peut difficilement trouver une motivation «pro-Assad» chez des personnes aussi respectables que Lloyd et Postol, ou penser que ces experts soient incompetents à propos de questions de physique relativement élémentaires.

Un exemple plus récent concerne le «Russiagate», c'est-à-dire la prétendue ingérence russe dans l'élection de Trump aux Etats-Unis. Il n'existe à ce jour pas de preuve d'une telle ingérence. Vu les moyens d'espionnage dont disposent les multiples services américains, il est difficile de croire que, si cette ingérence était réelle et sérieuse (pas réduite à quelques messages sur Twitter ou Facebook), elle n'aurait pas été détectée et démontrée publiquement. Même si une telle ingérence devait finalement être prouvée, sa signification effective resterait à évaluer. En tout cas, le fait d'y croire sans hésitation en l'absence de preuve, ce que fait toute la presse «libérale» aux Etats-Unis, ainsi que ses homologues européens, est en soi une façon de «propager une fausse nouvelle».

C'est la propagande dominante qui mène aux guerres, et non les quelques voix d'opposition

On pourrait multiplier les exemples d'autres fausses nouvelles, toutes liées à la propagande de guerre (incident du golfe du Tonkin en 1964, affaire des couveuses au Koweït en 1990, armes de destruction massive en Irak, etc.) et propagées par les médias dominants. Contrairement aux fausses nouvelles que Macron veut bannir, cette propagande est en partie responsable de guerres ayant causé des centaines de milliers si pas des millions de morts et, dans les cas plus récents, de risques d'une guerre qui pourrait être nucléaire.

C'est la propagande dominante qui mène aux guerres, et non les quelques voix d'opposition.

Il est évident qu'aucune censure ne s'appliquera jamais à ces médias dominants et qu'au contraire, ce seront certains médias alternatifs, qui parfois permettent de mettre en question la propagande de guerre, qui seront réprimés ou au moins intimidés.

Le problème que Macron veut résoudre c'est qu'une bonne partie de la population ne croit plus les médias dominants et pense déjà que la liberté d'expression est menacée (même avant cette nouvelle loi). Beaucoup de gens pensent qu'on leur ment sur les effets réels de l'immigration, sur la situation économique, sur celle de l'enseignement ou sur la propagande de guerre. Ils ont en face d'eux des médias unanimes sur toute une série de questions, à commencer par l'élection de Macron lui-même, en tout cas au deuxième tour et en grande partie au premier, mais aussi sur la Russie, l'Iran, la Syrie, la construction européenne, ou la nécessité de «libéraliser» l'économie.

C'est cette homogénéité médiatique qui engendre le scepticisme, pas la «propagande» russe ou les pourvoyeurs de fausses nouvelles.

On peut aussi repenser à une précédente tentative de réprimer de «fausses nouvelles», à savoir la loi Gayssot de 1990, réprimant la négation de certaines conclusions du tribunal de Nuremberg, en pratique celles portant sur l'existence de chambres à gaz dans les camps nazis. Quel en a été l'effet ? La réponse est donnée par l'intellectuel italien Franco Cardini, écrivant à propos du «négationnisme» : «le nombre de personnes qui, sans oser l'admettre, sont impressionnées et troublées par certains arguments ne cesse de croître. Le nombre de ceux qui en public affirment une chose et en privé soutiennent exactement le contraire est en train de croître aussi. Et vous savez pourquoi ? À cause du fait qu'on persécute ceux qui défendent ces idées et on les condamne sans leur donner le droit de parler et sans riposter. Mais de cette manière se crée dans l'opinion publique le sentiment croissant que, si on en a peur, c'est que ces gens-là disent des vérités.»

La seule solution au problème auquel Macron est confronté serait une ouverture tous azimuts au débat et une révolution médiatique allant vers plus de pluralité et d'honnêteté. Mais comme cela est manifestement impossible, on se tourne vers la solution la plus facile, mais aussi la plus contre-productive : la censure.

Finalement, il suffit d'un peu voyager pour voir que le reste du monde ne pense pas comme «nous», c'est-à-dire comme l'Europe et les Etats-Unis. En Russie, en Chine, dans le monde arabe, en Iran, en Amérique latine, il n'y a ni les mêmes priorités, ni les mêmes histoires, ni les mêmes mémoires qu'en Occident. Quand ils se tournent vers la France (ou l'Europe), les autres peuples ne voient plus le pays des Lumières, mais un monde arrogant, agressif, replié sur lui-même, anxieux, et en pleine perte de vitesse par rapport à eux.

La loi contre les «fausses nouvelles» risque de renforcer encore le scepticisme à l'égard des «vérités officielles», à la fois celui qui est raisonnable et celui qui ne l'est pas, ainsi que notre incapacité à écouter et à comprendre le reste du monde, ce qui est à la fois le symptôme et la cause de notre déclin.

Ceux qui détiennent le pouvoir et leurs représentants complotent contre tous les peuples.

Ils ont d'autant plus de liberté pour s'adonner à leur pratique favorite, qu'on refuse obstinément de les caractériser pour ce qu'ils sont, et surtout d'en tirer les conclusions politiques qui s'imposent, du coup ils peuvent tout oser sans prendre le risque d'être inquiétés ou en toute impunité.

Qui a peur des théories du complot ? Par Tim Hayward - Mondialisation.ca, 05 janvier 2018 - Le blog de Tim Hayward 18 octobre 2017

Le professeur Peter Knight de l'université de Manchester, qui dirige un réseau de recherches interdisciplinaire majeur financé par l'UE pour arriver à une compréhension exhaustive des théories du complot, explique qu'il est aujourd'hui généralement compris que 'quelques-unes des définitions de vues particulières comme « théories du complot » relèvent d'une technique de gouvernance.' [4] Ainsi donc, qui a peur des théories du complot ? Serait-il possible que certains gouvernements veuillent que nous en ayons tous peur ?

Les seules personnes qui aient quelque chose à redouter des théories du complot sont les conspirateurs qui peuvent être découverts. Pour nous tous, les autres, si quelqu'un propose une théorie trop tirée par les cheveux, nous sommes sceptiques d'instinct ; si, en revanche, il propose une théorie qui éclaire des points confinés jusque-là dans l'obscurité, il peut être en train de nous aider à apprendre quelque chose.

On peut tout à fait penser qu'il y a anguille sous roche, par exemple – c'est un cas classique – à propos d'un récit douteux véhiculé par les médias grand public, mais pas forcément d'un autre ou même de plusieurs autres récits médiatiques. Dans ce cas, il n'y a donc pas « croyance aux théories du complot » en général, mais suspicion d'un complot (ou de motivations non dévoilées) sur un point ou un récit suspect particulier. D'un autre côté, un mensonge médiatique avéré, et nous en avons eu, fait perdre confiance dans les médias et, quand le cas se répète, finit par induire une méfiance de principe dans la population... d'où la perte de lectorat de nombre de titres de presse grand public actuels et la montée de la presse alternative sur Internet, dont bon nombre de titres tout à fait respectables, sinon pour certains « pulitziés », d'un niveau de journalisme bien supérieur à celui de la presse grand public. Est-ce de la « croyance dans les théories du complot »

Récemment, le Chaos Computer Club de Berlin (CCC), la plus importante association de hackers d'Europe, a organisé un congrès au cours duquel les « hacktivistes » ont dévoilé que « La Joint Threat Research Intelligence Group (JTRIG), une unité des services de renseignement britanniques, a la charge de créer des faux comptes et des faux contenus sur les réseaux sociaux, pour « détruire, réfuter, avilir [et] perturber les ennemis en les 'discréditant' ». Dans la vidéo en lien (en anglais), ils révèlent certains de leurs contenus relatifs à des infiltrations de groupes d'activistes à travers le monde, y compris au cours du Printemps arabe. Est-ce que le même type d'opération existe aussi aux USA et, outre le Royaume-Uni, dans les autres pays de l'UE ?

[4] Peter Knight, 'Plotting Future Directions in Conspiracy Theory Research', dans le livre de Michael Butter et Maurus Reinkowski, *Conspiracy Theories in the Middle East and the United States*, Berlin: De Gruyter, 2014: p.347

- Les Américains commencent seulement à prendre conscience qu'ils vivent dans une dictature Mieux vaut tard que jamais... Par Eric Zuesse - Mondialisation.ca, 02 janvier 2018 - Strategic Culture 22 décembre 2017

Les pauvres ne peuvent tout simplement pas acheter le gouvernement, et ceux qui tenteraient de le faire utiliseraient seulement des moyens illégaux, que la Cour suprême des États-Unis a définis comme tels, c'est la corruption flagrante, qui est la corruption pratiquée par la classe inférieure, pas le type de corruption bien plus lucrative à laquelle les individus super-riches ont accès. La corruption qui n'est accessible qu'aux super-riches est légale en Amérique, c'est pourquoi les super-riches continuent de s'enrichir, tandis que le reste de la population a de la chance s'il ne devient pas encore plus pauvre.

Le 28 juillet 2015, l'ancien président américain Jimmy Carter a été franc à propos de cette situation. En intervenant dans une émission de radio progressiste, il a dit cela au sujet de la corruption au plus haut niveau en Amérique :

« Cela viole l'essence de ce qui a fait de l'Amérique un grand pays par son système politique. Maintenant c'est juste une oligarchie, avec une corruption politique illimitée, qui est à la base même de l'obtention des nominations à la présidence ou à l'élection présidentielle. Et la même chose s'applique aux gouverneurs, aux sénateurs américains et aux membres du Congrès. Alors, maintenant, tout ce que nous voyons est une subversion de notre système politique afin de récompenser les principaux contributeurs, qui veulent, attendent, et obtiennent parfois, des faveurs après les élections. (...) À l'heure actuelle, les titulaires de mandats, Démocrates et Républicains, considèrent cet argent illimité comme un grand avantage pour eux-mêmes. Quelqu'un qui est déjà au Congrès a beaucoup plus à vendre. »

L'article scientifique sur le gouvernement américain a examiné 1 779 projets de loi entre 1981 et 2002 et a conclu que les seules lois qui ont été votées étaient celles présentées par les super-riches : « On voit que les préférences de l'Américain moyen ont un impact minuscule, quasi nul, statistiquement non significatif sur les politiques publiques ». Ce n'est certainement pas une démocratie.

Il y a eu des spéculations sur le moment où, historiquement, le gouvernement-américain-par-l'aristocratie (ou, simplement par les quelques super-riches de l'oligarchie) est apparu. Avant la présidence de Ronald Reagan, en remontant jusqu'à l'époque où Franklin D. Roosevelt (FDR) est mort au pouvoir en 1945 en tant que président, la distribution des revenus et de la richesse était beaucoup plus égalitaire en Amérique qu'elle ne l'était à l'entrée de Reagan à la Maison Blanche, lorsque a commencé la domination de la doctrine de l'économie de l'offre, qui est basée sur la croyance selon laquelle la richesse dégoûte du haut de quelques riches vers les pauvres, plutôt que – comme le croyait FDR – par une stimulation de la demande de la part des nombreux pauvres pour infuser la croissance. FDR croyait que ce qui motive une économie, ce sont les besoins, pas les produits et les services qui répondent aux besoins.

La classe moyenne n'est pas un problème ici, elle est simplement la partie la plus riche des pauvres. Historiquement, cela a été le

cas. Par exemple, la classe moyenne américaine a diminué alors que les pauvres se sont multipliés, mais les 5% les plus riches raffent tous les gains, et la plus grande partie va au 1% ou même moins. Donc, les pauvres, dans ce contexte, incluent la classe moyenne, et se référer à l'Amérique de la classe moyenne revient maintenant à se référer à une race en voie de disparition – mais c'est une race de pauvres, pas de riches.

Cependant, la corruption extrême au sommet de ce pays apparaît plus brusquement que jamais dans les documents du gouvernement américain, récemment déclassifiés, au sujet de l'assassinat de JFK – dont l'origine apparaît beaucoup plus précoce que ce qui avait été généralement supposé, débutant au moins au moment où le président Kennedy est entré en fonction le 20 janvier 1961.

Les débuts de cette corruption profonde pourraient être pistés encore plus tôt chez des taupes du gouvernement – comme les frères Dulles, Averell Harriman et Prescott Bush – qui avaient construit leur carrière, après la Première Guerre mondiale, au moyen de l'exercice, et de la maîtrise, des aller-retours entre l'establishment de la politique étrangère du gouvernement et Wall Street. À partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1945, les agents de ces taupes ont mis fin au Bureau des services stratégiques de FDR et ont créé la CIA de Truman. Dès le départ, la CIA était profondément corrompue, comme le montre clairement le documentaire [en anglais] de deux heures et demie de la BBC, diffusé en 1992, intitulé Opération Gladio

Ces documents présentent des témoignages d'anciens membres de la CIA en Europe, que la CIA avait recrutés dans l'aristocratie, chez les fascistes engagés et même d'anciens nazis, pour monter des attentats terroristes en Europe, en forme de faux drapeaux, afin de jeter le blâme du public sur les communistes et sur toute entité favorable à l'Union soviétique. D'innombrables Européens ont été blessés et tués dans des attentats terroristes qui ont été mis en place par la CIA pour être, fondamentalement, de la propagande anti-communiste. Cette opération de la CIA s'appelait Gladio, et elle continue à ce jour, même si le communisme lui-même a disparu.

Michael Ellison avait vu un peu du document du 12 avril 1962, des décennies plus tôt, et il l'avait rapporté le 2 mai 2001 dans le The Guardian britannique sous le titre « Des mémos révèlent le complot américain de la guerre froide pour viser Castro ». Ellison a écrit que « l'idée était un élément dans un plan plus large qui 'pourrait être le plan le plus corrompu jamais créé par le gouvernement américain', affirme James Bamford. » Alors que Bamford est peut-être le plus grand journaliste et historien du monde – qui a écrit, au sujet de la NSA, des livres comme « The Puzzle Palace » en 1983 – il a quand même été surpris en 2001 par le fait que le gouvernement américain, à son plus haut niveau, était principalement composé de personnes qui se creusaient la tête pour trouver des moyens de simuler des actes terroristes et des attaques soviétiques, comme prétexte pour les États-Unis et l'OTAN à envahir l'Union soviétique. Cet étonnement de Bamford, en 2001, montre à quel point nous sommes devenus plus cyniques après les mensonges de George W. Bush sur les ADM de Saddam comme prétexte pour envahir et détruire l'Irak en 2003. Non seulement John Kennedy a été surpris de le découvrir en 1962, mais James Bamford a même été surpris de le découvrir en 2001. Bamford, en 2001, n'aurait peut-être pas dit ce qu'il avait dit à ce moment-là s'il avait vu le document de 1992 de la BBC qui montrait que le niveau le plus élevé de la CIA agissait ainsi depuis la création de l'agence en 1947. Mais maintenant avec tant d'histoire derrière nous, qui était encore classifiée, et donc non publique jusqu'en 2001, lorsque Bamford a déclaré que le document du 12 avril 1962 décrivait « le plan le plus corrompu jamais créé par le gouvernement américain » nous ne sommes pas du tout surpris aujourd'hui de le découvrir. La corruption au sommet du gouvernement américain a depuis longtemps rompu ses digues, dans la conscience du public. Tous les chevaux du roi et tous les hommes du roi ne peuvent plus entretenir le mythe de la décence du gouvernement américain.

Les racines nazies du conflit ukrainien par Jonathan Marshall (Consortium News 28 janvier 2016) - Mondialisation.ca, 05 janvier 2018

<https://www.mondialisation.ca/les-racines-nazies-du-conflit-ukrainien/5622067>

- Le procès Mladic : une tache sur la civilisation « Tout cela est un mensonge. C'est un procès dans le style de l'OTAN » – Ratko Mladic Par Christopher Black - Mondialisation.ca, 05 janvier 2018

Le TPIY s'est révélé être ce que nous nous attendions qu'il soit, un tribunal fantoche, utilisant des méthodes de justice fascistes, qui a engagé des poursuites sélectives pour faire avancer le programme de l'OTAN de conquête des Balkans, prélude à l'agression contre la Russie. L'OTAN utilise le tribunal comme une arme de propagande pour répandre une histoire fautive sur les événements en Yougoslavie, pour dissimuler ses propres crimes, pour maintenir les anciennes républiques de Yougoslavie sous sa botte, et pour justifier l'agression et l'occupation par l'OTAN du territoire yougoslave. C' est une tache sur la civilisation.

Un homme nommé Richard Butler a été appelé pour témoigner sur des questions militaires générales et la structure politique en Bosnie et dans la Republika Srpska (République serbe de Bosnie). Il a été présenté comme un « analyste militaire », ce qu'il est, mais il n'est pas indépendant. Non, au moment de son témoignage, il était membre de l'Agence de sécurité nationale des États-Unis, détaché auprès du TPIY. Donc le premier témoin contre le général Mladic était partial sur deux points. Il travaillait pour les services de renseignement américains qui ont soutenu les ennemis du général Mladic et de la Yougoslavie, et il a fait partie du personnel de l'accusation. C'est comme si la NSA et le procureur étaient, en même temps, entrés dans le box pour

témoigner contre l'accusé. Le témoignage de Butler joue un rôle important dans le procès ; le même rôle qu'il a joué dans le procès du général Krstic.

Ensuite apparaît un autre expert analyste militaire, Reynaud Theunens, qui travaille aussi dans l'équipe de l'accusation. Les experts dans les procès criminels sont censés être totalement neutres. Mais non seulement celui-ci agissait au nom du procureur, mais il était en même temps un officier du renseignement de l'armée belge. Donc nous y sommes dès l'ouverture du procès. La scène est posée ; l'OTAN se charge de l'affaire. Les officiers de l'OTAN travaillent au sein du tribunal. C'est un tribunal de l'OTAN sous déguisement de l'ONU. Par conséquent, tout au long du jugement, il n'y a jamais aucune mention des crimes de l'OTAN et des crimes des forces bosniaques opposées. Le contexte est délibérément restreint pour donner une image très étroite et déformée des événements.

Le jugement se poursuit avec des citations détaillées des déclarations des témoins de l'accusation. Les témoignages des témoins de la défense, dans les rares occasions où ils sont cités, ne sont jamais restitués aussi en détail. Une ligne est consacrée à un témoin et tous sont rejetés comme partiels si leur témoignage est en contradiction avec celui des témoins de l'accusation.

Ploutocratie totalitaire. Le transfert du pouvoir politique aux multinationales, à l'oligarchie.

- Allemagne: Critiques contre la loi sur la moralisation d'internet - Reuters

Plusieurs partis d'opposition en Allemagne demandent l'abrogation d'une nouvelle loi contre les propos appelant à la haine sur les réseaux sociaux, expliquant qu'il n'appartenait pas à des entreprises privées de déterminer le caractère délictueux de certaines déclarations.

La loi, entrée en vigueur le 1er janvier, prévoit une amende pouvant aller jusqu'à 50 millions d'euros contre des sites qui ne prendraient pas les dispositions nécessaires pour retirer rapidement des déclarations appelant à la haine.

Cette mesure laisse craindre que les réseaux sociaux comme Twitter et Facebook adoptent des positions plus restrictives que nécessaire.

"Les derniers jours ont clairement montré que les fournisseurs privés n'étaient pas toujours en mesure de prendre les bonnes décisions quand il s'agit de déterminer si des déclarations potentiellement délictueuses sont illégales, satiriques ou simplement l'expression d'un mauvais goût qui doit malgré tout être toléré en démocratie", a déclaré au Welt am Sonntag Nicola Beer, secrétaire général des libéraux du FDP.

Simone Peter, chef de file des Verts, a expliqué dans le même journal qu'il n'était pas acceptable que des entreprises américaines puissent influencer la liberté d'opinion et de la presse en Allemagne. Elle faisait référence à la suspension du compte de Titanic.

Pour elle, des réseaux comme Twitter doivent endosser une part de la responsabilité des messages postés mais "sans se voir octroyer le rôle de juge".

Sahra Wagenknecht, chef du groupe parlementaire de Die Linke, a déclaré au groupe de presse Funke que sa formation était favorable à un abandon de la loi.

"La loi est un camouflet à tous les principes démocratiques parce que, dans un Etat constitutionnel, ce sont les tribunaux et non les entreprises qui déterminent ce qui est légal et ce qui ne l'est pas", a-t-elle dit. Reuters 7 janvier 2018

- Honduras : Keybridge Communication et le blanchiment de l'image de la «narco-démocratie» par OFRANEH - Mondialisation.ca, 08 janvier 2018

Le 7 août 2016, la firme de relations publiques Keybridge Communications a été engagée par le Gouvernement du Honduras pour fournir un service de moyens et de contrôle pour blanchir l'image de l'actuelle administration gouvernementale affectée par l'implication de fonctionnaires d'Etat dans le crime organisé et par la haut degré de violence dont souffrent les Honduriens, une situation qui affecte définitivement l'image du pays et fait baisser les investissements étrangers.

Keybridge, sur son site, signale que « notre équipe d'écrivains, de concepteurs, d'experts en internet et en stratégies de médias est spécialisée dans la mise en forme des informations. » En d'autres termes, Keybridge s'est consacré, ces derniers mois,

de Washington, à influencer les médias sur les hypothétiques réussites de l'administration de Juan Orlando Hernandez concernant la diminution de la violence dans le pays et les réussites éventuelles dans la guerre contre les drogues.

Dans le domaine de la post-vérité et des fausses informations, les entreprises qui se consacrent aux relations publiques remplissent la fonction de transformer la réalité en faveur d'intérêts politiques. Dans le cas du Honduras, la soi-disant diminution des homicides est devenue un énorme succès pour Juan Orlando Hernández (JOH) qui s'attribue son efficacité grâce à sa politique de « main dure », dissimulant le fait que la violence a augmenté au Honduras précisément après le coup d'Etat de 2009 et surtout sous le Gouvernement discutable de Porfirio Lobo dont Juan Orlando Hernández faisait partie.

Keybridge déclare avoir la capacité de placer des articles d'opinion (Op-Eds) dans presque toutes les villes des Etats-Unis, par exemple dans le Wall Strret Journal, le Washington Post, USA Today, le Los Angeles Daily News. Les écrivains fantômes de Keybridge se sont chargés de « l' »légitimer » le régime actuel, réussissant à convaincre une énorme audience de lecteurs étasuniens des soi-disant avancées du Honduras dans la lutte contre le trafic de drogues et la corruption alors que pour nous, qui vivons au Honduras, survivre est un miracle face à l'absence d'un Etat de loi et à cause de l'intimité qui existe entre les forces de sécurité et le crime organisé.

L'utilisation de firmes de relations publiques à des fins politiques n'est pas une nouveauté. Cependant, ces dernières années, l'engagement de certaines compagnies de relations publiques est devenu un pas essentiel pour manipuler l'opinion publique à propos de sujets controversés.

Les firmes de relations publiques étasuniennes ont manipulé les élections en invoquant le fantôme de la violence tribale comme c'est arrivé aux dernières élections au Kenia, quand Harris Media – une entreprise qui a son siège au Texas – a créé 2 sites internet Real Raila et Uhura for Us destinés à susciter la panique parmi les électeurs d'opposition avec la nettoyage ethnique.

Au Honduras, le fantôme d'Hugo Chávez est utilisé comme outil pour déchaîner la peur dans la population concernant l'arrivée d'un soi-disant régime communiste géré par le binôme Nasralla-Zelaya. Cette même campagne est utilisée à Washington, propageant l'idée parmi les membres du parti Républicain de la perte éventuelle de l'une de ses colonies d'outre-mer les plus fidèles aux mandats de l'Empire.

Organización Fraternal Negra Hondureña, OFRANEH

Esclave moderne. Le "plein" de misère, la seule perspective qu'ils vous proposent.

- Et 12 pays de l'UE sont désormais au plein emploi... mais pas la France et de loin - Atlantico.fr

Les chiffres d'Eurostat en disent long sur le décrochage que les pays latins subissent en Europe aujourd'hui. Les six pays dont le taux de chômage est supérieur à la moyenne de la zone euro sont tous regroupés sur le bassin méditerranéen: Espagne, France, Italie, Croatie, Grèce, Chypre.

Même le Portugal, longtemps mauvais élève, connaît aujourd'hui un boom économique avec un chômage inférieur à la moyenne de la zone euro.

Plein-emploi pour 12 pays de l'Union

Pour le reste, si l'on admet l'hypothèse que le plein-emploi est atteint dès que la barre des 6% de chômage est franchie à la baisse, on compte désormais 12 pays européens dans cette situation. Certains atteignent des taux d'emploi record, comme la République Tchèque, avec 2,5% de chômage! Les anciens pays communistes sont à des niveaux d'emplois impressionnants, comme la Hongrie, la Pologne ou la Roumanie.

Au passage, le Royaume-Uni, promis à la destruction par l'élite française après le Brexit, est à 4,2% de chômage... Atlantico.fr
11 janvier 2018

Les salaires en République Tchèque, Hongrie, Pologne, Roumanie, etc. ne dépassent pas ceux des ouvriers indiens ou chinois qui sont employés par des multinationales occidentales, ceci explique cela...

- Le FMI salue les «succès notables» d'Emmanuel Macron - LeParisien.fr

Le Fonds monétaire international (FMI) a salué lundi les « succès notables » obtenus par le président Emmanuel Macron depuis son arrivée à l'Élysée. Il l'a encouragé à poursuivre ses réformes en profitant de l'embellie économique actuelle.

« Jusqu'à présent, il y a eu des succès notables », a affirmé le chef économiste du FMI, Maurice Obstfeld, au cours d'une rencontre avec la presse à Paris. Il a rappelé que son institution soutenait le programme de réformes « ambitieux » mis en place par le président français depuis son arrivée à l'Élysée.

« Notre espoir est que les obstacles politiques (auxquels il fait face) ne deviennent pas trop rigoureux, de sorte qu'il puisse appliquer complètement son programme afin de rendre l'économie française plus efficace », a-t-il ajouté, reprenant les termes de l'évaluation annuelle de l'économie française publiée en septembre dernier par le FMI. « Rendre l'économie française plus efficace »

Le chef de l'unité réformes structurelles du FMI, le français Romain Duval, a appelé, quant à lui, à profiter de l'environnement économique favorable pour mener les réformes. « En général, les réformes mettent du temps à donner des résultats », a-t-il expliqué. « Mais nous avons aussi constaté que dans les cas spécifiques du marché du travail, les réformes donnent beaucoup plus de résultats à court terme quand elles sont lancées au bon moment », a-t-il insisté.

« C'est le bon moment pour les réformes structurelles, beaucoup plus que pendant la crise de la zone euro. Même si les réformes étaient alors nécessaires, l'idée que les bénéfices allaient être ressentis à court terme était clairement trop optimiste », a-t-il reconnu, tirant les leçons de la gestion de la crise. LeParisien.fr 8 janvier 2018

Pourquoi le Président Macron doit être le DRH de la République - HuffPost FR

Le b.a.-ba du corporatisme.

- Le renouveau démocratique est possible, le Conseil Economique, Social et Environnemental doit être l'un de ses acteurs
- huffingtonpost.fr

Le Président de la République a annoncé une réforme du CESE qui renforcerait ses missions. Cette réforme doit conforter son rôle: contribuer au renouveau démocratique, en faveur d'une confiance retrouvée entre les citoyens et leurs institutions et pour faciliter le dialogue et surmonter les blocages de nos sociétés.

Il est devenu banal de souligner que notre société traverse une crise de défiance envers les institutions, vis-à-vis des différentes formes de représentations, politiques, syndicales, mutualistes, associatives... Nous en connaissons les conséquences: des citoyens qui ont le sentiment de n'être ni représentés ni entendus, l'impossibilité de développer une pédagogie pourtant indispensable dans un monde de plus en plus complexe et donc l'incapacité d'anticiper les nécessaires évolutions, le remplacement du débat et du dialogue par l'invective, parfois même par la violence.

Chacun reconnaît le besoin d'un lieu d'échange, de préparation et de bilan des réformes, qui associe la société civile... et pourtant, alors que ce sont là ses missions et qu'il représente la société civile organisée dans nos institutions républicaines, le Conseil Economique, Social et Environnemental est souvent critiqué, voire contesté.

Le Président de la République a annoncé une réforme du CESE qui renforcerait ses missions. Cette réforme doit conforter son rôle: contribuer au renouveau démocratique, en faveur d'une confiance retrouvée entre les citoyens et leurs institutions et pour faciliter le dialogue et surmonter les blocages de nos sociétés.

Par leur implantation territoriale et par leur représentativité, nos organisations élaborent au quotidien des positionnements, voire participent à des projets de société. C'est pourquoi elles s'inscrivent dans la préparation de cette réforme, avec des ambitions d'évolution de cette assemblée.

Le CESE doit être la chambre du long terme, du futur, comme l'a dit le Président de la République. Pour cela, nous souhaitons que le CESE soit désormais consulté par le gouvernement sur tous les projets de loi qui engagent significativement le long terme. Le CESE est déjà consulté sur les projets de loi de programmation et de plan, il pourrait l'être aussi sur les lois d'orientation qui s'inscrivent également dans le long terme. Il ne s'agit pas d'alourdir le processus législatif dont la maîtrise doit demeurer entre les mains du Parlement mais d'enrichir la réflexion notamment en élaborant des indicateurs de nature à mieux évaluer les politiques publiques. La contribution du CESE à cette évaluation doit être renforcée avec des moyens nouveaux, telle la capacité de favoriser son expertise d'usage, celle de recourir aux organes publics d'expertise et aux scientifiques. Il doit enfin pouvoir interpeller et alerter le gouvernement sur les questions d'avenir. Dans un monde qui définit trop souvent ses choix sur les questions de court terme, il est essentiel que le CESE prenne en compte les enjeux du long terme, d'autant plus qu'il est une institution déliée des exigences de la temporalité électorale.

Le CESE doit être un animateur et le lieu de convergence du débat public. Il doit être davantage qu'aujourd'hui la chambre d'écho des préoccupations des gens, le lieu d'élaboration des points d'équilibre indispensables à toute réforme. Pour ce faire, il doit consulter les citoyens, organiser leur participation dans des temps de débats publics, telles les conférences citoyennes, et en recourant à des outils collaboratifs. Il doit mieux prendre en compte leurs expressions, notamment celles qui se manifestent par l'intermédiaire de pétitions. Il doit concentrer et sélectionner ses travaux sur les sujets les plus importants, transversaux, intégrateurs, anticipateurs, sociétaux, faire plus de pédagogie pour expliquer et promouvoir ses préconisations, travailler par projet associant d'autres parties prenantes qui ne sont pas membres du CESE, utiliser les structures d'expertise et de concertation existantes. Ainsi le CESE pourrait être le lieu où ces expressions s'organisent, se confrontent, permettant une vision plus large, un état des lieux qui dépasse le simple constat, qui révèle le souhaitable et l'acceptable, qui permette de dessiner des pistes sans pour autant se substituer aux décideurs et au législateur.

Le CESE doit être la chambre où s'articulent la consultation publique du CESE et celle des autres instances républicaines qui contribuent au processus législatif. Ses travaux devraient être programmés, dans le cadre d'une concertation permanente avec les gouvernements, pour mieux le positionner dans la réflexion préparatoire en amont des projets de loi. De nombreuses instances développent une expertise très riche, en associant le plus souvent des acteurs socio-économiques: le CESE doit être en mesure d'interroger ces instances ou de les associer en temps opportun.

Le CESE doit être en pleine coopération avec les territoires et l'Europe et leurs institutions qui représentent la société civile organisée: le Conseil économique, social et environnemental de chaque région (CESER) et le Comité économique et social européen. Leurs apports respectifs à l'éclairage des décisions publiques en seraient renforcés. La richesse des solutions imaginées dans les territoires doit être ainsi mieux valorisée, en complémentarité avec la dimension nationale du CESE, dans une logique d'exemplarité et de transfert de bonnes solutions. Pour chaque projet qui le justifie, des travaux du CESE devraient pouvoir s'ouvrir à des conseillers de CESER et réciproquement, ils pourraient comporter des déclinaisons régionales. Le Comité économique et social européen est quant à lui un partenaire naturel et un relais indispensable du CESE et réciproquement, pour faire vivre le principe de subsidiarité et porter au bon niveau les réflexions et les propositions de la société civile.

Nos organisations porteront ces orientations auprès du Président de la République, du Président du Sénat, du Président de l'Assemblée nationale et du Président du CESE. Elles sont par ailleurs pleinement engagées dans le débat interne au CESE pour formuler des propositions le plus largement partagées entre toutes ses composantes. huffingtonpost.fr 11/01/2018

- Audrey Pulvar
Présidente de la Fondation pour la Nature et l'Homme

- Laurent Berger
Secrétaire général de la CFDT

- Thierry Beaudet
Président de la Mutualité Française

Cette tribune a également été signée par Michel Dubromel (FNE), Luc Bérille (UNSA), Gilles Asenjo (Surfrider), Bernard Chevassus-au-Louis (Humanité & Biodiversité).

Quand les syndicats co organisent les licenciements... Heureusement qu'ils sont indépendants (POI-POID) !

- Chez PSA, des accords sans accroc - Libération.fr

Le constructeur automobile, qui affiche de bons résultats, souhaite 1 300 ruptures collectives. Hormis la CGT, les syndicats en acceptent le principe.

La réunion de mardi matin entre la direction de PSA et les syndicats n'aura été qu'une formalité. Presque pas de discussions houleuses ni de rejet catégorique, mais plutôt une satisfaction affichée de part et d'autre à la sortie des négociations. «C'est même mieux que ce que l'on prévoyait», concède Brahim Aït Athmane, délégué syndical FO du site de Poissy.

Cadre légal

Les dirigeants y ont pourtant annoncé leur souhait de procéder à 1 300 ruptures conventionnelles collectives, auxquelles s'ajouteraient 900 congés senior. Soit 2 200 départs au total, alors que le groupe se porte bien et anticipe déjà un bilan prometteur sur l'exercice 2017, avec le succès de plusieurs modèles. Mais, en contrepartie, 1 300 personnes seront embauchées en CDI en 2018 (400 en production, 200 en R & D et 700 dans le réseau commercial), et 2 000 jeunes seront recrutés en alternance.

Une satisfaction pour FO qui, avant la tenue de la réunion, exigeait jusqu'à 1 700 embauches pour soutenir notamment la production de la 3008. Avec le regret, néanmoins, que les embauches ne se fassent pas «d'un seul coup», afin de «soulager certains sites».

La direction et les syndicats parviennent en conséquence à signer un accord intégrant des plans de départ volontaires pour les salariés, appelé dispositif d'adéquation des emplois et des compétences (Daec).

La CGT, elle, persiste dans un communiqué : «C'est un boulevard pour certaines entreprises qui pourront se débarrasser à moindre coût de salariés ayant de l'ancienneté et donc considérés comme trop payés, et recruter, en même temps, des précaires corvéables et jetables.» Pour Denis Bréant, responsable du secteur automobile à la fédération CGT de la métallurgie, le syndicat doit se montrer intransigeant face à un groupe en bonne santé : «Nous sommes prêts à signer un accord dans la mesure où un départ est remplacé par une embauche.»

Les syndicats ont jusqu'à mercredi prochain pour signer, ou non, le texte proposé par la direction. Liberation.fr 10 janvier 2018

- Chez Pimkie, les syndicats mettent leur veto - Libération.fr

Après le refus d'une RCC par les organisations de salariés, l'enseigne de prêt-à-porter devrait engager un plan social.

Oubliés, les espoirs de mettre en place une rupture conventionnelle collective (RCC) chez Pimkie (groupe Mulliez). Mardi, trois des principaux syndicats (CGT, FO et la CFDT) de l'enseigne de prêt-à-porter, basée près de Lille, dans le Nord, ont fait savoir qu'ils ne souhaitaient pas négocier un accord. La veille, la direction avait confirmé son souhait de supprimer 208 postes en utilisant ce nouveau dispositif né des ordonnances. Finalement, elle devra se rabattre sur un - plus classique - plan de départs volontaires (PDV), dérivé du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

Dans le détail, le projet de Pimkie, qualifié de «restructuration» et s'inscrivant dans «un projet plus large de transformation», concerne 83 emplois en magasin, 41 en logistique et 84 aux sièges international et France. Il doit en parallèle s'accompagner de la fermeture dans l'Hexagone de 37 magasins sur 321 d'ici deux ans.

Pour atteindre cet objectif, Pimkie avait donc opté pour une RCC, dont «la rapidité de mise en œuvre» devait lui permettre «de se réorganiser en deux mois». Là où, précisait le groupe dans un communiqué publié lundi, «la mise en place d'un PSE nécessite souvent près de six mois». Second argument avancé : «Si les résultats de Pimkie se redressent rapidement, l'entreprise aura la possibilité d'embaucher immédiatement les compétences dont elle aura besoin.» Et de rappeler, là aussi, à l'inverse, qu'en cas de PSE, l'entreprise doit patienter un an avant de réembaucher.

Problème : pour parvenir à un accord en vue d'une RCC, il fallait réussir à convaincre les syndicats représentant au moins 50 % des voix exprimées lors des élections professionnelles. Peine perdue, au vu du paysage syndical éclaté. Un temps, la direction a pu espérer persuader une partie des représentants syndicaux de la suivre. Si la CGT a tout de suite fermé la porte, FO et la CFDT, sans grand engouement, demandaient à en savoir plus. Quant à la CGC, syndicat des cadres, elle semblait plus ouverte. Mardi, lors de la première réunion de «négociation» de la RCC organisée par la direction, c'est d'ailleurs la seule organisation à avoir demandé au groupe de dévoiler ses propositions, selon un participant. Au programme des mesures proposées : une indemnité supra légale calculée selon l'ancienneté, allant de 500 à 900 euros par année de présence au sein de l'enseigne et plafonnée à 18 000 euros. Mais aussi un congé dit de «mobilité» de deux mois pour que les salariés volontaires se préparent leur projet, ou encore une prise en charge de diverses formations et un dispositif d'accompagnement.

Pas de quoi faire virer de cap les trois autres organisations. «Pas de regret, c'est nettement insuffisant», note la CFDT. «Nous ne voulions pas de ce plan social déguisé. Avec une RCC, les garanties ne sont pas suffisantes. Ce n'est pas qu'une affaire d'argent, nous défendons aussi l'emploi», pointe Maley Upravan, de FO. Selon la syndicaliste, un PSE, parce qu'il permet d'obtenir plus de garanties en termes de reclassement, est plus intéressant pour les salariés. Autre inconvénient de la RCC, selon elle : il expose le salarié sur le départ à un délai de carence calculé par Pôle Emploi plus long (jusqu'à 180 jours, contre 75 pour un PSE), retardant d'autant le versement des allocations auxquelles il a droit au titre de l'assurance chômage. Même discours tranché de la CGT-Commerce, pour qui l'option RCC posée sur la table avait pour seul objectif «d'éviter toutes les contraintes du PSE ou d'un PDV».

Reste donc la possibilité du PSE. «S'il faut aller vers ça, on ira», souffle le dirigeant pour qui il est «indiscutable» que Pimkie est en difficulté et peut donc s'inscrire dans ce dispositif. Côté syndical, on assurait qu'on s'orientait désormais vers un «accord de méthode» pour un plan de départs volontaires, en cours de finalisation. Soit vers une version ante-ordonnances du code du travail. Liberation.fr 10 janvier 2018

- Pimkie: signature d'un "accord de méthode" sur un plan de départs volontaires - AFP

La direction et deux syndicats de Pimkie, FO et la CFE-CGC, ont signé mercredi un accord de méthode en vue de négocier un plan

de départs volontaires, au lendemain de l'échec des pourparlers sur un projet de ruptures conventionnelles collectives, a-t-on appris de sources concordantes.

Cet accord, annoncé par la direction, doit permettre "de poursuivre les négociations des mesures sociales d'accompagnement du projet de transformation de Pimkie", avait indiqué un communiqué de la direction mardi soir. D'après la CFDT et la CGT, dix réunions se tiendront du 23 janvier au 21 février.

L'entreprise, appartenant à la galaxie Mulliez, avait présenté lundi en Comité central d'entreprise (CCE) un projet de 208 suppressions de postes, via des ruptures conventionnelles collectives (RCC). La direction avait dû y renoncer, devant l'opposition des syndicats majoritaires (CGT, FO, CFDT).

La CGT et la CFDT ont refusé de signer l'accord de méthode. "On a un gros souci: contrairement à ce qui se passe avec un plan de sauvegarde de l'emploi, il n'y a pas de possibilité pour le CCE de désigner un expert, notamment pour se pencher sur les motifs économiques" des suppressions d'emploi, a déclaré à l'AFP la secrétaire du CCE Valérie Pringuez (CGT). Si bien qu'on aura in fine "un accord de type RCC portant le nom de PSE", a-t-elle affirmé, dépitée.

A en croire Marie-Annick Merceur, déléguée CFDT, "les premiers licenciements devraient commencer à se faire dans les trois mois après la fin de la négociation, si accord sur le plan de départs volontaires il y a".

La direction souhaite fermer 37 magasins en trois ans, sur 321 en France, et la suppression à court terme de 83 emplois en magasins, 41 en logistique, 53 au siège international et 31 au siège pour la France, à Neuville-en-Ferrain (Nord).

Elle met en avant des résultats déficitaires depuis 2015 et un chiffre d'affaires 2017 en baisse de 10% par rapport à l'année précédente". Plusieurs syndicats contestent cette analyse. AFP 10 janvier 2018

- Une embellie économique mondiale teintée de risques à plus long terme - AFP

La Banque mondiale est plus optimiste sur la croissance économique autour du globe cette année mais elle demeure réservée sur la capacité de la soutenir à long terme face à la tentation du protectionnisme et aux tensions géopolitiques.

Le produit intérieur brut (PIB) mondial devrait progresser de 3,1% cette année, après " 3% en 2017. C'est 0,2 point de pourcentage de plus que ses prévisions de juin pour 2018.

Et 2018 a de "bonnes chances" d'être la première année depuis la crise financière où l'économie mondiale tournera à plein régime ou presque, a noté cet expert (Ayhan Kose, économiste à la Banque mondiale - ndlr), principal auteur de ce rapport semestriel sur la conjoncture internationale.

L'embellie profite en outre à toutes les régions du monde, à commencer par les "trois grandes": les Etats-Unis, la zone euro et le Japon, observe Ayhan Kose.

D'après ces nouvelles projections, les Etats-Unis devraient en effet voir leur croissance économique accélérer à 2,5% contre 2,2% attendu en juin. Le PIB de la zone euro devrait croître de son côté de 2,1%. Quant au Japon, la croissance est anticipée à 1,3%.

La Banque mondiale, qui prévoyait un léger ralentissement de la croissance de la Chine en 2017, a finalement estimé que celle-ci avait accéléré de 0,1 point de pourcentage à 6,8% et table sur une légère décélération cette année à 6,4%. Et l'autre géant, l'Inde devrait voir sa croissance rebondir à 7,3% en 2018 après 6,7% l'an passé.

Les deux grands pays émergents, le Brésil et la Russie, qui ont renoué en 2017 avec la croissance ("1,7% et +1%) après deux années de récession, devraient en outre poursuivre leur reprise avec des hausses respectives attendues de 1,7% et 2% en 2018.

Outre la mise en garde contre une politique commerciale protectionniste, la Banque mondiale exhorte les gouvernements à saisir l'opportunité d'une période de croissance pour mener des réformes. Celles-ci devraient favoriser une éducation et des services de santé de qualité et améliorer les infrastructures pour doper la croissance potentielle, notamment dans les pays émergents et en développement.

Car, comme toutes les périodes d'expansion, celle-ci va s'achever à un certain moment, "l'histoire se répète", a souligné Ayhan Kose. Depuis les années 1970, il y a une crise par décennie, a-t-il rappelé.

En ce début d'année, "nous espérons que les dirigeants vont avoir de bonnes résolutions", a-t-il ajouté au-delà des

traditionnels instruments monétaires et budgétaires pour stimuler la croissance à court terme.

De son côté, le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim les encourage "à investir dans l'humain" pour accroître la productivité alors que le vieillissement de la population pèse sur la croissance potentielle. Il a enfin invité à améliorer la participation des travailleurs au marché de l'emploi pour faire profiter la prospérité au plus grand nombre. AFP 10 janvier 2018

[Haut de page ↗](#)

La contribution politique du 17 mars 2018

● [Causerie au format pdf. \(6 pages\)](#)

A bas la collaboration de classes, combat classe contre classe !

Quand négociateur signifie se concerter.

La négociation, c'est la négation de la mobilisation des travailleurs, pour ne pas dire de la lutte de classe. Elle a pour fonction de diviser ou d'affaiblir les travailleurs, de neutraliser la lutte des classes au profit de leur ennemi.

Quel devrait être le rôle d'un syndicat ? Pour l'illustrer, je pourrais rappeler mon expérience de délégué syndical (FO) chez U-Bix (Konica, une multinationale japonaise) au début des années 80.

Alors que F. Mitterrand est Président de la république, le premier Ministre du gouvernement PS-PCF-MRC, Pierre Mauroy, annonce le 13 juin 1982 un plan de rigueur prévoyant le blocage des salaires.

Après que la direction nous eut accordé gracieusement en 1982 une hausse générale des salaires équivalente au taux d'inflation (13%), en 1983 j'ai proposé aux salariés une hausse générale des salaires à peu près équivalente à l'inflation ainsi que le maintien intégral du 14e mois (en fait une prime équivalente à 90% du salaire mensuel).

De son côté la direction proposa une augmentation générale des salaires divisée par deux assortie d'une augmentation individuelle (au mérite) et la remise en cause du 14e mois.

Je rejetai les propositions de la direction et j'en rendis compte aux salariés. Je leur proposai de ne rien lâcher et de décider la grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction. La proposition fut adoptée. Je rencontrai plusieurs fois le représentant de la direction qui campa sur ses positions, et de notre côté nous ne cédions rien, nos positions étaient inconciliables, donc il n'y avait rien à négocier. Trois jours et demi plus tard, l'entreprise (400 salariés) complètement à l'arrêt, la grève fut reconduite quotidiennement en assemblée générale en présence du Directeur général qui était mon seul interlocuteur avec le directeur du personnel, la direction japonaise capitula et satisfait toutes nos revendications, y compris le paiement intégral des jours de grève et versa même les primes repas, le 14e mois fut préservé... Pendant ces trois jours, M. Lelu m'avait fait différentes propositions ajoutant 1 ou 2% à chaque fois, mais cela ne faisait pas le compte, les salariés étaient unis et il savait que je ne les trahirais pas, j'étais le seul syndiqué FO, la CGC était quasi inexistante mais elle me soutint.

Ce n'est pas moi qui fut inflexible, mais les salariés, ce sont eux qui décidèrent que les propositions de la direction ne faisaient pas le compte, moi je ne négociai rien dans leurs dos en leur nom, et ce sont eux qui décidèrent de mettre fin à la grève en assemblée générale, à mains levées. En réalité on entama la grève avant la première assemblée générale.

Je travaillais au siège sociale où il y avait environ 120 salariés, les autres étaient répartis dans 17 agences dans toutes la France. Je discutai avec chaque salarié du siège social et je contactai les autres salariés par tracts, téléphone et fax. Ils me connaissaient plus ou moins depuis deux ans et ils me témoignaient une confiance absolue, ils m'avaient aussi élu délégué du personnel et du CE. Et pourtant. Tous les midis j'étais invité au restaurant du tennis club du quartier d'affaires de la Défense par le directeur du personnel, un franco-japonais, monsieur Robert, invitation que je n'avais eu aucune raison de refuser puisque j'étais incorruptible et je l'ai prouvé ; Lui, il picolait sec sans tenir l'alcool et parlait beaucoup, tandis que moi, je faisais honneur à la gastronomie française et je l'écoutais. Ensuite, pendant qu'il allait faire une sieste ou cuver, je rendais compte aux salariés de nos entretiens, ce qui les faisait bien marrer.

En aparté, vous pouvez observer que cela ne date pas d'hier que je dis tout ou que je n'ai rien à cacher, je n'ai pas changé, mais apparemment vous vous en tapez, c'est dommage. Je vous rassure, je ne perdrai pas mon temps à essayer de vous convaincre de quoi que ce soit pour savoir que vous avez une piètre opinion de moi, ce qui est injuste assurément, je me bornerai uniquement à partager mes expériences et je ne vous demanderai plus d'appliquer la réciprocité puisque vous n'y tenez pas.

Personne ne voulait entendre parler du blocage des salaires préconisés par le gouvernement, sauf les patrons et des syndicalistes vendus évidemment. Il faut dire qu'on bénéficia de circonstances particulièrement favorables, les Japonais voulaient virer tous les cadres et je leur avais apporté mon soutien... Si les salariés avaient décidé que 5 ou 6% ferait l'affaire au lieu de 8,5% (Je crois, j'ai une mauvaise mémoire), on aurait arrêté la grève aussitôt.

Ce qui est excessif ou gauchiste, irresponsable, ce n'est pas de déclencher une grève illimitée jusqu'à satisfaction sur des objectifs très élevés quand on a l'accord de la majorité des travailleurs, mais de passer outre quand ils sont une minorité.

Dans le cas des cheminots, leurs revendications ne sont pas négociables, s'ils vont à l'affrontement direct avec Macron et son gouvernement néolibéral, il faut leur dire clairement que s'ils ne reculent pas ou ne retirent pas les mesures annoncées, comme c'est une question de vie ou de mort ils doivent poser la question suivante : Ce sont eux ou nous, soit c'est nous qui reculons ou capitulons, soit c'est Macron et son gouvernement qui doivent partir... Il n'existe pas d'autres alternatives. C'est une manière comme une autre de poser la question du pouvoir, qui doit gouverner le pays...

C'est la seule stratégie conforme aux besoins des travailleurs en générale et au socialisme, qui en outre peut déclencher une grave crise politique et déstabiliser suffisamment le régime pour le faire vaciller, si les masses en profitaient pour entrer en scène ou rejoindre la mobilisation des cheminots.

Revenons à ce piètre exercice de sémantique qui relève de la sophistique ou de la démagogie plutôt que de la pédagogie.

On nous prend vraiment pour des crétins !

Sur le modèle l'homme propose et dieu dispose, les syndicats proposent et le gouvernement ou le patronat dispose, ce principe est intolérable, il appartient au corporatisme, pas au mouvement ouvrier.

Les revendications des travailleurs sont transmises par leurs représentants au gouvernement et/ou au patronat, et en fonction des réponses qu'ils leur apportent, les travailleurs décident ensuite démocratiquement de la suite à leur donner ou de l'action à envisager. Si les réponses sont négatives, seule leur mobilisation permettra de modifier le rapport de forces entre les classes en leur faveur, afin que leurs revendications aient une chance d'être satisfaites, dans le cas contraire et dans tous les cas de figure, y compris la négociation, leurs droits seront systématiquement bradés, liquidés, pan par pan jusqu'à ce qu'ils soient totalement individualisés, autrement dit, qu'ils aient disparu.

Quand la négociation se substitue à la lutte des classes ou à l'affrontement entre les classes, c'est forcément la classe qui détient le pouvoir qui en tirera profit. La négociation entre les classes ne peut se concevoir que dans le cadre d'un conflit ouvert entre les classes, uniquement à la demande des travailleurs lorsque leur mobilisation tire à sa fin ou lorsqu'ils ne peuvent pas espérer obtenir davantage momentanément.

A quoi sert la lutte des classes ? Quelle conception de la lutte des classes ? De part leur position dans les rapports sociaux, les deux classes abordent-elles la situation dans les mêmes conditions ?

Les deux classes qui s'affrontent disposent-elles du même statut, des mêmes conditions pour mener leur combat, pour imposer leurs besoins à l'autre ? N'y en aurait-il pas une qui détiendrait le pouvoir, et une autre qui n'en détiendrait aucun, hormis celui de se mobiliser sur son propre terrain de classe pour faire valoir ses droits, autrement dit en rompant temporairement les rapports sociaux existant avec l'autre classe ou entre les classes ? Les deux classes en présence disposent-elles des mêmes instruments ou moyens pour imposer leurs besoins, n'y en aurait-il pas une qui serait défavorisée et qui n'aurait pas d'autre alternative que de recourir à la force, à la grève avec occupation notamment ?

Si nous sommes bien fondamentalement en présence de deux classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables, elles ne peuvent que rejeter réciproquement les besoins de l'autre classe, donc aucune négociation préalable ne peut avoir lieu, sauf à accepter d'emblée tout ou partie des besoins exprimés par l'autre classe en se situant sur son terrain de classe. Il faut avoir à l'esprit que la classe dominante n'abandonne jamais ses objectifs, elle tempore, elle ruse, et elle repasse à l'offensive à la première occasion ou dès qu'elle estime que la situation lui est favorable.

Précisons, qu'une organisation syndicale ne part pas de ses revendications, mais de celles des travailleurs, il ne faudrait pas que les travailleurs puissent croire un instant que ses dirigeants pourraient être autrement chose que ce qu'ils ne sont pas, on doit en permanence avoir à l'esprit qu'on est en présence d'agents de nos ennemis et qu'ils ne seront jamais rien d'autres.

Effectivement les travailleurs confient un mandat aux dirigeants syndicaux, et c'est bien là que se situe le problème puisqu'ils n'en sont pas dignes. C'est comme lorsque le ver est déjà dans le fruit, il n'aura jamais d'autre fonction que le pourrir, il faut donc trouver le moyen de l'expulser du fruit ou à défaut de pouvoir y parvenir dans l'immédiat, lui administrer un puissant antidote qui le neutralise, en l'occurrence les travailleurs doivent s'organiser indépendamment des syndicats, en les intégrant si possible, sans leur confier le moindre pouvoir de décision.

La Tribune des travailleurs - "Application pratique : une organisation syndicale qui négocie avec le gouvernement part de ses revendications et cherche à les arracher, quitte éventuellement à passer un compromis appuyé sur le rapport de force établi dans et par la mobilisation de classe. Cela est conforme au mandat de l'organisation syndicale et à la démocratie." (Éditorial de La Tribune des travailleurs n°130 (14 mars 2018))

Et quand "*le rapport de force établi dans et par la mobilisation de classe*", ajoutons avant, est défavorable aux travailleurs, cela donne quoi cette "négociation" ou cela s'appelle comment ? La collaboration de classes, bel exercice de démocratie, bravo !

La Tribune des travailleurs - "On ne fera pas prendre aux travailleurs des vessies pour des lanternes. De deux choses l'une : ou bien combattre contre le gouvernement (c'est-à-dire, selon le dictionnaire, « lutter concrètement contre » lui) ; ou bien se concerter avec lui." (id)

Encore moins aux militants, on vient de voir que "*négocier*" ne signifiait pas forcément "*combattre*", mais bien plutôt se concerter.

En règle général, chacun devrait savoir depuis le temps que lorsque les dirigeants syndicaux affirment négocier avec le gouvernement ou le patronat, en réalité ils se concertent sur le dos des travailleurs. Il suffisait d'observer comment se terminait chaque soi-disant négociation pour s'apercevoir que le sens des mots était galvaudé ou qu'on pouvait leur faire dire tout et son contraire en fonction des réelles intentions de ceux qui les prononçaient. Y en aurait-il parmi nous qui auraient des illusions envers les intentions des dirigeants syndicaux ?

Si les cheminots se lancent dans une grève, ils doivent s'organiser et la contrôler, se constituer en comités de grève, élire leurs délégués, dont ceux qui assisteront à tous les entretiens avec les représentants syndicaux et le gouvernement, et en rendront compte en assemblée générale souveraine. Sinon, vous savez ce qui va se passer ou comment cela va se terminer, comme d'habitude...

En guise d'épilogue sur mon expérience personnelle.

Quelque temps plus tard je démissionnai d'U-Bix. J'étais grillé professionnellement, mais pas seulement. J'aurais pu y rester jusqu'à ma retraite après être rentré dans le rang comme l'ont dit, mais j'ai fait un autre choix. Cette expérience me coûta très chère, elle brisa ma carrière professionnelle et sans doute mon couple, d'où un peu plus tard mon départ en Inde. J'ai cru que ce serait peut-être une occasion pour sauver mon couple qui battait de l'aile, en vain, c'est le seul regret que j'ai, j'ai été mal avisé car j'aurais peut-être pu refaire ma vie, plusieurs de mes collègues féminines m'avaient fait des propositions sérieuses, peut-être aussi je n'aurais pas abandonné le militantisme pendant 20 ans...

Bref, cette expérience riche en enseignements devait déterminer en grande partie l'orientation du reste de ma vie, ce qu'évidemment j'ignorai à l'époque. Comme quoi il n'y a pas de quoi s'attribuer un peu trop rapidement un niveau de conscience qu'on n'a pas en réalité, soyons modeste par dessus tout. Tout cela je le comprendrai bien plus tard, mais bon, il n'est jamais trop tard, tout du moins dans mon cas, quelle chance j'ai eu de renouer avec le combat politique pour le socialisme, le 11 septembre 2001, cela ne s'invente pas !

Comme quoi aussi, ceux qui ne souhaitent plus entendre parler du (de leur) passé ou refusent de le regarder en face ou encore font preuve d'une mémoire sélective, d'hypocrisie, commettent là une gravissime erreur puisque c'est la chose qu'ils sont censés le mieux connaître ou directement à leur portée, car en adoptant cette attitude, à défaut de l'analyser minutieusement et sans états d'âme pour mieux le comprendre et en tirer des enseignements, ils vont s'interdire de progresser ou seront voués à régresser sans fin, ce qui les voue généralement à connaître une vie encore plus superficielle ou médiocre et une fin bien triste, ce qu'on ne souhaitera à aucun d'entre nous.

Un dernier mot très bref sur la situation en France.

Evidemment que tous les travailleurs et tous les militants doivent soutenir inconditionnellement les cheminots.

Je pense que l'orientation politique fournie par le POID correspond aux tâches que les travailleurs et l'avant-garde du mouvement ouvrier doivent accomplir, dans la mesure où elle est clairement dirigée contre les institutions de la Ve République qu'il faut abattre.

Je ne développerai pas ici mon analyse de la situation. Soyons lucide et ne nous racontons pas d'histoires.

En quelques mots, disons que d'un côté avec à peine 5% de syndiqués dans le secteur privé qui regroupe plus de 75% des travailleurs du pays, le règne de la terreur (notation individuelle, etc.) que font régner les DRH dans la plupart des grandes entreprises, le chômage de masse et la crainte du chômage suspendu comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête de chaque travailleur employé dans les petites et moyennes entreprises, etc. d'un autre côté, les multiples difficultés auxquelles

doivent faire face quotidiennement toutes les couches de travailleurs sans exception ou presque, que ce soit sur leur lieu de travail ou dans leurs rapports avec leurs proches ou avec le reste de la société dans une atmosphère délétère, ces deux aspects de la réalité permettent de comprendre que la mobilisation des masses peut partir de revendications sociales d'une ou plusieurs catégories de travailleurs et s'étendre à la majorité des travailleurs pour devenir révolutionnaire, à condition seulement qu'à un moment donné leur combat prenne résolument une orientation politique contre le régime, d'où la nécessité de leur fixer dès le départ cet objectif pour les aider à en prendre conscience le plus tôt possible, en l'occurrence chasser Macron, qui concentre tout le pouvoir et constitue ainsi le chaînon le plus faible de la stratégie de notre ennemi.

Voilà pourquoi je soutiens le POID et le Mouvement pour la rupture avec la Ve République, qui me semble-t-il partagent mon analyse, le reste ou nos désaccords passe au second plan, quand l'heure du combat à sonner, l'essentiel c'est de se rassembler pour lutter ensemble dans la même direction. Mais, mais, mais quoi, vous avez des objections ? Rappelons que c'est le prolétariat révolutionnaire qui doit se soulever pour renverser le régime et que personne d'autre ne le fera à sa place, et notre devoir est de nous placer à ses côtés, et non de savoir qui avait raison ou tort, les faits trancheront cette question le moment voulu et restons-en là si vous le voulez bien.

En attendant, la lutte des classes se développe à l'échelle mondiale.

- Au Tchad, le gouvernement retient ses coupes - liberation.fr 15 mars 2018

Après sept semaines d'une grève qui a paralysé l'ensemble des administrations tchadiennes, un accord a finalement été signé entre le gouvernement et les syndicats mercredi soir. Le mouvement de protestation avait été déclenché en réaction aux mesures d'austérité entrées en vigueur le 1er janvier. L'Etat tchadien s'est engagé dans une série d'économies drastiques, ses caisses se vidant au rythme de la chute des cours du pétrole, amorcée en 2014. La dureté de la récession conjuguée aux coupes salariales ont débouché sur un mouvement social d'une rare ampleur dans ce pays comptant parmi les plus pauvres du monde.

Les syndicats estiment aujourd'hui avoir obtenu satisfaction. L'accord de trois pages négocié directement avec le cabinet du président tchadien, Idriss Déby, gèle ou annule la plupart des mesures controversées. «Le décret 687 qui prévoyait une réduction de 50% des primes et indemnités ne s'appliquera pas ni l'abattement des salaires des fonctionnaires, explique Michel Barka, président de l'Union des syndicats du Tchad et signataire du texte. A partir de mai, les salaires doivent retrouver leur niveau de 2016.» Ce délai de quelques mois est un «compromis» qui doit permettre «un petit temps de respiration financière pour le gouvernement», précise Younous Mahadjir, vice-président de l'UST. liberation.fr 15 mars 2018

Si ce recul du gouvernement tchadien va rendre fou de rage le FMI qui était à l'origine de ces mesures, en revanche il peut être rassuré, le président Idriss Déby reste en place et le pillage des multinationales va pouvoir continuer comme avant.

Le Tchad n'est pas la France, ils n'ont pas fait l'objet du même développement économique et de la lutte des classes. Si au Tchad le mouvement social ne pouvait pas aller plus loin ou poser directement la question du pouvoir politique dans l'état actuel du développement du mouvement ouvrier dans ce pays, en France en revanche, toutes les conditions existent pour que les travailleurs renversent le régime en place ou s'emparent du pouvoir politique pour peu qu'ils en prennent conscience et qu'ils s'organisent.

Dans absolument tous les pays, la question sociale, la question de l'amélioration des conditions de travail et d'existence se pose à chaque travailleur quel que soit son statut social, mais elle ne met fin ni à l'exploitation ni à l'oppression qui déterminent l'orientation et l'ensemble des rapports qui existent dans la société, de sorte que chaque travailleur va continuer de subir quotidiennement une multitude de difficultés, humiliations, privations, etc. ou se trouve privé de la liberté de déterminer librement son destin, autrement dit c'est sur le plan politique en prenant en mains son sort qu'il pourra mettre fin définitivement à ses angoisses et souffrances inutiles et injustes.

L'époque où des réformes sociales furent adoptées, de sorte qu'on pouvait croire que ce processus allait continuer, est définitivement révolue, sans qu'apparemment on ait vraiment pris conscience du pourquoi ou du comment.

Désormais en France et dans de très nombreux pays, en observant que l'offensive conduite par la réaction contre l'ensemble des travailleurs depuis des décennies se traduisait par une régression sociale sans fin, toujours plus d'inégalités sociales et d'injustices, on en est arrivé au point où désormais chaque travailleur doit faire face à tant de difficultés ou angoisses rendant chaque jour leur vie de plus en plus insupportable, qu'ils en arrivent à qualifier de dérisoire ou d'insuffisante l'annonce d'une mesure prétendument en leur faveur, ce qui signifie que petit à petit va mûrir dans leur tête que le problème à résoudre se situe à un niveau beaucoup plus élevé, au plan politique, du régime et ses institutions, et qu'il va falloir envisager de procéder à un changement radical de société, tellement celle dans laquelle ils vivent est devenue pourrie. Sauf à se résigner à s'en accommoder, ce qui constituerait un véritable cauchemar et un réel cas de conscience, car une société aussi infâme est incompatible avec tous les principes ou toutes les valeurs sociales ou humanistes qui structuraient leur mode de vie ou de pensée ou encore donnaient un sens à leur existence, les abandonner ce serait sombrer soi-même dans l'abjection, perdre sa dignité, ne plus jamais pouvoir se regarder en face sans être pris d'un profond sentiment de dégoût.

Comment peut-on imaginer un instant qu'un peuple tout entier pourrait en arriver à supporter un tel destin, sauf à disparaître ou à rompre avec ce qui fut à l'origine du développement de la civilisation humaine. Quel peuple s'y est résigné ? Aucun, absolument aucun, même le plus dégénéré, quelque part chacun aspirera toujours à la justice et à la liberté, à l'émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, même si les apparences tendent à démontrer le contraire ou qu'ils ne soient pas en mesure de le montrer ou plutôt de le faire savoir, de le partager, de s'unir. Notre rôle est juste de les aider à en prendre conscience, à les organiser, pour préparer les conditions politiques qui permettront d'en finir une fois pour toute avec le règne de la nécessité et entrevoir le règne de la liberté.

[Haut de page ↗](#)

La contribution politique du 21 mars 2018

● [Causerie au format pdf. \(4 pages\)](#)

[Parole d'internaute](#)

- "La fabrique du consentement fonctionne encore, mais de moins en moins. Lorsque la population aura fait le lien entre politique, économie et géostratégie, elle ne fonctionnera plus du tout. Si de plus en plus de gens, en particulier les moins de 35 ans, s'informent majoritairement en dehors de la presse mainstream, ce n'est pas par hasard.

Bernays l'avait prédit : toute propagande a une fin, lorsque le niveau d'information conjugué à la hausse de l'éducation fait se retourner les opinions. J'ai bien l'impression que l'on arrive à un point d'inflexion, même s'il n'est pas encore franchi."

Il n'est pas atteint en effet, et il est inutile de scruter à l'horizon dans l'espoir de saisir l'instant où il le sera, puisque cela ne se produira pas dans le cadre institutionnel, mais uniquement lors de l'irruption révolutionnaire des masses, là vous pourrez vous dire : On y est enfin, et tous les espoirs sont à nouveau permis de changer la société.

Un peu de patience, un tel processus mûrit lentement, mais sûrement. Rompre avec la propagande officielle, avec l'idéologie de la classe dominante ne peut se réaliser qu'à l'issue d'un long processus de maturation, tant les enjeux sont grandioses, imprévisibles, incertains, voire dangereux.

Saper les bases du régime, ne rien lui concéder, le harceler en permanence, le combattre sur tous les fronts, etc. ne peut que renforcer la volonté ou la détermination des travailleurs à refuser de se résigner au triste sort que Macron et l'oligarchie, le capitalisme leur réserve, ce qui à un moment donné doit se traduire selon la loi dialectique de la transformation de la quantité en qualité qui prendra la forme d'une rupture soudaine, brutale avec le régime, le refus de continuer à vivre plus longtemps comme avant. C'est ce genre de discours qu'il faut tenir aux travailleurs, pour qu'ils en prennent conscience ou traduisent consciemment leur rejet de la politique de Macron en s'organisant, en s'unissant pour renverser le régime.

Bref, comme quoi il ne faut jamais perdre espoir !

[SNCF : Retrait inconditionnel du rapport Spinetta et du projet de loi de Macron !](#)

Comment le NPA vole au secours de Macron.

- Déclaration unitaire : Défendons tous les services publics ! Solidarité avec les cheminots et les cheminotes ! - 19 mars 2018 (Le bloc national du NPA)

Dans cette déclaration on retrouve sans surprise la propagande ou les thèmes favorisés de la réaction en faveur de la "transition écologique" et de la "bataille pour l'égalité", alors que la fin du saccage de l'environnement et des inégalités sont des objectifs incompatibles avec le maintien en place du capitalisme. Mais demandera-t-on, quel est le rapport avec les revendications des cheminots ou le projet de privatisation de la SNCF par Macron ?

C'est très simple, cette manœuvre sert au NPA et aux signataires (*) de cette déclaration à occulter leur refus d'exiger le retrait du rapport Spinetta et du projet de loi de Macron destiné à franchir une étape supplémentaire vers la privatisation totale de la SNCF qui ne figure nulle part dans leur document, bref, à se faire passer pour des gens de gauche à la manière du PS, diviser militants et travailleurs pour que Macron puisse appliquer sa politique.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le refus d'exiger le retrait du projet de loi de Macron sur la SNCF a pour pendant ou est au profit de la poursuite des discussions des syndicats avec le gouvernement, pour semer l'illusion que les cheminots seraient en

droit d'en attendre quelque chose, donc les diviser, affaiblir leur résistance pour les pousser à se résigner et à ne pas se mobiliser, à ne pas se lancer dans une grève illimitée jusqu'au retrait du plan de Macron.

(*) - Alternative Libertaire (AL) ; EELV ; Ensemble ; Gauche Démocratique et sociale (GDS) ; Génération.s ; Groupe Parlementaire FI ; NPA ; Nouvelle Donne ; PCF ; PCOF ; Parti de Gauche (PG) ; République et socialisme.

- "*Le train n'est pas qu'un moyen de locomotion, c'est un service public, un outil essentiel à la transition écologique et il est insupportable qu'il puisse s'arrêter aux portes des grandes métropoles. La bataille du service public ferroviaire est d'abord une bataille pour l'égalité.*"

Au passage, on aura compris également que le NPA et ses coreligionnaires chargent le capitalisme de réaliser "*la transition écologique*", pourquoi pas le socialisme, la logique est la même, et comme ils osent tout, quand bien même les inégalités sociales explosent, ils reprennent à leur compte le thème de l'égalité que revendique Macron pour justifier l'alignement du statut des cheminots sur celui des travailleurs du secteur privé.

Quand le PCF reprend la rhétorique de Macron contre les cheminots.

- SNCF: le PCF demande une rencontre avec la ministre des Transports - AFP 20 mars 2018

Le PCF veut rencontrer la ministre des Transports, Elisabeth Borne, pour lui exposer ses propositions de financement du rail, qui sont "à l'opposé" du projet de réforme du gouvernement et de son "*parti pris idéologique*", a affirmé mardi son secrétaire général Pierre Laurent.

"*Nos propositions de financement de la SNCF sont à l'opposé de celles du gouvernement*" qui "*refuse tout débat*", a affirmé M. Laurent lors d'une conférence de presse à Paris, à l'avant-veille des grèves et des manifestations du 22 mars.

"Il y a besoin de changement à la SNCF", a-t-il reconnu, mais "le projet du gouvernement ne résout aucun des problèmes posés à la SNCF, ni celui de la dette ni celui des sous-investissements, et au contraire va tous les aggraver". Selon lui, "ce projet est une tentative de justification pour l'ouverture du rail à la concurrence".

LVOG - Où est le lézard dans cette déclaration ? C'est très simple, aujourd'hui la concurrence n'existe pas, Macron estime qu'un "changement à la SNCF" est indispensable. Et en quoi consiste ce "*changement*" ? Justement, à ouvrir à la concurrence toutes les activités de la SNCF qui ne le sont pas encore pour finalement la privatiser. Et qui Pierre Laurent appelle-t-il à l'aide pour "libérer la SNCF du poids de la dette", je vous donne en mille : La BCE !

Pire encore, si, si, c'est possible, M. Laurent : "*La mise en concurrence ne vient pas de Bruxelles*", car "*les articles 4 et 5 du règlement européen sur "l'obligation de service public" permettent de ne pas mettre en oeuvre la mise en concurrence*", a affirmé M. Laurent (AFP 20 mars 2018).

Ce parasite prend vraiment les travailleurs pour des abrutis, car dans absolument tous les pays du monde "*l'obligation de service public*" existe, puisqu'il existe des écoles publiques, des hôpitaux publics, etc. dont le nombre ou la densité, l'état de vétusté ou de délabrement varie d'un pays à l'autre au point qu'ils sont réservés aux couches de la population les plus miséreuses ou déshérités, les autres se rabattant sur les établissements privés inaccessibles aux plus pauvres.

Autrement dit, partout il existe des services publics au côté des services privés, mais ils ne sont pas destinés à la même clientèle et ne procurent pas vraiment les mêmes services, ce que M. Laurent n'est pas censé ignorer, mais qui lui convient apparemment parfaitement.

M. Laurent est un faussaire, un vulgaire menteur et en voici les preuves.

- Depuis 1957, le traité CEE comprend dans son préambule l'objectif d'établir une concurrence libre et non faussée. Très rapidement, ce principe a acquis une valeur constitutionnelle... (Source : <https://www.telos-eu.com/fr/europe/eloge-de-la-concurrence-libre-et-non-faussee.html>)

Une "*valeur constitutionnelle*" que Macron entend bien honorer, cela va de soi, il a été choisi et élu pour cela.

- À l'heure actuelle, la notion de « libre concurrence » figure dans deux articles de principe (les articles 3 et 4) situés au début du traité instituant la Communauté européenne. Le traité de Lisbonne réécrit également ces articles. L'article qui succède à l'article 3 ne mentionne plus l'exigence d'une concurrence non faussée. En revanche, l'article qui succède à l'article 4 maintient la référence à « une économie de marché ouverte où la concurrence est libre » : seulement, ce nouvel article ne figure plus au début du traité, comme un article de principe ; il constitue désormais l'article 97ter du TFUE. (Source : <https://www.senat.fr/rap/r07-076/r07->

0761.html)

Quel est l'objet de l'article qui "succède à l'article 4" ?

(Source : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A52014XC0329%2801%29>)

Communication de la Commission sur des lignes directrices interprétatives concernant le règlement (CE) n ° 1370/2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route

L'article 5, paragraphe 1, du règlement (CE)

2.2.8. Article 4, paragraphe 5 — Options disponibles pour les autorités compétentes si elles jugent souhaitable de prendre des mesures de protection du personnel en cas de changement d'opérateur.

LVOG - Pourquoi nous contenter du titre de ce volumineux article 5 ? Parce qu'il implique un "*changement d'opérateur*", donc autre que la SNCF, ce que M. Laurent a omis de préciser, on aura compris pourquoi.

En réalité, dans ce document on trouve tout et son contraire, de sorte que chacun peut l'interpréter à sa manière. Certains s'en étonneront, d'autres plus avertis affirmeront que c'est un lieu commun, une pratique très répandue... dont s'inspire le NPA et le PCF notamment. Certes, mais à ceci près qui est l'essentiel, c'est que ni vous ni moi ni personne n'avons le pouvoir d'imposer notre interprétation d'un texte face à celle des autorités de Bruxelles ou Macron qui à notre connaissance détiennent le pouvoir.

Pour l'illustrer allons voir ce que contient l'alinéa 2.2.5. de l'article 5 intitulé : Article 2, point e, et article 4, paragraphe 1.

- "À titre d'exemple, la Commission estime que les services à qualifier de services publics doivent être destinés aux citoyens ou être fournis dans l'intérêt de la société dans son ensemble. Les autorités compétentes définissent la nature et la portée des obligations de service public dans le respect des principes généraux du traité. Pour atteindre les objectifs du règlement, c'est-à-dire garantir la sécurité, la rentabilité et la haute qualité des services de transport de voyageurs, les autorités compétentes doivent s'efforcer d'assurer la prestation économiquement et financièrement viable de ces services."

Tout d'abord, les "*obligations de service public*" peuvent être confiées à des entreprises privées (concessionnaires)... avant de leur être cédées définitivement, privatisées. Ensuite chacun sait en quoi consiste les "*principes généraux du traité*", qui les a établis et pour qui, dans quel objectif, privatiser tout ce qui peut l'être selon le principe de la concurrence libre et non faussée et nivelé par le bas le coût de la force de travail. Et pour finir, l'un des "*objectifs du règlement*" confirme que c'est la loi du marché qui prime sur tout autre principe, "*la rentabilité*", qui s'oppose par nature à la définition de service public destiné à permettre à l'ensemble de la population de satisfaire des besoins élémentaires, et non de réaliser des profits pour engraisser des rentiers ou des actionnaires.

Le NPA se place lui-même de l'autre côté de la barricade.

Quand le NPA se transforme en défenseur des porte-parole des médias-oligarques.

- Jean-Luc Mélenchon et le « parti médiatique » : critique des médias ou démagogie anti-journalistes ? - 15 mars 2018 (Source : Le blog national du NPA)

A la question le « *parti médiatique* » existe-t-il, pas du tout répond le NPA, je cite : "*nous n'osons le croire*", au point que Macron n'en est pas le produit, qui oserait le croire, franchement ? Entre nous, comme quoi ils sont très cons au NPA, ils n'osent pas tout, notre ennemi lui ne s'en lasse pas !

Effectivement, on peut affirmer sans prendre de risques, qu'absolument tous les journalistes en pointe sur l'actualité sont corrompus ou font preuve d'une misérable servilité envers leurs employeurs, l'exception confirmant la règle, tout en sachant que c'est la règle qui influence la population, l'exception n'agissant qu'à la marge, quand elle n'est pas instrumentalisée pour démontrer aux naïfs que les médias institutionnels (et les journalistes) sont honnêtes et respectables.

[Haut de page ↗](#)

La contribution politique du 23 mars 2018

● [Causerie au format pdf. \(2 pages\)](#)

Je n'ai pas le temps de revenir sur la journée d'action d'hier. Il n'y avait rien à en attendre de plus, sauf à croire aux miracles, pour le meilleur : "*il est difficile d'en prévoir la forme et l'ampleur. Mais une chose est sûre : il suffirait de peu pour que la situation bascule.*" (Tribune des travailleurs) ... ou pour le pire avec l'Affaire Skripal ou la nomination de John Bolton comme conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, un "*néoconservateur va-t-en-guerre*" (AFP 23.03), après celle de l'ex-directeur de la CIA, Mike Pompeo, comme chef de la diplomatie américaine.

Bon, on a compris qu'il en faudrait peu pour que le monde bascule une nouvelle fois dans l'horreur de la guerre, mais qu'il en faudra beaucoup plus pour que le mouvement ouvrier retrouve la voie du socialisme, hélas !

Quand nous affirmâmes que l'objectif "*faire reculer le gouvernement*" était opportuniste, on se moqua de nous ou on se fit proprement insulter, et maintenant devinez qui le relaie gracieusement ? Franceinfo, le média du gouvernement. Ils ont assurément de la suite dans les idées contrairement à mes détracteurs...

Pour être plus précis et ne pas être accusé d'instrumentalisation, il faut préciser que Franceinfo ne faisait que relayer l'état d'esprit des organisateurs de la journée d'action du 22 mars ainsi que celle qui prédominait dans les manifestations, ce à quoi il était nullement obligé, car je ne pense qu'il se serait montré si bien intentionné si le principal mot d'ordre avait été retrait ou dehors Macron, n'est-ce pas ?

Franceinfo 23.03 - Tous le répètent : il faut une unité, au-delà des divergences politiques, avec un seul et même objectif : faire reculer le gouvernement.

En revanche, je n'ai lu nulle part grève illimitée jusqu'au retrait des ordonnances sur la SNCF ou départ de Macron, ce qui n'étonnera pas nos lecteurs qui sont censés savoir à quoi s'en tenir.

Avant-hier, nous ne croyions pas si bien dire en brocardant le NPA.

Dans le rôle de l'idiot utile, pour la circonstance ils ont trouvé mieux que Mélenchon. Rappelons que Le HuffPost est la voix de Washington.

- Grève SNCF, manifestation du 22 mars: Olivier Besancenot, facteur d'unité à gauche - Le HuffPost 22 mars 2018

L'initiateur de ce "front commun"? Olivier Besancenot, qui signe un come-back remarqué dans l'arène politique.

Cela fait plusieurs semaines que le facteur le plus célèbre de France monte au créneau pour alerter contre "le poison de la division" face à la politique "ultra-libérale" d'Emmanuel Macron. Dans les médias d'abord. Après avoir livré un vibrant (et très remarqué) plaidoyer pour les cheminots dans "On n'est pas couché", le communiste révolutionnaire a enchaîné les émissions à grande audience, de la matinale de Jean-Jacques à Bourdin à son duel musclé face au ministre de l'Action et des comptes publics, Gérald Darmanin, lors de "L'Emission politique".

Une séquence médiatique durant laquelle Olivier Besancenot, bien aidé par son talent d'orateur et son aisance sur les plateaux télé, a martelé son leitmotiv du moment. "On aurait besoin d'un front commun qui aille de Benoît Hamon à Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laurent, Nathalie Arthaud, à d'autres organisations sociales et politiques", a-t-il déclaré le 9 mars sur BFMTV, adressant une mise en garde à ses camarades: "si on perd sur la bataille ferroviaire, ce sera mauvais pour tous à la gauche de la gauche".

(LVOG - (Elle est vouée à disparaître et on s'en réjouirait si cela ne signifiait pas la disparition de toute résistance organisée au régime comme aux Etats-Unis. Franchement, croyez-vous que les médias-oligarques offrirait une tribune à un "communiste révolutionnaire"?)

Cela en dit davantage que de longs discours sur la nature réactionnaire ou contre-révolutionnaire de la gauche de la gauche, ce que n'ignorent pas ces médias, contrairement à ceux d'entre nous qui refusent obstinément de l'admettre ou de la caractériser comme tel.

Ce n'était pas par hasard qu'ils se définissaient par rapport à la gauche qui en réalité était de droite, pour le moment venu prendre le relais, ce qu'avaient parfaitement compris les médias. Pour ceux qui ne comprendraient pas, disons à la manière d'un Tsipras qui selon eux incarnait la gauche de la gauche... jusqu'à ce que cela ne soit plus possible ou qu'il applique les mémorandums de la troïka. Les faits, rien que les faits.)

Cette exposition a permis au porte-parole du NPA de se placer au centre de la contestation.

C'est dans les locaux du NPA qu'a été scellée la "déclaration unitaire", signée conjointement par 12 formations politiques.

Besancenot est dans l'union de la gauche, après avoir fait exploser le NPA sur une ligne sectaire. Et là, il répète tout ce que dit Hamon", lâche un député insoumis cité par Le Monde.

(LVOG - Si c'est nous qui l'avions affirmé, on nous aurait accusé de médisance, car ne doutons pas que ce "député insoumis" est bien placé pour savoir de quoi il parle, sur ce point on peut lui faire confiance et c'est d'ailleurs le seul.)

Au NPA, on se défend d'avoir voulu mettre "Olivier" en avant ou de vouloir faire un coup politique, dans un contexte où le parti connaît des difficultés. Le HuffPost 22 mars 2018

(LVOG - D'avoir choisi cette célébrité, n'est pas l'essentiel, ce serait plutôt qu'il incarne le plus petit dénominateur commun entre tous ces gens-là, qui tient au refus d'exiger le retrait du plan Macron pour la SNCF et les cheminots, ce qui cimenterait leur alliance, c'est leur refus d'affronter Macron, et donc l'oligarchie.)

- Olivier Besancenot : "Macron est en train de payer son arrogance" - Yahoo Actu 23.03

Il en tremble ! Et le régime ?

[Haut de page ↗](#)

La contribution politique du 24 mars 2018

● [Causerie au format pdf. \(3 pages\)](#)

[Tuerie de l'Aude. On connaît les vrais coupables : Ce sont Sarkozy, Hollande et Macron, les suppôts du terrorisme.](#)

Totalitarisme et barbarie sont les deux volets de la même politique de la précarité sociale, de la terreur, de la guerre et du chaos.

En mars 2011 en Syrie, des barbares armés tiraient sur des manifestants pacifiques ou désarmés ainsi que sur les forces de l'ordre faisant de nombreux morts et blessés.

Le gouvernement de la République arabe syrienne condamnera ces assassinats de victimes innocentes et réprimera les auteurs de ces tueries, tandis que les autorités occidentales s'empresseront de prendre leur défense en les présentant comme des "rebelles modérés" victime de la sauvagerie du tyran Bachar al-Assad, sous-entendant qu'ils avaient agi en légitime défense.

En ayant cessé de justifier les actes de ces barbares sanguinaires commis sur de simples citoyens syriens, les trois présidents qui se succéderont, Sarkozy, Hollande, puis Macron encourageront les citoyens français qui le souhaitent de les rejoindre ou de les imiter, d'abord en Syrie, puis en France ou n'importe où ailleurs.

Un gendarme meurt et la France est "endeuillée", on en a la larme à l'oeil, mais quand les mêmes barbares se livrent pendant 7 ans à des massacres par centaines de milliers de civils syriens innocents, hommes, femmes, vieillards, enfants la même France exprime des regrets quand ils subissent des défaites militaires, mieux il s'épanche sur leur sort en exigeant qu'ils soient traités humainement par le gouvernement syrien.

La preuve, pas plus tard qu'hier.

Quand l'AFP pleure sur le sort des barbares.

- Syrie: le régime contrôle la quasi-totalité de la Ghouta orientale - AFP 24 mars 2018

Plus de 1.600 civils ont été tués depuis le 18 février par les incessantes frappes aériennes sur la Ghouta, qui se sont encore intensifiées ces derniers jours, a précisé l'OSDH.

(Chiffre invérifiable transmis par l'OSDH mis en place par le MI6 ou les services secrets britanniques. Cet article débute ainsi pour faire croire aux lecteurs que l'armée syrienne cible délibérément les civils et non les barbares issus d'Al-Qaïda, de manière à ce que les lecteurs condamnent le gouvernement syrien... - LVOG)

La poche de Harasta, l'une des trois enclaves insurgées (Occupées par les barbares. Les lecteurs sont invités à croire que c'est

le gouvernement syrien qui serait à l'origine de cette situation contrairement à la réalité. - LVOG) subsistant dans la Ghouta orientale, est "vidée" de ses rebelles (Les barbares qui tenaient en otage la population syrienne et la terrorisaient, tout en bombardant quotidiennement la population civile de Damas. - LVOG), a annoncé vendredi soir la télévision d'Etat syrienne, après le départ en deux jours de plus de 4.000 personnes, dont 1.400 combattants du groupe salafiste Ahrar al-Cham, ayant accepté de partir vers la province d'Idleb (nord-ouest), qui échappe au contrôle du régime. (Le gouvernement légal ou élu démocratiquement selon les mêmes critères existant en France, pour reprendre des expressions communément admises même si je ne les partage pas. - LVOG)

Le groupe rebelle (Les barbares. - LVOG) a été contraint d'accepter l'évacuation sans négociation. "Tout ce qu'ils ont obtenu, c'est de pouvoir partir sans être tués", a souligné l'expert sur la Syrie Nawar Oliver. (Ces ordures qui se sont livrés à des actes monstrueux sur les civils ont la vie sauve, et qui plus est ils sont libres, mais apparemment cela ne suffit, il manquait sans doute les félicitations d'usage du président syrien, ils devront se contenter de celles de Macron. - LVOG)

Le régime syrien (Le gouvernement syrien légal. - LVOG) et son allié russe, appliquant une stratégie alternant bombardements intensifs, combats au sol et négociations, est ainsi sur le point d'achever la reconquête de la Ghouta orientale, un ancien verger en périphérie de la capitale qui fut l'une des premières zones où eurent lieu des manifestations antirégime en 2011. (En fait, des manifestations pacifique à caractère social comme ils s'en déroulent quotidiennement en France et ailleurs dans le monde, mais marquées par le mitraillage de manifestants et de policiers par les suppôts de l'OTAN. - LVOG)

La région, assiégée (Non, occupée illégalement. - LVOG) depuis 2013 et en proie à des pénuries alimentaires, est une zone stratégique à partir de laquelle les rebelles (Les barbares. - LVOG) tiraient régulièrement roquettes et obus meurtriers sur Damas. (Sans que l'AFP ne condamne ces tirs quasi-quotidiens, parce qu'elle estime qu'ils étaient justifiés, état de siège oblige. - LVOG)

Un autre groupe rebelle (Barbare. - LVOG), Faylaq al-Rahmane, qui contrôlait la poche du sud de la Ghouta, accablé par un déluge de feu (Les malheureux ! - LVOG) qui a provoqué la mort d'au moins 75 civils en deux jours, a signé vendredi un accord d'évacuation, également parrainé par la Russie, acceptant le départ de près de 7.000 personnes, des combattants qui doivent abandonner une partie de leur armement, et leurs proches. (Comment, ils n'ont pas été autorisés à emporter leurs armes, cela mérite au moins une réclamation auprès du Conseil de sécurité des Nations Unis, les braves hommes que vont-ils devenir sans armes ? - LVOG)

Un premier convoi doit partir samedi matin vers Idleb, d'après la télévision d'Etat syrienne. C'est dans cette région, largement dominée par les jihadistes, que le gouvernement syrien envoie rebelles (Barbares. - LVOG) et civils lorsqu'ils sont évacués des bastions insurgés.

Des "bombes incendiaires" ont été larguées par des avions russes dans cette zone, avant l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu, selon l'OSDH, qui affirme que dans la nuit, 37 civils ont péri "de brûlures et de suffocation" dans un abri dans la localité d'Arbine. Des images tournées par l'AFP évoquent un possible emploi de phosphore blanc, dont l'utilisation contre des cibles militaires au milieu des civils est interdit par le droit humanitaire international. (Si ce sont les agents du MI6 qui l'affirment, leur témoignage n'a absolument aucune valeur. Rappelons que l'AFP fut moins prolixes quand l'Etat sioniste employa du phosphore blanc contre la population civile de Gaza. - LVOG)

Moscou a dénoncé "un mensonge éhonté" et assuré que son aviation n'utilisait pas de munitions incendiaires.

L'évacuation de Harasta et l'annonce d'un accord dans la poche sud accroît la pression sur la dernière enclave rebelle (Barbare. LVOG), autour de la ville de Douma, tenue par le groupe islamiste Jaich al-Islam (Confrérie des Frères musulmans, lire l'article Les « rebelles modérés » de la Ghouta par Thierry Meyssan - LVOG), et qui pourrait connaître un scénario similaire: bombardements intenses, négociations puis évacuations. (On aurait presque envie de les plaindre, pas vous, non? Non, décidément non. - LVOG)

La guerre en Syrie, déclenchée en 2011 avec la répression de manifestations en faveur de réformes démocratiques, a fait plus de 350.000 morts et conduit des millions de Syriens à l'exil. (La même falsification des faits qui dure depuis 2011, l'Agence française de propagande du président Macron est fidèle à elle-même, c'est dans l'ordre des choses. - LVOG) AFP 24 mars 2018

Ouf ! Il a fallu rectifier à 21 reprises cet article (extrait) de 30 lignes pour rétablir la réalité des faits. Cela donne une idée assez précise sur leur intention délibérée de déformer systématiquement les faits pour que la population adhère à la politique de Macron sur la Syrie. Quel acharnement, n'est-ce pas ?

Pour atteindre un tel niveau de désinformation, on ne peut pas imaginer que cela vienne uniquement des journalistes ou d'eux seulement, ils se conforment à des ordres, ils ont été briefés, formés spécialement pour remplir cette mission ou alors à l'origine ce n'était pas vraiment des journalistes.

Très sérieusement, il faut bien reconnaître que leur travail est irréprochable, ils n'ont rien laissé passer, ils n'ont rien concédé, ils

ont scrupuleusement reproduit la propagande idéologique des ennemis de la Syrie et du peuple syrien. Et il en va de même quotidiennement dans tous les domaines. D'où la nécessité impérieuse de ne jamais les croire sur parole, et d'aller s'informer ailleurs pour suivre l'évolution de la situation en France ou dans le monde. Il est même fortement conseiller de les boycotter ou de les écarter pour ne pas prendre le risque de se faire manipuler ou de colporter leurs mensonges qui se comptent à la pelle, que dis-je, à la pelleuse !

Il en va de même de tous les médias institutionnels ainsi que ceux qui gravitent autour tel Médiapart, le Canard enchaîné, par exemple, qui finalement ne font que racler le fond de leurs poubelles.

La réaction et ses porte-parole font preuve de rigueur idéologique jusqu'au bout des ongles. On ferait bien de les imiter, vous ne croyez pas ?

[Haut de page ↗](#)

Causerie du 29 mars 2018

● [Causerie au format pdf. \(5 pages\)](#)

Le portail sera actualisé demain. J'ai nettoyé la page d'accueil et formaté la causerie de janvier en pdf.

Je vous proposerai quelques articles et le reste sous la forme d'un bloc-notes. En attendant.

[Une contribution politique.](#)

Il semblerait que les conditions sont en train de se réunir pour qu'émerge prochainement un mouvement social comparable à celui du printemps 68.

Au retrait du projet Macron-Spinetta sur la SNCF, il faut ajouter l'abrogation des lois (El Khomeri) Macron I et II et les contre-réformes annoncées ou déjà adoptées contre les lycéens, les étudiants, les retraités, le personnel hospitalier, les postiers, etc.

Mais nous ne sommes plus en 1968. Depuis la classe ouvrière a perdu de nombreux bastions et elle est plus hétérogène que jamais. Partant de ce constat, il sera beaucoup plus difficile de transformer la multitude de grèves qui ont lieu aujourd'hui dans tous les secteurs économiques en une grève générale pouvant évoluer vers une grève insurrectionnelle. Et puis la société a connu de nombreuses transformations...

Il est donc impératif de soumettre immédiatement aux travailleurs et aux militants des objectifs politiques qui les unissent dès maintenant, au lieu qu'ils demeurent disperser sur des revendications sociales qui ont le plus souvent aucune chance d'aboutir et qui de toutes manières laisse en suspend la multitude de difficultés auxquelles ils doivent faire face quotidiennement, et que seul un gouvernement ouvrier ou une République sociale sera à même de résoudre.

Chasser Macron, se constituer en Assemblée constituante souveraine en abolissant les institutions de la Ve République pour s'attaquer à l'origine de tous leurs problèmes, le capitalisme...

Il faut bien comprendre que les dizaines de millions de travailleurs atomisés dans des PME, des commerces, chez des artisans, dans des associations ou ayant adopté le statut d'auto-entrepreneur, qui figurent parmi les professions dites intermédiaires comme les avocats, les médecins, etc. qui sont employés dans de petites structures, des agences où le nombre de salariés est réduit, dans des services administratifs plus ou moins isolés les uns des autres, ou les retraités qui sont pratiquement isolés du reste des travailleurs, etc. bref, il faut bien comprendre qu'il leur serait difficile de se mettre en grève ou de manifester leur soutien à une grève générale dans laquelle seraient engagés les travailleurs de la fonction publique et ceux des grandes entreprises, voire des entreprises moyennes, et le pouvoir ainsi que ses relais médiatiques, l'ensemble de la réaction se mobiliserait pour les manipuler et les dresser les uns contre les autres, de sorte qu'elle risquerait fort d'échouer, bien que l'immense majorité des travailleurs partagent les mêmes aspirations ou souhaitent ardemment un changement de politique.

C'est de cette aspiration profonde et légitime qu'il faut partir pour élaborer une stratégie politique, afin que l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes se dressent unis contre le régime et le renverse.

Face à un pouvoir totalitaire, il faut faire preuve de discernement et de rigueur, d'autorité.

Quelle est l'attitude de Macron, à quoi se résume-t-elle ? En deux mots : C'est vous ou c'est moi, ça passe ou ça casse, il faut donc faire en sorte que ça casse. Je tire en premier et on discute après, en fait, c'est une posture puisqu'il n'y a rien à négocier. Il ne fait pas dans la demi-mesure, il n'existe aucune nuance dans sa politique, elle est foncièrement antisociale, ultra réactionnaire, et elle s'attaque à absolument toutes les couches sociales de la société qui doivent s'unir pour la briser, mais pas seulement car c'est l'orientation de la société qu'il faut modifier, hors c'est incompatible dans le cadre des institutions de la Ve République et leur soumission à l'UE, aux intérêts de l'oligarchie qu'ils incarnent et qu'il faut exproprier et déclarer hors la loi.

Donc la question qui se trouve posée à chaque travailleur avec toujours plus d'acuité, c'est dans quel modèle de société ils souhaitent vivre, et ils doivent savoir qu'eux-seuls détiennent le pouvoir d'en changer pour peu qu'ils passent à l'action, qu'ils prennent conscience que personne ne le fera à leur place et qu'ils ont la légitimité de leur côté, ils ont la possibilité de le réaliser puisqu'ils constituent l'immense majorité de la population.

Ils ont le choix entre se résigner et subir le triste sort que Macron et l'oligarchie leur réservent, les laisser gouverner et détruire tous leurs acquis sociaux, leur rendre l'existence toujours plus pénible ou leur pourrir littéralement en demeurant passif ou neutre, sans broncher, ou bien prendre en mains leur destin et décider d'engager consciemment la lutte politique pour s'emparer du pouvoir, afin de pouvoir satisfaire leurs besoins ou aspirations parfaitement légitimes et vivre dans une société meilleure et plus juste.

C'est vous ou c'est moi nous dit Macron, et bien prenons-le au mot : Nous décidons que ce sera nous et pas vous qui survivra, c'est nous qui devons gouverner, c'est à nous décider quelle politique sera dorénavant appliquée, dans quelle direction la société doit s'engager.

Mais en attendant, face à un ennemi qui a juré d'avoir notre peau et qui est puissamment organisé ou armé, qui bénéficie des structures ou des institutions de l'Etat, qui possède les banques et les médias, ainsi que de multiples relais dans la société, y compris de nombreux agents dans le mouvement ouvrier, prendre en mains son destin ou s'unir demeurera vain ou un vœu pieux sans lendemain si on ne s'organise pas dès maintenant, si on ne se rassemble pas sur l'objectif de chasser Macron, de conquérir le pouvoir politique. Si nous ne prenions pas cette décision, nous ne pourrions jamais faire la démonstration devant le reste des travailleurs que notre détermination et notre stratégie de conquête du pouvoir est cohérente et sérieuse, jamais nous ne pourrions les entraîner à nous rejoindre, jamais la force invincible que constitue le peuple travailleur ne pourrait s'exprimer et elle serait vaincue pour longtemps, vouée à vivre indéfiniment dans une société toujours plus nauséabonde, infâme, sordide, inégalitaire, injuste, totalitaire, barbare.

Le POID et le Mouvement pour la rupture avec la Ve République et l'UE se sont engagés dans cette voie ou ils ont adopté les objectifs politiques qui viennent d'être évoqués, je vous appelle donc à les rejoindre sans attendre.

Avertissement ou un conseil utile qui s'adresse aux bonnes volontés.

Sachant que la plupart des travailleurs et des militants sont hyper susceptibles, et qu'ils ne sont pas indifférents aux pressions qu'exerce sur eux la propagande de nos ennemis, qui a pour but de les diviser en instrumentalisant leurs illusions, de manière à ce que notre classe demeure disloquée ou incapable de se doter d'une nouvelle direction politique, laissez au vestiaire vos a priori négatifs, ne vous emportez pas au moindre désaccord, soyez patient et modeste par dessus tout, tenez-vous en à l'essentiel. Il n'existe pas de parti ou de militants, de dirigeants parfaits, faites preuve de mesure, de discernement, du moment que nous partageons sincèrement les mêmes intentions et les mêmes objectifs, les mêmes moyens pour les atteindre, que nous agissons loyalement, tout devrait bien se passer, dites-vous bien que nous avons tous des faiblesses, des tares, des lacunes, des défauts qui parfois indisposent les autres militants, nos proches, etc. et nous leur sommes gré de bien vouloir nous supporter tel que nous sommes, n'est-ce pas ? donc n'en prenons pas tout un plat ou adoptons cette attitude de franche camaraderie, soudons nos forces et nous vaincrons.

Si nos ennemis étaient aussi puissants que certains le prétendent, croyez-vous qu'ils auraient fait appel à un tel guignol que Macron, un pauvre type qu'ils doivent briefer quotidiennement, quelle corvée ! qu'ils ne peuvent pas perdre de vue un seul instant par crainte qu'ils sortent une ânerie monstrueuse, entre nous, cela doit être un véritable cauchemar pour eux comme pour lui. On se propose juste de l'abréger, notre humanisme n'ira pas plus loin je vous rassure, au-delà je ne préjuge pas du sort qu'on leur réservait si nous nous emparions du pouvoir, on en ferait des ouvriers modèles histoire de leur montrer que cela existe !

Fabrication du consentement ou manipulation des masses.

Aucune preuve que la Russie soit derrière l'affaire Skirpal selon l'agence de presse Reuters notamment, aucune preuve que l'assassinat de Mireille Knoll soit un acte antisémite selon son fils.

Affaire Mireille Knoll

Alors que vendredi doit avoir lieu une grande manifestation à Gaza.

Comment le Crif et le ministère de l'Intérieur manipulent les juifs et instrumentalisent l'antisémitisme pour faire des juifs des boucs émissaires. Cela fait du Crif le pire ennemi des juifs.

- Pour le fils de Mireille Knoll, "la France n'est pas antisémite" - franceinfo 28.03

Selon lui, le caractère antisémite ne fait pas de doute : "Au départ, nous pensions que c'était vraiment que crapuleux, mais c'est le parquet qui a défini cela et nous avons fait confiance à la police et à la justice." (Vous faites confiance à ces crapules, quelle naïveté ! - LVOG)

Daniel Knoll participera à la marche blanche organisée à l'appel du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) : "Les choses nous ont bouleversé complètement et ont remis en cause notamment la marche de ce soir à laquelle nous ne voulions pas participer au départ, mais le fait que ce soit un crime antisémite fait que nous participerons." (La famille de cette pauvre femme ne voulait pas participer à cette énième instrumentalisation des juifs. - LVOG)

Bien que le Crif ne l'ait pas souhaité la présence de Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon à cette marche blanche, Daniel Knoll invite "toutes les personnes de bonne volonté" et écarte la polémique : "Je ne suis pas en mesure de faire de la politique. Personnellement, j'appelle toutes les personnes de bonne volonté, d'où qu'elles viennent, quelles qu'elles soient à venir à la marche. Si ces personnes veulent venir, elles sont les bienvenues. On ne peut pas faire de la sélection dans un cadre comme celui-là" franceinfo 28.03

De nombreuses personnes de la communauté juive ne se reconnaissent pas dans le Crif, qui a pris la sale habitude de prendre les juifs en otage pour le compte du gouvernement israélien.

Ce sont eux (LFI) qui fournissent des arguments à ceux qui réalisent un amalgame rouge-brun, entre l'extrême gauche et l'extrême droite.

Mélenchon et sa bande de bras coupés ont été jusqu'à participer à une "marche blanche" organisée par l'extrême droite sioniste, le Crif, qui assimile l'antisionisme ou toute opposition à la politique d'Israël à l'antisémitisme.

- La France insoumise exfiltrée de la marche pour Mireille Knoll - Leparisien.fr 28.03

Le président du Crif, Francis Kalifat, ayant déclaré plus tôt dans la journée que les Insoumis n'étaient pas les bienvenus à cette marche blanche. Il visait notamment le soutien du leader des Insoumis au « boycott d'Israël BDS » (mouvement de boycott, désinvestissement et sanction).

« À cheval, camarades ! » lance Mélenchon, chapeau vissé sur la tête. Ils sortent du bar groupés, se joignent tant bien que mal au cortège qui avait alors à peine démarré sa marche, ministres et personnalités politiques en tête. Ils ne passent pas inaperçus longtemps. Très rapidement, un petit groupe d'individus les invectivent - « Insoumis enculés », « Insoumis dehors » - avant d'aller les bousculer physiquement.

Au bout d'un petit quart d'heure, le choix est fait d'exfiltrer le petit groupe. CRS et policiers en civil forment tant bien que mal un cordon pour permettre aux députés conspués de s'échapper sur une ruelle adjacente au boulevard Voltaire. Les visages sont marqués, les Insoumis serrent les rangs. La police choisit de bloquer le groupe, en attendant de trouver comment les exfiltrer sans les faire passer par la marche blanche. Ils passent par un petit square, rejoignent l'avenue Philippe Auguste, toujours encadrés par les forces de l'ordre.

Quelques sifflets accompagnent leur chemin de sortie. Arrivés avenue Philippe Auguste, brève discussion entre Mélenchon et un commissaire. Le député fulmine contre le manque de respect à « l'écharpe bleu blanc rouge » des députés. leparisien.fr 29.03

A bas le drapeau des Versaillais, des assassins de la Commune, du FN, de la réaction !

Ce sont bien des populistes dans le pire sens du terme, de dangereux provocateurs.

Affaire Skripal

Grille de lecture : Quel aurait pu être le mobil du crime pour Moscou ? Réponse : Aucun !

Reuters 28 mars 2018

L'ancien commissaire européen Günter Verheugen (SPD) a souligné que les sanctions devaient se fonder sur des faits, non sur des suppositions.

"Se dire que Poutine et les Russes sont responsables de tout alors qu'on est dans le doute, voilà bien une idée empoisonnée", a-t-il dit au quotidien Augsburgener Allgemeine. "Il faut que cela cesse", a-t-il ajouté.

Pour l'ancien chef de diplomatie Sigmar Gabriel, Günter Verheugen, en tenant de tels propos, fait preuve "de courage et de sang-froid".

Vingt-quatre jours après les faits, Londres n'a toujours pas apporté la preuve de ses accusations et Moscou dément formellement toute implication dans cette affaire.

Mardi, Berlin a approuvé la construction du gazoduc NordStream 2, construit par les Russes. Reuters 28 mars 2018

Ils adorent vous faire peur avec la perspective d'une Troisième Guerre mondiale, mais pas seulement, ils doivent surtout justifier auprès des peuples les sommes gigantesques qu'ils engloutissent dans l'économie de guerre au détriment du secteur social.

2016.

Mardi 14 juin, l'OTAN a annoncé que si un pays membre de l'OTAN est victime d'une cyberattaque en provenance d'un pays non-OTAN comme la Russie ou la Chine, alors l'article V de l'OTAN, dit de «défense collective», dispose que chaque pays membre de l'OTAN doit se joindre au pays attaqué s'il décide de riposter.

2013

L'OTAN avait produit en 2013 (avant le coup d'État en Ukraine) une vidéo de propagande alléguant que les cyberattaques par des pirates en Russie ou en Chine, qui compromettent la sécurité nationale US, pourraient déclencher une invasion par l'OTAN, si le président américain décide que la cyberattaque était un acte hostile du gouvernement russe ou chinois.

(Source : L'OTAN dit qu'elle pourrait avoir maintenant des raisons d'attaquer la Russie - Mondialisation.ca, 21 juin 2016)

Et cela avait commencé il y a près de 60 ans en arrière...

Lisez l'article mis en ligne aujourd'hui pour mieux comprendre de quoi il s'agit : *Un nouvel ordre pour un nouveau monde*, il date de 2013 mais il est toujours valable.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 mars 2018

CAUSERIE

Illustration de l'image du jour.

Quand « The Guardian » (de gauche sans rire!) reprend une affiche nazie des années 40 pour représenter Poutine le prédateur sanguinaire, les médias et chef d'Etat occidentaux ne trouvent rien à redire, mais quand Corbyn soutient une fresque représentant des banquiers jouant au Monopoly sur le dos des pauvres, il se fait traiter d'antisémite.

Si vous ne saviez pas que banquier rimait avec juif, et bien maintenant vous le saurez ! Qui alimente l'antisémitisme et au bénéfice de qui ? Vous avez la réponse.

En bas à gauche des femmes yéménites qui ressemblent à mon compagne. Celle de la photo au centre qui fait commerce de son corps se nomme Nabilla. A gauche au centre, une immense décharge qui dérive dans l'océan Pacifique.

● [Causerie au format pdf. \(40 pages\)](#)

Les réflexions ou analyses que je vous propose ici sont abouties ou nécessitent encore un approfondissement ou d'être complétées, parfois rectifiées.

Sans la dialectique, impossible de comprendre dans quel monde nous vivons ni où nous allons.

« La réalité est dialectique » (Camus, l'Homme révolté).

Le Grand Robert de la langue française donne une définition de la dialectique qui ne correspond pas à la réalité pour être atteint d'idéalisme :

- Dynamisme de la matière, qui évolue sans cesse de la même manière que la pensée chez Hegel (concept marxiste).

A ceci près que "la pensée chez Hegel" marchait sur la tête (idéalisme) et que Marx l'a remise sur ses pieds (matérialisme)...

La matière existait avant que les hommes n'apparaissent, elle existe donc indépendamment de la pensée des hommes qui ignorent comment elle évolue ou selon quelles lois. C'est en observant le comportement de la matière ainsi que sa transformation ou les différents stades par lesquels elle passe, qu'on peut comprendre les lois générales (du mouvement) qui la régissent, ainsi que la nature, la société humaine et la pensée (R. Luxemburg, mais aussi Marx, Engels...)

Le règne de la nécessité n'a pas commencé à une époque particulière du développement de la civilisation humaine, il est inhérent à la nature de l'homme, qui doit satisfaire quotidiennement des besoins élémentaires pour assurer sa survie dans des conditions qui lui sont imposées et dont il ignore les lois de fonctionnement. Le combat que l'homme mène pour son émancipation consiste à saisir ces lois pour orienter la société de telle sorte qu'elle se réalise ou chercher et trouver la direction qui permet d'atteindre cet objectif. C'est la raison pour laquelle nous parlons d'actes conscients pour faire consciemment notre histoire.

Les institutions de la Ve République sont illégitimes et doivent disparaître.

Législatives partielles en Haute-Garonne, abstention : 66,92%.

Législative partielle du Loiret, abstention : 71,39%

Dissoudre les institutions ou le peuple...

Apprendre pour comprendre ,et comprendre pour agir. (Lénine)

Il faut bien avoir conscience que sans s'informer, on ne peut pas se faire une idée de la situation, c'est impossible. A 90 ou 95% on est sûr de se planter quelque part, et cela peut orienter notre existence, c'est donc quelque chose de sérieux, d'où la nécessité de faire un effort de volonté pour rompre avec les médias, de plus c'est une des rares occasions de pouvoir prendre une décision dans notre vie, la manquer serait dommage ou stupide, et ô combien préjudiciable à notre sort, notre cause. Sans être bien informé, on ne peut pas comprendre ce qui se passe, il faut être clair là-dessus puisque tout en dépend.

Qu'est-ce qu'on peut dire de ceux qui nous gouvernent ?

Si les gens connaissaient leurs réelles intentions néfastes, jamais ils ne seraient parvenus au pouvoir, utiliser la perfidie et l'imposture pour parvenir à ses fins, plus que le secret, cela relève du complot contre le peuple, sinon comment appelez-vous cela ?

Pourquoi "plus que le secret" ? Parce qu'ils communiquent, c'est un moyen de transmettre les mises à jour de leur stratégie à un certain public. Ils ciblent certaines couches de la population, à laquelle ils fournissent des arguments pour adopter et justifier l'idéologie néolibérale, afin que ce public l'applique. Ce sont donc des données publiques et leur démarche ne relève pas du secret, c'est autres choses qui en relèvent. En procédant de la sorte, cela présente également l'avantage de faire croire que la majorité partage leurs idées ou qu'elles sont majoritaires dans la société, et que les exprimer ouvertement est somme toute naturel, d'où l'impression qu'ils osent tout, alors qu'en réalité ils sont autant d'agents conscients ou non qui diffusent cette idéologie dans le but qu'elle s'impose dans la société.

Michel Collon ne supporte pas de se voir traiter de complotiste par les tenants d'un complot international contre les peuples. A quoi s'attendait-il ? A se voir inviter sur les plateaux de télévisions ? Ces gens-là peuvent nous traiter comme ils le veulent, on s'en tape complètement, et je crois qu'on est de plus en plus à se foutre de ce qu'ils disent, mais pas de ce qu'ils font, et c'est cela qui les incommode ou les emmerde. Mais là encore, informer ne suffit pas. A quoi bon savoir de quoi ils sont capables, si on ne le traduit pas en terme d'organisation et d'action, cela ne sert à rien ou servira peut-être plus tard... ou jamais.

Comment évolue l'économie mondiale ?

A propos du documentaire de France2 sur la confession d'un DRH.

Notre ennemi est génétiquement antisocial : Gangster, mafieux, faussaire, cruel, assassin, barbare, c'est un monstre d'inhumanité en somme.

Et dire qu'il y en a qui lui trouvent des qualités, alors qu'il a un seul défaut, celui d'exister. Il y en a qui discutent, dialoguent, se concertent, négocient avec ses représentants, nous nous combattons pour le neutraliser, l'exterminer, l'éradiquer de la surface de la terre

Certains estiment que c'est la crise du capitalisme qui détermine l'orientation politique adoptée par ceux qui gouvernent le monde, or ce n'est pas le cas parce qu'ils savent qu'il est impossible de le sauver. Soyons plus précis. Ils ont parfaitement conscience que le développement du capitalisme et ses contradictions est incompatible à terme avec leur propre survie. Ils savent que tout système a ses propres limites et que le capitalisme n'échappe pas à cette loi.

Ils savent aussi qu'ils sont impuissants à contenir ces contradictions, mieux, que tout ce qu'ils peuvent entreprendre pour y parvenir ne fait que les exacerber encore plus au point de rendre leurs conséquences imprévisibles et incontrôlables. En effet, comment répondre aux aspirations de plus en plus pressant de 7,4 milliards d'hommes et de femmes qui exigent impatiemment que leurs besoins sociaux et politiques soient satisfaits, quand 1% de privilégiés confisquent la majorité des richesses produites et concentrent le pouvoir politique. En somme, ils n'ignorent pas qu'à trop tirer sur un élastique il finit fatalement par se rompre. Oui, c'est aussi élémentaire que cela.

Ce à quoi nous assistons quotidiennement, c'est à l'effondrement du capitalisme à l'agonie.

- Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société. (K. Marx, F. Engels : le manifeste du parti communiste)

En voici l'illustration plus d'un siècle et demi plus tard après cette précision.

Ce qui suit concerne les travailleurs en Europe, mais il ne faut pas croire qu'il en irait autrement dans des pays où le capitalisme n'était pas encore développé au milieu du XIXe siècle, bien au contraire, car une fois que le capitalisme s'y développa à marche forcée à partir de la fin du XXe siècle, la condition des travailleurs des pays dits émergents s'améliora au prix d'une surexploitation forcenée tout en les maintenant en permanence dans un état de précarité sociale généralisée confinant finalement à l'indigence ou à l'extrême pauvreté une fois satisfait une partie seulement de leurs besoins au détriment d'autres tout aussi élémentaires, qui plus est en s'endettant au près de banques pratiquant des taux usuraires, de sorte qu'ils en arrivent à rogner sur les dépenses alimentaires déjà réduites au minimum pour régler leur prêt ou leur facture d'électricité, de téléphone, acheter de l'essence, se soigner, et ils n'ont pas une roupie à consacrer à l'hygiène, pour entretenir leur deux-roues, leur habitation, tout cela est jugée superflue ou passe au dernier plan, et quand bien même ils pourraient économiser une maigre somme, elle part en fumée dans les frais scolaires, la dote et une multitude d'événements familiaux qu'ils se doivent d'horrorer et pour lesquels ils doivent souvent s'endetter en plus. En conclusion, on aura compris qu'ils ne sont jamais sortis de la pauvreté, avec en prime la menace des créanciers, un cauchemar en réalité que j'observe quotidiennement autour de moi en Inde depuis plus de 20 ans... Voilà pour le "miracle" de la mondialisation du capitalisme !

- Travailleurs pauvres en Europe : des chiffres alarmants - latribune.fr 09 mars 2018

En dépit d'une amélioration de la conjoncture, la paupérisation des travailleurs s'aggrave en Europe et la situation est encore plus préoccupante chez les chômeurs.

La pauvreté s'accroît dans le monde du travail européen. Selon les derniers chiffres de l'Office européen de la statistique publiés il y a quelques jours, (<http://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products-eurostat-news/-/DDN-20180226-1?inheritRedirect=true&redirect=%2Feurostat%2Ffr%2Fhome>) la part des travailleurs pauvres en zone euro est passée de 7,3% en 2006 à 9,5% en 2016. Du côté de l'Union européenne à 28, ce taux est passé de 8,3% en 2010 (première année disponible) à 9,6% en 2016.

Les effets de la crise et les mesures d'austérité ont contribué à cette paupérisation du monde du travail. (...)

Les derniers chiffres de la Commission européenne sont particulièrement alarmants pour la population frappée par le chômage. Sur la décennie 2006-2016, la proportion de personnes sans emploi en risque de pauvreté a augmenté continuellement passant de 41,5% en 2006 à 48,8% en 2016. Dans l'union monétaire, cette part est passée de 39,2% à 48,9%.

Parmi les États membres, l'Allemagne est le pays qui connaît le plus fort taux de chômeurs en risque de pauvreté (70,8%), suivie

de très loin par la Lituanie 60,5%. Dans bien d'autres pays, des taux supérieurs à 50% sont également recensés en Lettonie (55,8%), Bulgarie (54,9%), Estonie (54,8%), République tchèque (52,3%), Roumanie (51,4%) ou la Suède (50,3%). (...)

Un salarié sur 6 est un travailleur pauvre.

Selon Eurostat, (<http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/7762337/3-08122016-AP-FR.pdf/3bb2d09d-8c28-4e48-8ffb-fba52d71db8e>) la part des bas salaires parmi les salariés s'élevait à 17,2% dans l'Union européenne en 2014. "Cela signifie qu'ils gagnaient deux-tiers ou moins du salaire horaire national brut médian". (...)

Du côté de l'Allemagne, la situation des travailleurs pauvres est plus préoccupante. Les réformes "Hartz" mises en oeuvre en 2003 et 2005, ont favorisé le développement des mini-jobs faiblement rémunérés. La montée en puissance de ces emplois, ces dernières années, a contribué à une précarisation des travailleurs et un accroissement des inégalités de revenus, comme le rappelle une étude de la direction générale du Trésor. (<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/File/382976>)

Le taux de pauvreté a augmenté nettement entre 2000 et 2005, de 12,5% à 14,7%. La hausse est particulièrement marquée pour les personnes en emploi et plus encore pour celles au chômage."

(<https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/travailleurs-pauvres-en-europe-des-chiffres-ala>)

Et c'est bien le capitalisme et ses contradictions qui sont à l'origine du chômage de masse et de cette paupérisation croissante ou tendant à s'étendre à des couches toujours plus nombreuses de travailleurs dans le monde.

Quand le développement de l'industrie aura atteint son apogée et que sur le marché mondial commencera pour le capital la phase descendante, la lutte syndicale deviendra difficile : 1° parce que les conjonctures objectives du marché seront défavorables à la force de travail, la demande de force de travail augmentant plus lentement et l'offre plus rapidement, que ce n'est le cas aujourd'hui ; 2° parce que le capital lui-même, pour se dédommager des pertes subies sur le marché mondial, s'efforcera de réduire la part du produit revenant aux ouvriers. La réduction des salaires n'est-elle pas, en somme, selon Marx, l'un des principaux moyens de freiner la baisse des taux de profits ? (voir Marx, Capital, livre III, chap. XIV, 2, tome X, p. 162). (R. Luxemburg : Réforme sociale ou révolution ?)

Pour revenir un instant sur ce que nous avons dit plus haut à propos des travailleurs des pays dits émergents. Alors qu'autrefois ils étaient pauvres tandis que leurs besoins étaient peu développés où il était possible de survivre avec trois fois rien, de nos jours, grâce à la surexploitation, une fois qu'ils ont satisfait les besoins matériels à leur portée, ils sont toujours aussi pauvres. Autrement dit, hier (1990) une immense masse d'hommes et de femmes ne travaillaient pas, un salaire et un modeste complément en nature permettait de faire vivre une dizaine d'adultes et d'enfants, aujourd'hui un salaire ne suffit même plus à permettre à un seul homme ou une seule femme de vivre décemment, leur travail ne sert finalement qu'à enrichir les capitalistes devenus encore plus riches. Quant au petit capital ou aux terres que possédaient autrefois certaines familles, depuis ils ont disparu, leurs nombreux enfants se les sont partagés ou ce qu'il leur reste est insignifiant.

De la même manière qu'un travailleur indien ne peut plus se passer de sa mobylette pour aller travailler ou emmener ses enfants à l'école, un travailleur français ne peut plus se passer de sa voiture... Bien que leurs besoins ne se situent pas au même niveau, ils réagissent de la même manière. La comparaison s'arrêtera là, car notre travailleur indien n'a pu satisfaire que quelques besoins élémentaires (Deux appareils électroménagers, une mobylette, un ventilateur, un réfrigérateur et une télévision, un téléphone.) dont il ne peut se passer, parmi les modèles les moins chers et de plus mauvaises qualités quand il ne les a pas achetés d'occasion. En échange il trime comme un esclave 8 heures par jour ou plus 6/7 toute l'année en ne disposant d'aucun droit, hormis celui d'aller voter tous les 5 ans, et il sait qu'il est condamné à ce triste sort jusqu'à la fin de ses jours...

En revanche, notre travailleur français est généralement mieux loti. Il travaille beaucoup moins et il dispose de temps libre, de congés payés, de droits sociaux, je peux vous garantir que cela change votre existence, je dis cela pour ceux qui n'en ont pas tout à fait conscience. Il a beaucoup plus de besoins, dont une partie est superficielle au point qu'il s'encombre d'une multitude de biens d'équipements inutiles ou qu'il utilisera une fois ou rarement, sans parler des services mis à sa disposition dont il use ou abuse ou qu'il utilise souvent à mauvais escient, de sorte qu'il croit avoir une vie bien remplie, équilibrée ou se satisfait plus ou moins de son sort en fonction de son niveau de rémunération, alors qu'en réalité tout lui est imposé, il en a si peu conscience qu'il ne s'imaginerait pas un instant vivre autrement, pas même mieux, et c'est là que je voulais en venir.

Notre travailleur indien ne tire absolument aucune satisfaction de sa condition, tellement elle est précaire et soumise à tant d'aléas (maladie, accident, décès...) qui peuvent le plonger dans une misère encore plus noire, le conduire au suicide (J'ai cessé de les compter autour de moi!). Sa pensée ne va pas au-delà de ses préoccupations immédiates, harcelé en permanence par une multitude de difficultés qui lui torturent l'esprit il ne peut pas penser plus loin, il lui est très difficile de l'imaginer, c'est au-dessus de ses forces parce que sa condition ne s'y prête pas voilà tout, dès que vous essayez d'évoquer avec lui le futur, il décroche, il ne vous écoute plus, il ne comprend pas de quoi vous lui parlez et où vous voulez en venir, j'en parle pour en faire l'expérience quotidiennement chez moi.

En revanche, notre travailleur français connaît une situation plus favorable pour mettre un terme à ses difficultés. Il a été scolarisé, il a acquis des connaissances, il a reçu une éducation, il a multiplié les expériences de toutes sortes, ce qui lui a permis d'acquérir un minimum de logique et de développer un certain niveau de conscience, dont la qualité ou le contenu est certes discutable, toujours est-il, ce sont autant d'éléments qui font défaut à notre travailleur indien, et sur lesquels il peut s'appuyer pour entrevoir un avenir meilleur pour peu qu'ils prennent son destin en mains, ce qui demeurera définitivement hors de portée de l'immense majorité des travailleurs indiens.

Maintenant, si on constate qu'il en est de même pour l'immense majorité des travailleurs français, on doit se demander pourquoi. On sait qu'ils disposent du potentiel nécessaire pour changer la société, mais ils sont incapables de s'en servir, ils rencontrent un tas d'obstacles pour que cette idée germe dans leurs têtes. Ils sont sensibles à la propagande de la classe dominante, son idéologie s'est incrustée profondément dans leurs cerveaux depuis l'enfance, au point d'abdiquer leur droit légitime à vivre autrement, selon d'autres principes que ceux dictés par le capital, le marché. Ils s'accommodent de leur condition, bien qu'elle leur soit imposée et se traduise quotidiennement par un tas de frustrations ou privations, humiliations, pour finalement en oublier que rien ne peut justifier le sort injuste qu'ils subissent, et abandonner l'idée qu'ils disposent des capacités pour changer la société pour peu qu'ils se mobilisent et s'organisent, renversent le régime en place. Et cela concerne tous les travailleurs, y compris les mieux lotis qui doivent se poser des questions ou angoisser, quand quotidiennement ils entendent de plus en plus parler de violence, de guerre, d'actes barbares, de chômage, de pauvreté, etc.

La société, le monde devient cauchemardesque, plus personne ne peut l'ignorer de nos jours. Quand nous n'en sommes pas directement victimes, ce sont nos proches ou des gens que l'on croise qui sont cruellement frappés par ce fléau, et qui nous content des histoires épouvantables, d'une tristesse insoutenable qui interpellent notre conscience, jusqu'aux larmes parfois parce qu'on ne peut pas se retenir.

Les capitalistes savent que la crise du capitalisme qui les conduit à prendre des mesures de plus en plus ouvertement antisociales, alimente la lutte de classe du prolétariat, perturbe le fonctionnement des institutions qui doivent rester impérativement sous leur contrôle, et que le cadre des rapports établis entre les classes dont elles sont le produit ne permet pas de neutraliser la lutte de classe du prolétariat, or c'est leur objectif pour pouvoir appliquer leur politique ultra réactionnaire, c'est la raison pour laquelle ils développent autant de moyens et d'énergie pour y parvenir, ce qui nécessite de briser ce cadre, ces rapports, au profit d'un régime plus rigide, plus féroce, totalitaire, où une seule idéologie aurait le droit de citer, la leur, que les exploités sont sommés d'adopter sans broncher. Cela rejoint ce que R. Luxemburg avait relevé chez E. Bernstein, ce qui permet de comprendre pourquoi ce qu'ils appellent la gauche libérale s'y rallie, elle est foncièrement réactionnaire, et occasionnellement ultra réactionnaire.

Il leur faut donc instituer un régime qui permette au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme de se poursuivre, sachant que de son côté le capitalisme est condamné, ce qui les condamne à une guerre sans fin dont l'issue est incertaine au risque de tout perdre, ce à quoi l'oligarchie ne tient pas vraiment, donc il lui fallut adopter une stratégie qui s'émancipe des contraintes du capitalisme, basée sur la philosophie nihiliste destinée à évacuer des cerveaux toute trace de la dialectique, à briser toute résistance psychologique, à réécrire sans cesse le passé en fonction de ses besoins de manière à rendre tout enseignement controversé ou inexploitable au profit d'une confusion inextricable... A suivre.

De quoi parle-t-on ? Qui mène la danse ? Le nouvel ordre mondial ne peut être que policier, militarisé, totalitaire, mais pourquoi ?

Quelle question naïve ou stupide, parce qu'il ne peut pas en être autrement quand moins de 1% impose une conception de la société aussi injuste, cruelle, infâme au reste de la population mondiale (7,4 milliards), car aucun exploité ou opprimé dans le monde ne peut avoir souhaité un jour avoir un tel destin, vivre un tel cauchemar, chacun aspire au bien-être, à pouvoir s'épanouir individuellement, à vivre en harmonie avec les autres, en paix. Un tel monde aussi ignoble, conçu pour nuire et détruire, ne peut s'imposer que par la force, la contrainte, la ruse, la répression.

Avec les causeries on a pu observer que leur violence s'exerçait en permanence contre le peuple travailleur, qui peine, qui sue, qui souffre pour survivre. C'est une occupation de chaque instant chez eux de nous pourrir la vie. Alors il faut consacrer du temps à les combattre, si on ne veut pas finir en esclavage pour une durée indéterminée, chacun devrait y réfléchir.

"N'en déplaise aux journalistes imaginatifs qui ont cru discerner dans le Bilderberg une volonté de créer un gouvernement occulte mondial, ce club de personnalités influentes n'est qu'un outil de lobbying de l'OTAN pour la promotion de ses intérêts. C'est beaucoup plus sérieux et beaucoup plus dangereux, car c'est l'OTAN qui ambitionne d'être un gouvernement occulte mondial garantissant la pérennité du statu quo international et de l'influence US.

D'ailleurs, la sécurité de chaque réunion ultérieure ne sera pas assurée par la police du pays hôte, mais par les soldats de l'Alliance." (Ce que vous ignorez sur le Groupe de Bilderberg, par Thierry Meyssan, 9 avril 2011 - <http://www.voltairenet.org/article169364.html>)

"La réalité du Groupe de Bilderberg est donc moins romantique que certains auteurs à succès l'ont imaginée. L'incroyable

déploiement de forces militaires pour assurer sa sécurité n'a pas tant pour objet de le protéger que d'impressionner ceux qui y participent. Il ne manifeste pas leur puissance, mais leur montre que la seule vraie puissance en Occident, c'est l'OTAN. Libre à eux de la soutenir et d'être appuyés par elle, ou de la combattre et d'être inexorablement écrasés." (id)

Quelques réflexions politiques inspirées par la lecture de **Réforme sociale ou révolution ?** rédigé par Rosa Luxemburg.

Le réformisme combinait nihilisme et déni.

- "...il ne peut y avoir de lutte prolétarienne de classes sans un but final déterminé et sans base économique de la société actuelle. Bernstein abandonne donc la lutte de classes et prêche la réconciliation avec le libéralisme bourgeois." Voilà qui ressemble à ce que nous sommes en train de vivre aujourd'hui.

La place et la fonction assignées à chaque classe par le néolibéralisme est conforme ou compatible avec celles que leur attribuait Bernstein.

- "Dans une société de classe cependant la lutte de classe est un phénomène naturel et inévitable ; Bernstein conteste donc en fin de compte l'existence même des classes dans notre société : la classe ouvrière n'est pour lui qu'une masse d'individus isolés et dispersés, non seulement politiquement et intellectuellement, mais encore économiquement. La bourgeoisie n'est pas non plus, selon lui, rassemblée politiquement par des intérêts économiques internes, sa cohésion n'est maintenue que par une pression extérieure venue d'en-haut ou d'en-bas."

En fait, Bernstein qui n'avait qu'une vision étroite de la société ne croyait pas si bien dire : Les exploités étaient au départ atomisés, après ils s'organisèrent pour rompre leur isolement ou se constituer consciemment en classe, ensuite ils furent trahis par ceux qui les représentaient, et pour finir ils se retrouvèrent à nouveau "isolés et dispersés" ou perdirent leur statut de classe et tous les droits qu'ils avaient acquis.

Chacune de ces séquences correspondait à différentes périodes ou étapes de la lutte des classes sans qu'elles aient été écrites à l'avance, puisque leur développement bien qu'historiquement justifié demeurait largement imprévisible pour impliquer une combinaison de facteurs ou d'acteurs dont aucun n'avait une conscience précise. Personne ne pouvait prévoir l'évolution de leur orientation...

Ne serait-ce pas le cas de nombreux militants ou travailleurs qui se disent socialistes ?

"Après avoir abjuré toute la critique socialiste de la société capitaliste, il ne reste plus qu'à trouver satisfaisant le système actuel du moins dans son ensemble. C'est un pas que Bernstein n'hésite pas à franchir..."

"La progression historique du prolétariat jusqu'à la victoire n'est effectivement pas une chose si simple. L'originalité de ce mouvement réside en ceci : pour la première fois dans l'histoire, les masses populaires décident de réaliser elles-mêmes leur volonté en s'opposant à toutes les classes dominantes ; par ailleurs, la réalisation de cette volonté, elles la situent au-delà de la société actuelle, dans un dépassement de cette société. L'éducation de cette volonté ne peut se faire que dans la lutte permanente contre l'ordre établi et à l'intérieur de cet ordre. Rassembler la grande masse populaire autour d'objectifs situés au-delà de l'ordre établi ; allier la lutte quotidienne avec le projet grandiose d'une réforme du monde, tel est le problème posé au mouvement socialiste ; ce qui doit guider son évolution et sa progression, c'est le souci d'éviter deux écueils : il ne doit sacrifier ni son caractère de mouvement de masse, ni le but final ; il doit éviter à la fois de retomber à l'état de secte et de se transformer en un mouvement réformiste bourgeois ; il lui faut se garder à la fois de l'anarchisme et de l'opportunisme."

"Enfin, en réservant ses attaques les plus violentes à la dialectique, ne vise-t-il pas le mode de penser spécifique du prolétariat conscient, luttant pour ses aspirations ? La dialectique n'est-elle pas l'instrument qui doit aider le prolétariat à sortir des ténèbres où baigne son avenir historique, l'arme intellectuelle permettant au prolétariat encore sous le joug matériel de la bourgeoisie de triompher d'elle, de la convaincre qu'elle est condamnée à périr, de lui prouver la certitude infaillible de sa victoire ? Cette arme n'a-t-elle pas déjà accompli dans le domaine de l'esprit la révolution ? "

Je n'ai pas étudié à fond l'ensemble des arguments de Bernstein, cependant j'ai constaté que ceux que lui opposait Luxemburg étaient devenus obsolètes ou ne répondaient pas aux questions soulevées par Bernstein, par exemple sur le crédit, les cartels, les sociétés par actions, etc. tandis que ceux de Bernstein étaient erronés ou portaient d'a priori qui allaient être réfutés dès son époque et davantage encore plus tard.

Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au même but ; il a en vue un but différent : au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, il se contente de modifications superficielles apportées à l'ancienne société. Ainsi les thèses politiques du révisionnisme conduisent-elles à la même conclusion que ses théories

économiques. Elles ne visent pas, au fond, à réaliser l'ordre socialiste, mais à réformer l'ordre capitaliste, elles ne cherchent pas à abolir le système du salariat, mais à doser ou à atténuer l'exploitation, en un mot elles veulent supprimer les abus du capitalisme et non le capitalisme lui-même.

"En un mot, il est impossible de transformer les rapports fondamentaux de la société capitaliste, qui sont ceux de la domination d'une classe par une autre, par des réformes légales qui en respecteraient le fondement bourgeois ; ces rapports ne sont pas en effet le produit d'une législation bourgeoise, ils ne sont pas traduits par des lois."

That is the question : c'est là toute la question. (R. Luxemburg : Réforme sociale ou révolution ?)

Quand on relit cet ouvrage, on est obligé de constater que le chemin parcouru par le capitalisme ou l'économie mondiale jusqu'à nos jours, correspond globalement à la thèse défendue par le chef de file des révisionnistes allemands du socialisme, Edouard Bernstein, tandis que celle défendue par les marxistes aurait été infirmée par les faits, en réalité les choses sont un peu plus compliquées.

Elles sont un peu plus compliquées du fait qu'il s'est avéré qu'il y avait du vrai et du faux dans les deux théories en présence, et que depuis leurs disciples respectifs refusèrent obstinément de les analyser à nouveau en toute impartialité ; les uns intentionnellement en faisant preuve d'une mauvaise foi qui ne fut jamais prise en défaut pour avoir rallié corps et âme le camp des capitalistes, adopté leur idéologie, les autres disons par pure dogmatisme pour faire bref, ce qui fut la pire méthode pour défendre le socialisme, les deux recourant à des procédés malhonnêtes pour avoir raison. Personnellement, en dehors du mouvement ouvrier je n'ai jamais entendu une personne se défendre de posséder la vérité comme si elle était gravée dans le marbre pour l'éternité.

Qu'il soit "incontestable que la théorie de Bernstein est en contradiction absolue avec les principes du socialisme scientifique" selon R. Luxemburg, ne signifiait nullement que "les principes du socialisme scientifique" furent rigoureusement exactes, qui plus est en ce qui nous concerne plus d'un siècle plus tard, il aurait été péremptoire de décrire comment pourraient évoluer l'économie mondiale et la lutte des classes dans des conditions qui n'existaient pas à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe. Par exemple, personne ne pouvait prévoir le stalinisme et la prise de contrôle de la planche à billets par les faux monnayeurs de la Fed, surtout leurs conséquences, ainsi que celles d'autres facteurs déterminants, dont les formidables progrès scientifiques et leurs applications technologiques, sans oublier la démographique exponentielle.

"Dans la thèse socialiste affirmant que le point de départ de la révolution socialiste serait une crise générale et catastrophique, il faut à notre avis distinguer deux choses : l'idée fondamentale qu'elle contient et sa forme extérieure.

L'idée est celle-ci : on suppose que le régime capitaliste fera naître de lui-même, à partir de ses propres contradictions internes, le moment où son équilibre sera rompu et où il deviendra proprement impossible. Que l'on ait imaginé ce moment sous la forme d'une crise commerciale générale et catastrophique, on avait de bonnes raisons de le faire, mais c'est finalement un détail accessoire pour l'idée fondamentale elle-même. En effet, le socialisme scientifique s'appuie, on le sait, sur trois données du capitalisme : 1° sur l'anarchie croissante de l'économie capitaliste qui en entraînera fatalement l'effondrement ; 2° sur la socialisation croissante du processus de la production qui crée les premiers fondements positifs de l'ordre social à venir ; 3° enfin sur l'organisation et la conscience de classe croissantes du prolétariat qui constituent l'élément actif de la révolution imminente."

Distinction intéressante entre le développement du capitalisme, les intérêts de la classe dominante et le côté que choisi l'Etat...

"Dans ce conflit entre le développement du capitalisme et les intérêts de la classe dominante, l'État se range du côté de cette dernière. Sa politique, de même que celle de la bourgeoisie, s'oppose au développement social. Il cesse ainsi toujours plus d'être le représentant de l'ensemble de la société et en même temps se transforme toujours plus en un pur État de classe, ou plus exactement ces deux qualités cessent de coïncider pour devenir des données contradictoires internes de l'État. Et cette contradiction ne fait que s'aggraver de jour en jour."

"Les rapports de production de la société capitaliste se rapprochent de plus en plus des rapports de production de la société socialiste. En revanche, ses rapports politiques et juridiques élèvent entre la société capitaliste et la société socialiste un mur de plus en plus haut. Ce mur, non seulement les réformes sociales ni la démocratie ne le battront en brèche, mais au contraire elles l'affermissent et le consolident. Ce qui pourra l'abattre, c'est uniquement le coup de marteau de la révolution, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique par le prolétariat."

"Le socialisme ne découle donc pas automatiquement et en toutes circonstances de la lutte quotidienne de la classe ouvrière. Il naîtra de l'exaspération des contradictions internes de l'économie capitaliste et de la prise de conscience de la classe ouvrière, qui comprendra la nécessité de les abolir au moyen de la révolution sociale. Nier les unes et refuser l'autre, comme le fait le révisionnisme, aboutit à réduire le mouvement ouvrier à une simple association corporative, au réformisme, et conduit automatiquement à abandonner le point de vue de classe."

Aucun Etat ne peut diriger seul le reste monde quand la population répartie sur tous les continents dépasse les 7 milliards

d'habitants, personne ne peut contrôler seul un tel espace sur terre, sur mer ou dans les airs.

En quoi consistait le révisionnisme ?

"une tentative inconsciente d'assurer la prédominance aux éléments petit-bourgeois venus au parti, et d'infléchir la pratique, de transformer les objectifs du parti dans leur esprit".

"...l'essentiel de la théorie de Bernstein n'est pas sa conception des tâches pratiques de la social-démocratie ; ce qui compte, c'est la tendance objective de l'évolution de la société capitaliste et qui va de pair avec cette conception. D'après Bernstein, un effondrement total du capitalisme est de plus en plus improbable, parce que d'une part le système capitaliste fait preuve d'une capacité d'adaptation de plus en plus grande, et que, d'autre part, la production est de plus en plus différenciée. D'après Bernstein, la capacité d'adaptation du capitalisme se manifeste 1° dans le fait qu'il n'y a plus de crise générale ; ceci, on le doit au développement du crédit, des organisations patronales, des communications, et des services d'information ; 2° dans la survie tenace des classes moyennes, résultat de la différenciation croissante des branches de la production et de l'élévation de larges couches du prolétariat au niveau des classes moyennes ; 3° enfin, dans l'amélioration de la situation économique et politique du prolétariat, grâce à l'action syndicale.

Ces observations entraînent des conséquences générales pour la lutte pratique de la social-démocratie : celle-ci, selon Bernstein, ne doit pas viser à conquérir le pouvoir politique, mais à améliorer la situation de la classe ouvrière et à instaurer le socialisme non pas à la suite d'une crise sociale et politique, mais par une extension graduelle du contrôle social de l'économie et par l'établissement progressif d'un système de coopératives."

"Il est évident que le révisionnisme ne défend pas les positions capitalistes et n'en nie pas, comme les économistes bourgeois, les contradictions. Au contraire, il admet le préalable marxiste de l'existence de ces contradictions. Mais d'autre part - nous sommes là au coeur de sa conception et c'est là ce qui le différencie de la théorie jusque-là en vigueur dans le parti - il ne fonde pas sa doctrine sur la suppression de ces contradictions, qui seraient la conséquence propre de leur développement interne.

La théorie révisionniste occupe une place intermédiaire entre ces deux pôles extrêmes. Elle ne veut pas porter à maturité les contradictions capitalistes ni les supprimer une fois atteint leur développement extrême par un renversement révolutionnaire de la situation ; elle veut les atténuer, les éteindre. Ainsi elle prétend que la contradiction entre la production et l'échange sera atténuée par l'arrêt des crises, par la formation des associations patronales ; de même la contradiction entre le capital et le travail sera atténuée par l'amélioration de la situation du prolétariat et par la survie des classes moyennes, celle entre l'État de classe et la société par un contrôle social croissant et le progrès de la démocratie."

"Mais la tactique de Bernstein ne consiste pas à s'appuyer sur le développement et l'exaspération des antagonismes, il mise au contraire sur leur atténuation. Il définit lui-même sa tactique en parlant d'une "adaptation" de l'économie capitaliste."

Un argument de Bernstein :

"Un effondrement complet et à peu près général du système de production actuel est, du fait du développement croissant de la société, non pas plus probable, mais plus improbable, parce que celui-ci accroît d'une part, la capacité d'adaptation, et d'autre part - ou plutôt simultanément - la différenciation de l'industrie." (Neue Zeit, 1897-1898, V, 18, p. 555).

S'il est improbable, c'est pour d'autres raisons qu'il ignorait...

"Bernstein récuse la théorie de la catastrophe, il refuse d'envisager l'effondrement du capitalisme comme voie historique menant à la réalisation de la société socialiste."

Seul le prolétariat révolutionnaire mondial réalisera "l'effondrement du capitalisme" en s'attaquant à ses fondements...

"Bref les syndicats, les réformes sociales et, ajoute Bernstein, la démocratisation politique de l'État, tels sont les moyens de réaliser progressivement le socialisme."

"Les phénomènes désignés par Bernstein comme étant les signes de l'adaptation du capitalisme : les cartels, le crédit, les moyens de communication perfectionnés, l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière, signifient simplement ceci : ils abolissent, ou du moins atténuent, les contradictions internes de l'économie capitaliste, les empêchent de se développer et de s'exaspérer."

Ce n'est pas tout à fait cela. R. Luxemburg raisonnait dans le cadre de l'économie capitaliste telle qu'elle fonctionnait à son époque, avant que l'oligarchie se dote de la planche à billets et d'instruments financiers ultra sophistiqués pour pouvoir supporter ces "contradictions internes". Cela dit tous les "phénomènes désignés par Bernstein" ont bien fonctionné à l'avantage du capitalisme, même si la manière dont il les a décrits n'était pas rigoureusement exacte. Là encore, on ne retiendra que les faits tels qu'ils se déroulent bien plus tard, et on se moque de savoir qui avait raison ou tort.

"Ainsi la disparition des crises signifie l'abolition de l'antagonisme entre la production et l'échange sur une base capitaliste ; ainsi l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière soit comme telle, soit dans la mesure où une partie des ouvriers passe à la classe moyenne, signifie l'atténuation de l'antagonisme entre le capital et le travail. Si les cartels, le système du crédit, les syndicats, etc., abolissent les contradictions capitalistes, sauvant ainsi le système capitaliste de la catastrophe (c'est pourquoi Bernstein les appelle les "facteurs d'adaptation") comment peuvent-ils en même temps constituer les "prémises ou même les germes" du socialisme ?"

Il n'y a pas eu "disparition des crises", elles sont seulement orchestrées ou sous contrôle parce que l'oligarchie détient à la fois le pouvoir économique et politique... Quant à "l'abolition de l'antagonisme entre la production et l'échange sur une base capitaliste", elle n'a jamais eu lieu, pourquoi aurait-elle dû l'être puisque la situation est sous contrôle, qui plus est c'est un levier ou un moyen de chantage pour épurer le capitalisme, éliminer les brebis galeuses, restructurer des pans entiers de l'économie, etc. En 2008, ils ont délibérément laissé Lehman Brother s'effondrer pour se partager sa dépouille, pour ensuite se distribuer plus de 20.000 milliards de dollars sous prétexte de renflouer des banques ou des institutions financières en faillite, et dix ans plus tard ils continuent à hauteur de 40 milliards de dollars par mois, 80 milliards de dollars par mois au cours des années précédentes, soit au total quelque 30.000 milliards de dollars... Bref, nous ne sommes plus non plus dans la configuration qui prévalait en 1929, ce que ceux qui prévoient tous les quatre matins l'effondrement du dollar ou de Wall Street ne prennent pas davantage en compte.

La conscience de classe du prolétariat est une nécessité historique au même titre que l'abolition du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme, ce n'est pas un idéal.

"Il ne reste donc plus, comme fondement du socialisme, que la conscience de classe du prolétariat. Mais même celle-ci ne reflète plus sur le plan intellectuel les contradictions internes toujours plus flagrantes du capitalisme ou l'imminence de son effondrement, puisque les "facteurs d'adaptation" empêchent celui-ci de se produire ; elle se réduit donc à un idéal, dont la force de conviction ne repose plus que sur les perfections qu'on lui attribue."

Là R. Luxemburg a dérapé, parce que ces "facteurs d'adaptation" ne s'appliquent qu'à certains aspects de l'existence. Faudrait-il encore déterminer quelle en est la contrepartie et définir combien elle pèse dans la vie quotidienne de chaque travailleur, on parle ici des mieux nantis, en échange de quels sacrifices, dans quelles conditions ils travaillent et vivent... page 8. A suivre.

"Quand le développement de l'industrie aura atteint son apogée et que sur le marché mondial commencera pour le capital la phase descendante, la lutte syndicale deviendra difficile : 1° parce que les conjonctures objectives du marché seront défavorables à la force de travail, la demande de force de travail augmentant plus lentement et l'offre plus rapidement, que ce n'est le cas aujourd'hui ; 2° parce que le capital lui-même, pour se dédommager des pertes subies sur le marché mondial, s'efforcera de réduire la part du produit revenant aux ouvriers. La réduction des salaires n'est-elle pas, en somme, selon Marx, l'un des principaux moyens de freiner la baisse des taux de profits ? (voir Marx, Capital, livre III, chap. XIV, 2, tome X, p. 162). L'Angleterre nous offre déjà l'exemple de ce qu'est le début du deuxième stade du mouvement syndical. À ce stade la lutte se réduit nécessairement de plus en plus à la simple défense des droits acquis, et même celle-ci devient de plus en plus difficile. Telle est la tendance générale de l'évolution dont la contrepartie doit être le développement de la lutte de classe politique et sociale."

"En un mot, cette théorie fait reposer le socialisme sur la "connaissance pure" autrement dit en termes clairs, il s'agit d'un fondement idéaliste du socialisme, excluant la nécessité historique : le socialisme ne s'appuie plus sur le développement matériel de la société. La théorie révisionniste est confrontée à une alternative : ou bien la transformation socialiste de la société est la conséquence, comme auparavant, des contradictions internes du système capitaliste, et alors l'évolution du système inclut aussi le développement de ses contradictions, aboutissant nécessairement un jour ou l'autre à un effondrement sous une forme ou sous une autre ; en ce cas, même les "facteurs d'adaptation" sont inefficaces, et la théorie de la catastrophe est juste. Ou bien les "facteurs d'adaptation" sont capables de prévenir réellement l'effondrement du système capitaliste et d'en assurer la survie, donc d'abolir ces contradictions, en ce cas, le socialisme cesse d'être une nécessité historique ; il est alors tout ce que l'on veut sauf le résultat du développement matériel de la société. Ce dilemme en engendre un autre : ou bien le révisionnisme a raison quant au sens de l'évolution du capitalisme - en ce cas la transformation socialiste de la société est une utopie ; ou bien le socialisme n'est pas une utopie, et en ce cas la théorie des "facteurs d'adaptation" ne tient pas."

"Or, le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement socialiste de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe contre ce régime, pour l'abolition de ce régime ; ceci étant, l'alternative posée par Bernstein : "réforme sociale ou révolution" équivaut pour la social-démocratie à la question : être ou ne pas être."

Rappel de ce qui distingue le combat pour le socialisme de la collaboration de classe avec le capitalisme.

"...le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement socialiste de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe contre ce régime, pour l'abolition de ce régime ; ceci étant,

l'alternative posée par Bernstein : "réforme sociale ou révolution" équivalait pour la social-démocratie à la question : être ou ne pas être."

Pas besoin de microscope ou de longue vue pour s'apercevoir que l'orientation politique adoptée par le mouvement ouvrier est demeurée la même depuis les années 30 jusqu'à nos jours. Ce sont les deux principaux partis qui se réclamaient du socialisme, la SFIO (PS) et le PC (PCF) qui se chargèrent de la mettre en oeuvre. En quoi consistait-elle, comment cela se traduisait-il concrètement, quelle en fut la nature ou l'origine sociale, sur quelle théorie reposait-elle ?

On pourrait oser un parallèle avec la manière dont la plupart des hommes vivent leur existence avec insouciance, sans véritable objectif ou sans lui donner un sens particulier, puisqu'ils n'ont pas conscience du processus historique et matérialiste dialectique dont ils sont le produit...

Préface R. Luxemburg : Réforme sociale ou révolution ?

"Réforme sociale ou révolution ? La social-démocratie peut-elle donc être contre les réformes sociales ? Ou peut-elle opposer la révolution sociale, le bouleversement de l'ordre établi, qui est son but final, à la réforme sociale ? Assurément non ! Pour la social-démocratie, lutter à l'intérieur même du système existant, jour après jour, pour les réformes, pour l'amélioration de la situation des travailleurs, pour des institutions démocratiques, c'est la seule manière d'engager la lutte de classe prolétarienne et de s'orienter vers le but final, c'est-à-dire de travailler à conquérir le pouvoir politique et à abolir le système du salaire. Entre la réforme sociale et la révolution, la social-démocratie voit un lien indissoluble : la lutte pour la réforme étant le moyen, et la révolution sociale le but.

L'alternative : réforme sociale ou révolution, but final ou mouvement, est, sous une autre face, l'alternative du caractère petit-bourgeois ou prolétarien du mouvement ouvrier.

"D'après Bernstein, un effondrement total du capitalisme est de plus en plus improbable, parce que d'une part le système capitaliste fait preuve d'une capacité d'adaptation de plus en plus grande, et que, d'autre part, la production est de plus en plus différenciée. D'après Bernstein, la capacité d'adaptation du capitalisme se manifeste 1° dans le fait qu'il n'y a plus de crise générale ; ceci, on le doit au développement du crédit, des organisations patronales, des communications, et des services d'information ; 2° dans la survie tenace des classes moyennes, résultat de la différenciation croissante des branches de la production et de l'élevation de larges couches du prolétariat au niveau des classes moyennes ; 3° enfin, dans l'amélioration de la situation économique et politique du prolétariat, grâce à l'action syndicale.

Ces observations entraînent des conséquences générales pour la lutte pratique de la social-démocratie : celle-ci, selon Bernstein, ne doit pas viser à conquérir le pouvoir politique, mais à améliorer la situation de la classe ouvrière et à instaurer le socialisme non pas à la suite d'une crise sociale et politique, mais par une extension graduelle du contrôle social de l'économie et par l'établissement progressif d'un système de coopératives.

Bernstein lui-même ne voit rien de nouveau dans ces thèses. Il pense tout au contraire qu'elles sont conformes aussi bien à certaines déclarations de Marx et d'Engels qu'à l'orientation générale prise jusqu'à présent par la social-démocratie."

"Il est vrai que l'aiguillon qui pousse d'abord vers le mouvement socialiste les masses populaires, c'est le mode de répartition "injuste" du régime capitaliste. En luttant pour la socialisation de toute l'économie, la social-démocratie témoigne en même temps de son aspiration naturelle à une répartition "juste" de la richesse sociale. Mais nous avons appris, grâce à Marx, que le mode de répartition d'une époque déterminée n'est que la conséquence naturelle du mode de production de cette époque : en conséquence, la social-démocratie intensifie sa lutte non pas contre le système de la répartition dans le cadre de la production capitaliste, elle vise à supprimer la production marchande capitaliste elle-même. En un mot, la social-démocratie veut établir un mode de répartition socialiste en supprimant le mode de production capitaliste, tandis que la méthode bernsteinienne consiste à l'inverse à combattre le mode de répartition capitaliste dans l'espoir d'arriver à établir progressivement par ce moyen même, un mode de production socialiste." page 19 à suivre.

Si il en avait le pouvoir : En appelant le peuple travailleur à l'insurrection et à s'emparer du pouvoir.

Mai 1981 fut un mois de grande activité, car c'était la préparation de l'arrivée au pouvoir de François. J'essayais d'apporter tout ce qu'il y a de meilleur en moi, pour que ce rêve d'avoir une société socialiste, quoique à l'euro-péenne, devienne réalité. Mais bien vite j'ai commencé à voir que cette France juste et équitable ne pouvait pas s'établir. Alors je demandais à François :

"Pourquoi maintenant que tu en as le pouvoir ne fais-tu pas ce que tu avais promis ?" Il me répondait qu'il n'avait pas le pouvoir d'affronter la Banque mondiale, le capitalisme, le néolibéralisme. Qu'il avait gagné un gouvernement mais non pas le pouvoir. J'appris ainsi qu'être le gouvernement, être président, ne sert pas à grand-chose dans ces sociétés sujettes, soumises au capitalisme. J'ai vécu l'expérience directement durant quatorze ans. Même s'il essayait d'éviter le côté le plus négatif du capitalisme, les rêves ont commencé à se briser très rapidement. [...] En France, on élit et les élus font des lois qu'ils n'ont jamais proposées et dont nous n'avons jamais voulu. [...] La France est-elle une démocratie ? Une puissance mondiale ? Je le dis en tant que Française : cela ne veut rien dire ». [Danielle Mitterrand, interviewée par Hernando Calvo Ospina, 2005 – source :

<https://web.archive.org/web/20130517004804/http://hcalvospina.free.fr/spip.php?article119>

Entre espoir et illusion.

- Dirigeants syndicaux, cessez de négocier les plans du gouvernement ! Appelez à la grève générale ! (Tract GMI)

- 22 mars 2018: l'espoir d'un grand mouvement pour balayer la politique de Macron est né ! (Tendance Claire du NPA)

Quelle connerie ! Ils n'ont pas été les seuls à adopter ce discours qui discréditait une fois de plus leurs auteurs ! Surfant sur le désir ardent des militants d'en découdre ou que la situation exaspère au dernier degré, à défaut de partir de la situation telle qu'elle existe, ils n'ont rien trouvé de mieux que colporter des illusions qui flattaient l'ignorance des militants ou leur tendance à prendre leurs désirs pour la réalité. Ce comportement est inexcusable car démoralisant et démobilisateur à l'arrivée, bref, ils jouent contre notre camp.

Reste une question que chaque militant est en droit de se poser : Mais pourquoi, pourquoi agissent-ils ainsi ? Pour maintenir le moral de leurs troupes au plus haut, mais pas seulement. C'est ridicule puisque le résultat sera exactement inverse. De deux choses l'une ou les deux à la fois, soit ils ne comprennent plus rien ou presque à la situation, l'essentiel leur échappe, soit ce qu'ils en ont compris ne les incite pas à en tenir compte, parce que l'évolution de trop de facteurs depuis des décennies contredisent leurs propres analyses et ils ne sont pas prêts de l'assumer pour modifier leur stratégie.

Il ne faut pas espérer progresser, inspirer confiance ou construire quoi que ce soit en racontant aux travailleurs et aux militants des histoires à dormir debout, qui vont être contredites dès le lendemain.

Dans quel monde vivons-nous ?

Mieux que la cour de récréation, que les contes de fée pour enfants, bref que les interprétations délavées, poreuses, tronquées, foireuses, virales, nuisibles que nos dirigeants nous ressassent jour après jour et qui n'ont jamais permis de comprendre dans quel monde nous vivions, et pour cause nous condamnent à l'impuissance.

A lire de Peter Dale Scott : *L'Etat profond américain* après *La Route vers le nouveau désordre mondial* et *La Machine de guerre américaine* (Disponibles à l'adresse suivante: <https://www.librairie-voltairenet.org/fr>)

● Présentation, dossier de presse et larges extraits.

Ne dit-on pas que pour combattre un ennemi, il faut commencer par l'identifier, après il faut découvrir sa stratégie, et ensuite seulement on peut le dénoncer et s'attaquer à ses points faibles dans l'espoir de le terrasser.

Si les procureurs de la pensée attribuent toute référence à un Etat profond à la théorie du complot, ce n'est pas spécialement parce qu'ils en font partie, ni parce que les auteurs de cette théorie révéleraient des secrets bien gardés, mais bien plutôt parce qu'ils mettent en lumière l'évolution des rapports qui existent entre les différentes sphères (économiques et politiques) du pouvoir ou qui influencent directement l'orientation de la société ou du monde, ce qui permet de mieux comprendre la situation et éventuellement de définir la stratégie politique la plus efficace pour les combattre et finalement les vaincre, et on comprend pourquoi ils ne tiennent pas à ce que cela tombe dans l'oreille des travailleurs. Et le pire, c'est que nos dirigeants partagent la sollicitude qu'ils nous témoignent.

Si la société continue d'être divisée en classes sociales aux intérêts opposés et irréconciliables, il n'en demeure pas moins que le rôle et le fonctionnement des différentes sphères du pouvoir, des institutions, évoluent en fonction de de la crise mondiale du capitalisme et du rapport de force entre les classes ou de la lutte des classes... C'est de là que doit partir notre analyse, selon moi.

Maintenant, on peut aussi considérer que leur rôle et leur fonctionnement sont gravés dans le marbre et qu'ils ne connaîtront aucune modification quoi qu'il arrive, mais comme la réalité démontre le contraire quasi-quotidiennement, ce serait s'interdire de comprendre comment ils évoluent et dans quelle direction, donc de les combattre efficacement. Ce serait nous enfermer dans un déni permanent qui nous serait fatal.

Les travailleurs interprètent de manière partielle, superficielle ou erronée la situation, les institutions, le capitalisme, l'orientation de la société et du monde, ainsi que leurs différentes représentations idéologiques, de sorte qu'ils leur attribuent des mérites ou des vertus qui sont en réalité étrangères à leur nature, et ils se font berner à l'arrivée ou ils se bercent d'illusions sur leurs réelles intentions, ce qui les conduit à la passivité, à la neutralité ou à la résignation, au lieu de s'engager pour les combattre ou en venir à bout, abattre le capitalisme.

Bien que les travaillent résistent ou réagissent lorsqu'ils subissent les coups que leur assènent les capitalistes ou lorsqu'ils

sont directement frappés par les mesures antisociales prises par le gouvernement, ils ignorent d'où viennent réellement ces coups ou à quoi correspondent ces mesures, du coup ils sont désarmés pour les combattre. Comment cela ?

Qui n'a pas entendu les patrons ou tous les gouvernements qui se sont succédés, expliqués aux salariés qu'ils n'avaient pas le choix, que leur politique était dictée par des considérations qui leur échappaient, qu'ils étaient obligés de se conformer à certains standards internationaux, etc. ce qui n'était du reste pas forcément faux. En revanche, ils ne diront jamais aux travailleurs ni pourquoi ni dans quels objectifs réels ils avaient adopté cette politique, du coup ils ne pourront jamais comprendre que rien ni personne ne peut la justifier, hormis pour perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dont dépend l'existence (la domination de classe) d'une poignée d'oligarques ou de capitalistes au détriment des intérêts du reste de l'humanité. Il leur sera interdit de pouvoir justifier leur refus de supporter cette politique, autrement qu'en se plaçant sur un plan subjectif ou moral forcément vulnérable ou prêtant à caution ou encore, qui sera inapproprié pour apprécier sérieusement un processus objectif ou matérialiste, par exemple lorsqu'il s'agit de s'opposer à des licenciements ou à une fermeture d'usine.

Ils seront donc portés à croire plus ou moins ce que leur raconte les patrons ou le gouvernement, ou tout du moins ils ne comprendront pas pourquoi ils les traitent ainsi, ils seront prêts à leur accorder le bénéfice du doute à défaut de mieux en dernière analyse, ce qui explique pourquoi lors de chaque consultation électorale ils replongent ou commettent la même erreur que précédemment et ainsi de suite.

Ce que j'ai voulu expliquer, c'est qu'on ne pouvait pas avoir la ferme volonté ou faire preuve d'une détermination sans faille pour combattre des mesures antisociales, quand on en ignore les tenants et les aboutissants, qui ne se résument pas à l'enrichissement des patrons ou des actionnaires ou ne se réduit pas à un manque de compétitivité face à la concurrence, car en réalité, il s'agit d'une lutte à mort entre deux classes dont le destin est inversement proportionnel, sachant qu'une seule peut dominer ou détenir le pouvoir, tandis que l'autre doit se soumettre ou disparaître.

Et c'est bien en cela que rien n'a changé depuis que Marx et Engels ont écrit *Le Capital* ou décrit le fonctionnement du capitalisme, sur quoi est fondé le marxisme ou le socialisme. C'est cela que les travailleurs doivent s'approprier ou dont ils doivent prendre conscience, pour mener leur combat jusqu'au bout ou s'emparer du pouvoir politique afin d'abattre le capitalisme. Tout le reste est du baratin.

Dès lors qu'on a compris ou qu'on a acquis la conviction que rien ni personne ne peut justifier la politique du gouvernement ou celle appliquée par la direction d'une grande entreprise, hormis pour perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou la domination de classe des capitalistes, ces arguments n'ayant aucune valeur, aucune emprise sur les travailleurs, ils seront portés à juger les leurs parfaitement légitimes pour s'y tenir et ne rien lâcher, ce qui ne peut que les amener à poser la question du pouvoir, de l'Etat, à trouver la voie du combat politique pour s'emparer du pouvoir.

Il y en a qui ont peut-être pu croire qu'on se situerait sur le même terrain que Mélenchon, qui met le niveau de conscience des masses à toutes les sauces, à ceci près qui fait toute la différence, on ne la conçoit pas vraiment de la même manière ou elle n'est pas dirigée dans la même direction, et le destin qu'on propose aux travailleurs se situe aux antipodes du sien, qui est compatible avec le régime capitaliste contrairement au mien.

Mélenchon est un sophiste qui a renié le socialisme, partant de là il s'est condamné à servir le capitalisme, et sa gouaille ou ses vociférations, ses gesticulations ou ses provocations aux relents populistes desservent notre cause plutôt qu'autres choses.

Les apparences sont trompeuses mais révélatrices.

Les esprits superficiels s'en délecteront à loisir parce que cela vient faire oublier leur propre manque de profondeur ou de consistance. Selon eux, ces prestations d'illusionnistes feraient tout de même avancer les choses, qu'il soit permis d'en douter.

Depuis quand désarmer le peuple serait une revendication ouvrière sous une dictature ?

Décidément il y en a qui ont une étrange conception de la lutte des classes...

- "Vous insultez la mémoire de ceux qui ont été tués" : le chanteur du Bataclan - francetvinfo.fr 29.03

Les forces de l'ordre militarisées au service de l'oligarchie devraient-elles être les seules armées pour pouvoir massacrer tranquillement les travailleurs américains quand ils se soulèveront pour abattre le régime ? C'est en tout cas la question qu'on est en droit de se poser. Et il est d'autant plus étrange qu'on soit obligé de la poser s'agissant d'un des pays les plus criminogènes du monde.

Il se trouve qu'il y a en circulation aux Etats-Unis plus de 365 millions d'armes à feu en tous genres, y compris des armes de guerre. Dans un pays où il suffit de glisser sa main à l'intérieur de la poche de son pantalon ou de sa veste pour parfois se faire tirer dessus par un policier ou un citoyen américain paranoïaque, être victime d'une méprise et se faire canarder au coin d'une rue

ou être pris pour cible pour être témoin d'une tuerie, etc. la légitime défense ou tout simplement la tentative de sauver sa peau serait illégitime...

Etrange conception de la justice pour des révolutionnaires. La palme du populisme revient naturellement au NPA, pour lequel le peuple en arme servirait à "renforcer l'État policier", une dictature militaro-financière.

Evidemment la question du peuple en arme se rapporte à un stade du développement du processus révolutionnaire parvenu à maturité, quand l'affrontement direct entre les classes a commencé et on en est encore très éloigné aux Etats-Unis. Mais on est bien d'accord que la question de l'armement du peuple se posera pour affronter les forces de répression qui réprimeront dans un bain de sang toute tentative de révolution pour renverser l'Etat des capitalistes, et qu'à défaut d'être armées les masses se feront massacrées et elles auront toute les peines du monde à se procurer des armes pour défendre la révolution, que ce soit légalement ou illégalement, car il lui faudrait aller les chercher dans les bastions lourdement armés ou protégés de leur ennemi, les commissariats de police, les casernes de militaires, les usines qui les fabriquent qui doivent pas aussi bien gardé que les coffres de la Fed.

En conclusion, la situation actuelle ne présente pas que des inconvénients. Effectivement des milliers ou bien plus de travailleurs américains dépressifs ou déséquilibrés possèdent des armes qu'ils peuvent utiliser aveuglément contre des victimes innocentes ou sur un coup de tête pour faire un carnage, cela arrive pratiquement toutes les semaines pour ne pas dire quotidiennement. Laissons de côté le fait que chaque Américain possédant une ou plusieurs armes à feu présente un pouvoir dissuasif qui doit faire réfléchir à deux fois les agresseurs ou les cambrioleurs potentiels qui risquent de se prendre une balle en retour s'ils passaient à l'acte.

Ils possèdent des armes à titre défensif et non offensif, dans le cas contraire lorsqu'ils participent à des manifestations qui se transforment en émeutes violentes, ils sortiraient leurs armes et canarderaient les forces de l'ordre lourdement armées qui répliqueraient et on assisterait à un véritable massacre, or cela n'a jamais été le cas jusqu'à présent. Pourquoi ? Parce que chacun a bien conscience de n'avoir qu'une vie et que la perdre pour si peu ne vaudrait pas le coup. L'avantage serait indéniable en cas de dérapage de la part des autorités pour stopper leurs actes criminels...

POID - <https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs>

Huit cent mille manifestants se rassemblent contre les armes à feu dans les avenues entre la Maison Blanche et le Capitole à Washington (États-Unis d'Amérique). Avec les autres manifestations dans le pays et dans le monde, ils sont plus d'un million, dont de nombreux jeunes.

NPA - <https://fr-fr.facebook.com/RevolutionPermanente>

Les principales capitales des États-Unis ont été envahies par des centaines de milliers de personnes, pour la plupart des jeunes, qui ont manifesté contre la violence armée dans les écoles. Le mouvement est à la croisée des chemins : ou renforcer l'État policier ou adopter une perspective indépendante.

Quand le SPD était devenu une officine de Goldman Sachs avant de devenir l'une de la BCE.

Il y a quelques semaines, certains parmi nous (on n'ose même pas les nommer tellement on a honte pour eux) ont cru bon d'entretenir pour la énième fois des illusions sur l'issue de la consultation des adhérents du SPD à propos de la formation d'une coalition de gouvernement avec la CDU de Merkel, comme si elle pourrait changer quoi que ce soit. Mais pourquoi enfin, c'était se couvrir de ridicule, direz-vous. Assurément, cependant ils savaient qu'il en faudrait beaucoup plus pour venir à bout de l'opportunisme, et que bien que la social-démocratie soit passée de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages depuis plus d'un siècle, et n'en avoir jamais tenu compte, il n'y avait aucune raison de mettre un terme à leur collusion avec ce courant de droite sur lequel ils n'ont cessé de s'appuyer considérant que malgré tout il appartenait toujours au mouvement ouvrier.

En lisant l'article suivant, vous vous demanderez si ces gens-là ont entendu un jour parler de la dialectique, la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée (R. Luxemburg), ou comment Goldman Sachs serait compatible avec le mouvement ouvrier. Ce qui signifie au passage qu'il serait devenu complètement pourri. Apparemment la crédulité ou l'ignorance des militants est sans borne, tout comme leur dilettantisme ou leur manque de rigueur, de logique.

J'en veux pour preuve que lorsqu'il s'agit par exemple de la CFDT, où sont tout de même organisés des centaines de milliers de travailleurs, les trotskystes (POI-POID) fuient comme la peste ce syndicat jaune (Le NPA et LFI font mieux, ils s'y intègrent !), mais lorsqu'il s'agit d'un parti issu de la social-démocratie (SPD, PS, PASOK, PSOE, Labour Party, etc.) qui parfois compte encore des dizaines ou des centaines milliers de travailleurs (Pas des couches les plus défavorisées, il ne faut pas exagérer, ils appartiennent tous à l'aristocratie ouvrière, le pendant de l'aristocratie financière), là ils n'ont de cesse de chercher un point d'appui à l'intérieur de ce parti, ils lui font la cour ou le ménagent, entretiennent des illusions sur la voie qu'il pourrait emprunter, alors qu'elle est connue d'avance, comme s'il pouvait servir d'autres intérêts que ceux de la réaction, ce qui s'est jamais démentis depuis

un siècle. Avec les PC ou les staliniens ils font tout aussi fort. Hier ils les traitaient comme les derniers des ordures, et voilà qu'ils sont devenus fréquentables, ils les courtisent et certains n'hésitent pas à leur trouver des qualités, notamment au POI. On comprend pourquoi les congrès annuels de ces Partis sont "Ouverts" comme ils disent, ajoutons, aux pires illusions.

Mais direz-vous, quand des millions de travailleurs vont surgir sur la scène politique, certains d'entre eux ne vont-ils pas s'orienter à nouveau vers ces partis contre-révolutionnaires ? Evidemment, mais rien n'est moins sûr de nos jours ou certainement pas dans les proportions d'autrefois. Leurs dirigeants ne seront-ils pas débordés lors de cette déferlante révolutionnaire ? C'est certain ou on peut le penser. Et alors, dites-nous en quoi cela devrait-il justifier de ne pas qualifier ces partis pour ce qu'ils sont réellement, ne pas les faire figurer parmi nos ennemis.

Ne croyez-vous pas que le travail de sape effectué sans relâche en amont pendant des décennies destiné à faire prendre conscience aux travailleurs de la véritable nature réactionnaire du PS et du PCF, s'avérera plus utile que toutes les manoeuvres ou tous les calculs d'appareils, toutes les honteuses compromissions qui finalement se seront avérées vaines, sauf si ces partis (PS-PCF et leurs nombreux satellites) parvenaient à endiguer la mobilisation révolutionnaire des masses, terrible défaite qui serait à mettre également au compte de ceux qui se seront évertués à les présenter comme des partis de gauche.

Il faudrait poursuivre cette analyse mais je n'en ai pas le temps.

Pour faire bref, la France n'est ni les Etats-Unis, ni l'Allemagne, ni la Grèce ou le Portugal. En France, de nombreux dirigeants ou élus et le gros des troupes du PS sont passés à LREM lui donnant ainsi un faux air de gauche, impossible à assumer tant la politique appliquée par Macron depuis 11 mois est ultra réactionnaire. Une partie a rejoint Générations de Hamon et des miettes se sont dispersées dans des micro-partis issus du PS. LR ne s'est pas remis de la défaite de Fillon, ainsi que le FN après la pitoyable prestation télévisée de M. Le Pen face à Macron. EELV a été quasiment rayé de la carte. Le MoDem a rejoint LREM, et l'UDI a éclaté. Quant à LFI, le double langage tenu par Mélenchon sur l'UE et l'euro n'est pas de nature à inspirer confiance, et nombreux sont ceux qui s'étaient engagés à ses côtés qui ne sont jamais remis de sa défaite à la présidentielle.

Autrement dit, il manque à ce jour à notre ennemi le parti qui devrait alterner au pouvoir avec LREM qui est son parti officiel, sans qu'on sache aujourd'hui s'ils vont continuer de le caractériser de "centre gauche", auquel cas ils seraient à la recherche d'un parti de droite qui ferait l'affaire, ils ont le choix entre LR qui est mal en point et le PS qui ne vaut guère mieux, oui mais le PS est catalogué à gauche, dans ce cas-là ils opéreraient un glissement sémantique à droite pour LREM et le tour serait joué, à moins que ce soit Générations qui s'y colle, mais cela semble peu vraisemblable, et puis rien n'empêcherait le PS de se redonner un faux courant de gauche à la Sanders, le Parti démocrate a bien réussi à s'en accommoder, alors pourquoi pas le PS...

En attendant, on s'aperçoit qu'en France les choses sont plus compliquées qu'ailleurs pour notre ennemi, tout du moins sur le plan institutionnel, à moins qu'il laisse pourrir la situation qui prévaut dans tous les partis hormis LREM, de sorte qu'il ait toutes les chances de demeurer au pouvoir au-delà de 2022. Cependant il existe toujours le risque que les opposants à la politique de Macron se cristallisent sur LFI à défaut de mieux et qu'il constitue une menace sérieuse.

Inutile d'aller plus loin pour le moment puisque notre objet n'est pas 2022, mais la situation actuelle et la manière dont s'ordonnent tous les partis, et comment va évoluer le rôle imparti à chacun des partis institutionnels soumis aux coups de boutoir de la lutte de classe du prolétariat, dont on ignore encore quel va en être le développement dans les mois et années à venir.

A ce jour, LREM est sans véritable rival ou opposition institutionnelle, puisque le MoDem, l'UDI, le PR, le PS et LR partagent son programme. La seule opposition à Macron est dans la rue, ce sont les dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui rejettent sa politique, mais qui sont inorganisés ou qui ne se reconnaissent dans aucun parti ou syndicat, donc qui sont dans l'impossibilité d'exprimer leurs aspirations et réduits à l'impuissance.

Ces dizaines de millions de travailleurs ont parfaitement conscience de disposer d'un mode vie supérieur à ceux des générations passées ou de bien des travailleurs ailleurs dans le monde, et ils n'entendent pas le remettre en cause en se lançant dans une aventure risquée ou qu'ils estiment actuellement sans lendemain ou dont ils ne saisissent pas l'issue ou les objectifs politiques. S'ils s'accrochent de leur condition à défaut de mieux, c'est que la majorité en a encore les moyens, au prix parfois de lourds sacrifices qu'ils sont prêts à accepter même s'ils n'en pensent pas moins, pour combien de temps encore, nulle ne le sait.

Nous devons partir de la situation telle qu'elle se présente aux travailleurs et surtout la manière dont ils l'interprètent, pour qu'elle évolue ou qu'ils prennent conscience que leur condition ne peut que se dégrader dans l'avenir, et qu'ils détiennent le pouvoir de changer la société.

- Jörg Kukies, un loup de Goldman Sachs dans les rangs du gouvernement allemand. Liberation.fr 21.03

Le nouveau ministre des Finances, le social-démocrate Olaf Scholz, vient de nommer comme secrétaire d'Etat en charge de l'Europe et des marchés financiers le coprésident du directoire de la banque d'investissement en Allemagne et en Autriche.

S'il y avait encore un doute sur le fait que le nouveau ministre des Finances allemand social-démocrate, Olaf Scholz, soit particulièrement droite-compatible, le voici levé. Il vient de désigner l'un des plus hauts dirigeants de la banque Goldman Sachs dans le pays au poste de secrétaire d'Etat. Ainsi Jörg Kukies, coprésident du directoire de la banque d'affaires en Allemagne et Autriche, vient d'être désigné secrétaire d'Etat en charge de l'Europe et des marchés financiers.

Ce banquier de 50 ans possède la particularité d'être membre du Parti social-démocrate ; il a dirigé l'aile des «Jusos», les jeunes du SPD, en Rhénanie-Palatinat, juste avant la future cheffe du parti, Andrea Nahles. Il travaille chez Goldman Sachs depuis dix-sept ans, et il occupe ce haut poste depuis 2014. La presse relève, taquine, qu'il va troquer son salaire d'un million d'euros annuels contre un traitement de secrétaire d'Etat – environ 160 000 euros par an.

Un ex-dirigeant de Goldman Sachs, banque qui a aidé la Grèce à maquiller ses comptes publics dès 2001, puis participé à la chute d'un pays qu'elle était par ailleurs mandatée pour conseiller, aura donc sous sa tutelle des questions cruciales telles que l'achèvement de l'union bancaire au sein de l'UE. Plus généralement, c'est sa présence au ministère allemand des Finances qui suscite des réserves. «Olaf Scholz envoie ici un très mauvais signal, commente Timo Lange, de l'association LobbyControl. Goldman Sachs est internationalement connue pour ses liens étroits avec la politique. Le ministère des Finances, encore plus précisément dans le contexte des scandales "cum-ex" et "cum-cum", doit montrer recul et distance face à l'industrie bancaire.»

«Cum-ex», et sa variante «cum-cum», désignent en effet une série de manœuvres fiscales illégales, qui ont donné lieu à ce qui est unanimement désigné comme le plus grand vol fiscal de l'histoire allemande. Il implique des banques, dont Goldman Sachs. Il ne s'agit pas de fraude fiscale, car ce ne sont pas des techniques pour contourner l'impôt, encore moins de l'optimisation fiscale ; c'est tout simplement du vol. Pendant des années en effet, grâce à des montages financiers, des investisseurs ont fait en sorte d'obtenir des remboursements indus par le Trésor public allemand.

Quarante banques allemandes sont notamment impliquées dans ce scandale, dont on estime qu'il aurait fait perdre 31,8 milliards d'euros au fisc.

Selon Die Zeit, quatre ministres des Finances, trois venant du SPD, un de la CDU, auraient pu faire en sorte de stopper au fil des années cette machine infernale de banksters, mais ne l'ont pas fait (l'un d'eux, le social-démocrate Peer Steinbrück, a par ailleurs accepté en 2016 des fonctions de consultant pour le conseil d'administration de la banque ING). Dans une longue enquête publiée en juin, l'hebdomadaire raconte comment le lobby bancaire a profité de l'inertie politique, en particulier celle des partis de la grande coalition. Et ce, malgré les démarches énergiques de plusieurs lanceurs d'alertes.

En outre, Olaf Scholz a choisi de faire revenir au sein du ministère le secrétaire d'Etat en charge du budget, Werner Gatzert, considéré comme l'architecte du sacro-saint principe de «déficit zéro», sous l'égide de l'ex-ministre des Finances Wolfgang Schäuble, dont on sait à quel point il fut un partisan intraitable de l'équilibre budgétaire et de la rigueur. Mais cette information ne surprendra guère celles et ceux qui ont entendu Olaf Scholz promettre, au moment de sa nomination officielle, de tout faire pour poursuivre la politique de son prédécesseur. Liberation.fr 21.03

En Allemagne, en réalité il existe une situation politique à l'américaine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale où la CDU et le SPD se relaient au pouvoir pour appliquer la même politique ou éventuellement gouvernement ensemble dans des coalitions (depuis le milieu des années 60), tout comme le Parti républicain et le Parti démocrate.

En France, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Belgique, dans les pays scandinaves, aux Etats-Unis, etc. les partis officiels de la réaction et la soi-disant opposition parlementaire de gauche n'ont eu également de cesse d'alterner au pouvoir depuis plus de 70 ans, de se partager les rôles pour gérer la société pour le compte des capitalistes, et durant cette très longue période, les opportunistes firent comme si de rien n'était ou presque, cela ne devait altérer en rien la nature de ces partis selon eux, qu'ils continuèrent malgré tout de caractériser de gauche, avec des guillemets pour faire plus propre depuis peu, mais pas toujours, à contrecœur visiblement.

Michel Rocard était son "mentor".

- Parti socialiste: la direction du Mouvement des jeunes rejoint Benoît Hamon - huffingtonpost.fr 24 mars 2018

Le Parti socialiste perd son mouvement de jeunes, du moins l'essentiel de sa direction qui annonce qu'elle rejoint le mouvement Génération.s fondé par Benoît Hamon. Dans un entretien accordé au journal Le Monde, la présidente contestée du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), Roxane Lundy, affirme que la majorité des membres du bureau national ainsi que des militants ont acté leur départ du PS, parti qui, selon elle, "n'est pas en mesure de se relever".

"Je fais le choix avec des milliers de jeunes socialistes de partir, car je considère que le Parti socialiste n'est pas l'outil qui permettra de transformer la société. [...] Le Mouvement des jeunes socialistes va prendre son indépendance vis-à-vis du PS", affirme celle qui avait été élue présidente du MJS le 10 février dernier sous les critiques des sensibilités minoritaires.

Visiblement, Roxane Lundy ne partage pas la ligne portée par le futur premier secrétaire du PS, Olivier Faure. "Aujourd'hui, nous avons un désaccord politique avec sa ligne et celle de Stéphane Le Foll arrivé deuxième. Nous ne parlons plus la même langue", estime-t-elle.

Riposte au PS

"Je reste présidente et je deviens militante de Générations. L'objectif est de faire une réforme statutaire lors de notre prochain congrès", qui aura lieu le week-end des 7 et 8 avril, a-t-elle indiqué. "Je ne serai plus salariée du PS, nous ne toucherons plus d'argent du PS, nous ne dépendrons plus d'eux", ajoute-t-elle, alors que le MJS est aujourd'hui autonome du PS, mais subventionné par lui.

Le MJS "appartient à ses militantes et non à une présidente contestée pour fraude, qui refuse de rendre des comptes sur les finances. Le MJS est membre d'une famille et d'une histoire politique qu'est le Parti socialiste et non Générations", a réagi le coordinateur du PS, Rachid Temal.

Historiquement autonome du Parti socialiste, un "principe intangible" inscrit dans ses statuts, le MJS désigne lui-même sa direction et ses orientations. Traditionnellement beaucoup plus marqués à gauche que leurs aînés, les Jeunes socialistes ont toujours revendiqué leur proximité avec Benoît Hamon, premier président du mouvement qui avait obtenu son autonomie de son mentor Michel Rocard en 1993.

L'ancien président du Mouvement des Jeunes Socialistes Benjamin Lucas a annoncé son départ jeudi du Parti socialiste, précisant vouloir s'engager "totalement" au sein de Génération.s. La majorité des militants du MJS est "plus proche de Benoît Hamon" que de l'orientation majoritaire du PS, estimait-il début février assurant que la "double appartenance" au mouvement et à Générations ne poserait "pas de problème". L'Histoire en a décidé autrement. huffingtonpost.fr 24 mars 2018

[Gloire à l'Etat terroriste, au régime policier.](#)

- Centrales nucléaires : la députée LREM Perrine Goulet veut faire tirer en cas d'intrusion - leparisien.fr 26.03

Tout en sachant que les membres de Greenpeace ne sont pas armés ou ne constituent pas une menace physique...

- Macron: Arnaud Beltrame, "tombé en héros", "mérite l'admiration de la nation tout entière" - AFP 26.03

- Hommage national pour le gendarme Beltrame, victime des attaques de l'Aude - Reuters 26.03

- Wauquiez pour le rétablissement de l'état d'urgence - Reuters 26.03

- Laurent Wauquiez propose de créer un "délit d'incitation à la haine de la République" - Le HuffPost 28.03

- Au dîner du Crif, Macron promet de renforcer la lutte contre la cyberhaine - huffingtonpost.fr 08 mars 2018

Alors quand est-ce que tu vas te décider à passer à l'acte ?

- Un attentat précipité par une convocation de la DGSI ? - Liberation.fr 28.03

Quelques jours avant l'attaque du Super U de l'Aude, Radouane Lakdim avait été contacté pour un entretien. Un facteur déclenchant ?

...révélée par RTL : ces derniers jours, le terroriste de l'Aude a reçu une autre convocation, émanant, cette fois-ci, de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Ce document, de nature administrative, devait aboutir à un entretien officiel avec le service de renseignement intérieur.

Une source judiciaire indique à Libération qu'aucun élément matériel ne vient confirmer, pour le moment, l'idée d'une action déclenchée par la réception du courrier de la DGSI.

D'après les premiers éléments de l'enquête, Lakdim avait bel et bien reçu la convocation de la DGSI. C'était d'ailleurs à lui de rappeler le service, afin de fixer une date de rendez-vous. Se sachant surveillé, Lakdim a-t-il précipité son acte ? Liberation.fr 28.03

On savait que Macron avait un problème avec la démocratie, il est l'incarnation vivante de sa négation.

- Une fausse note extrémiste lors de la visite de Macron à Bénarès - Liberation.fr

Mais une tige orange fait tache sur la carte postale : Yogi Adityanath, moine extrémiste hindou, adepte des discours de haine contre les musulmans, a été invité par Narendra Modi sur le pont supérieur du bateau de promenade en tant ministre en chef de l'Uttar Pradesh, Etat le plus peuplé de l'Inde avec plus de 200 millions d'habitants (dont 20% de musulmans) où se trouve Bénarès. La nomination, en avril 2017, après la victoire du BJP aux élections régionales, de ce politicien aguerri, maître de yoga, poursuivi en justice pour tentative de meurtre, intimidation criminelle, incitation à la haine, et chef d'une milice qui s'adonne à des ratonnades, avait démontré la volonté de Modi de ratisser loin sur sa droite, et de s'attaquer au multiculturalisme cher aux pères fondateurs de l'Inde indépendante.

Interrogé lors de la conférence de presse sur cette proximité gênante (les trois hommes étaient assis côte à côte sur des fauteuils d'apparat, puis accoudés à la balustrade du navire), Emmanuel Macron a botté en touche : «Je ne suis ni la démocratie, ni la justice indienne [...]. Je trouve que ce serait une drôle de conception que de défendre la démocratie seulement quand elle colle avec nos valeurs.» Précisant qu'il «n'a pas de problème» pour se trouver avec un dirigeant «élu» dans une démocratie, «à l'invitation du Premier ministre». Liberation.fr

- Edouard Philippe. «C'est au peuple de choisir s'il souhaite que ses élus soient remplacés par la technocrature.» - Liberation.fr 14 mars 2018

- Sondage: un Français sur trois a une "bonne image" de LREM - AFP 14 mars 2018

- "Fake news": feu vert des députés LREM au dépôt de la proposition de loi - AFP 13 mars 2018

- Emmanuel Macron agacé par la question d'une journaliste sur sa visite "privée" au Taj Mahal avec son épouse - RT 12 mars 2018

- Les militaires autorisés à se présenter aux élections municipales? La "Grande Muette" de moins en moins muette - HuffPost 20.03

Social.

- Trois Français sur quatre jugent injuste la politique de l'exécutif, selon un sondage - AFP 22 mars 2018

Le PCF va participer à l'élaboration des "conditions d'ouverture à la concurrence" de la SNCF, dicit M. Laurent.

- SNCF: le PCF sera "très actif dans les semaines qui viennent" dit Laurent - AFP 27 mars 2018

"Nous sentons que la pression qui s'exerce dans le pays, la mobilisation des cheminots, les manifestations de la semaine dernière, commencent à avoir du poids et nous parlementaires, et le Parti communiste, serons très actifs dans les semaines à venir pour continuer à porter en amont des contre-propositions au projet gouvernemental", a affirmé M. Laurent.

Mme Borne "a indiqué que dans le débat parlementaire, elle soumettrait un amendement pour préciser les conditions d'ouverture à la concurrence. C'est un débat très important qui s'annonce dans lequel nous nous investirons", a promis M. Laurent.

Grève perlée ou grève illimitée ?

Les syndicats CFDT, CGT et UNSA appellent les conducteurs des trains SNCF à faire une grève nationale du mardi 3 avril au jeudi 28 juin 2018, à raison de 2 jours de mobilisation sur 5 (planning détaillé ci-dessous).

Le syndicat SUD appelle à une grève reconductible dès le mardi 3 avril, en laissant le choix à ses syndiqués de décider chaque jour, en assemblées générales, la reconduction du mouvement pour les prochaines 24 heures. cestlagreve.fr

Grèves disloquées = grèves brisées !

- La colère gagne Carrefour - Liberation.fr 23.03

La grande distribution s'y met elle aussi. Force ouvrière et la CFDT appellent à une grève générale à Carrefour le 31 mars.

Liberation.fr 23.03

Sans surprise.

- Force Ouvrière ne participera pas à la mobilisation du 19 avril - AFP 26 mars 2018

A propos de la "convergence des luttes" voulue par la CGT, il a répondu qu'elle "ne s'improvise pas".

"Ce n'est pas parce qu'il y a multiples confits dans différents secteurs, et public et privé, (...) qu'obligatoirement ça coagule", a relevé le leader.

Pour lui, "les grands mouvements interprofessionnels ces dernières années ne sont pas nés comme ça", mais "parce qu'un gouvernement a annoncé quelque chose que personne n'attendait".

"Je ne vois pas pourquoi on irait", a-t-il déclaré, rappelant que la date choisie tombait quatre jours avant le congrès de FO, où Jean-Claude Mailly doit passer la main après 13 ans de direction du syndicat.

Il a ajouté que le congrès "débattra des initiatives à prendre".

M. Mailly a de nouveau déclaré avoir appris la date de la mobilisation à la radio vendredi, ce que dément la CGT, qui dit avoir convié tous les syndicats à une réunion le 19 mars, pour décider d'une journée de mobilisation. Mais seules Solidaires, la FSU et des organisations de jeunesse s'y sont rendues. AFP 26 mars 2018

- Gérald Darmanin. «[Ces mouvements sociaux] ne sont pas de nature à conduire le gouvernement à revenir sur ce qui a commencé à être mis en œuvre.» - Liberation.fr 23 mars 2018

- Air France : cap sur la grève malgré les manœuvres - Liberation.fr 23.03

Totalitarisme. Le retour en force des milices fascistes.

- Fac de Montpellier : évacuation violente et doyen sur la sellette - liberation.fr

Jeudi 22 février au soir. La journée de mobilisation contre le Plan étudiants se termine par l'occupation d'un amphithéâtre de la fac de droit et de sciences politiques de Montpellier. Entre 23 heures et minuit, une bande d'individus fait irruption dans l'amphi. Plusieurs sont cagoulés. Dans de nombreuses vidéos partagées en ligne, on les voit agresser les occupants de l'amphi, pour les déloger. «L'amphi était plein de mecs qui frappaient au poing, à la planche, au Taser. Je me suis précipitée vers la porte. La sécurité ne faisait rien. On est sortis de l'amphi, pour aller dans le hall. On a vu qu'ils descendaient les grilles de l'entrée. Quand les grilles ont été fermées, il restait des étudiants-manifestants à l'intérieur de la fac. Ces gens-là se sont fait tabasser», témoigne auprès de Libération une personne présente sur les lieux. Bilan : plusieurs blessés légers.

Des témoins assurent que le doyen de la faculté, Philippe Pétel, aurait ouvert la porte aux agresseurs, ce que l'intéressé dément. «Le doyen de la fac de droit, je l'affirme parce que je l'ai vu, a montré à ces hommes, dont il n'avait pas peur, les "cibles"», affirme sur Facebook Léna, qui a filmé la scène. Un témoin qui souhaite rester anonyme nous a répondu par l'entremise de son avocate, Sophie Mazas : «Le doyen a réuni autour de lui, à l'extérieur de l'amphi, les personnes opposées à l'occupation de la fac. Il les a fait rentrer par une porte habituellement verrouillée, qu'il a lui-même ouverte, en haut de l'amphi.» Autre fait troublant : des profs auraient été présents parmi les casseurs. «Des étudiants en droit ont reconnu des professeurs de la faculté. Un professeur en droit civil et un professeur d'histoire du droit», raconte Octave, étudiant et syndiqué Solidaires. Ces profs «portaient des cagoules, mais on les a reconnus parce qu'ils étaient habillés de la même manière que la journée», corrobore notre témoin suscité.

Une enquête a été ouverte par le ministère de l'Enseignement supérieur. Vendredi en fin de journée, des étudiants ont rencontré le préfet et la rectrice de l'Hérault. Ils demandent la suspension du doyen. Me Mazas a déposé plainte contre X pour violences volontaires au nom des personnes qui ont été expulsées de l'amphi. Le président de l'université a annoncé porter plainte contre X. liberation.fr 24 mars 2018

Depuis le doyen de la faculté a été contraint à la démission. A Paris et à Lille les milices fascistes sont aussi entrées en action...

Ils veulent bien nous faire crever.

- Capitale de la hi-tech d'Inde, Bangalore a la gorge sèche - AFP 17 mars 2018

- L'économie du Cap déjà frappée de plein fouet par la crise de l'eau - AFP 17 mars 2018

- La Terre pourrait bientôt manquer d'eau, avertit le Forum de Brasilia - AFP 20 mars 2018

L'ONU a dévoilé de son côté un rapport particulièrement inquiétant selon lequel près de la moitié de la population mondiale - 3,6 milliards de personnes - vit dans des zones où l'eau peut manquer au moins un mois par an, un nombre qui pourrait atteindre 5,7 milliards en 2050. AFP 20 mars 2018

Et dire qu'il y en a qui explique que la surpopulation mondiale n'existe pas, qu'elle n'a pas déjà des conséquences catastrophiques et le pire est à venir...

Parole d'internaute.

- <https://www.businessbourse.com/2018/03/09/etats-unis-au-28-fevrier-2018-plus-de-1017-millions-damericains-sont-toujours-sans-emploi/>

Le nombre d'américains se trouvant exclus du marché du travail au 28 Février 2018(Not in labor force), est de 95,012 millions d'individus auxquels il faut ajouter 6,706 millions d'américains officiellement déclarés au chômage (unemployed).

Sur une population de 323,1 millions d'Américains (2017).

Indice Baltic (BDI) 2003-2017 :

<http://www.kitco.com/commentaries/2016-12-21/The-14-Year-Record-of-the-Baltic-Dry-Index.html>

Montrant un encéphalogramme quasi plat depuis 2011.

Dans le même temps :

<https://www.lematin.ch/economie/emploi-americain-porte-lindice-smi/story/22624382>

Kafkaïen !

[Bienvenue chez la mafia de la désinformation et de la manipulation des consciences.](#)

- Macron pour une alliance de médias contre les fausses nouvelles - AFP 21.03

Emmanuel Macron a suggéré mardi 20 mars à Paris que, pour aider à combattre les fausses nouvelles, l'AFP "joue un rôle central" dans la certification des informations, en alliance avec de grands médias francophones voire européens. AFP 21.03

Alors qu'ils en sont à l'origine ou en sont les champions !

La police médiatique se diversifie.

- Manifestations: les médias adoptent leur propre système de comptage - AFP 21.03

Une vingtaine de grands médias, dont l'AFP, adopteront jeudi leur propre méthode de comptage des participants, réalisé par un cabinet spécialisé, lors de la manifestation à Paris des fonctionnaires et des cheminots, en parallèle des habituels chiffrages de la police et des syndicats.

Le collectif de médias, parmi lesquels l'AFP, France Inter, Europe1, Franceinfo, RMC, BFMTV, France Culture, CNews, France 2, Mediapart, Le Figaro, Le Parisien, Libération, La Croix et la presse régionale et départementale représentée par l'Union de la presse en région (UPREG), s'est associé au cabinet d'études spécialisé dans le comptage du public, Occurrence.

"Le projet consiste à mettre en place un mode de comptage indépendant lors de grandes manifestations à Paris ou en région afin d'être le plus proche possible de la réalité", a expliqué l'AFP mardi dans un communiqué. AFP 21.03

Qui peut croire une créature du Pentagone ?

- Facebook promet de faire mieux pour protéger les données personnelles - AFP

Si le scandale qui atteint Facebook est une bonne nouvelle, en revanche on ignore s'il aura un impact sur ses utilisateurs, on voudrait y croire, mais on en doute.

Comme en mai 68, il est permis de penser que la jeunesse ne voit pas quel avenir elle aurait dans la société que lui concocte Macron, à ceci près qu'elle dispose désormais de nombreux instruments pour se divertir ou pour détourner son attention des questions essentielles qui se pose à elle dès maintenant et qui déterminent le contenu ou la qualité de leur mode de vie à venir, dont le poison des réseaux numériques.

Il pourrait inciter plus d'un jeune déjà critique envers les médias institutionnels à s'en méfier ou à s'en détourner. Sans illusion, car rien ne dit qu'ils changeront leurs habitudes pour autant, si on en juge par l'addiction à la télévision des adultes depuis plus d'un demi-siècle. Cela dit, dans tous les cas de figure quand on est directement confronté à de graves difficultés, il faut bien y faire face ou se poser des questions très terre-à-terre sur notre condition et envisager des solutions pratiques et non plus virtuelles, qui sont en rapport avec la société et son orientation...

Toute prise de conscience qui n'est pas suivie d'effet ne sert à rien ou s'évanouira aussi soudainement qu'elle est apparue, surtout quand elle ne concerne qu'un aspect limité ou une petite partie de la situation.

Facebook est nuisible, c'est du brouhaha qui participe au chaos général, dans ce sens il n'est pas inutile à tout le monde.

Je rappelle que je n'ai pas de page Facebook, en revanche j'ai un petit troupeau de chèvres.

J'appelle tous ceux qui ont une page Facebook à la fermer et à basculer sur un blog ou un portail, cela s'adresse aussi au POID.

Parole d'internaute

- "La fabrique du consentement fonctionne encore, mais de moins en moins. Lorsque la population aura fait le lien entre politique, économie et géostratégie, elle ne fonctionnera plus du tout. Si de plus en plus de gens, en particulier les moins de 35 ans, s'informent majoritairement en dehors de la presse mainstream, ce n'est pas par hasard.

Bernays l'avait prédit : toute propagande a une fin, lorsque le niveau d'information conjugué à la hausse de l'éducation fait se retourner les opinions. J'ai bien l'impression que l'on arrive à un point d'inflexion, même s'il n'est pas encore franchi."

Il n'est pas atteint en effet, et il est inutile de scruter à l'horizon dans l'espoir de saisir l'instant où il le sera, puisque cela ne se produira pas dans le cadre institutionnel, mais uniquement lors de l'irruption révolutionnaire des masses, là vous pourrez vous dire : On y est enfin et tous les espoirs sont à nouveau permis de changer la société.

Comme quoi il ne faut jamais perdre espoir.

Mediapart à la rescousse des médias-oligarques.

- «Les résultats de "Mediapart" sont très bons.» - Liberation.fr 6 mars 2018

Le chiffre d'affaires est passé de 11,6 millions à près de 13,7 millions d'euros. Logiquement, l'entreprise de 83 salariés a renforcé sa rentabilité. Le résultat courant, qui doit faire rêver beaucoup de patrons de journaux, s'est établi à 2,5 millions d'euros. Liberation.fr 6 mars 2018

- À ONPC, Edwy Plenel défend la presse contre les attaques de Valls et Mélenchon - Huffington Post 18 mars 2018

Pour le fondateur de "Mediapart", certaines attaques politiques sont extrêmement dangereuses pour la démocratie. Huffington Post 18 mars 2018

Les instituts de sondages ont pris le relais de la méthode Coué ou les faussaires à l'oeuvre.

IPSOS : il nous est apparu tout à fait judicieux de recourir à une enquête on line dans laquelle le sondé peut s'exprimer en totale liberté.

Bravo! Ce qui est bien joué, c'est l'amalgame entre vérités et contrevérités, apparemment tout le monde ou presque est tombé dans le panneau. Pour un peu, JFK aurait été assassiné par un détraqué isolé ; le 11/9 aurait été réalisé par une poignée de cinglés armés de cutters et dirigés depuis une grotte en Afghanistan ; les milliers de témoignages sur les chemtrails seraient une pure invention de paranoïaques ; quand Bush ou Sarkozy (notamment) affirmait qu'ils oeuvraient à l'établissement d'un nouvel ordre mondial, ils n'évoquaient aucune stratégie précise, aucun objectif, non, c'était juste histoire de causer, qui plus est pour notre bien, etc.

Bref, on voit bien qu'à chaque fois ce procédé ne sert que la version officielle ou à créer de la confusion. Dans la plupart des cas il s'agit de secrets de polichinelles, Hollande a livré des armes aux barbares d'Al-Nosra à partir de 2012, la dictature oligarchique mondiale est en voie de réalisation, je crois que c'est Rockefeller qui avait révélé que cela n'aurait jamais pu se faire sans le silence complice des médias (NYT et WP) et le reste est à l'avenant

Les contrevérités grossières ou farfelues servaient ici à discréditer des vérités compromettantes (ainsi que ceux qui les rapportent) permettant de mieux comprendre dans quel monde nous vivons pour mieux orienter ou formater les cerveaux vulnérables de l'immense majorité de la population (99,99%) afin de réunir les conditions psychologiques indispensables pour justifier ou légitimer de nouvelles lois liberticides...

C'est bien simple, nous vivons dans un monde merveilleux, si, si, vous devez vous en convaincre. Le monde n'est pas gouverné uniquement par le profit, mais par des principes sociaux, un idéal humaniste, et ceux qui osent prétendre le contraire seront accusés de complotisme.

Bravo ! C'était justement le but de cette opération, éliminer tous ceux qui contestent les versions officielles qu'on leur sert si gracieusement et que les médias colportent ensuite, mais pas n'importe comment, en faisant en sorte que vous y participiez et là ils sont comblés !

Cette opération a parfaitement réussi dans la mesure où ceux qui la traitent accordent le bénéfice du doute à la CIA, au ministère de la Santé, aux laboratoires et trusts pharmaceutiques, à Dieu, à la DGSE, à l'Ancien régime en France et en Russie, à ceux qui gouvernent le monde et le reste est à l'avenant. Ils est bien connus qu'ils oeuvrent tous à notre bonheur !

Ce qui est rassurant dans ce sondage, c'est que l'immense majorité de la population (94%) continue de croire la version officielle du 11 septembre 2001. Qui oserait remettre en cause la parole de Bush, Cheney, Sarkozy, Blair, Hollande, etc ? Ils doivent être aussi nombreux à croire que le capitalisme oeuvre à leur bien-être ou que les guerres impérialistes y concourent. Qu'il nous soit permis d'en douter fortement...

Autre objet de satisfaction, seulement 1% de la population n'utilise plus les moyens de communication institutionnels pour s'informer, ce qui signifie que 99% demeurent sujets à manipulation.

- Cerise sur le gâteau, bien que les oligarques soient parvenus à concentrer les richesses et le pouvoir politique comme jamais dans le passé, et que leurs porte-parole se fassent les relais de leur intention d'instaurer une dictature mondiale dont les contours se dessinent un peu plus nettement chaque jour, plus des trois quarts de la population continuent de l'ignorer.

En conclusion, la fabrication du consentement des masses fonctionne encore à merveille. Voilà qui augure un avenir bien sombre et terrifiant.

"Nous avons ensuite un sondage sur le 11 Septembre qui est très intéressant. Les questions ont été bien posées : les sondés doivent choisir une des trois propositions, et celles-ci sont claires et peu ambiguës".

Tiens donc, qu'il soit permis d'en douter. Pourquoi ? Il était écrit dans la 1er question : Les Etats-Unis ont été totalement surpris par l'attaque terroriste...

C'est qui les "Etats-Unis", le gouvernement, le Congrès, le Sénat, les médias, la population, quelles couches de la population ?

Qu'est-ce qui permettait de qualifier d'emblée cette attaque de terroriste ? Une supposition gratuite au regard de l'ampleur de l'attaque, non ?

Bilan : le terrible "complotisme" du 11 Septembre a en réalité une adhésion très limitée, seuls 6 % des sondés ont pris l'option véritablement, "complotiste".

Mais Qui l'a affirmé ? Qui y avait intérêt ? Bush ou le complexe militaro-financier-industriel anglo-saxon.

Parole d'internaute.

- ""Nous créons notre propre réalité tandis-que vous allez passer votre temps à essayer de comprendre la réalité que nous avons créé".

Ainsi se déroule la vie en Occident. Tout l'Occident. Un brouhaha incessant qui n'a que pour objectif de donner une apparence de complexité à la simplicité*.

L'immense majorité n'a pas répondu à ce sondage et n'en a tout simplement pas entendu parler sinon qu'après son "dépouillement". Son but n'est que narrativiste à posteriori. Enfumer le poisson après l'avoir noyé dans un verre d'eau.

Les crises jouent donc le jeu de l'analyse d'un faux réel pendant que les puissants valident leur vrai réel. C'est malin."

- "Si on admet que l'institut de sondage est compétent (faire autant de fautes sur un thème si fragile donne l'impression que c'est fait à dessein), à quoi sert donc un sondage de la sorte? Autrement dit, quelle conspiration cache ce sondage?"

- "Qui aurait cru qu'une telle proportion de français serait encore manipulable après plusieurs générations d'"éducation télévisuelle" ?"

LVOG - Quelle naïveté, quelle ignorance !

- "Cette démarche n'a pas pour objectif de mesurer le degré de complotisme des français.

Son objectif est d'affirmer par des moyens se voulant scientifiques et donc inattaquables que les français sont massivement infectés par le complotisme.

Ce constat sera la justification des censures qui se mettent en place progressivement dans "le pays des droits de l'homme" et qui bâillonneront bientôt toutes les voies osant s'opposer à la pensée officielle, celle de la vérité et des forces du bien...

Bienvenue dans la France jupitérienne et orwellienne..."

- "J'ai un vrai soucis avec les "sondages auto-administrés".

Pour avoir bossé quelques temps dans un institut de sondage, pratiquant bien sûr selon la "méthode des quotas", j'aurais quelques réflexions à émettre.

Tout d'abord, partons du principe (hautement discutable à mes yeux, mais je n'ai rien d'autre que ma raison pour en juger) que cette méthode des quotas appliquée à un questionnaire fermé, lui-même appliqué à 1000/1500 personnes soit représentatif de 65 000 000 de personnes... Allez, disons que ça marche.

Comment effectue-t-on un sondage ? On est quelques appelants, face à notre téléphone, et on appelle des numéros, sans même connaître l'identité de ceux que nous appelons. A partir du moment où la personne appelée est OK pour participer au sondage, on lui pose quelques questions pour savoir dans quelle case la placer : âge, sexe, profession, lieu d'habitation, etc... Cette personne vient donc remplir "l'échantillon" de citoyen dont elle est une représentante. Et les heures passent, et la base de données se remplit très vite.

Mais le lendemain, ça se corse. Il reste 200 personnes à interroger pour conclure le sondage conformément à la répartition des "catégories" dans la population, mais 1 personne appelée sur 3, puis 2 personnes sur 3 correspondent à un "profil" pour lequel on a atteint le quota de leur échantillon. Il faut donc plusieurs heures pour collecter les quelques dernières dizaines de personnes sondées qui manquent pour compléter correctement le sondage.

On voit donc à quel point ce "sondage auto-administré" sur 1000 personnes n'a AUCUNE CHANCE de collecter ses réponses conformément à la répartition par quotas de la population. C'est pourquoi la formulation présentant le sondage avec 252 personnes jeunes supplémentaires MAIS replacés dans le sondage conformément à leur représentativité réelle est révélatrice. Eh oui, sur le net, la catégorie "Femme, retraitée, en milieu rural" tombe moins facilement sur des sondages en ligne de ce type que des "hommes, cadre moyen, urbain, 35/44 ans"...

Pour pouvoir obtenir, en laissant une "auto-administration" faire le boulot de répartir l'échantillon dans des quotas valables, un résultat équivalent au boulot que font les appelants lors de sondages par téléphone, il faudrait un nombre beaucoup plus importants de personnes ayant rempli le questionnaire. Sinon, la sous-représentation évidente de certaines catégories (qui ne doivent même pas atteindre le nombre minimal de sondés nécessaire à leur représentativité dans la société, à n'en point douter) biaise tout.

J'ajoute, pour finir, une anecdote : vous connaissez l'expression "faire péter les quotas" ? Ceux qui ont bossé sur une

plateforme d'appelants la connaissent : à la fin du sondage, quand il reste 80 questionnaires à obtenir pour achever le boulot, mais que 8 ou 9 catégories sont déjà remplies et qu'il en reste 3 seulement ou manquent des sondés... eh bien on fait "péter les quotas", et la jeune femme étudiante qui nous répond (alors que nous avons rempli le quota de sa catégorie) va être placée dans la catégorie retraité du monde agricole, et toutes ses données perso vont être bidonnée pour combler les catégories où il manque des sondés.

Ca veut dire que sur n'importe quel sondage, vous pouvez être sûr qu'au moins 6 à 8% des "sondés" sont placés n'importe comment dans n'importe quelle catégorie, histoire de ne pas avoir à mobiliser 12 travailleurs pendant 4 heures pour obtenir les quelques derniers résultats : là, la marge du sondeur fondrait vite ! Pas grave, puisque de toutes façons, les résultats sont "corrigés" par des "experts" et qu'une marge d'erreur calculés au dixième de point près (quelle précision ! Quelle rigolade !) est avouée."

- "Parmi les perles de trucages (il y en a des milliers), il y a cette photo qui a fait le tour du monde et qui dénonce la répression policière russe. La dame sur la photo s'appelle Valentina Melnikova et elle est présidente du comité des mères de soldats russes, une ONG financée par l'étranger.

Human Rights Watch est très fort en Photoshop mais n'y connaît rien en langues étrangères. En effet, la lettre « I » n'existe pas dans l'alphabet russe. Elle existe en revanche dans l'alphabet ukrainien. Les policiers qu'on voit de dos sont donc ukrainiens mais Madame Melnikova est en Russie."

En complément.

- L'Equateur punit Assange, trop polémique, en le privant d'internet - AFP

[Fabrique du consentement. Xénophobie et racisme ordinaire.](#)

Terrorisme et terreur en Otanie.

- Affaire Skripal L'Otan sanctionne à son tour la Russie - Liberation.fr

L'Otan a décidé de retirer leurs accréditations à sept membres de la mission russe et de rejeter trois demandes d'accréditation supplémentaires pour sanctionner l'attaque contre l'ex-agent russe Sergueï Skripal. «Les comportements dangereux et irresponsables ont un coût et des conséquences», a déclaré mardi le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg Liberation.fr

- L'autorité britannique des médias menace la chaîne russe RT - Reuters 13 mars 2018

- L'affaire Skripal est «un échec cuisant pour Theresa May» - Sputnik 27.03.2018

«La plus grande manipulation de l'opinion publique» a été dévoilée ce mardi par la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a publié la présentation faite à des membres du personnel d'ambassades étrangères au cours d'une conférence de presse organisée à l'ambassade du Royaume-Uni à Moscou.

Sur sa page Facebook, Maria Zakharova évoque l'«échec cuisant» de la Première ministre Theresa May.

«Ça y est! Kommersant s'est procuré les documents secrets sur la base desquels les États-Unis et les pays de l'UE ont décidé d'expulser les diplomates russes, approuvant les accusations de Londres contre la Russie qui serait impliquée dans l'affaire Skripal. C'est un échec cuisant pour Theresa May. Voici dévoilée la plus grande manipulation de l'opinion publique avec implication des autorités britanniques. Voyez. La décision sur la responsabilité d'un pays pour une attaque chimique a été prise sur la base de six images», a-t-elle indiqué.

Les documents de cette présentation sont publiés par le journal russe Kommersant. Sputnik 27.03.2018

Propagande et matraquage. En titres.

- En Russie, la théorie du sabotage contre Moscou a le vent en poupe - AFP 14 mars 2018

- Londres expulse 23 diplomates russes, Moscou dénonce une "provocation grossière" - AFP 15 mars 2018
- Macron boycotte le pavillon officiel russe au salon du livre - Reuters 15 mars 2018
- Ingérence russe : les Etats-Unis annoncent des sanctions contre Moscou - Le Parisien 15 mars 2018
- 3 décisions pour contrer le danger russe et mettre fin à la faillite stratégique des démocraties - HuffPost FR 18 mars 2018
- Comment les Russes sont poussés aux urnes - LeParisien.fr 18.03
- Russie. Présidentielle : devinez qui a gagné - Liberation.fr 18.03
- Russie: l'opposition et des ONG dénoncent des milliers d'irrégularités - AFP 18.03
- Etats-Unis. Pas de poursuites contre les policiers qui ont tué un Noir en Louisiane - Reuters 28 mars 2018

L'Etat de Louisiane ne poursuivra pas en justice deux policiers blancs qui avaient abattu Alton Sterling, un Noir de 37 ans, en 2016 à Baton Rouge, a annoncé mardi l'Attorney General de l'Etat.

La mort d'Alton Sterling, filmée par des passants, avait provoqué de violentes émeutes aux Etats-Unis et alimenté le mouvement "Black Lives Matter" dénonçant les violences policières contre les Noirs.

L'Attorney General (ministre de la Justice) de Louisiane, le républicain Jeff Landry, a estimé que les deux policiers avaient de bonnes raisons de penser que le suspect était armé et résistait à l'interpellation lorsqu'ils ont ouvert le feu.

"Notre enquête a conclu que les officiers (Howie) Lake et (Blane) Salamoni ont tenté d'arrêter Alton Sterling dans le cadre de la loi", a-t-il dit pendant une conférence de presse.

Les policiers avaient été appelés sur place par des habitants qui disaient avoir été menacés par un Noir vendant des CD. Ils ont justifié d'avoir ouvert le feu par le fait qu'ils s'étaient sentis menacés, le suspect ayant selon eux fait un geste laissant penser qu'il allait sortir une arme. Il s'est avéré par la suite qu'Alton Sterling n'était pas armé. Reuters 28 mars 2018

La lutte contre le racisme est instrumentalisée d'autant plus facilement qu'elle n'est pas reliée à la lutte de classe pour en finir avec le capitalisme. La preuve dans les années 70 en France, elle avait pour têtes d'affiche BHL, J. Dray, H. Désir, B. Kouchner notamment, inutile de commenter...

Le sionisme ordinaire.

Amalgame crapuleux, ordurier.

- «Motivations crapuleuses et religieuses peuvent se confondre» - Liberation.fr 29.03

Le sociologue Michel Wieviorka dresse un diagnostic de l'antisémitisme en France qui a évolué avec Internet, où s'est développé un discours paranoïaque touchant toutes les sensibilités, allant de l'extrême droite à l'extrême gauche. Liberation.fr 29.03

Ils s'en prennent à ceux qui attaquent les banquiers parce que parfois ou souvent ils sont juifs... ou plutôt parce qu'ils ne peuvent pas s'en passer.

- Grande-Bretagne: Corbyn accusé d'"être du côté des antisémites" - AFP 26 mars 2018

"Trop, c'est trop": les dirigeants de la communauté juive de Grande-Bretagne ont attaqué lundi dans une lettre au ton exceptionnellement ferme le chef du parti travailliste Jeremy Corbyn, l'accusant de se trouver régulièrement "du côté des antisémites".

Cette lettre ouverte de deux organisations représentatives de la communauté juive, le Board of Deputies of British Jews et le Jewish Leadership Council, estime que M. Corbyn "a été trouvé de manière répétée aux côtés de gens qui ont des idées ouvertement antisémites" mais qu'"il affirme ne jamais les entendre ou les lire".

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est un commentaire posté en 2012 sur Facebook par M. Corbyn et qui vient d'être redécouvert.

Alors qu'une oeuvre à connotation antisémite d'un artiste de rue, une fresque représentant des banquiers jouant au Monopoly sur le dos des pauvres, devait être effacée, M. Corbyn lui avait apporté son soutien.

Un député travailliste, Tom Watson, a qualifié dimanche l'oeuvre en question d'"horrible fresque antisémite qui a été détruite à juste titre".

"Lorsque des Juifs se plaignent d'une fresque évidemment antisémite à Tower Hamlets", un quartier de Londres, "Corbyn soutient bien entendu l'artiste", déclare la lettre ouverte publiée lundi.

Le Hezbollah, le mouvement chiite libanais, "commet des atrocités terroristes contre les Juifs, mais Corbyn dit que ce sont ses amis et assiste à des rassemblement en faveur du Hezbollah à Londres", accusent les organisations juives.

"Il en va exactement de même pour le Hamas", le mouvement islamiste palestinien, ajoutent-elles.

"Encore et encore, Jeremy Corbyn a été du côté des antisémites plutôt que du côté des Juifs", estime la lettre. "Au mieux, cela dérive de la haine obsessionnelle de l'extrême gauche envers le sionisme, les sionistes et Israël. Au pire, cela suggère une conception conspirationniste du monde dans laquelle les communautés juives modérées sont considérées comme une entité hostile", accusent les organisations. AFP 26 mars 2018

- Télécoms: Netanyahu entendu pour une affaire de corruption - Reuters 26.03

Ne dites pas que Netanyahu est attiré par l'argent, on vous accuserait d'antisémitisme...

- Un chef d'état-major israélien a prévenu que les soldats ouvriraient le feu si les Palestiniens s'approchent de manière menaçante de la frontière - Liberation.fr 29.03

[Leur vieux monde craque de partout, aidons-le à s'écrouler.](#)

- Norvège : la ministre de la Justice démissionne après un post Facebook polémique - LeFigaro.fr 21.03

Très contestée en raison de propos tenus sur Facebook et jugés offensants, la ministre de la Justice norvégienne Sylvi Listhaug a démissionné ce mardi, permettant au gouvernement d'éviter de justesse une crise de grande ampleur.

- Norvège Vers une démission du gouvernement de droite - Liberation.fr 18.03

- Trump limoge Tillerson, chef de la diplomatie américaine - AFP 14 mars 2018 Etats-Unis : l'ancien numéro deux du FBI limogé deux jours avant sa retraite - Franceinfo 17 mars 2018

- Démission du principal avocat de Trump dans l'enquête russe - AFP 23.03

- Slovaquie: le Premier ministre Fico présente sa démission - AFP 14 mars 2018

- La Colombie vote à droite, sanctionne la Farc avant la présidentielle - AFP12.03

- Renzi annonce sa démission de la tête du Parti démocrate italien - Reuters 5 mars 2018

- Droites qui montent, gauche en déclin, l'Italie devient-elle ingouvernable? - Slate.fr 03.03

- Sans majorité absolue, le Parlement italien doit élire ses présidents - AFP 23.03

- Pérou : le président Pedro Pablo Kuczynski annonce sa démission - LeFigaro.fr 22.03

- Arrestation de l'ancien président sud-coréen Lee Myung-bak - Reuters 22.03

- Visé par de lourds chefs d'accusation, Nicolas Sarkozy risque jusqu'à dix ans de prison - BFMTV 22.03
- Ukraine : l'ex-héroïne nationale Nadia Savtchenko placée en détention provisoire - lefigaro.fr 22.03
- Des gaz lacrymogènes au parlement kosovar - euronews 22.03
- Toujours pas de président pour la Catalogne - Reuters 23.03
- Trump dévoile jeudi des sanctions commerciales contre la Chine - AFP 22.03
- Iran: Nouvelles sanctions de l'UE abordées par les ambassadeurs - Reuters
- Burkina: une trentaine de morts dans une double attaque, pas de revendication - AFP 03.03
- Des combats interethniques font plus de 40 morts dans le nord-est de la République démocratique du Congo - Reuters 03.03
- Un étudiant abat ses parents sur le campus d'une université américaine - AFP 04.03
- L'ex-présidente argentine Kirchner sera jugée pour corruption - AFP 03.03
- Le président philippin a besoin d'un "examen psychiatrique", selon l'ONU - AFP 9 mars 2018
- Philippines: Duterte annonce le retrait de son pays de la CPI - AFP 14 mars 2018
- L'ancien président de la Banque du Vatican renvoyé en justice - Reuters 03.03
- Brésil. Corruption: L'enquête Odebrecht élargie au président Michel Temer - Reuters 03.03
- Affaire de corruption présumée: les Netanyahu longuement interrogés - AFP 03.03
- Poutine comparé à Hitler, accusation de russophobie : le ton monte encore entre Moscou et Londres dans l'affaire Skripal - Franceinfo 22.03
- Maroc : heurts entre forces de l'ordre et manifestants à Jerada - Le Parisien 14 mars 2018,
- Des milliers de Brésiliens indignés font leurs adieux à l'élue noire assassinée - AFP 15 mars 2018
- Des milliers de personnes manifestant en Slovaquie après le meurtre du journaliste Jan Kuciak - AFP 03.03
- Les musées grecs en grève contre la précarité - euronews 03.03

Le monde sous occupation militaire.

- Les Etats-Unis exhortent les autres pays à payer plus pour les Casques bleus - AFP 29 mars 2018

L'ambassadrice américaine à l'ONU a enjoint mercredi les autres pays de l'organisation à "faire mieux" et à payer une plus grosse part des opérations de maintien de la paix.

"Un seul pays ne devrait pas avoir à payer pour un quart du budget de maintien de la paix de l'ONU, et nous sommes impatients de voir une distribution plus équitable du budget parmi les autres pays membres", a déclaré Nikki Haley, qui a déjà négocié une baisse de 600 millions de dollars des fonds pour les Casques bleus.

"Nous avons tous un rôle à jouer et nous devons tous faire un effort", a déclaré la représentante américaine, en laissant clairement entendre qu'elle comptait encore faire baisser l'addition pour Washington.

Les Etats-Unis vont rester le plus important contributeur individuel au budget de maintien de la paix mais ont décidé de plafonner ses versements à 25% du total contre 28,5% actuellement.

Après des négociations très difficiles, le budget 2017-2018 pour ces opérations a été fixé à 6,8 milliards de dollars. Il est pour l'essentiel payé par une dizaine de pays.

La Chine est le second contributeur avec une part de 10,25% suivie par le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, la Russie, l'Italie, le Canada et l'Espagne.

Plus de 100.000 soldats originaires de 120 pays servent sous le drapeau de l'ONU dans le monde. AFP 29 mars 2018

Quel avenir dans l'UE ? Toujours plus de prisons!

- "Les prisons européennes sont presque pleines", s'inquiète le Conseil de l'Europe - L'Express.fr 21.03

La population carcérale en Europe a repris sa tendance à la hausse en 2016, avec une augmentation de 1,4% qui fait suite à deux années de baisse, constate le rapport Space (Statistiques pénales annuelles du Conseil de l'Europe) publié mardi par le Conseil de l'Europe et l'université de Lausanne.

Le nombre de condamnés faisant l'objet de mesures probatoires telles que liberté conditionnelle ou bracelet électronique connaît une croissance encore plus forte, de 12,3%.

La population carcérale française augmente de 4,1% en 2016, ce qui inverse la tendance observée depuis 2014 et porte la hausse à 12,1% sur dix ans. L'Express.fr 21.03

Précarité étendue à des dizaines de millions de travailleurs : C'est l'Europe sociale !

- Des conditions de travail plus transparentes partout en Europe ? - euronews 21.03

Saviez-vous qu'un emploi sur quatre en Europe correspond aujourd'hui à du temps partiel ou du travail à la demande sans un nombre d'heures garanties ? Ainsi, nous sommes nombreux à ne pas savoir quand et pour combien de temps nous allons travailler. euronews 21.03

Désinformation ou fake news. Haro sur Syrie !

- Syrie:Les centres médicaux d'un fief rebelle attendent de l'aide - AFP 03.03

- Syrie : toujours aucune aide humanitaire pour la Ghouta orientale - euronews 04.03

- Syrie: la Ghouta sous les bombes, les occidentaux demandent des comptes - AFP 04.03

- Syrie: Damas poursuit son offensive, "catastrophe médicale" dans la Goutha - AFP 11.03

- Syrie: conditions "tragiques" pour les déplacés de la Ghouta (ONU à l'AFP) - AFP 22.03

Non, ce ne sont pas les barbares qui menacent la population civile...

L'Agence française de propagande (AFP) se lamente.

- Le régime syrien et Moscou menacent les derniers rebelles de la Ghouta - AFP 28 mars 2018

Des rebelles et des civils se sont de nouveau rassemblés mardi pour être évacués de la Ghouta orientale, où le gouvernement syrien et son allié russe menacent de reprendre leurs bombardements pour reconquérir l'ultime poche tenue par des insurgés.

A la faveur d'une offensive dévastatrice lancée le 18 février, le pouvoir de Bachar al-Assad a déjà reconquis plus de 90% des territoires rebelles dans la Ghouta, et son pilonnage quotidien a tué plus de 1.600 civils selon une ONG, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Pour faire cesser les bombardements, deux groupes islamistes ont accepté des accords d'évacuations parrainés par Moscou. Mais le doute subsiste quant au sort de la troisième et dernière poche rebelle: celle de Douma, la plus grande ville de la Ghouta, tenue par le groupe islamiste Jaich al-Islam et où vivent des dizaines de milliers de civils.

Au total, plus de 17.000 personnes - des combattants accompagnés de leurs familles mais aussi d'autres civils - ont déjà quitté la Ghouta orientale et pris la direction du nord-ouest de la Syrie pour s'installer en territoire rebelle.

Chaque jour, le processus se répète. Après de longues heures d'attente et des fouilles minutieuses sous la supervision de soldats russes, un convoi d'autocars s'ébranle pour un périple d'une douzaine d'heures vers la province d'Idleb (nord-ouest), qui échappe presque entièrement au contrôle du pouvoir.

Cette opération s'est poursuivie mardi dans la poche sud de la Ghouta, qui était tenue par le groupe islamiste Faylaq al-Rahmane: plus de 4.000 personnes, dont environ 1.000 combattants, ont ainsi pris place au cours de la journée à bord de 65 autocars, qui devaient ensuite rallier la province d'Idleb, selon l'agence de presse officielle Sana.

Le quotidien progouvernemental al-Watan, qui cite une source militaire, a assuré mardi que "toutes les forces engagées dans la Ghouta orientale se dirigent vers Douma en prévision d'une vaste opération militaire si les terroristes de Jaich al-Islam n'acceptent pas de céder la ville et de partir".

Dans un premier temps, l'OSDH avait assuré que les négociations devaient permettre le maintien à Douma de Jaich al-Islam, qui a toujours martelé sa détermination à rester.

Le groupe accepterait d'abandonner son arsenal militaire et le déploiement de la police militaire russe en échange de l'assurance que l'armée syrienne ne pénètre pas à Douma, selon l'OSDH.

Mais Moscou réclame désormais le départ des rebelles, selon des sources de l'opposition. "Les Russes ne veulent pas à Douma un accord qui soit différent des autres secteurs de la Ghouta", a précisé l'une d'entre elles.

Lors d'une réunion lundi, les Russes ont donné aux rebelles "un délai de 48 heures pour déposer les armes et partir", brandissant la menace d'un assaut militaire, selon une de ces sources, alors que les combats ont cessé depuis plusieurs jours.

Une nouvelle réunion est prévue mercredi entre les négociateurs, selon le porte-parole de Jaich al-Islam, Hamza Bayrakdar.

Aux Nations unies, les Etats-Unis ont déploré l'absence d'application d'une résolution du Conseil de sécurité adoptée le 24 février et qui appelait à un cessez-le-feu de 30 jours en Syrie.

"Ceci devrait être un jour de honte pour chacun des membres de ce Conseil", a déclaré l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley. Plus de 1.600 civils sont "morts sous nos yeux" dans la Ghouta orientale, a-t-elle dit.

L'ambassadeur de la Russie, Vassily Nebenzia, lui a répliqué. "Ca ne plaît peut-être pas à tout le monde mais nous sommes en fait le seul membre à prendre des mesures concrètes pour mettre en oeuvre la résolution" 2401, a-t-il dit.

Appuyé par son indéfectible allié russe, le pouvoir de Damas a pu renverser la donne dans le conflit qui ravage la Syrie depuis 2011, multipliant les victoires face aux rebelles et aux jihadistes, jusqu'à reconquérir plus de la moitié du pays.

En début d'année, il a fait de la Ghouta orientale sa priorité, alors que les rebelles de ce secteur, assiégés depuis 2013, tiraient obus et roquettes meurtriers sur la capitale.

Face à la progression des forces du régime, quelque 110.000 civils ont déjà fui les territoires rebelles dans la Ghouta pour rejoindre, via des corridors sécurisés, les secteurs gouvernementaux, selon les médias étatiques.

Ils abandonnent derrière eux des villes en ruines, où des immeubles éventrés s'alignent le long de rues jonchées de décombres.

Le conflit syrien a fait plus de 350.000 morts et s'est transformé en une guerre complexe impliquant de multiples belligérants.

Malgré le retour en force du régime, de vastes pans de territoires lui échappent encore: les provinces d'Idleb (nord-ouest) et de Deraa (sud), où rebelles et jihadistes sont très présents, de même que le nord-est, dominé par les Kurdes, qui contrôlent désormais Raqa, ex-capitale de facto du groupe Etat islamique (EI). AFP 28 mars 2018

Ce qu'ils ne disent pas, c'est que lorsqu'elle en a eu l'occasion la population civile de ces régions s'est réfugiée dans les

régions contrôlées par le gouvernement syrien ou elles ont passé la frontière de la Turquie pour échapper aux barbares.

Non mais, ils ne sont pas bien nos amis rebelles qui pilonnent la population civile.

- Des tirs de mortiers rebelles font 27 morts à Damas, dit Moscou - Reuters 27 mars 2018

Vingt-sept personnes ont été tuées et 58 autres blessées mardi à Damas par des obus de mortiers tirés depuis les zones rebelles à la périphérie de la capitale syrienne, rapporte l'agence Tass en citant le ministère russe de la Défense. Reuters 27 mars 2018

Guerre psychologique. Sous le règne de la terreur. Névrose obsessionnelle.

- Les 4 volets de la loi sur les violences sexuelles illustrés par les 4 histoires qui ont lancé le débat - Le HuffPost

- New York Cynthia Nixon, actrice de «Sex and the City», brigue la tête de l'Etat - Liberation.fr

- Faut-il proscrire les relations sexuelles médecins-patients ? - Liberation.fr

- Une première présentatrice télé transgenre au Pakistan - AFP

- Les îles Tonga, dans le Pacifique, ont interdit aux filles de pratiquer le rugby et la boxe. Liberation.fr 22.03

L'existence du décret pris par le gouvernement du royaume de 120 000 habitants a été révélée la semaine dernière... Liberation.fr 22.03

Vous imaginez un peu, même sur une île plantée au beau milieu du Pacifique les habitants doivent se conformer au mode de pensée et de vie des psychopathes dictateurs qui nous gouvernent en occident.

- L'administration canadienne ne dira plus "monsieur", ni "madame" - Le HuffPost 22.03

- Emmanuel Macron doit engager la France financièrement dans la défense des droits sexuels des femmes dans le monde - HuffPost FR 04.03

- Suffragettes, hystérectomie, «musée de la chatte» : février dans la vie des femmes - Liberation.fr 04.03

Que des croûtes !

- Harcèlement de rue : le HCE sort le cor de chasse - Liberation.fr 18.03

- Handicap mental Petit à petit, le sexe fait son lit - Liberation.fr 18.03

C'est à Libération qu'ils ont un sérieux "handicap mental" !

Economie

Sans la Chine pour financer son économie en faillite, les Etats-Unis en serait rendu au niveau de la Somalie.

- Guerre commerciale: les capitales fourbissent leurs armes sur fond de menaces - AFP 24 mars 2018

Au sujet de l'affrontement entre Washington et Pékin, le représentant américain au Commerce Robert Lighthizer a annoncé vendredi avoir déposé une "demande de consultation" avec la Chine devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour évoquer "certaines mesures chinoises relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle".

Washington reproche depuis longtemps à Pékin de tirer profit du système de coentreprises imposé aux firmes étrangères qui s'implantent en Chine pour piller les innovations technologiques américaines.

Donald Trump avait d'ailleurs fustigé "le vol de propriété intellectuelle américaine par les Chinois" en brandissant jeudi la menace de sanctions sur les importations chinoises pouvant atteindre 60 milliards de dollars.

L'administration américaine a désormais 15 jours pour publier la liste de produits qui seront frappés.

La Chine a répliqué en dévoilant une liste de 128 produits, ou lignes tarifaires, sur lesquelles elle appliquera des droits de douane de 15% à 25%, en cas d'échec des négociations entre les deux pays.

Le secrétaire-général de l'OMC, Roberto Azevedo, a averti vendredi ses Etats membres que l'imposition de nouvelles barrières douanières était une menace pour l'économie mondiale.

Un haut responsable américain a toutefois précisé que Washington ne voulait pas "ouvrir un dialogue" mais bien instaurer un rapport de force en "donnant à la Chine une certaine motivation pour ouvrir davantage ses marchés" aux produits américains alors que les Etats-Unis font face à un colossal déficit commercial avec Pékin (375,2 milliards de dollars en 2017).

L'ambassadeur chinois aux Etats-Unis a lui laissé entendre vendredi que son pays n'excluait pas de réduire ses achats de bons du Trésor américains, agitant une vieille épée de Damoclès alors que Pékin détient environ 20% du total des bons du trésor américains qui sont aux mains d'institutions étrangères. AFP 24 mars 2018

Quand la Chine était encore un pays largement sous-développé, il n'existait aucun terrain d'entente entre eux, hormis politique évidemment, mais depuis qu'ils ont investi massivement en Chine ce n'est plus le cas. Reste à savoir comment ils comptent s'y prendre pour intégrer la Chine dans leur nouvel ordre mondial, on a fourni des pistes plus haut. A suivre.

Ah la raison des empoisonneurs !

- Bruxelles dit oui au mariage entre Bayer et Monsanto - euronews 22.03

En famille, ils les appellent même par leurs prénoms

- Milliardaires Bezos double Gates, Arnault classé quatrième - Liberation.fr 6 mars 2018

Le magazine Forbes a publié mardi son classement annuel des plus grandes fortunes mondiales. Le patron d'Amazon, Jeff Bezos, ravit le titre d'homme le plus riche de la planète à Bill Gates (2e, 90 milliards), grâce à un bond de sa fortune de 47,2 à 112 milliards. Warren Buffet conserve quant à lui la troisième place, avec 84 milliards de dollars. Echouant au pied du podium, le PDG français du géant du luxe LVMH, Bernard Arnault, réalise malgré tout une belle performance : ses 72,2 milliards de dollars lui permettent une entrée remarquée dans le top 5. Liberation.fr 6 mars 2018

Alors, on leur laisse tout ou on leur prend tout ?

Parole d'internaute.

- "Mais ce n'est pas tout ! <https://www.businessbourse.com/2018/03/06/1200-milliards-de-dollars-de-deficit-tresor-americaain-2017/>

Le Trésor des États-Unis d'Amérique annonce publiquement que le gouvernement fédéral a perdu, en capital, 1 200 milliards de dollars à la page « i » de son rapport financier annuel de 2017.

2017 a été une bonne année...

La différence est négative de 20 400 milliards de dollars, c'est-à-dire que le gouvernement a beaucoup plus de passifs que d'actifs.

Mais, en plus de cela, le gouvernement a calculé séparément les passifs à long terme de la sécurité sociale et de l'assurance-maladie. Et selon les propres calculs du gouvernement (à la page 58), la « valeur actualisée totale nette des dépenses futures par rapport aux revenus futurs » pour la sécurité sociale et l'assurance-maladie est de 49 000 milliards de dollars.

Essentiellement, cela signifie que les deux programmes de retraite et de soins de santé les plus grands et les plus importants aux États-Unis sont insolvables de près de 50 000 milliards de dollars.

Au total, le gouvernement est dans le rouge pour près de 70 000 milliards de dollars."

LVOG - Deux ou trois coups comme ceux de 2008 et c'est réglé, circulez il n'y a rien à voir...

- «Je vous confirme que nous ferons des privatisations importantes, car nous voulons que l'Etat dégage des moyens financiers pour investir sur les technologies de rupture.» - Liberation.fr 18.03

- Et si la mission de l'entreprise ne se limitait plus au profit ? - Libération 12 mars 2018

- Heures supplémentaires : Macron relance le « travailler plus pour gagner plus » ! - Public Sénat 12 mars 2018

- Pourquoi certains boulangers ne peuvent-ils pas travailler 7 jours sur 7 ? - Libération 17 mars 2018

- Plus que neuf paradis fiscaux, selon l'Europe - LePoint.fr 13.03

- L'état fiscal se resserre sur les Gafa - Liberation.fr 18.03

Ils en tremblent déjà !

[Haut de page ↗](#)

Le 31 mars 2018

CAUSERIE

● Causerie au format pdf. (10 pages)

(Rajouter en soirée. Le lien vers l'article *Un nouvel ordre pour un nouveau monde* comportait une erreur, j'ai rectifié, avec mes excuses.) Hier vous avez été près de 200 à vous connecter au portail.

Pas le temps de causer, je dois aller en ville faire des courses.

ACTUALITE EN TITRES

Macron en est le spécimen achevé.

- Intelligence artificielle, le risque de l'homme diminué. - Publicsenat.fr 30 mars 2018

La preuve : Toujours plus bottom (bas).

- Emmanuel Macron raillé pour avoir qualifié la démocratie de "système le plus bottom up de la Terre" - Franceinfo 30 mars 2018

Bottom up : Le plus haut, le top.

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Le PCF et ses alliés lui ont fourni des garanties.

- SNCF: le gouvernement renonce aux ordonnances sur l'ouverture à la concurrence - AFP 30 mars 2018

La ministre des Transports Elisabeth Borne a confirmé vendredi que les dispositions sur l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire seraient introduites par amendement dans la loi, sans recourir à des ordonnances, à trois jours d'une grève qui s'annonce très suivie.

"On nous reprochait de recourir à des ordonnances. On est en train de remplacer les ordonnances sur tout le sujet de l'ouverture à la concurrence par des dispositions législatives qui vont donc pouvoir être débattues à l'Assemblée nationale à partir de la

semaine prochaine", a déclaré la ministre après une nouvelle table ronde avec les organisations syndicales.

La ministre a aussi précisé le calendrier de l'ouverture progressive à la concurrence. Seules les régions seront concernées dans un premier temps, à l'exception de l'Ile-de-France. Elles pourront organiser des appels d'offre à partir de décembre 2019, mais aussi continuer d'attribuer directement des contrats à la SNCF jusque fin 2023, pour une durée maximale de dix ans. L'ouverture sera étendue aux TGV à partir de décembre 2020.

En région parisienne, Ile-de-France Mobilités aura le choix pour les nouvelles lignes créées entre 2019 et 2023. Les autres lignes, hors RER, pourront être progressivement ouvertes entre 2023 et 2033. Les RER entreront dans la concurrence encore plus tard, à partir de 2033 (lignes C, D et E) ou 2039 (A et B). AFP 30 mars 2018

Dans la causerie d'hier : Le PCF va participer à l'élaboration des "conditions d'ouverture à la concurrence" de la SNCF, dicit M. Laurent. (Source : AFP 27 mars 2018)

Mobilisation dans les universités.

- Les blocages gagnent en ampleur dans les universités - Reuters 30 mars 2018

Les blocages d'universités contre la loi "orientation et réussite des étudiants" (ORE) se multiplient en France et élargissent leurs revendications sur fond de "convergence des luttes" au léger parfum de Mai-68, de Bordeaux à Paris.

Des blocages ponctuels touchent depuis le début d'année Montpellier et Toulouse pour protester contre cette loi adoptée mi-février qui fixe des pré-requis pour choisir les étudiants et la nouvelle plate-forme d'inscription aux études Parcoursup dénoncée comme un "outil de tri social".

A Toulouse, où l'université Jean-Jaurès est bloquée depuis trois semaines par des étudiants et des personnels de la faculté, la poursuite du mouvement a été votée jeudi, tandis qu'à Montpellier, 3.000 étudiants ont voté mardi une "occupation active de manière illimitée" de celle de Paul-Valéry.

"Le blocage est reconduit jusqu'à la prochaine assemblée générale et la prochaine manifestation, le 3 avril", a indiqué à Reuters Salim Durel de l'Union des étudiants de Toulouse. Les étudiants de Jean-Jaurès ont prévu de rejoindre mardi devant la gare de Toulouse-Matabiau les cheminots qui manifesteront dès 14h contre la réforme de leur statut.

"Au-delà de la poursuite ou non du blocage, l'enjeu est de déterminer quelle suite donner à ce mouvement de fond. Nous sommes dans une réaction unitaire, une convergence des luttes face à un certain nombre d'attaques contre les services publics et les acquis sociaux", justifie Salim Durel .

L'évacuation musclée d'un amphithéâtre occupé par des grévistes la semaine dernière à la faculté de droit de Montpellier semble avoir catalysé le mécontentement dans d'autres académies, en solidarité avec les étudiants malmenés. L'ex-doyen de la faculté Philippe Pétel a été mis en examen pour "complicité de violences".

Dans la capitale, où des étudiants réunis en assemblée générale ont voté lundi le blocage de trois sites de Paris 1 Panthéon-Sorbonne dont celui de Tolbiac, le président de l'université n'exclut pas une intervention policière.

Tout en disant vouloir "éviter cette étincelle qui pourrait déclencher un incendie incontrôlable", Georges Haddad, président de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, a déclaré vendredi sur France Culture: "Si à un moment tout cela dégénère, je serai amené malheureusement à faire intervenir les forces de police."

"C'est l'esprit de 68, la nostalgie d'une jeunesse qui prend des décisions et qui participe à la construction de son avenir", estime-t-il. "J'ai l'impression qu'aujourd'hui le mouvement est en train de prendre."

Un campus de l'université Lille 2 a été fermé par prévention mercredi à l'occasion d'une manifestation d'étudiants, tandis que d'autres mouvements sont en cours, notamment à Bordeaux, en solidarité avec les salariés de l'usine Ford de Blanquefort.

Des salariés de Ford en lutte contre la fermeture de leur usine ont participé aux assemblées générales, avec le délégué CGT et porte-parole national du NPA en tête.

Le 22 mars, lors de la journée d'action pour la défense des services publics, les étudiants bordelais ont d'ailleurs organisé leur propre défilé au départ de la faculté occupée pour rejoindre le cortège intersyndical.

L'UNEF a appelé à amplifier le mouvement contre la loi, tandis que l'Union des étudiants communistes, qui salue de

"véritables démonstrations de force", appelle les étudiants à "ne pas laisser briser leur mouvement" et à le poursuivre jusqu'au 19 avril, journée nationale de mobilisation interprofessionnelle proposée par la CGT. Reuters 30 mars 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Affaire Skripal: Moscou expulse plus de 50 diplomates en riposte aux Occidentaux - AFP 31 mars 2018

Moscou a ordonné l'expulsion de plus de 50 diplomates d'une vingtaine d'Etats en représailles contre les pays ayant annoncé cette semaine leur décision de chasser des diplomates russes dans le cadre de l'affaire Skripal, la plus importante vague d'expulsions croisées du genre de l'Histoire.

Les ambassadeurs de 23 pays parmi lesquels la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, le Canada et la Pologne ont été convoqués au ministère russe des Affaires étrangères, où ils se sont vu notifier les mesures d'expulsion prises à l'encontre de leurs diplomates.

"Il leur a été remis une note disant qu'en protestation aux accusations déraisonnables et aux expulsions de diplomates russes (...), la Russie déclare persona non grata le nombre correspondant d'employés diplomatiques", a annoncé le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

Moscou répond à l'identique, en expulsant le même nombre de diplomates que chaque pays a expulsé d'émissaires russes. Quatre diplomates de l'Allemagne, du Canada, de la France et de la Pologne devront par exemple quitter la Russie.

Treize diplomates ukrainiens devront également quitter Moscou, un nombre identique au nombre de Russes qui avaient été contraints de quitter Kiev cette semaine.

Selon un décompte effectué par l'AFP, 58 diplomates vont être expulsés de Russie après les mesures annoncées vendredi. A ce chiffre doit s'ajouter les représailles de Moscou contre la Macédoine.

Samedi, le Premier ministre australien, Malcom Turnbull a annoncé que Moscou avait donné une semaine à deux diplomates australiens pour quitter le territoire, réplique aux expulsions par Canberra de deux diplomates russes, qualifiés d'"agents de renseignement non déclarés".

Skopje avait expulsé un diplomate russe.

Au total, avec l'annonce par Sergueï Lavrov jeudi soir de l'expulsion de 60 diplomates américains, au moins 121 diplomates en poste en Russie devront quitter le pays.

Déjà le 17 mars, Moscou avait annoncé l'expulsion de 23 diplomates britanniques et ordonné la fermeture du British Council et du consulat britannique de Saint-Pétersbourg.

Moscou a aussi décidé vendredi de nouvelles mesures contre Londres, lui donnant un mois pour réduire son personnel diplomatique en Russie au même niveau que celui des missions diplomatiques russes au Royaume-Uni.

"Compte tenu du fait que la Belgique, la Hongrie, la Géorgie et le Monténégro ont décidé au dernier moment de rejoindre ce mouvement, la Russie se réserve le droit de prendre des mesures" à leur égard à l'avenir, a précisé la diplomatie russe. AFP 31 mars 2018

Etats-Unis

Assassinat raciste ordinaire.

- Californie: le jeune Noir abattu par des policiers leur tournait le dos - AFP 31 mars 2018

Stephon Clark, un jeune Noir abattu par la police californienne dans le jardin de sa grand-mère a été touché à huit reprises principalement dans le dos et sur le flanc, selon les résultats d'une autopsie privée demandée par la famille.

Aucun impact de balle n'a été constaté sur le devant du corps démontrant ainsi que le jeune homme de 22 ans, qui avait à la main un smartphone, ne présentait pas un danger pour les policiers, a affirmé l'avocat de la famille, Benjamin Crump.

Ces révélations ont ravivé la colère des manifestants qui ont décidé de défiler à nouveau dans les rues de Sacramento vendredi soir.

Les images vidéo de l'intervention du 18 mars, prises d'un hélicoptère de la police et par les caméras corporelles des deux policiers qui ont interpellé le jeune homme dans le jardin de sa grand-mère, montrent que les agents ont tiré 20 balles au total.

Stephon Clark "est victime d'un de ces meurtres absurdes de la police dans des circonstances de plus en plus suspectes", a ajouté l'avocat.

L'autopsie a été réalisée par un ancien médecin légiste de renom, Bennet Omalu, qui a constaté "quatre entrées de balles dans le bas du dos de Stephon, une sur le côté de son cou avec un orifice de sortie ailleurs sur le cou, une entrée sur l'arrière du cou, une entrée sous une aisselle avec un orifice de sortie de l'autre côté du corps et une à l'extérieur d'une jambe".

L'intervention des deux policiers --dont l'un est lui-même noir-- a été déclenchée par un appel au numéro d'urgence 911, prévenant qu'un homme brisait des vitres de voitures dans une allée adjacente.

Stephon Clark reste le principal suspect, selon la police.

Les policiers ont été suspendus. Mais cette énième bavure contre un Noir a enragé la communauté afro-américaine, qui multiplie depuis lors des manifestations dans la paisible capitale californienne.

"L'affirmation qu'il faisait face à la police n'est pas corroborée par les éléments de preuve apportés par l'autopsie", a déclaré le docteur Omalu au cours d'un point de presse à Sacramento.

"Il faisait face à la maison, le côté gauche tourné vers les policiers. Il ne leur faisait pas face. La partie gauche de son dos faisait face aux policiers", a précisé l'ancien médecin légiste.

Le jeune a agonisé pendant 3 à 10 minutes avant de mourir, "ce ne fut pas une mort instantanée", a-t-il souligné. AFP 31 mars 2018

Palestine occupée

Le massacre prémédité a bien eu lieu.

- Manifestation à la frontière entre Gaza et Israël, 16 Palestiniens tués - Reuters 31 mars 2018

Seize Palestiniens ont été tués et des centaines d'autres blessés vendredi par l'armée israélienne lors d'une grande manifestation le long de la frontière avec la bande de Gaza, rapportent les services médicaux de l'enclave palestinienne.

Ce vendredi de Pâques marquait le début d'un vaste mouvement de protestation palestinien qui doit s'étaler sur six semaines, avec l'érection de villages de tentes en cinq emplacements le long de la frontière, et qui vise à obtenir le droit pour les réfugiés palestiniens de rentrer en Israël. Il a notamment le soutien du Hamas.

Selon les autorités de Gaza, plusieurs dizaines de milliers de manifestants se sont mobilisés. L'armée israélienne a parlé de 30.000 personnes.

Au fur et à mesure de la journée, des centaines de jeunes Palestiniens ont ignoré les appels des organisateurs et de l'armée israélienne à rester à distance de la frontière.

Tsahal a déclaré que ses forces avaient eu recours à des "moyens de dispersion anti-émeutes et à des tirs contre les principaux instigateurs", et dit que certains des manifestants lançaient des pierres et projetaient des pneus en feu sur la clôture frontalière et les soldats.

Le commandant en chef israélien pour le sud d'Israël, le général Eyal Zamir, a déclaré que certains éléments palestiniens avaient cherché à mener des attaques terroristes en profitant des violences.

Les militaires israéliens ont déployé une centaine de tireurs d'élite le long de la clôture.

Selon les services médicaux palestiniens, la plupart des victimes ont été atteintes par balles mais les soldats ont également tiré des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes. Un drone au moins a été utilisé pour larguer du gaz lacrymogène.

L'un des morts palestiniens était âgé de 16 ans. Deux ont été tués par les tirs d'un char de combat, a dit le ministère de la Santé à Gaza. Ils avaient ouvert le feu sur les militaires israéliens, a déclaré Tsahal.

Quelques petits rassemblements ont par ailleurs été signalés en Cisjordanie occupée, où des affrontements ont fait 65 blessés.

La date du 30 mars pour le début de la manifestation marque le "Jour de la Terre", en mémoire de six citoyens arabes d'Israël tués par les forces de sécurité lors de manifestations en 1976 sur les confiscations de terres arabes en Galilée.

Le mouvement devrait prendre fin le 15 mai, jour que les Palestiniens appellent la "Nakba" ou "catastrophe", marquant le déplacement de centaines de milliers de Palestiniens lors de la création de l'Etat d'Israël en 1948.

Les cinq zones mises en place sont toutes situées à au moins 700 mètres de la clôture et doivent accueillir les Gazaouis de tout le territoire, pour des concerts, des danses et des discussions politiques. Reuters 31 mars 2018

Syrie

L'Etat islamique, c'était bien le "paradis". Pour toute candidature contactez l'AFP ou le gouvernement français.

- Syrie: après "l'enfer" de la Ghouta, les évacués au "paradis" dans le nord - AFP 30 mars 2018

Il y a quelques jours, Fadi se démenait pour trouver du lait pour son nourrisson dans l'enclave rebelle assiégée de la Ghouta orientale, près de Damas. Evacué dans le nord-ouest de la Syrie, il décrit son camp de déplacés comme un "paradis".

"La différence de prix est abyssale. Je ne pensais pas survivre et me procurer un jour des produits aussi bon marché. Ici, tout est disponible. Les gens, la vie, tout est différent. J'ai l'impression d'arriver au paradis", témoigne-t-il.

Pourtant, la province d'Idleb n'a rien d'une sinécure: elle est dominée par les jihadistes de l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, qui y affrontent régulièrement des groupes islamistes. Et le régime et son allié russe bombardent ponctuellement le territoire.

Mais même dans ces conditions, ce lieu semble être un eldorado pour les déplacés, comparé à la vie dans la Ghouta, assiégée pendant cinq ans puis soumise à un déluge de feu contraignant ses 400.000 habitants à vivre dans des abris souterrains. Une offensive qualifiée "d'enfer sur terre" par les Nations unies.

Alors que les enfants se dépensent, les adultes renouent avec un semblant de normalité, dans un environnement calme, dont ils n'avaient plus l'habitude. Un petit groupe d'hommes discute ainsi aux abords d'un chemin de fer qui longe le camp.

"Le siège que nous subissons dans la Ghouta nous étouffait. Grâce à Dieu, nous sommes ici maintenant et nous jouissons de sécurité et d'abondance", ajoute-t-il.

Ce qui ne l'empêche pas de s'inquiéter sur son sort et celui des familles évacuées: "Pouvoir manger et boire n'est pas tout dans la vie. Nous voulons savoir quel sera notre sort. Nous vivons ici dans un camp". AFP 30 mars 2018

Ukraine

- Le pilote qui aurait abattu le MH17 malaisien ne parlera plus - Mondialisation.ca, 26 mars 2018

Vladislav Volochine s'est éteint le 18 mars, dans sa chambre, d'une balle en plein coeur à l'âge de vingt-neuf ans. Pour mémoire, il s'agissait du pilote (alors capitaine) ukrainien qui aurait abattu le vol malaisien MH17 le 17 juillet 2014.

La thèse retenue est celle du suicide, même si quelques journaux mentionnent qu'il se serait tiré plusieurs balles dans le coeur (la plupart ne mentionnent qu'une balle). Une enquête de principe a été ouverte par la police, comme l'exige la loi en cas de décès par arme à feu, et à plus forte raison sachant que l'immatriculation du pistolet trouvé près de lui avait été ôtée. Son épouse dit l'avoir trouvé mourant dans leur chambre, après avoir entendu un coup de feu. Elle a déclaré qu'il avait reçu la veille un appel téléphonique qui avait semblé l'abattre, et qu'il n'avait pas voulu en parler.

Evidemment la presse anglaise, à commencer par le Daily Star, accuse la Russie.

Certes l'entourage de Volochine explique que, depuis la tragique méprise du 17 juillet 2014 qui a coûté la vie à trois cents personnes, il n'était plus le même et se trouvait profondément dépressif. Mais c'était un officier, conscient de ses responsabilités de chef de famille, avec deux enfants très jeunes. La presse antirusse déclare qu'il a quitté l'armée de l'air « suite aux accusations proférées par la Russie », ce qui est faux puisqu'elles ne l'ont plus touché depuis qu'il les a démenties (spontanément ou sur ordre), en 2014, et qu'il était certainement mieux judiciairement protégé comme officier en service que comme civil. Les conséquences de son obéissance aux ordres du 17 juillet l'ont personnellement beaucoup affecté, mais il n'a démissionné de l'armée de l'air que deux ans et demi plus tard, en janvier 2017, pour des raisons économiques.

Dans beaucoup de pays les officiers font vœu d'austérité et de frugalité, mais en ex-Ukraine faillie même la solde à l'air d'un commandant (s'il refuse la corruption) permet difficilement de payer un loyer et de nourrir quatre personnes, et c'est pareil pour tous les grades d'officier dans toutes les armes, d'après l'intéressé. Pour expliquer sa démission, Volochine a aussi raconté que les pilotes devaient s'équiper sur leur solde pour améliorer leur sécurité. La combinaison des pilotes est de très mauvaise qualité, déchirable et inflammable, aussi ils en achètent ailleurs, comme lui qui avait commandé la sienne en Biélorussie. Ils n'ont pas de bottines et pilotent en espadrilles ou mocassins de sport selon leurs moyens, et des réseaux de volontaires leur offrent casque et masque modernes achetés en Russie. Pour s'engager dans l'armée ukrainienne il fallait posséder un sens du devoir certain, qui ressemble peu à la désertion d'un suicidé.

Le 16 juillet 2014, le régime « Maïdan » de Kiev a annoncé le déploiement d'au moins 27 systèmes anti-aériens Bouk-M1, alors que la résistance au coup d'Etat du 22 février ne possédait pas d'aéronefs. Le 17 au matin il a fait installer des missiles air-air, exceptionnellement déstockés à cet effet, sur deux Sukhoï-25 normalement voués à l'appui-feu (cibles au sol).

Lorsque la Russie a confirmé le plan de vol de son avion présidentiel revenant ce jour-là du sommet BRICS à Fortaleza (Brésil), on a mis en alerte les pilotes, et après son passage au-dessus de la Pologne, communiqué par un pays tiers puisque l'Ukraine n'avait pas de satellite au-dessus de l'Europe de l'Est cette semaine-là, on a activé le radar de poursuite Koupol, d'une portée de 85 km, stationné depuis peu près de Styra. Mais celui-ci a accroché un avion erroné, le Boeing 777 malaisien venant d'Amsterdam qui était passé au-dessus de Varsovie, à la même altitude (10000 mètres) quarante minutes après l'Iliouchine 96 russe. L'avion approchant, on a alors fait décoller au moins un Sukhoï-25, et il semble même qu'on ait ordonné à la cible de modifier sa trajectoire et son altitude. Vu de l'arrière et de dessous (conditions de tir) à quelques kilomètres de distance, le nom de la compagnie marqué au-dessus et en avant des ailes était invisible, et le pilote a pris les bandes longitudinales bleue et rouge de l'avion malaisien pour les bandes rouge et bleue décrites pour l'avion russe.

L'expert aéronautique allemand Peter Haisenko a déterminé d'après les débris que l'avion avait d'abord reçu un missile R60 qui aurait seulement détruit le moteur droit, puis qu'on avait mitraillé au canon de 30 mm la cabine de pilotage (ce qui confirme les observations de l'équipe de récupération de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), tuant les pilotes mais n'interrompant pas le vol de l'avion, et qu'enfin on aurait mitraillé la carlingue, l'explosion des réservoirs dans les ailes coupant alors l'avion en deux et provoquant sa chute. En rentrant à la base d'Aviatorskoïe le Sukhoï-25 de Volochine n'avait plus ses missiles, lui-même a déclaré qu'on l'avait envoyé descendre une cible erronée, et le soir au cercle en apprenant par la télévision la tragédie du Boeing malaisien, Volochine a déploré devant d'autres officiers que cet avion se soit trouvé « au mauvais endroit au mauvais moment ».

Le 8 août un accord secret entre les gouvernements néerlandais, belge et australien et le régime issu du coup d'Etat du 22 février en Ukraine confiait aux Pays-Bas (pays d'origine de la majorité des victimes) l'enquête sur la destruction en vol du Boeing, en excluait la Malaisie et accordait à chacun de ces pays un droit de veto sur la diffusion des futurs résultats de l'enquête. La Russie immédiatement accusée et détentrice (car voisine) de preuves matérielles ne fut pas admise à y participer, de même que la Malaisie qui le demandait pourtant avec insistance puisque l'avion était non seulement la propriété d'une entreprise malaisienne mais également une portion du territoire malaisien, comme un navire, d'ailleurs en cas de naissance ou décès en vol (ce qui était le cas) il est enregistré par l'état-civil du pays d'immatriculation.

Les Etats-Unis d'Amérique ont refusé de communiquer à cette commission d'enquête partielle les photographies que leur satellite Key Hole (entre autres) avait prises en survolant la zone au moment même de la tragédie, ce qu'ils cachèrent d'ailleurs pendant plusieurs jours jusqu'à ce que la Russie le prouve.

Ladite commission d'enquête n'a jamais réclamé (et a laissé détruire par l'Ukraine) l'enregistrement des communications entre le Boeing et le contrôle aérien de Dniepropetrovsk, toujours examinées dans des cas similaires comme la Russie l'avait immédiatement rappelé et recommandé. Le régime ukrainien a fait pilonner la zone de l'écrasement chaque fois que les équipes de l'OSCE s'en approchaient, toujours après l'avoir annoncé.

Le 21 juillet le Conseil de Sécurité de l'ONU a dû exiger, par sa résolution 2166 présentée par l'Australie (pour la Malaisie non membre) et soutenue par la Russie, un cessez-le-feu dans la zone de l'épave, que le régime ukrainien a ensuite violé tous les jours puis unilatéralement « annulé » le 7 août, et lorsque le 8 août la Russie a proposé une nouvelle résolution appelant l'Ukraine à respecter ce cessez-le-feu les Etats-Unis y ont opposé leur veto.

Pendant quatre mois la commission d'enquête partielle refusa d'aller visiter le lieu sécurisé par la République de Donetsk (qui lui avait envoyé les boîtes noires récupérées sous le feu ukrainien), jusqu'à ce que cette dernière s'adressât à la Malaisie qui annonça alors l'envoi d'une mission médico-légale et technique... ce qui décida le gouvernement néerlandais à envoyer précipitamment une équipe pour enlever (voler) les débris appartenant à la Malaisie.

Pour sa part la presse abonnée aux trois grandes agences de presse de l'Alliance Atlantique multipliait les mensonges, déclarant que le Sukhoï-25 plafonnait à 7600 m, présentant comme russe un convoi militaire (avec missile Bouk) aisément identifiable comme ukrainien filmé à Krasnoarmeïsk, prétendant prouver l'absence de systèmes anti-aériens ukrainiens dans la région par des images satellites prises une semaine après le drame, puis tentant de faire croire à son public que la Russie aurait introduit des armes anti-aériennes en Ukraine juste pour ce forfait puis les aurait retirées, etc. Comme Stratediplo l'écrivait le 23 décembre 2014, « la vérité sur le vol MH17 ne sera jamais publiée ».

Après son départ de l'armée de l'air, Volochine est entré comme cadre civil à l'aéroport de Mykolaïev, où il faisait fonction de directeur ce qui lui pourvoyait un salaire un peu meilleur pour entretenir sa famille. Il est difficile de croire qu'il l'ait soudain abandonnée à la misère sans une incitation très forte, faisant peut-être justement appel à sa responsabilité de protéger sa famille.

Le suicide sur ordre de Volochine annoncerait-il un réchauffement du plat MH17 ? Dans un article à diffusion limitée du 4 janvier 2015, Stratediplo écrivait, suite à l'offre hypocrite de trente millions de dollars par l'agence de détectives allemande Wifca pour des informations, que « c'est le capitaine ukrainien Vladislav Volochine qui a été envoyé descendre l'Iliouchine 96 qui ramenait le président Vladimir Poutine du Brésil le 17 juillet [...], mais il serait surprenant qu'il vive vieux ». Mondialisation.ca, 26 mars 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Le totalitarisme a déjà ses intellectuels.

- Des intellectuels français notamment communautaristes inventent le totalitarisme islamique - Mondialisation.ca, 29 mars 2018

Le «totalitarisme islamique» nouveau concept des « biens pensants »

L'objet de cette réflexion prend appui sur une tribune publiée par 100 intellectuels français qui dénoncent le 20 mars 2018 , les dangers du totalitarisme islamique. En effet comme lu sur le Huffingtonpost.fr, Finkielkraut, Kouchner, Ferry et 97 autres personnalités lancent un appel contre «le nouveau totalitarisme islamiste» dans une tribune intitulée: «Non au séparatisme islamiste», publiée ce mardi 20 mars par Le Figaro.

«Ce ne sont pas nos affinités qui nous réunissent, mais le sentiment qu'un danger menace la liberté en général et pas seulement la liberté de penser», préviennent les cent qui vont d'Alain Finkielkraut à Bernard Kouchner en passant par Sylvain Tesson, Yann Queffelec, Luc Ferry, Françoise Laborde ou encore Élisabeth Lévy. Le nouveau totalitarisme islamiste cherche à gagner du terrain par tous les moyens et à passer pour une victime de l'intolérance», affirment-ils () Ils s'insurgent contre cet «apartheid d'un nouveau genre qui est proposé à la France».» (1)

Ces intellectuels sans imagination mais avec une haine inexplicable auraient d'abord dû s'apercevoir que le thème a été déjà traité dans les mêmes termes douze ans plus tôt Souvenons nous à l'époque en 2006, Charlie-Hebdo le journal pyromane dont on sait qu'il était en perdition du point de vue finance et qui a été trouvé dans les dessins sur le prophète un second souffle, avait publié un manifeste de douze intellectuels, dont Salman Rushdie, Taslima Nasreen et Antoine Sfeir, intitulé «Ensemble contre le nouveau totalitarisme, l'islamisme». Nous lisons :

«... ils affirment que «cela a mis en évidence la nécessité de la lutte pour ces valeurs universelles, qui ne se gagnera pas par les armes mais sur le terrain des idées». Ils ajoutent qu'il «ne s'agit pas d'un choc des civilisations ou d'un antagonisme Occident-Orient mais d'une lutte globale qui oppose les démocrates aux théocrates». «Rien, pas même le désespoir ne justifie de choisir l'obscurantisme, le totalitarisme et la haine. L'islamisme est une idéologie réactionnaire. Son succès ne peut aboutir qu'à un monde d'injustice et de domination», poursuivent-ils. Ils disent refuser le «relativisme culturel» comme de renoncer à l'esprit critique et à la liberté d'expression, et ils lancent un appel «à tous les esprits libres de tous les pays» (2).

Dans la même veine ; une autre contribution cette fois sur un autre journal :

«Après avoir vaincu le fascisme, le nazisme et le stalinisme, le monde fait face à une nouvelle menace globale de type totalitaire : l'islamisme. Cette lutte ne se gagnera pas par les armes, mais sur le terrain des idées. l'islamisme se nourrit de la peur

et de la frustration. Les prédicateurs de haine misent sur ces sentiments pour former les bataillons grâce auxquels ils imposeront un monde encore liberticide et inégalitaire. Nous refusons de renoncer à l'esprit critique par peur d'encourager l'«islamophobie», concept malheureux qui confond critique de l'islam en tant que religion et stigmatisation des croyants. Nous plaidons pour l'universalisation de la liberté d'expression, afin que l'esprit critique puisse s'exercer sur tous les continents, envers tous les abus et tous les dogmes» (3).

On remarquera le glissement sémantique qui n'a pas été relevé à savoir qu'une espérance de plus d'un milliard de croyants est placé sur le même niveau que l'idéologie du IIIe Reich- fruit de la folie des hommes- qui a vu la mort de centaines de milliers de Juifs, de Tsiganes. Qu'on se le dise ceux qui meurent en priorité ce sont les musulmans et accessoirement les musulmans occidentaux dans le rapport un pour 1000, ensuite viennent ceux de « souche », . Cet appel concernant l'islam est intitulé : « le totalitarisme islamique », la parole étant de plus en plus libérée, du fait qu'il n'y a aucune sanction donc aucun risque , a été repris en Europe par pratiquement tout les médias. On retrouve pratiquement les mêmes dans le torchon du 20 mars avec cette fois du renfort. C'est dire si pour les promoteurs, il a fallu mobiliser. Mondialisation.ca, 29 mars 2018

Notes

1. https://www.huffingtonpost.fr/2018/03/20/finkelkraut-kouchner-ferry-et-97-autres-personnalites-lacent-un-appel-contre-le-nouveau-totalitarisme-islamiste_a_23390239/
2. <https://www.nouvelobs.com/monde/20060302.OBS9085/douze-intellectuels-contre-le-nouveau-totalitarisme.html>
3. http://www.liberation.fr/tribune/2006/04/28/contre-un-nouvel-obscurantisme_37612

[Haut de page ↗](#)